

Date de Publication : 2 février 2023

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



27
janvier
2023

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 27 Janvier 2023
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

23CP01-1 Convention de partenariat 2022-2028 entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de Tourisme

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-2 Convention de partenariat 2023-2025 entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal pour la création du " Club Tourisme Cantal "

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan d'actions

23CP01-3 Convention de partenariat technique et financier "Flux Vision Tourisme" 2023-2024 entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-4 Convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-5 Meublés de Tourisme

ANNEXE - Délibération

23CP01-6 Soutien aux entreprises agroalimentaires - Subvention à la SAS La Bogue du Cantal

ANNEXE - Délibération

23CP01-7 Participation du Département pour la prise en charge des frais liés à une permanence de soins au Lioran durant la saison 2022-2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention permanence de soins 2022-2023

23CP01-8 Convention de mise à disposition de locaux au Lioran entre le Département du Cantal et Hautes Terres Tourisme

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-9 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attributions

23CP01-10 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

23CP01-11 Programme d'entretien du réseau routier départemental structurant et secondaire 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Programme travaux réseau structurant

ANNEXE - 2-Tableau GRC

23CP01-12 Route départementale n° 679 - Mise en sécurité du carrefour de l'avenue Léon Bélard - Commune de Saint-Flour

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-13 Aménagement des routes départementales n°51, n°116 et n°42 - Communes de Cayrols, Tanavelle et Saint-Santin-Cantalès - Acquisitions de terrains - Pas de D.U.P. (article 1042)

ANNEXE - Délibération

23CP01-14 Aménagement de la route départementale n°64 - Commune de Crandelles - Acquisition de terrains - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

23CP01-15 Aménagement de la route départementale n°64 Commune de Crandelles Indemnisation d'un fermier

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

23CP01-16 Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Subventions CFPPA

ANNEXE - 3-Cadre bilan financier

23CP01-17 Forfait Autonomie au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

23CP01-18 Aide exceptionnelle "carburant" en faveur des salariés des services d'aide et d'accompagnement à domicile intervenant auprès des personnes âgées ou en situation de handicap bénéficiaires d'une prestation départementale - Versement complémentaire après régularisation du solde définitif des kilomètres parcourus

ANNEXE - Délibération

23CP01-19 Convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle fixant les engagements du Conseil départemental du Cantal et de l'Etat pour l'année 2023

ANNEXE - Délibération

Annexe financière CAOM

ANNEXE - Convention CAOM

23CP01-20 Appel à projets 2023 - Prise en compte des spécificités des gens du voyage

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP01-21 Appel à projets 2023 - Prise en compte des spécificités des travailleurs non-salariés

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP01-22 Convention de mise à disposition des locaux au sein de la Maison de Solidarité Départementale de Riom-ès-Montagnes en faveur du Service d'éducation spéciale et de soin à domicile (SESSAD) de la Haute Auvergne

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-23 Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP01-24 Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle en IAE 2023 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP01-25 Appel à projets FSE+ « Inclusion sociale 2022-2023 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP01-26 Avenant à la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant à la convention

23CP01-27 Patrimoine - Programmation 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

23CP01-28 Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès 2023-2028

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-29 Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de la Communauté de communes Sumène Artense 2023-2027

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP01-30 Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de la Communauté de communes Châtaigneraie cantalienne 2023-2028

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2023-2028

23CP01-31 Contrat de dépôt du fonds d'archives audiovisuelles Pierre AMIRAL

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Contrat de dépôt du fonds Pierre AMIRAL

ANNEXE - 2-Contenu du fonds Pierre AMIRAL

23CP01-32 Contrat de dépôt du fonds d'archives audiovisuelles Yves CASSAN

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de dépôt du fonds Yves Cassan

23CP01-33 Contrat de dépôt d'un document d'archives audiovisuelles produit par Gabriel THOMASSIN

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de dépôt Gabriel THOMASSIN

23CP01-34 Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Commune de Sansac-de-Marmiesse

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

23CP01-35 État d'avancement de la stratégie Cantal Europe

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Performance PON FSE OI Cantal

ANNEXE - 2-Convention

ANNEXE - 3-Plan d'actions 2023

CANTAL RESPONSABLE

23CP01-36 Cantal'ENS Collèges

ANNEXE - Délibération

23CP01-37 Aménagement et Gestion des milieux aquatiques

ANNEXE - Délibération

23CP01-38 Plantation de haies et d'arbres dans le cadre des travaux connexes à l'aménagement foncier d'Andelat - 1ère Tranche

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

23CP01-39 Indemnité de déplacements des intervenants bénévoles – EUROPE DIRECT Cantal

ANNEXE - Délibération

23CP01-40 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

23CP01-41 Collèges publics : actualisation des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service

ANNEXE - Délibération

23CP01-42 Protocole transactionnel - RD 58 - SAINT-SIMON

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Protocole

23CP01-43 Station du Lioran - Convention pour les servitudes de passage des remontées mécaniques et des pistes de ski

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Plan

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-1

Convention de partenariat 2022-2028 entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de Tourisme

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1, L.1511-2, L.1511-3 et L.1511-7 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
Vu l'instruction du Gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des Collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRE ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat 2022-2028 relative au secteur du tourisme entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention relative au secteur du tourisme
Région Auvergne-Rhône-Alpes et Département du Cantal
dans le cadre de la loi NOTRe

- Vu le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),
- Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
- Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,
- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1, L.1511-2, L.1511-3 et L1511-7,
- Vu le SRDEII adopté par délibération n°AP-2022-06 / 07-13-6750 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 29 et 30 juin 2022,
- Vu la délibération n°AP-2022-06 / 07-13-6750 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 29 et 30 juin 2022, approuvant le présent modèle de convention,
- Vu la délibération n° AP-2022-06 / 10-14-6751 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 29 et 30 juin 2022, adoptant le Plan Tourisme 2022-2028 « Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la première destination européenne du tourisme durable », adossé au Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) 2022-2028
- Vu la délibération du Conseil départemental du Cantal approuvant la présente convention,

Entre

Le Département du Cantal représenté par le Président habilité à signer la présente convention,

et

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la Loi NOTRé adoptée en 2015, la Région est compétente en matière de développement économique à travers son Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et en matière de planification, de coordination et d'aménagement du territoire à travers son Schéma Régional d'aménagement Durable et de Développement des Territoires (SRADDET). Le tourisme est à la fois un véritable atout d'attractivité économique et facteur d'aménagement du territoire articulé aux enjeux de transports, sports, culture, etc.

Les Départements établissent, lorsqu'ils le souhaitent, un Schéma Départemental d'Aménagement Touristique et peuvent créer un Comité Départemental du tourisme auquel ils confient tout ou partie de la mise en œuvre de leur politique touristique, notamment en matière de promotion et de communication.

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) ont une compétence tourisme obligatoire et ont à créer des Offices de tourisme intercommunaux permettant une promotion du tourisme à échelle intercommunale (sauf pour les marques territoriales et les stations touristiques classées qui peuvent rester gérées par les communes).

Aux termes de l'article L. 1111-4 du Code général des collectivités territoriales, la compétence Tourisme reste donc partagée entre les collectivités territoriales, incitant ainsi à construire un partenariat collaboratif pour une meilleure cohérence et visibilité dans un contexte de raréfaction des deniers publics.

La question de l'accompagnement des acteurs du tourisme est un sujet de préoccupation majeur pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, les Départements et la Métropole de Lyon, qui plaident conjointement en faveur d'une lecture dynamique de la Loi NOTRé. Un cadre partenarial conjoint permettra une force de frappe significative, en mobilisant notamment des fonds européens et nationaux et en favorisant des partenariats publics /privés.

Le Conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la Région.

L'objet de la présente convention permet aux communes et à leurs groupements, d'intervenir en aide auprès des entreprises en s'inscrivant dans le SRDEII.

Article 1 – Objet de la convention

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal conviennent d'apporter, de façon coordonnée et complémentaire, leur concours au développement du secteur touristique sur leurs territoires, dans les conditions définies ci-après et selon les orientations portées par le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

Il est ainsi établi une convention de partenariat déterminant les modalités de collaboration entre les deux collectivités en matière de tourisme afin de partager les projets de développement touristique.

Elle pourra être complétée par une convention spécifique sur la promotion, la mise en marché, la communication et l'observation touristiques entre le Comité Régional de Tourisme (ci-après dénommé Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme) et le Comité départemental du Tourisme du Cantal – Cantal Destination.

Article 2 – La politique touristique régionale Auvergne-Rhône-Alpes

Avec 21,2 milliards d'euros de consommation touristique, 181 200 emplois salariés et 160 millions de nuitées, Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région touristique de la première destination mondiale. Au regard du potentiel de développement économique que représente la filière touristique pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, ce secteur est pleinement intégré au SRDEII 2022-2027. Le tourisme est une politique transversale en interaction directe avec de nombreux autres champs (aménagement du territoire, agriculture, transports, environnement, culture, fonds européens, etc.).

L'objectif est de faire d'Auvergne-Rhône-Alpes un modèle de performance touristique et d'innovation pour capter le potentiel de croissance d'un secteur qui représente plus de 8% du PIB régional. L'ambition de la nouvelle politique touristique s'appuie sur une organisation, des outils et des moyens régionaux adaptés entre la Région et son opérateur unique en matière de marketing, de promotion et communication, Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme.

Défini comme une priorité nationale, le tourisme est un secteur stratégique dans lequel la Région, par sa compétence exclusive en matière d'aides économiques, joue un rôle de coordination des autres collectivités et en particulier les Départements.

La Région est à l'impulsion de projets structurants et de futures destinations. Elle soutient ainsi l'investissement et la promotion touristiques en optimisant ses interventions auprès des acteurs publics et privés à travers d'ambitieuses programmations ciblées :

- Des thématiques d'excellence qualifiées :
 - ▢ Pleine nature : structuration d'activités et services sur les territoires déterminés,
 - ▢ Itinérance et grandes randonnées : appuyer et conforter les grandes itinérances qui traversent notre région,
 - ▢ Territoires de montagne : accompagnement à la diversification et au développement pérenne des territoires concernés,
 - ▢ Thermalisme et pleine santé : appui au repositionnement des stations thermales et travail collectif en matière de prévention santé et de bien-être,
 - ▢ Gastronomie et œnotourisme : développement de produits touristiques régionaux et à l'échelle de la Vallée de la Gastronomie-France®.
- Des thématiques transversales performantes :
 - ▢ Hébergements touristiques : sécurisation économique des projets et soutien aux créations et rénovations d'établissements (hôtellerie familiale, hôtellerie de plein air, centres de vacances, gîtes d'étape, refuges) dans le respect du développement durable,
 - ▢ Sites touristiques emblématiques : création d'un réseau de sites touristiques et de loisirs existants et resserrés pour se démarquer et réinventer avec eux le tourisme de demain, notamment à travers de nouvelles offres expérimentales.
 - ▢ L'innovation touristique : exploration de nouvelles filières comme le tourisme de savoir-faire et le tourisme d'affaires et promotion de la digitalisation du tourisme.
 - ▢ Réponse aux enjeux liés à l'emploi et à l'accessibilité et au handicap.
 - ▢ La valorisation des destinations : l'Agence Régionale du Tourisme – Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme – assure la promotion de la région et de toutes ses destinations, au niveau régional, national et à l'étranger. Elle met en œuvre la stratégie de développement touristique définie par le Conseil Régional et couvre, par l'ensemble de ses missions, toute la chaîne de production et de distribution de l'offre touristique, de l'observation à la promotion/communication en passant par le design de l'offre, la professionnalisation des acteurs (à travers l'organisme de formation « Trajectoires Tourisme ») ou encore à travers la plateforme « Apidae » qui gère, par ses services et de manière collaborative, les informations touristiques par destination.

Article 3 - La politique touristique départementale du Cantal

Économie du Tourisme en 2021

- 2 200 emplois salariés, soit 1,3 % des emplois touristiques en Auvergne- Rhône-Alpes,
- 39 M € d'investissements touristiques,
- 200 M € de richesse dégagée par l'activité touristique,
- 30 000 lits touristiques marchands et 100 000 lits en résidence secondaire (70 %),
- 5 M de nuitées,
- 40 € de dépenses moyennes par personne et par jour.

Offre touristique en 2022

- 1 station de sports d'hiver : Le Lioran ; 1 station thermale : Chaudes-Aigues ; 1 festival clé : Festival international de théâtre de rue ; 1 Pays d'Art et d'Histoire : les Pays de Saint-Flour ; 2 villages classés Plus beaux villages de France (Tournemire, Salers) ; 8 Petites cités de caractère
- 2 PNR : Parc des Volcans, Parc de l'Aubrac ; le Massif cantalien est le plus grand volcan d'Europe, 1 site classé Grand site de France : le Puy Mary ; 14 espaces naturels sensibles
- 5 AOP fromagères dans le département

Stratégie touristique 2023

L'écriture d'un nouveau schéma pour 2023 - 2027 est prévue pour le premier semestre 2023. Il s'agira d'imaginer une stratégie ambitieuse répondant aux évolutions des capacités d'actions du Département et au contexte sociétale exigeant plus de sobriété.

La finalité des interventions du Département est de faire de la destination Cantal une destination d'excellence, dont les prestations proposées, dans le cadre des différentes étapes du parcours client, offrent un haut niveau de qualité. Les domaines d'intervention prioritaires sont les suivants :

- Structuration des activités de pleine nature, notamment la randonnée à pied et en vélo à assistance électrique
- Amélioration de la signalisation touristique
- Montée en gamme des hébergements (ingénierie technique et financière, qualification, aide financière pour les meublés et chambres d'hôtes de particuliers)
- Animation de l'ensemble des acteurs impliqués dans le tourisme
- Observation de l'activité touristique

Pour promouvoir l'offre de qualité, le Département s'appuie sur le Comité départemental du Tourisme, Cantal Destination, qui assure la promotion de l'offre du territoire à travers une stratégie dynamique et fédératrice.

Article 4 – Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à travailler à l'émergence et l'accompagnement de projets structurants générant de l'attractivité et de la notoriété touristique, avec l'objectif de soutenir l'emploi et la création de richesse sur le territoire.

Eu égard aux politiques touristiques qu'ils mettent en œuvre, la Région et le Département entendent œuvrer ensemble à la mutualisation des ressources qui seront consacrées à l'atteinte des objectifs tels que détaillés dans la présente convention.

Les partenaires s'engagent à maximiser l'effet levier en mobilisant, outre les lignes budgétaires dédiées au tourisme, les financements de droit commun concernant d'autres politiques régionales et/ou départementales (emploi et formation, appui au tissu économique local, culture et patrimoine, mobilité, etc.).

Les parties s'engagent à mobiliser, autant que nécessaire, les contreparties nationales et européennes, en s'inscrivant dans les programmes adaptés (massifs, fleuves, FEADER, FEDER, etc.).

Le Département du Cantal s'engage à :

- respecter la réglementation européenne en vigueur lors de l'attribution de l'aide et la procédure d'information liée à la mise en œuvre de l'aide. Toute modification apportée à cette réglementation européenne devra être prise en compte afin de modifier en conséquence les dispositifs et aides concernées,
- transmettre les bilans demandés par la Région concernant les aides citées dans la présente convention

La Région s'engage à :

- respecter la réglementation européenne en vigueur lors de l'attribution de l'aide et la procédure d'information liée à la mise en œuvre de l'aide. Toute modification apportée à cette réglementation européenne devra être prise en compte afin de modifier en conséquence les dispositifs et aides concernées,
- informer le Département du Cantal des évolutions de ses politiques.

Afin d'assurer un suivi régulier de la présente convention, les partenaires s'engagent à prévoir au minimum deux temps d'échanges techniques par an.

Article 5 – Durée, modification ou résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour la durée du SRDEII.

Elle peut être modifiée par voie d'avenant après accord entre les parties signataires. La Région et le Département du Cantal se réservent par ailleurs la possibilité de provoquer à tout moment une révision de la convention pour prendre en compte les modifications introduites par les évolutions législatives.

La convention pourra être résiliée de plein droit par la Région ou par le Département du Cantal par notification écrite en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

Article 6 – Litiges

En cas de litige pouvant résulter tant de l'interprétation que de l'exécution de la présente convention, un règlement amiable sera recherché.

A défaut d'accord, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le

**POUR LA REGION
AUVERGNE-RHONE-ALPES**

**POUR LE DEPARTEMENT
DU CANTAL**

**LAURENT WAUQUIEZ
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL**

**BRUNO FAURE
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-2

**Convention de partenariat 2023-2025
entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal
pour la création du " Club Tourisme Cantal "**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

*Monsieur Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.
Par 29 voix pour*

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du Tourisme ;

Vu les fiches-actions inscrites dans le Projet Cantal 2030 ;

Vu la délibération n°22CD05-2 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du tourisme pour 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et approuver les conventions à établir pour l'année 2023 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme dans le cadre de la création du "Club Tourisme Cantal", ainsi que le plan d'actions collectif 2023-2025 dont les projets sont joints en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT « CLUB TOURISME CANTAL » 2023-2025

Entre

Le Conseil départemental du Cantal, dont le siège social est situé au 28 avenue Gambetta à Aurillac (15000) représenté par Monsieur Philippe FABRE en sa qualité de Vice-Président en charge du Tourisme dûment habilité aux fins des présentes par délibération de la Commission Permanente du 27 janvier 2023,

Et

Le Comité départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal, « Cantal Destination », association loi 1901, dont le siège social est situé au 12 rue Marie Maurel à Aurillac (15000) représenté par Monsieur Didier ACHALME en sa qualité de Président,

Et

L'Office de Tourisme de...

Et

L'Office de Tourisme de...

Et

L'Office de Tourisme de...

Dans le cadre de l'exercice de la compétence Tourisme, le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal mènent des politiques et des plans d'actions qui visent à soutenir et développer le secteur touristique et l'économie locale.

Chacun à leur niveau et selon les prérogatives qui leur sont confiées, en cohérence avec les Schémas départemental et régional du Tourisme, ces différents acteurs ont en charge de l'accueil, la promotion, l'animation du réseau d'acteurs, la commercialisation, le développement, l'observation touristique...

Dans un contexte d'aspirations sociétales nouvelles portées vers des valeurs fortes, avec une conjoncture économique tendue et des enjeux climatiques impactant les schémas établis et face à une dynamique concurrentielle entre les destinations, il est nécessaire de fédérer et d'unifier les forces des acteurs institutionnels.

Si ces différentes instances collaborent déjà ensemble, elles ont l'intention de mieux coordonner leur action au service d'une meilleure efficacité, d'une plus grande lisibilité de l'action institutionnelle, de l'émergence de nouvelles actions, en développant l'intelligence collective, en mutualisant leurs moyens et en favorisant la montée en compétences des acteurs.

Cette collaboration entend renforcer la place du Cantal au sein du collectif « Auvergne Destination », accroître la performance de l'économie touristique du département, accélérer la nécessaire transition et l'adaptation de l'offre aux mutations actuelles et ainsi mieux préparer l'avenir.

Cette démarche collective ambitieuse renforçant les liens entre les acteurs institutionnels est à construire et à éprouver tant au niveau départemental qu'en relation avec les territoires intercommunaux et leurs Offices de Tourisme. Elle doit aussi être garante d'un lien étroit avec la politique régionale, à la fois celle du Conseil régional et de l'Agence Régionale du Tourisme (ART).

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les objectifs, les conditions et modalités de collaboration entre les parties pour la mise en œuvre d'un plan d'actions collectif Cantal, concerté et mutualisé.

Article 2 – Objectifs

En cohérence avec les stratégies départementales, à la fois de développement du Tourisme et d'attractivité pour transformer le Tourisme en économie résidentielle, les parties s'accordent sur la conduite de 5 objectifs prioritaires :

- Mieux promouvoir et distribuer la destination Cantal,
- Conforter notre positionnement en matière de destination de pleine nature,
- Accélérer l'évolution de l'offre : digitalisation et Tourisme durable,
- Être un acteur du développement économique de l'activité touristique,
- Professionnaliser et susciter l'innovation de l'action touristique.

Article 3 – Dénomination

Pour communiquer et faciliter la lisibilité de cette action collective, il est opportun de nommer cette collaboration entre les parties sous la dénomination : Club Tourisme Cantal.

Article 4 - Définition du plan d'actions

Les parties s'engagent à définir un plan d'actions de façon concertée. Ce plan d'actions fait l'objet d'une validation préalable par le Club Tourisme Cantal.

Le plan d'actions fait l'objet d'une présentation et d'une validation par le Conseil départemental, Cantal destination et les Offices de Tourisme signataires.

Article 5 - Modalités organisationnelles

Chaque partie désigne, au sein de ses directions respectives, un référent technique qui a en charge le suivi des dossiers gérés par le Club Tourisme Cantal, comprenant la définition et la mise en œuvre du plan d'actions ainsi que son évaluation.

Les Offices de Tourisme organisent leur coopération et décision au sein du Club Tourisme Cantal. À cette fin, ils acceptent d'identifier un interlocuteur qui sera en mesure de les représenter et de fournir des éléments techniques en temps et en heure pour assurer le bon fonctionnement des actions.

Ce représentant peut s'attacher les services d'un autre Office de Tourisme pour l'aider dans cette mission qui comprend le secrétariat du Club Tourisme Cantal. Il organise la tenue du Club Tourisme Cantal dont il assure le suivi préparatoire et des décisions en relation avec le Service Tourisme du Conseil départemental et Cantal Destination.

Afin de répondre à une demande de structuration des Offices de Tourisme du Cantal, cette mission de représentation est dévolue aux Offices de Tourisme représentant le Département du Cantal à la Commission régionale des Offices de Tourisme siégeant à la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 6 – Financement

Le plan d'actions comporte une estimation financière de chaque opération et définit les clés de répartition entre les différentes parties. Aucune obligation et règle financière prédéfinies ne sont fixées entre les parties. Le Département du Cantal, Cantal Destination, tout Office de Tourisme ne sont pas tenus de contribuer à des actions qu'ils ne souhaitent pas mettre en œuvre. Dans l'hypothèse d'opérations mutualisées entre plusieurs partenaires, une convention distincte pourra fixer les conditions de portage financier par l'un d'entre eux et précise la clé de répartition des coûts entre chaque partie.

La contribution de chaque Office de Tourisme au Fonds commun de promotion Cantal versé à Cantal Destination constitue une ressource financière valorisable à travers l'action du Club Tourisme Cantal.

Dans le cas d'actions co-financées, en cas de désengagement d'une des parties, toute partie se désistant est tenu d'honorer le paiement des actions engagées pour l'année en cours ou relevant des clauses contractuelles desdites actions.

L'ensemble des procédures d'achats et de règlement sont réalisées conformément à la législation en vigueur et aux règles comptables et financières auxquelles il est tenu de se soustraire.

Toute contribution financière est exigible à réception de la facture et à régler au plus tard le 31 décembre de l'année en cours.

Article 7 – Ressources humaines

Chaque partie s'engage à mettre à disposition des ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement du Club Tourisme Cantal. Le plan d'actions précise les personnels impliqués dans sa mise en œuvre.

Article 8 – Intégration de nouveaux signataires

L'intégration de nouveaux partenaires peut intervenir à tout moment après décision favorable du Club Tourisme Cantal.

Chaque partie prend part au Club Tourisme Cantal par une délibération de son assemblée délibérante ou par une décision de son instance autorisée.

L'intégration est effective à la date de la signature de la convention. Une copie de la délibération ou de la décision de l'instance décisionnelle est transmis aux signataires parties prenantes de la convention.

Article 9 – Partenariats

D'autres partenaires publics et privés peuvent être associés aux travaux du Club Tourisme Cantal. Ils peuvent être intéressés et contribuer à la mise en œuvre d'actions allant dans le sens de l'intérêt général recherché.

Article 10 – Durée

La présente convention est conclue à compter de sa signature pour une durée de 3 ans.

Article 11 – Révision et résiliation

La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Chaque partie pourra résilier son propre engagement à tout moment pour motif d'intérêt général. La partie souhaitant se retirer doit en informer les autres parties dans les deux mois qui précèdent l'effectivité de son retrait. Cette décision est prononcée sans indemnisation, sous réserve d'éventuels préjudices invoqués par les autres membres du collectif.

Article 12 – Litiges

Si un différend survient entre les parties dans le cadre de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties devront tenter de le résoudre à l'amiable par voie de conciliation.

Article 13 – Élection de domicile

Pour les besoins de la convention, les parties font respectivement élection de domicile aux adresses indiquées ci-dessus. Tout changement d'adresse d'une des parties devra être signifié aux autres parties.

Fait à _____

Le _____

Philippe FABRE – Vice-Président en charge du Tourisme Conseil départemental du Cantal	
Didier ACHALME – Président Cantal Destination	
Président Office de Tourisme de...	
Président Office de Tourisme de...	

Proposition de plan d'actions collectif

Cantal Destination - Service Tourisme du Conseil départemental - Offices de Tourisme

N°	Intitulé action	Pilote	Partenaires externes	Calendrier	
				2023	2024
Actions fondatrices					
1	Proposer une convention pour acter la démarche de collaboration entre les Offices de Tourisme du Cantal, Cantal Destination et le Service Tourisme du Conseil départemental	Un des OT		X	
2	Organiser un séminaire de travail avec l'ensemble des salariés du tourisme institutionnel du Cantal pour enrichir, acter et mettre en marche le plan d'actions collectif	Cantal Destination		X	
3	Définir des cibles marketing communes et mettre en cohérence des positionnements marketing des différents territoires pour la prise en compte par l'échelon départemental des plans marketing locaux	Cantal Destination	Auvergne Destination	X	
4	Animer le club de OT et organiser des rencontres régulières et thématiques pour échanger ("bonnes pratiques", besoins communs et groupements d'achats, ...)	Karine (St Flour) et Amaud (HTT)	Commission OT de l'ART	X	X
Axe 1 Construire un observatoire du tourisme départemental					
5	Assurer une veille économique et marketing du secteur du Tourisme (conjoncture, étude tendances, marketing, évolution offres et demandes...)	CD 15		X	X
6	Mutualiser des solutions de mesure de la fréquentation et de la qualité d'accueil sur l'ensemble du territoire	CD 15		X	
7	Concevoir un gabarit d'infographie type pour diffuser nos données de fréquentation et éditer annuellement les "chiffres clés du Tourisme départemental"	CD 15		X	
8	Poursuivre l'observation de la fréquentation des territoires avec Orange Flux Vision	CD 15		X	X
9	Proposer une solution mutualisée de gestion des avis en ligne (FAIRQUEST ?)	Un des OT		X	
Axe 2 Développer des offres et propositions touristiques nouvelles					
10	Se coordonner entre organismes immatriculés Aout France et non-immatriculés pour commercialiser l'ensemble de la destination Cantal, travailler sur le design de nouvelles offres	Un des OT		X	
11	Editer une brochure des produits groupe / séminaire / événementiel	Cantal Destination		X	
12	Elaborer une stratégie de prospection B2B des offres packagées en partenariat avec l'ART	Cantal Destination	ART	X	
13	Initier une réflexion sur la mise en place d'une billetterie centralisée commune pour les activités	Un des OT			X
14	Travailler ensemble à l'accueil d'événementiels sur l'ensemble du territoire	Cantal Destination		X	
15	Déployer la solution Bauduik sur l'ensemble du territoire (application qui permet la création de jeux de piste numériques)				

N°	Intitulé action	Pilote	Partenaires externes	Calendrier		
				2023	2024	2025
Axe 3	Promouvoir et distribuer la destination Cantal					
16	Etablir un plan de communication globale partagé	Cantal Destination		X		
17	Elaborer une stratégie GRC commune, de la collecte de la donnée client à la diffusion du contenu de promotion (AVIZ), en lien avec la conciergerie départementale	Cantal Destination		X		
18	Définir un programme pour la co-production et la diffusion de contenu multimédia de promotion	Cantal Destination		X		
19	Mutualiser un photographe professionnel pour alimenter une photothèque partagée Cantal	Cantal Destination		X	X	X
20	Déployer un outil de gestion d'une photothèque partagée comme la solution Phraseanet	Cantal Destination		X		
21	Etablir un plan de communication presse partagé (production collective de "cahiers de tendances" thématiques)	Cantal Destination			X	
22	Proposer un cadre pour l'accueil et le cofinancement de voyages de presse sur les territoires	Cantal Destination		X	X	X
23	Participer à des salons professionnels avec les professionnels du Tourisme, après avoir défini collectivement les objectifs, la méthodologie et les supports de promotion	Cantal Destination		X	X	X
24	Créer un site web pour faciliter l'accès aux offres et activités de plein nature (mise en produit, packaging, vente en ligne)	Cantal Destination				X
Axe 4	Accompagner les pros du tourisme					
24	Elaborer une "charte de bonnes pratiques" pour éviter la multi-consultation des acteurs du Tourisme par nos organismes	Un des OT		X		
26	Animer une réflexion sur une offre d'accompagnements personnalisés payantes destinées aux acteurs du tourisme (labélisation, qualité, commercialisation...)	Un des OT		X		
27	Proposer des services, formations et accompagnements relatifs à la transition énergétique aux acteurs du Tourisme	CD 15			X	
28	Devenir des relais de la politique d'attractivité départementale en participant à l'accompagnement et au conseil des porteurs de projets touristiques	CD 15				
29	Organiser des sessions de formation sur nos territoires, répondant aux besoins de nos organismes, des entreprises et des élus locaux	Cantal Destination	Trajectoire touristique, CCI Campus	X	X	X
30	Concevoir un "site pro" unique commun pour communiquer sur nos organismes et promouvoir nos solutions destinées aux acteurs du Tourisme	Un des OT + Cantal Destination				X
31	Editer un "guide du partenaire" commun pour l'ensemble des territoires (dont catalogue de formation)	Un des OT				X
Axe 5	Optimiser notre gestion de la DATA territoriale					
32	Déployer des outils plus efficaces pour la mise à jour APIDAE (Solution DAHUB ?)	Un des OT		X		
33	Harmoniser les normes de saisie sur APIDAE	Un des OT		X		
34	Mobiliser collectivement des moyens humains pour le diagnostic et la mise à jour des données APN sur APIDAE	CD 15			X	
35	Assurer une veille sur les innovations et solutions permettant l'optimisation de la data et sa diffusion	Un des OT			X	
36	Transformer progressivement le SIT en Système d'information territoriale exhaustif (avec les entreprises hors Tourisme, les offres de santé, etc...)	Un des OT	EPCI, CD 15, Consulaires			X

Proposition de plan d'action collectif

Version 2

19 nov. 2022

N°	Intitulé action	Pilote	Partenaires externes	Calendrier	
				2023	2024 2025
Axe 6	Harmoniser et faciliter la gestion des OT				
37	Développer un plan d'action commun pour optimiser le recouvrement de la taxe de séjour et son suivi, réfléchir à une harmonisation de la taxe de séjour à l'échelle départementale	Un des OT	DGFIP	X	
38	Adopter le dispositif pIOT pour développer des indicateurs de performance	Un des OT	ADN		X
39	Mettre en place un gabarit commun pour les rapports d'activités annuels de nos organismes	Un des OT			X
40	Définir une comptabilité analytique commune (et cohérente pour pIOT)	Un des OT	DGFIP	X	
41	Créer un "centre de ressources" (partager les modèles de conventions, cahier des charges, CGV, contrats de travail, arrêté de régie, délibérations, ...)	Un des OT			X
42	Harmoniser la fiscalité des OT en EPIC (TVA, taxe sur les salaires, IS)	Un des OT	DGFIP	X	
43	Initier un groupe de travail sur la démarche Qualité et partager les "bonnes pratiques"	Un des OT		X	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-3

Convention de partenariat technique et financier "Flux Vision Tourisme" 2023-2024 entre le Conseil départemental, Cantal Destination et les Offices de Tourisme du Cantal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Monsieur Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.
Par 29 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du Tourisme ;

Vu la délibération n°22CD05-2 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions en faveur du tourisme pour 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et approuver les conventions d'objectifs à établir pour l'année 2023 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat " Flux Vision Tourisme " 2023-2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CANTAL DESTINATION

(Comité départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal)

CONVENTION DE PARTENARIAT TECHNIQUE ET FINANCIER

« FLUX VISION TOURISME »

1^{er} janvier 2023 / 31 décembre 2024

Entre :

D'une part :

Le Comité Départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal, dénommé **CANTAL DESTINATION**, sis 12 rue Marie Maurel, SC 80007 15013 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Didier Achalme,

D'autre part :

Le Conseil départemental du Cantal, dénommé le Département, sis 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 janvier 2023,

Et d'autre part :

L'Office de Tourisme de XXXXXXXX, représenté par son Président, Monsieur XXXXXXXXXX.

- **Considérant** l'intérêt des études menées en matière de connaissance des flux de clientèles et d'évaluation des retombées économiques du tourisme ;
- **Considérant** les récentes évolutions technologiques et méthodologiques intervenues en matière d'observation des flux touristiques, via la solution Flux Vision Tourisme développée par l'opérateur Orange ;
- **Considérant** le groupement de commandes du 12 avril 2022 établi entre Orange Business Services (OBS), ADN Tourisme et les membres du groupement, définissant les conditions et les modalités techniques de réalisation et de mise en œuvre du dispositif Flux Vision Tourisme sur les territoires pour les années 2023 et 2024 ;
- **Considérant** l'accord-cadre 2023-2024 entre OBS et ADN Tourisme explicitant les modalités du contrat et la grille tarifaire.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Cantal Destination, le Conseil départemental et l'**Office de Tourisme de XXXXXXXX** conviennent de mettre en place de façon partenariale, sur une période de 24 mois, courant à partir du 1^{er} janvier 2023, le dispositif « Flux Vision Tourisme » proposé par OBS selon les conditions fixées par le groupement de commande OBS / ADN du 12/04/2022.

A ce titre les parties signataires conviennent de mutualiser leurs moyens financiers pour :

- Acquérir les données produites par OBS ;
- Travailler de concert à l'exploitation de celles-ci au titre de l'évaluation quantitative et qualitative de la fréquentation touristique de la zone de référence concernée.

Il est précisé que les fichiers seront accessibles dans leur intégralité à l'ensemble des partenaires engagés solidairement dans l'achat de données auprès d'OBS (cf. annexe1).

Les indicateurs proposés par OBS sont issus de l'analyse statistique des informations de géo localisation (anonymes) en temps réel et de diverses données collectées en temps différé issues des réseaux de téléphonie mobile. La pertinence et la définition des indicateurs sont validées par un groupe de travail regroupant les techniciens d'OBS et de techniciens des ADT/CDT sous l'égide de ADN Tourisme.

Dans ce cadre la solution Flux Vision Tourisme est une solution évolutive, de nouveaux segments de clientèles ou de nouveaux indicateurs pouvant être intégrés selon les préconisations du groupe de travail national.

Article 2 : Engagements de Cantal Destination

Dans le cadre de ce projet, CANTAL DESTINATION est le relais local de l'accord-cadre national, par son adhésion annuelle à ADN Tourisme.

CANTAL DESTINATION :

- Est signataire du contrat avec Orange Business Services, et demeure à ce titre l'interlocuteur financier direct d'Orange Business Services,
- Assure le règlement financier à OBS et refacture aux partenaires locaux suivant les dispositions de l'article 9,
- Participe au groupe de travail technique sur le traitement et l'interprétation des données,
- Partage les analyses départementales qui pourront être réalisées.

Article 3 : Engagements du Conseil départemental du Cantal

Dans le cadre de ce projet, le Conseil départemental met les compétences, le savoir-faire et les outils méthodologiques de son service tourisme et de son observatoire à disposition du collectif.

Le Conseil départemental :

- Assure le pilotage technique du dispositif Flux Vision Tourisme, en conformité avec les zonages définis et les livrables attendus,
- Participe aux travaux du groupe de travail d'ADN Tourisme afin d'enrichir le dispositif et l'analyse des données,
- Accompagne les territoires partenaires dans l'analyse et la communication des données,
- Organise et anime le groupe de travail technique sur le traitement et l'interprétation des données,
- Partage les analyses départementales qui pourront être réalisées,
- Ouvre la plateforme d'accès aux fichiers Excel et au tableau de bord dynamique aux territoires partenaires.

Article 4 : Engagements de l'Office de Tourisme de XXXXXXXX

Dans le cadre de ce projet, le partenaire participe au financement du dispositif, à l'exploitation et à la valorisation des données.

L'Office de Tourisme :

- Verse à CANTAL DESTINATION le montant précisé dans l'article 9 et l'annexe 4 de la présente convention.
- Nomme un interlocuteur dédié au suivi du dispositif Flux Vision Tourisme.
- Participe au groupe de travail technique sur le traitement et l'interprétation des données
- Enfin, l'office de tourisme s'engage à :
 - o ne pas commercialiser l'ensemble des données ;
 - o ne pas diffuser les données des autres partenaires utilisateurs de Flux Vision Tourisme (sauf accord écrit de leur part) ;
 - o informer le service du Département du Cantal de tout contact pris en direct avec Orange Business Services.

Article 5 : Propriété et diffusion de données

Financées de manière partenariale par l'échelon départemental et l'**Office de Tourisme de XXXXXXXX**, les données Flux Vision Tourisme sont la propriété conjointe de ces organismes.

Les données totales ou partielles livrées par OBS ne pourront être cédées à un tiers qu'avec l'accord des signataires de la présente convention.

Les parties signataires de la présente convention reconnaissent que OBS est l'unique propriétaire de la solution « Flux Vision Tourisme », l'ensemble des livrables pouvant être utilisé par CANTAL DESTINATION, le Conseil départemental et ses partenaires sans engager la responsabilité de OBS.

Les partenaires s'engagent lors de la diffusion et de la publication des données à citer la source : « *Données Flux Vision Tourisme Orange* ».

Article 6 : Animation - Coopération

Afin de suivre les évolutions du dispositif et de procéder de manière collective à l'analyse des données de fréquentation, un groupe de travail technique est constitué et se réunira au minimum 1 fois dans l'année, animé par le(a) référent(e) de l'observatoire départemental.

Article 7 : Résiliation – Révision

7.1 - CANTAL DESTINATION ne peut être tenu pour responsable en cas de défaillance de la part d'OBS dans l'exécution du contrat Flux Vision Tourisme. Dans ce cas, CANTAL DESTINATION se référera à l'article « 9.1 - Responsabilité » de l'accord cadre de partenariat entre OBS et ADN Tourisme.

En cas de perturbation généralisée du fonctionnement du réseau mobile (panne généralisée sur une journée), les indicateurs issus de la zone perturbée ne pourront être fournis. Pour remédier à d'éventuelles carences de captation des signaux mobiles, l'opérateur OBS fournira des fichiers interpolés afin de pouvoir reconstituer les séries statistiques altérées, les débords ou insuffisances de captation constatés ne pouvant donner lieu à un quelconque remboursement ou réclamation.

7.2 - En cas d'inexécution ou de violation, par une quelconque disposition de la Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la partie défaillante. La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre la présente Convention.

7.3 - La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties. Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

Article 8 : Durée

La présente convention est établie pour une période de 24 mois, courant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Article 9 : Cadres d'intervention financière

CANTAL DESTINATION prend en charge 50 % du coût d'achat des données, les 50 % restant étant refacturés à quotité égale aux entités co-contractantes.

Le montant de la participation financière de **l'Office de Tourisme de XXXX** sera facturé à hauteur de 50 % à la signature de la convention et à 50 % en janvier 2024.

Fait à Aurillac, le

Pour CANTAL DESTINATION

Pour le Conseil départemental
du Cantal

Pour **l'Office de Tourisme de
XXXXXXX**

Le Président,
Didier ACHALME

Le Président,
Bruno FAURE

Le Président,
XXXXXXXXXX

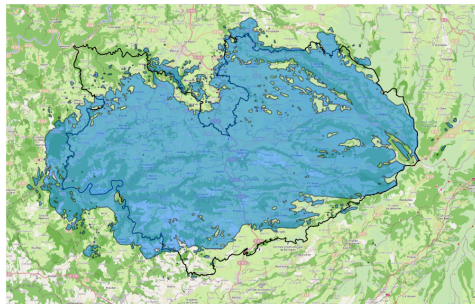
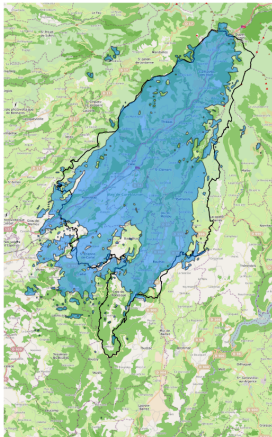
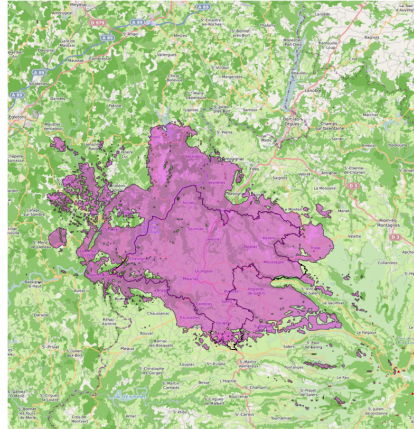
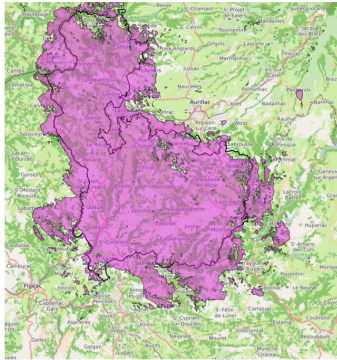
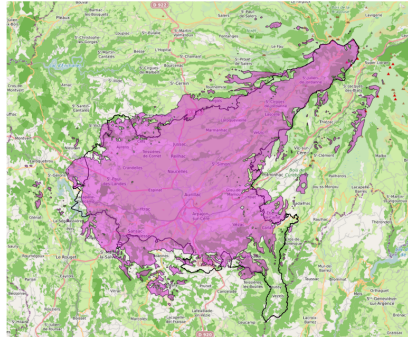
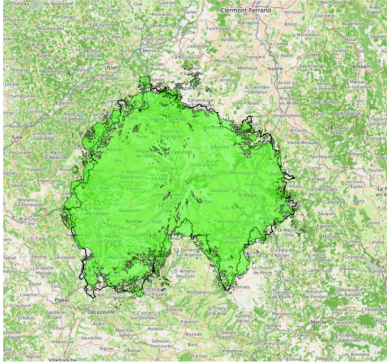
Liste des annexes :

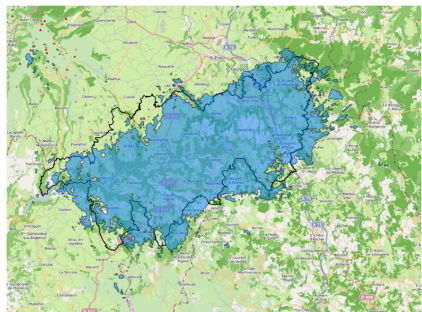
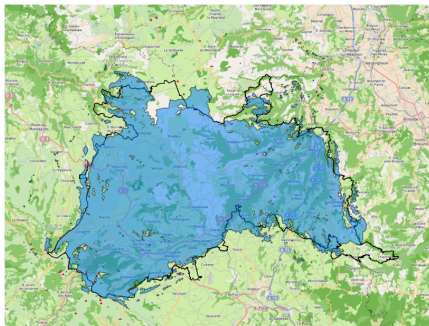
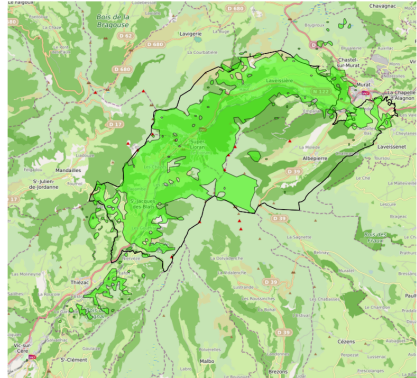
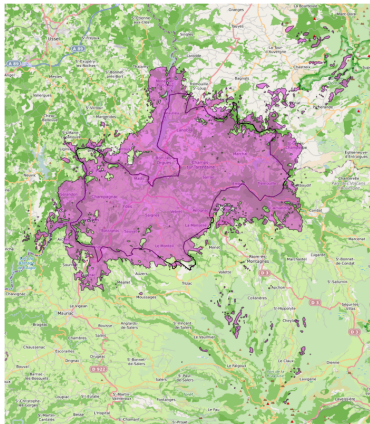
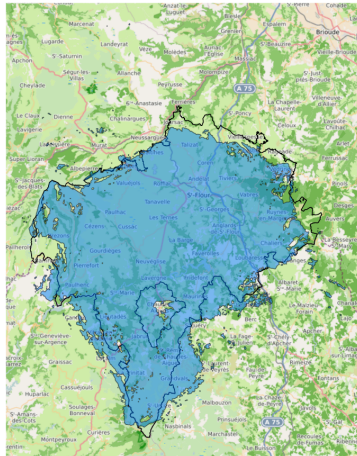
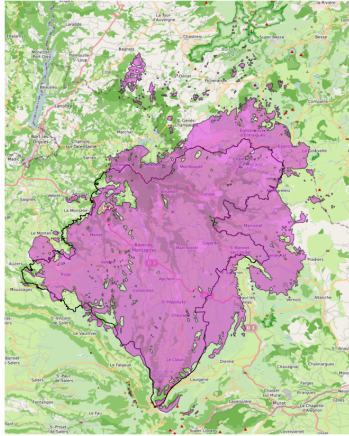
- Annexe 1 : Liste des territoires adhérents au dispositif FVT
- Annexe 2 : Carte des zones infra-départementales
- Annexe 3 : copie du bon de commande CANTAL DESTINATION/Orange Business Services
- Annexe 4 : Répartition financière

31

[illegible]

ANNEXE 2





Répartition financière

Budget Flux vision 2023 / 2024
Données départementales + offre de base 10 zones + Ajout 1 zone
Rapport dynamique en livraison continue
Gratuité des données socio-démographiques (via le contrat de l'ART)
Engagement sur 2 ans

	HT / an	TTC / an
Total	19 550,00 €	23 655,50 €
Cantal Destination	9 774,96 €	11 827,75 €
Pays d'Aurillac	888,64 €	1 075,25 €
Hautes Terres Tourisme	888,64 €	1 075,25 €
Pays de Salers	888,64 €	1 075,25 €
Saint Flour Communauté	888,64 €	1 075,25 €
Carliades	888,64 €	1 075,25 €
Lioran	888,64 €	1 075,25 €
Sumène Artense	888,64 €	1 075,25 €
Vallée de la Truyère - St Flour Co	888,64 €	1 075,25 €
Pays Gentiane	888,64 €	1 075,25 €
Pays de Mauriac	888,64 €	1 075,25 €
Châtaigneraie Cantalienne	888,64 €	1 075,25 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-4

Convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Monsieur Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du Tourisme ;

Vu la délibération n°22CD05-2 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 validant l'attribution d'une subvention à Cantal Destination pour le fonctionnement de la structure et la réalisation de son programme d'actions et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et approuver la convention d'objectifs à établir pour l'année 2023 ;

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 000 000 € à Cantal Destination pour la mise en oeuvre de son programme d'actions pour l'exercice 2023 avec un budget global prévisionnel de 1 057 000 € TTC dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 94 du Budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE AU FONCTIONNEMENT
À CANTAL DESTINATION ÉTABLIE AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL
POUR L'EXERCICE 2023**

ENTRE

Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 janvier 2023,

Ci-après dénommé : le Département,

ET

Le Comité Départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal, sis 12 rue Marie Maurel, SC 80007 15013 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Didier Achalme,

Ci-après dénommé : Cantal Destination,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément au livre 1^{er} du Code du Tourisme (partie législative), Cantal Destination, association créée à l'initiative du Conseil départemental, contribue à la mise en œuvre de la politique touristique du Département. Cantal Destination et le Service Tourisme du Conseil départemental se répartissent les missions de la façon suivante : Cantal Destination assure les missions de promotion, communication et mise en marché de la destination Cantal ; le Service Tourisme du Conseil départemental du Cantal est, de son côté, chargé notamment de la structuration et de la qualification de l'offre, de l'expertise de projets publics et privés et de l'observation de l'activité touristique.

Le programme d'actions de Cantal Destination pour l'année 2023 viendra compléter et nourrir le schéma départemental du Tourisme qui sera voté par le Conseil départemental dans le courant du premier semestre 2023, en cohérence et complémentarité avec le schéma du Tourisme de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Depuis 2021, à la suite d'une première étape de mutualisation entre le Puy-de-Dôme et le Cantal, les quatre Conseils départementaux de l'ancienne Région Auvergne : l'Allier, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme et le Cantal se sont associés sous la bannière « Auvergne Des. Afin d'améliorer l'efficacité et l'impact des actions et de promouvoir ensemble la destination « Auvergne », les quatre départements mettent en commun leurs moyens et leurs compétences. Un programme collectif de promotion touristique est mis en œuvre pour favoriser la fréquentation touristique de l'Auvergne.

Les missions de Cantal Destination sont réalisées dans le cadre de ce collectif pour le compte de la destination Auvergne. Cantal Destination déploie également un plan de promotion en faveur du Cantal en collaboration avec les principaux acteurs locaux du secteur (labels, réseaux, fédérations, Offices de Tourisme...). Cantal Destination fait partie, avec le Service Tourisme et l'ensemble des Offices de Tourisme, du Club Tourisme Cantal et participe activement à la réflexion et à la mise en œuvre d'un plan d'actions collectif en cours de validation. Toutes les missions sont développées en cohérence avec la politique touristique définie par le Conseil départemental du Cantal et sous son contrôle. Au regard des mutations en cours et à venir, elles pourront faire l'objet d'évolution. Dans cette éventualité, un avenant à la convention pourra être établi.

ARTICLE 1^{ER} - MISSIONS DE CANTAL DESTINATION

Par ses actions de promotion, d'organisation d'événementiels et d'appui à la commercialisation, Cantal Destination a pour vocation de développer la fréquentation touristique et de favoriser l'activité économique du Cantal et, plus généralement, de contribuer à l'attractivité du département.

Ses principales orientations sont donc les suivantes :

- ▮ valoriser l'image du département et mutualiser les actions de promotion et de communication en lien avec les territoires, les socio professionnels locaux, le Département et la Région pour développer la notoriété de la destination,
- ▮ développer l'offre Cantal au sein de la destination Auvergne qui choisit les activités de pleine nature comme l'un des axes forts de sa stratégie de conquête de nouvelles clientèles,
- ▮ inscrire résolument l'activité touristique dans le champ économique en renforçant la mise en tourisme des territoires et la valorisation des sites phares du département,
- ▮ développer la fréquentation touristique, notamment en intersaisons, grâce à la mise en place d'une politique dynamique (montage de produits et commercialisation) notamment auprès de la clientèle d'affaires.

Pour ce faire, Cantal Destination met en œuvre un plan d'actions marketing et de communication dimensionné affichant clairement les choix stratégiques sur :

1- Les clientèles ciblées suivantes :

- 25 – 45 ans, urbains

2 - Les thématiques choisies suivantes :

- Activités de pleine nature, avec une attention particulière sur la station du Lioran pour favoriser une fréquentation 4 saisons,

3 - Les marchés prioritaires suivants :

- Les départements limitrophes,
- Marchés français – Tourisme de proximité (à moins de 3 h de route),
- Paris,
- Le Quart Nord-Ouest,
- Pays du Nord en recherche de vacances « Nature » (exemple : Belgique francophone).

4 - Les outils et actions de promotion suivants : *notoriété, image et séduction*

- **« Plateforme digitale »** via le site internet de destination mutualisé, via des campagnes sur les réseaux sociaux et publicité sur internet,
- **« Print »** : carte touristique, magazine de séduction, documents thématiques...
- **« Relations Presse »** : stratégie d'influence (blogueurs / influenceurs),
- **« Événementiels et actions Grand public »** : salons spécialisés « Outdoor », campagnes digitales, réseaux sociaux ; cinéma, publicité extérieure...
- **« Mise en marché »** : deux pistes de travail :
 - travail avec les agences réceptives locales, démarchage des tour-opérateurs et comités d'entreprises, ...
 - appui aux prestataires en matière de stratégie e-tourisme en complémentarité avec le Service Tourisme du Conseil départemental : expertise de la stratégie marketing et commerciale des porteurs de projets, aide à la mise en marché et accompagnement à la commercialisation des prestataires de l'offre notamment via le déploiement de l'outil Open Expérience.

Ces actions seront facilitées par le déploiement de la base de données départementale avec le système d'informations touristiques régional. Il sera demandé aux Offices de Tourisme une saisie exhaustive et de qualité des informations touristiques de leur territoire.

L'ensemble des données de la base sera mis à disposition du Service Tourisme du Conseil départemental afin notamment de développer une représentation spatialisée de l'offre départementale grâce à l'utilisation croisée de la base et du Système d'Information Géographique (SIG) départemental.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

Le Département s'engage à allouer une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 000 000 € pour le financement des moyens permanents de Cantal Destination. Cette subvention est entièrement consacrée à la réalisation des objectifs fixés par le Département et des actions mentionnées à l'article 1. Le budget arrêté pour la mise en œuvre de l'ensemble de ce programme est estimé à 1 057 000 € TTC.

La participation financière du Département a été décidée par l'Assemblée départementale lors du vote du budget primitif 2023 sur la base d'un budget et du programme d'actions prévisionnels transmis par Cantal Destination et répondant aux objectifs de la politique départementale.

Les versements des acomptes par le Département sont définis comme suit pour les missions de fonctionnement général :

Dates limites de versement	Acomptes en %	Montant des acomptes
7 février 2023	60 %	600 000 €
7 juillet 2023	30 %	300 000 €

Le versement du solde de 10 %, correspondant à un montant de 100 000 €, interviendra au plus tard le 15 décembre 2023 sur présentation par Cantal Destination d'un bilan intermédiaire, du budget prévisionnel et du programme d'actions de l'année 2023.

Ce calendrier de versement peut être modifié en fonction des besoins en trésorerie de l'association. Le Département s'engage à procéder aux paiements d'acompte anticipé sur demande de l'association.

Un bilan intermédiaire pourra être établi à l'automne 2023 présentant notamment un état des actions réalisées par Cantal Destination et des crédits disponibles.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE CANTAL DESTINATION - EVALUATION DES OBJECTIFS - CONTROLE DE L'EMPLOI DE LA SUBVENTION

Cantal Destination présentera, conjointement à ses obligations fiscales et légales liées à sa forme associative, un rapport d'activités assorti d'une évaluation économique des actions engagées.

Par ailleurs, conformément au Code du Tourisme, Cantal Destination soumettra en fin d'année son rapport financier au Département et devra fournir les éléments suivants destinés à faciliter le contrôle de l'emploi de la subvention accordée :

- budget et compte de résultats analytiques,
- consolidation de ses comptes qui devra concorder avec le compte de résultats et bilan définitifs, approuvée par le commissaire aux comptes.

Cantal Destination tiendra le Département informé de toute évolution dans la structure de sa comptabilité analytique, dans ses clés de répartition et, d'une façon générale, de toute modification dans ses méthodes comptables. Cette information devra permettre de comparer valablement le budget prévisionnel et le budget réalisé.

ARTICLE 4 - RESPECT DES OBLIGATIONS STATUTAIRES

Cantal Destination s'engage à fonctionner en conformité avec les statuts élaborés dans le respect des exigences de la Loi du 23 décembre 1992 en ce qui concerne sa composition.

Cantal Destination s'engage à revoir ses statuts en fonction des nouveaux textes de loi pouvant intervenir en matière touristique ou concernant les compétences des collectivités territoriales ou de nature à remettre en cause ses objectifs et ses modes de fonctionnement.

Cantal Destination s'engage à informer le Département de toutes modifications pouvant intervenir en matière statutaire.

Cantal Destination s'engage en outre à informer ses adhérents sur la vie de l'association, et son fonctionnement par, au minimum, une convocation annuelle en assemblée générale, faisant état de l'activité de Cantal Destination.

ARTICLE 5 - RESPECT DES REGLES DE PUBLICITE ET DE MISE EN CONCURRENCE

Cantal Destination s'engage à respecter les règles de publicité et de mise en concurrence lors de la passation des marchés publics, au même titre que le Conseil départemental.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITE - ASSURANCE

En application de la convention constitutive de groupement de commandes en vue de la passation et de l'exécution d'un ou plusieurs marchés relatifs à la mise en œuvre de services d'assurances conclue par Cantal Destination, cette dernière donne procuration et mandat au Département pour souscrire à son profit toutes garanties nécessaires à la couverture des risques par elle encourus du fait des risques de responsabilité civile, des risques dommages aux biens, et des risques liés à l'utilisation de véhicules jusqu'en décembre 2023.

Les dépenses afférentes à la couverture de Cantal Destination seront identifiées et imputées sur les crédits inscrits à son budget, Cantal Destination s'engageant à reverser au Département le montant des primes afférentes à sa couverture sur présentation d'un titre de recette.

ARTICLE 7 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention s'applique pour l'année 2023 et court du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Toute modification devra faire l'objet d'un avenant par les organes délibérants des deux parties contractantes.

A Aurillac, en trois exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Président de Cantal Destination,

Bruno FAURE.

Didier ACHALME.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-5

Meublés de Tourisme

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 adoptant le Schéma du Tourisme du Cantal 2019-2022 ;

Vu la délibération n°22CD05-2 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **ATTRIBUE** les subventions telles que définies dans le tableau ci-après :

Bénéficiaire	Objet	Montant de l'investissement en € HT	Montant attribué en €
M. et Mme ,	Création d'un meublé de tourisme 8/10 personnes labellisé Gîtes de France, thématique pêche, sur la Commune de Marchastel	41 150	7 500
M. Bernard ,	Modernisation d'un meublé de tourisme 5 personnes labellisé Gîtes de France, thématique pêche, sur la Commune du Fau	31 998	7 500

La dépense d'un montant de 15 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20 422, fonction 94 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-6

**Soutien aux entreprises agroalimentaires -
Subvention à la SAS La Bogue du Cantal**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°19CD03-06 du Conseil départemental du 27 juin 2019 adoptant les modalités d'intervention du dispositif en faveur des entreprises agroalimentaires ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à la SAS La Bogue du Cantal dont le siège social est situé 8 rue des Fourmillières - 15120 Lacapelle-del-Fraisse, une subvention d'un montant de 21 737 € pour l'acquisition de matériels de transformation de la châtaigne. Cette aide a été calculée au taux de 20 % sur la base d'une assiette éligible de 108 689 € H.T.

La subvention est accordée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA 60553 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole n° 702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020 et mobilisable jusqu'au 30 juin 2023.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-7

Participation du Département pour la prise en charge des frais liés à une permanence de soins au Lioran durant la saison 2022-2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délégation de service public, pour l'exploitation du service des remontées mécaniques des pistes de ski et des services associés, signée le 7 janvier 2014 ;

Vu la convention relative à l'organisation de la permanence de soins pour les trois saisons (2020-2021, 2021-2022, 2022-2023) passée entre la société URG et la Commune de Laveissière, ;

- APPROUVE la convention relative au financement de la permanence de soins à la station du Lioran pour la saison hivernale 2022-2023 jointe en annexe de la présente délibération.

- **VALIDE** le principe de verser une participation à la Commune de Laveissière pour la mise en œuvre d'une permanence de soins au Lioran pour la saison 2022-2023, dont le montant prévisionnel se décompose comme suit :

- au titre de sa participation directe, à la somme de 26 860 euros.
- au titre de la participation de la SAEM, à la somme de 11 850 euros.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA PERMANENCE DES SOINS
STATION DU LIORAN
SAISON HIVERNALE 2022-2023
ENTRE

La Commune de LAVEISSIERE, sise en Mairie, Le Bourg, 38 rue de Peyre-Arse 15300 LAVEISSIERE, représentée par Monsieur Daniel MEISSONNIER, Maire de la Commune de LAVEISSIERE, dûment autorisé par délibération du Conseil municipal en date du 01 Décembre 2022

D'une part

Et,

La Commune d'ALBEPIERRE BREDONS, sise en Mairie, le Bourg 15300 ALBEPIERRE-BREDONS, représentée par Monsieur Xavier FOURNAL, Maire de la Commune d'ALBEPIERRE BREDONS dûment autorisé par délibération du Conseil municipal en date du

La Commune de SAINT JACQUES DES BLATS, sise en Mairie, Le Bourg 15800 SAINT JACQUES DES BLATS, représentée par Madame Linda BENARD, Maire de la Commune de SAINT JACQUES DES BLATS dûment autorisée par délibération du Conseil municipal en date du

Le Département du CANTAL, sis 28 avenue Gambetta, 1 5000 AURILLAC représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

À l'issu de l'appel d'offre de la mairie de Laveissière du 02 Novembre 2020, la Société URG, implantée dans la Loire, a été désignée comme attributaire de la prestation par la Commune de Laveissière. Une convention a été signée entre la Société URG et la Commune de Laveissière pour la mise à disposition d'un médecin pour la prise en charge des urgences médico-chirurgicales durant la saison de ski 2022-2023, tous les jours pendant les vacances scolaires de Noël et d'hiver, uniquement les mercredis, samedis et dimanches sur la période intermédiaire jusqu'au 19 mars 2023.

L'exploitant de la Station, la SAEM Super-Lioran Développement, les Communes d'Albepierre-Bredons, Saint Jacques des-Blats et Laveissière ainsi que le Département, se partagent le coût de cette permanence. Toutefois, dans la mesure où la SAEM verse sa participation au Conseil départemental conformément à l'article 30.2 de la convention de Délégation de Service Public, le Département remboursera celle-ci à la Commune de Laveissière.

La Commune de Laveissière fait l'avance sur le financement de cette prestation, les autres Collectivités remboursant à cette Commune leur quote-part.

L'objet de cette convention est de définir les modalités de remboursement à la commune de Laveissière des frais inhérents à cette permanence de soins.

ARTICLE 2 : COÛT DE LA PRESTATION

Le coût prévisionnel total de cette prestation ressort à 59 0000 € de prestations + 20 000 € de matériel et consommables que la commune de Laveissière s'engage à verser à la Société URG avant le début de la saison d'hiver pour lui permettre de disposer des matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 3 : CONTRIBUTION DES COLLECTIVITES

La participation prévisionnelle des collectivités pour la saison 2022-2023 s'établit de la manière suivante :

Pour la commune de **Saint Jacques des Blats**, 15 % de la contribution des Collectivités après déduction de la participation de la SAEM du montant total soit **10 072,50 €** ;

Pour la commune de **Albepierre Bredons**, 3 % de la contribution des Collectivités après déduction de la participation de la SAEM du montant total soit **2 014,50 €** ;

Pour la commune de **Laveissière**, 42% de la contribution des Collectivités après déduction de la participation de la SAEM du montant total soit **28 203 €** ; Pour le **Département** :

- au titre de sa participation directe, à la somme de **26 860 €** (40 % de la contribution des Collectivités après déduction de la participation de la SAEM)
- au titre de la participation de la SAEM, à la somme de **11 850 €** (15 % de la dépense, remboursée au Département par la SAEM Super Lioran Développement).

ARTICLE 4 : DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

Les montants de la participation de chaque partie sont définis pour la durée de la saison hivernale 2022-2023 du 17 décembre 2022 et au plus tard jusqu'au 19 mars 2023.

La présente convention prend effet à la date de signature par l'ensemble des parties pour la saison hivernale 20120/2021. Elle prend fin lorsque chaque partie a réglé sa participation auprès de la commune de Laveissière, qui émettra en ce sens les titres de recette correspondants avec les factures justificatives afférentes.

ARTICLE 5 MODALITES DE PAIEMENT

La commune de Laveissière appellera les sommes dues par les collectivités en 1 appel de fonds du montant total facturé par la société URG du 17 Décembre 2022 au Mars 2023.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DE FRAIS DE REPAS

La commune de Laveissière faisant également l'avance des frais de repas des médecins, les communes de St Jacques des Blats et Albepierre-Bredons rembourseront leur quote-part à la fin de la saison sur émission d'un titre de recette spécifique avec justificatif, avec la répartition suivante :

Laveissière : 70 %

Saint-Jacques des Blats : 25 %

Albepierre-Bredons : 5 %

ARTICLE 7 : DOMICILIATION DE LA CONVENTION

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de LAVEISSIERE.

ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

ARTICLE 9 : MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est établie en cinq exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Laveissière, le 01 Décembre 2022

Le Maire de la Commune de LAVEISSIERE
Monsieur Daniel MEISSONNIER

Le Maire de la Commune d'ALBEPIERRE BREDONS
Monsieur Xavier FOURNAL

Le Maire de la Commune de SAINT JACQUES DES BLATS
Madame Linda BÉNARD

Le Président du Conseil départemental
Monsieur Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-8

**Convention de mise à disposition de locaux au Lioran entre le Département du Cantal
et Hautes Terres Tourisme**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition à titre gratuit de locaux sur la station du Lioran en faveur de Hautes Terres Tourisme, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET HAUTES TERRES TOURISME

Entre les soussignés :

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité, par délibération de la Commission Permanente en date du.....,

Ci-après désigné par les termes : « le Département » ou « le propriétaire »

Et

Hautes Terres Tourisme – Volcan Cantal, Etablissement public industriel et commercial, sis Place de l'Hôtel de ville, 15300 MURAT, représentée par son Directeur, Monsieur Arnaud BRUZAT, agissant en qualité et dûment habilité à cet effet.

Ci-après désigné par les termes : « l'Office de tourisme » ou « le Preneur »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Le tourisme est un secteur d'activités majeur du Cantal ; il demande, pour le développement cohérent, un partenariat entre les différentes structures concernées, par la promotion, l'accueil, l'animation, la communication, la commercialisation.

L'Office de tourisme en tant que structure d'accueil implantée sur l'unique station de sports d'hiver et d'été du département, joue un rôle essentiel d'accueil et d'information des touristes, de coordination entre les professionnels du tourisme et de promotion du potentiel touristique local et départemental. Hautes Terres Tourisme dispose ainsi d'une antenne au sein de la station du Lioran.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise à disposition des locaux dans lesquelles Hautes Terres Tourisme est autorisée à occuper à titre précaire et révocable, les locaux définis ci-après, afin d'y exercer les missions inhérentes à un office de tourisme.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal est propriétaire d'un bâtiment sis Place du Téléphérique -15300 LIORAN d'une surface de 73 m² environ.

Le pavillon d'information est composé d'un espace accueil au public.

Le Département du Cantal met à disposition de Hautes Terres Tourisme les locaux ainsi définis :

- Hall d'accueil de 24 m²
- une réserve
- sanitaires
- le sous-sol

Le mobilier, l'accès internet et les lignes téléphoniques, le nettoyage des locaux sont pris en charges par Haute Terres Tourisme.

ARTICLE 3 – DETIGNATION

Conformément au Code du tourisme, notamment ses articles L 133-1 à L 133-10, L 134 -1, L 134-5 et L 134-6, R 133-1 à R 133-18 et R 134-12, et à ses statuts, Hautes Terres Tourisme assure les missions suivantes :

- l'accueil et l'information touristique et de loisir auprès des visiteurs et des résidents,
- la promotion du territoire de Hautes Terres Communauté, en coordination avec le comité départemental, le comité régional du tourisme et les autres partenaires privés ou publics de son écosystème touristique,
- la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local,
- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique portés par Hautes Terres Communauté,
- la fédération des acteurs locaux du tourisme autour du projet touristique local,
- l'administration, l'alimentation et la mise à jour du Système d'information touristique de manière exhaustive.

Hautes Terres Tourisme est par ailleurs autorisé à commercialiser des prestations de services touristiques et des séjours.

Les locaux mis à disposition, objet de la présente convention, sont à l'usage exclusif de Hautes Terres Tourisme dans le cadre de l'exercice des missions présentées ci-dessus.

Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord du Département du Cantal.

Le « Preneur » ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie les lieux mis à disposition, sous aucun prétexte même provisoirement ou à titre gracieux.

ARTICLE 4 – ETAT DES LIEUX

Le « Preneur » prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties au plus tard lors de l'entrée en jouissance et de la remise des clés au « Preneur », comme aussi lors de la restitution de celles-ci.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN DES LOCAUX

Hautes Terres Tourisme devra veiller à la présentation esthétique de ses installations et nettoyer les locaux mis à disposition.

Elle ne pourra y apposer des inscriptions, panneaux ou affiches autre que ceux inhérents à son activité.

Hautes Terres Tourisme s'engage à faire maintenir les lieux conformes à leur composition initiale et à les occuper en bon père de famille.

Il répondra de toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition et résultant de son activité à l'exclusion de celles résultant de la vétusté. Il assurera tous les travaux de menues réparations.

Hautes Terres Tourisme devra signaler immédiatement au Département tous les désordres qui interviendraient ainsi que, les sinistres qui viendraient à se produire dans les locaux.

Toutes modifications ou transformation des locaux feront l'objet d'accords conclus entre les parties. Les travaux d'aménagement souhaités par le « Preneur » s'effectueront à ses frais et après accord du Département. Ils resteront acquis à ce dernier à l'issue de la convention.

Le Département assurera toutes les grosses réparations relevant de l'article 606 du Code civil.

ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit.

ARTICLE 7– OBLIGATIONS RELATIVES AUX CHARGES

□ Les charges afférentes aux locaux à l'usage du « Preneur »

Toutes les charges de viabilité notamment les consommations d'eau, d'électricité et autres selon les compteurs installés dans les lieux seront acquittées par le « Preneur » ainsi que les frais de mise en service, d'entretien, de relevé et réparation desdits compteurs.

Le « Preneur » supporte la totalité des dépenses liées aux charges d'entretien courant.

Le « Preneur » fera son affaire de la souscription des contrats de fournitures correspondants auprès des différents concessionnaires (fibre, fluides, EDF...).

□ Mode de surveillance du bâtiment

Le « Preneur » a seul à sa charge de définir les moyens de surveillance à mettre en place pour assurer la sécurité du bâtiment.

Dans l'hypothèse où il serait tenu de faire appel à un organisme privé de surveillance, sa désignation devra au préalable avoir obtenu l'accord du Département du Cantal.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

Le « Preneur » s'engage à souscrire pendant toute la durée de la convention l'assurance responsabilité locative garantissant les dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ainsi que l'assurance dite « recours des voisins et des tiers », dont il justifie par la communication d'une attestation à première demande du Département.

Pour défaut d'assurance du « Preneur », le Département est en droit de résilier de plein droit le bail.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel de Hautes Terres Tourisme et par les personnes accueillies par lui.

ARTICLE 9 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois ans et prend effet à compter de sa date de signature. Elle se renouvellera de manière expresse à la demande du locataire.

Les parties prévoient de se revoir 3 mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

ARTICLE 10 - RESTITUTION DES LOCAUX

A l'occasion de l'expiration de la convention, le « Preneur » devra prévenir le « Propriétaire » de la date de son déménagement un mois à l'avance afin de permettre à ce dernier de prendre toutes dispositions nécessaires au devenir du bien.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme en cours.

ARTICLE 11 – MODIFICATION – RESILIATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Sur demande d'un des partenaires, la convention peut être dénoncée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception avec un préavis de 3 mois minimum.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent expressément à rechercher un règlement amiable. En l'absence de règlement amiable, un recours contentieux pourra être fait auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la date de refus du règlement amiable.

Fait en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Département du Cantal
Monsieur le Président du Conseil départemental

Pour Hautes Terres Tourisme
Monsieur le Directeur

Bruno FAURE

Arnaud BRUZAT

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-9

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD05-8 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- ATTRIBUE des subventions aux manifestations ou associations locales à 11 cantons pour un montant global de 33 720 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 27 janvier 2023

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Pétanque Montsalvyenne	participation à l'acquisition de tenues vestimentaires pour le club	450
Team Cantal ISDE	organisation et participation à des courses de moto d'enduro	200
Association Danse Arpajonnaise Blue Angels	acquisition de matériel	200
Les Amis du Bouchon Vézitien	agrandissement des terrains et le ré-habillage de la buvette	300
Pétanque Arpajonnaise	acquisition de tenues sportives	450
APE de Lafeuillade en Vézie	organisation d'un voyage scolaire en juin 2023	660
CANTON D'AURILLAC 1		
Cabrettes et Accordéons des Burons de Pailherols	organisation de la semaine de la cabrette à Ytrac et la conception du DVD n° 4	300
Association Session Libre	organisation de l'édition 2022 du King of Bowl	300
APE et Amis de l'Ecole de Belbex	organisation de sorties ski et d'une classe de mer à l'île d'Oléron sur l'année scolaire 2022/2023	500
Association Feeling 15	fonctionnement	200
Judo Club Ytracois	organisation de la Grande Fête du Judo avec Romane Dicko	800
APE de l'Ecole des Volcans d'Auvergne d'Ytrac	acquisition des jeux de cours et d'une sono portative	500
Latino Dance	acquisition des chaussures à rebond pour pratiquer l'activité le Kangoo Jump	600
Amicale des Ex de l'AS Belbex	organisation des manifestations en 2023	1 000
Ytrac Animations	organisation d'un concert de Wazoo pendant la fête d'Ytrac les 11, 12 et 13 août 2023	1 000
APE du Bex	organisation d'une classe "Péniche" sur le Canal du Midi du 5 au 9 juin 2023	800
CANTON D'AURILLAC 2		
Collège la Ponétie	organisation d'une classe culturelle	500
Orchestre Symphonique de Haute-Auvergne OSHA	organisation d'un projet de concert commun avec l'Orchestre espagnol "La Godella" en 2023	500
Lycée Georges Pompidou - ENILV	participation au Trophée International de l'Enseignement Agricole 2023	500
Les Jardins du Foyer	réalisation d'importants travaux forestiers d'élagage	1 000
CANTON D'AURILLAC 3		
APE de l'Ecole d'Application des Frères Delmas	organisation d'une classe de mer et participation aux diverses activités	1 500
Association ALESA - Lycée Enseignement Général et Technologique Agricole Georges Pompidou	organisation d'un voyage des BTS ACSE en Espagne en janvier 2023	300
Lycée Georges Pompidou - ENILV	participation au Trophée International de l'Enseignement Agricole 2023	500
Les Jardins du Foyer	réalisation d'importants travaux forestiers d'élagage	1 000
CANTON DE MAURS		
APE du RPI Saint Santin Saint Constant Fournoulès	organisation de la fête de Noël 2022	300
Maison Familiale Rurale de Marcolès	acquisition de matériel informatique	1 700

Cant' Allons Nous	participation au 4L Trophy 2023	500
Comité des foires Chevalines de Maurs	organisation des Foires Chevalines et réception du Comité de Foires de Plaintel	800
Ecole Denis Forestier de Maurs	organisation d'un voyage au Grau d'Agde	1 000
Association des Donneurs de Sang Bénévoles Ytrac, Sansac de Marmiesse, Saint-Paul des Landes	fonctionnement 2023	300
Tennis Club Pays de Maurs	organisation d'une sortie à Roland Garros en mai 2023	800
Comité d'animation de Boisset	participation à l'achat d'éco-cup	200
ACCA de Saint-Antoine	acquisition de matériel	400
Syndicat des éleveurs de bovins limousins du Cantal	organisation du concours interrégional à GAP les 15 et 16 octobre 2022	360
CANTON DE MURAT		
Association Le Pion du Cantal	organisation de la 1ère édition du Festival des Jeux de Murat en avril 2023	500
Société de Pétanque d'Allanche	acquisition de tenues vestimentaires	500
Association Splash	organisation du Madcow Festival 2022 à Cheylade	2 500
CANTON DE NAUCELLES		
Comité des Fêtes de Reilhac	organisation de la fête patronale 2023	400
Naucelles Team Cyclisme	fonctionnement	200
Union Sportive Bessoise	organisation de la fête patronale 2022	200
Association de Sauvegarde du Four de Lavergne	acquisition d'une table de pique-nique	200
Pétanque Nancelloise	participation aux frais de déplacements pour le Championnat Régional de Clubs	250
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Amicale laïque de Condat	organisation d'une classe de neige et d'une classe péniche	400
Refuge Bienvenue du Pays de Gentiane	participation aux actions	500
A.C.A.R (Ass des Commerçants et Artisans de Riom)	organisation du Marché de Noël 2022	300
Familles Rurales Condat	réalisation du projet "Les Musiques Ecirent"	600
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Passion Cubaine	fonctionnement 2022	300
Amicale des aînés de Laroquebrou	organisation des activités	300
Association Re-Créations	organisation du Marché de Noël 2022	300
Association Laroquaille	organisation de la 10e édition de la course nature Laroquapattes	300
ACCA de Saint-Victor	acquisition d'une chambre froide	750
CANTON DE VIC SUR CERE		
Association Les Flocons Verts	réalisation de travaux dans les bâtiments	1 000
Dériv'Chaînes	organisation de la Dériv'Chaînes 2022	500
CANTON DE YDES		
Amicale Laïque de Ydes	organisation des sorties de ski au Lioran en janvier, février et mars 2023	2 000
Comité d'Animation de Madic	démarrage de l'association et organisation de manifestations	500
Moto Club de Lagnac "Les Pillarots"	démarrage de l'association et organisation de manifestations	300
APE Ecole de Vebret	organisation d'un voyage scolaire au printemps 2023	500
TOTAL		33 720

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-10

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 800 € pour l'association 30 ans GEA Aurillac ;
- 100 € pour la 914^{ème} section locale de la médaille militaire d'Aurillac ;
- 300 € pour l'association des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation.

Les montants seront imputés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-11

Programme d'entretien du réseau routier départemental structurant et secondaire 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°22CD05-10 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale et les principes posés quant à l'entretien et l'exploitation de cette dernière et donnant délégation à la Commission Permanente pour adapter, en cours d'année et dans les enveloppes budgétaires votées, les différents programmes de travaux en cours d'établissement ;

- **VALIDE** le programme des chaussées sur le réseau routier structurant tel que joint à la présente délibération pour un budget au titre de l'année 2023 de 2 775 000 €.

- **VALIDE** le programme de grosses réparations de chaussées sur le réseau routier secondaire tel que joint à la présente délibération pour un budget au titre de l'année 2023 de 1 855 000 €.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME TRAVAUX D'INVESTISSEMENT 2023

ORGANISATION TERRITORIALE		CARACTERISTIQUES CHANTIER										ESTIMATION	
Agence	Antenne	RD	PRD	ABD	PRF	ABF	Opération	Type de réseau	Type de travaux	Surface m²	Longueur m	Montant TTC	
RESEAU STRUCTURANT													
TRANCHE FERME													
Travaux Entreprise													
Aurillac	Mauves	15 D0920	23	752	26	100	Côte de Senlthes	1	1	-6 + 6 cm BBSG	23 800	2 300	480 000,00 €
Aurillac	Mauves	15 D0990	0	1330	0	2100	Giratoire du stade / cimetière Arpaizon Sur Cère	1	2A	-6 + 6 cm BBSG	4 100	560	85 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D 0120	10	650	16	0	Saint Paul Des Landes / Prentegarde BBTM	1	1	-3 + 4 cm BBMA	12 900	1 360	230 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	8	260	9	750	Purges Cautrines	1	1	-15 cm +8 cm GB + 6 cm BBSG	550	140	50 000,00 €
Mauriac	Riom es Montagnes	15 D0678	9	720	10	0	Traverse de Condat	1	2A	-6 cm + 6 cm BBSG	5 300	420	75 000,00 €
Mauriac	Riom es Montagnes	15 D 0922	79	830	80	360	3 Voies La Mouleyre	1	1	-6 cm +6 cm BBSG	17 600	1 595	300 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	6	0	6	720	Traverse basse de Ydes + giratoire	1	1	-6+6 cm BBSG	5 800	700	100 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	49	900	52	120	Carrefour Arches / 3 voies Jaleyrac	1	1	+5 cm BBSG	21 780	2 420	290 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0921	17	620	20	970	Côte de Lanau ECF	1	1	-3 cm + 5 cm BBSG	30 000	3 420	420 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	31	680	31	720	Giratoire de la Ville Basse	1	2A	-15 cm + 10 cm GB + 5 cm BBSG	1 000	60	40 000,00 €
SOUS TOTAL TRAVAUX ENTREPRISE												2 070 000,00 €	
Travaux régie													
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	50	560	55	860	Garabit limite Lozière La Garde	1	2A	MDG	40 100	5 295	72 000,00 €
SOUS TOTAL TRAVAUX REGIE												72 000,00 €	
Frais divers													
siège	-	-	-	-	-	-	Part révision travaux Entreprise chantiers 2022	-	-	-	-	-	140 000,00 €
siège	-	-	-	-	-	-	Part révision travaux entreprise chantiers 2023	-	-	-	-	-	440 000,00 €
siège	-	-	-	-	-	-	Contrôle extérieur -	-	-	-	-	-	16 000,00 €
siège	-	-	-	-	-	-	Géolaser mise à niveau	-	-	-	-	-	7 000,00 €
siège	-	-	-	-	-	-	Peinture RS Parc	-	-	-	-	-	17 000,00 €
siège	-	-	-	-	-	-	Hydrogénération	-	-	-	-	-	13 000,00 €
SOUS TOTAL FRAIS DIVERS												633 000,00 €	
												TOTAL GENERAL	2 775 000,00 €
												RESTE SUR UN BUDGET DE 2 775 000 €	- €
TRANCHE OPTIONNELLE													
Aurillac	Mauves	15 D0920	26	100	27	320	Côte de Senlthes Giratoire d'Emplinaidieu	1	1	Avis labo	9 300	1 220	180 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0990	7	370	10	150	La Gane Pont d'Embarre	1	2A	+ 5 cm BBSG Avis Labo	22 100	2 780	247 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0990	10	150	11	260	Pont d'Embarre Carlat	1	2A	+5 cm avis labo	7 200	1 110	90 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	10	10	10	800	Apcher	1	1	+ 6 cm BBSG	6 500	790	104 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	11	100	11	650	Apcher	1	1	+ 6 cm BBSG	4 400	550	70 500,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	7	865	10	10	Jussac Apcher	1	1	+6 cm BBSG + purges ponctuelles	16 550	2 145	290 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0120	12	60	13	430	Sortie de Saint Paul Des Landes / Chantier 2022	1	1	+ 5 cm BBSG	2 850	370	80 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0120	16	0	16	730	Prentegarde PR 16+0 à BB de 2016	1	1	-3 + 4 cm BBMA	5 500	730	105 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0680	10	175	11	860	La Grille Alty	1	2A	GE + BIC Avis Labo	11 000	1 685	180 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	43	0	45	430	TAG La Dinotte 1 entrée de Mauriac	1	1	+4 cm BBMA	21 300	2 430	260 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	46	20	47	250	Traverse de Mauriac Zone Artisanale	1	1	Attente Avis Labo	11 100	1 230	190 000,00 €
Mauriac	Riom Es Montagnes	15 D0678	0	0	4	450	Limite Puy de Dôme Carrefour Chanterelle	1	2A	Avis Labo	31 800	4 450	348 366,00 €
Mauriac	Riom	15 D0003	5	36	7	0	Carrefour RD 415 RMCL à Salsignac	1	1	+ 5 cm BBSG	13 750	1 964	185 000,00 €
Mauriac	Riom	15 D0003	0	0	0	536	La Baraquette carrefour RD 415	1	1	+ 5 cm BBSG	37 600	5 000	489 552,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0003	41	370	44	0	La Gazelle / La Carrière	1	1	-3+6 cm BBSG	20 500	2630	285 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0003	44	0	47	0	La Carrière Carrefour RD 23 Dienne	1	1	-3 + 6 cm BBSG	24 500	2 500	332 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0687	0	0	2	500	Station du Lioran	2	RIT	+5 cm BBSG	20 000	2 500	300 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	32	440	33	100	Traverse de Saint Georges	1	2A	-6 cm +6 cm BBSG	5 000	660	80 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0921	10	850	11	900	ECF Sortie de Chaudes Aigues	1	1	-3 + 5 cm BBSG	7 600	1 050	120 000,00 €

RD	Lieu-dit	Montant
4	VC Costes - Carrefour D48, 2 sections	160 000
9	Pont de la Sianne	45 000
22	Cheyssac	100 000
37	Vimenet	150 000
44	La Salesse	40 000
59	Traverse de JUSSAC	90 000
64	CRANDELLES	60 000
110	D921 - D10	90 000
122	ANGLARDS	110 000
292	Accès à GIRGOLS	130 000
320	Traverse d'ARPAJON	110 000
617	Traverse de ROANNES	130 000
679	Les Essarts T1	90 000
679	ALLANCHE Nord & Sud	60 000
	Révisions 2022	90 000
	Révisions 2023	370 000
	Divers (laboratoire, amiante, HAP,...)	30 000
	Total Tranches Fermes	1 855 000
7	CROS de MONTVERT - CORREZE	230 000
22	MARCHAL	20 000
36	Traverse de MARCENAT	50 000
39	Farges - Ste Reine	160 000
40	St-FLOUR - VC de Bouzengeac	90 000
222	Le Chambon	240 000
359	Salilhès	40 000
617	Entrée de ROANNES	90 000
617	L'enseigne	40 000
679	CHAMPS	50 000
679	Les Essarts T2	130 000
759	THIEZAC	40 000
22/49	CHAMPS	100 000
	Total Tranches Optionelles	1 280 000

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-12

**Route départementale n° 679 - Mise en sécurité du carrefour de l'avenue Léon Bélard -
Commune de Saint-Flour**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n°10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des routes départementales en traverse d'agglomération ;

Vu la délibération de la Commune de Saint-Flour en date du 26 septembre 2022 ;

- DECIDE de prendre en considération les travaux de mise en sécurité du carrefour de l'Avenue Léon Bélard sur la RD n° 679, en traverse de la Ville de Saint-Flour, Commune de Saint-Flour, pour un montant estimé de 151 650 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de Saint-Flour, fixant par ailleurs les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR LA MISE EN SECURITE DU CARREFOUR DE L'AVENUE LEON BELARD EN TRAVERSE DE LA VILLE DE SAINT-FLOUR

COMMUNE DE SAINT-FLOUR

ROUTE DEPARTEMENTALE N°679

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 27 janvier 2023,

Et

La Commune de SAINT-FLOUR dont le siège est 1, Place d'Arme – BP36 – 15102 SAINT-FLOUR, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2022,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de SAINT-FLOUR, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux de mise en sécurité du carrefour de l'Avenue Léon BELARD, sur la RD 679, en traverse de la ville.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage

et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- de recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- de respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- de respecter les dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique,
- de respecter les règles de la commande publique (décret 2016-360 du 25 Mars 2016) et de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- d'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux sur le réseau départemental ci-après (carrefour giratoire et branches d'accès de la RD 679), que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- Terrassements
- Réalisation de la chaussée
- Pose de bordures béton type I1
- Réalisation de la signalisation horizontale et verticale

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc....) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 151 650,00 € T.T.C. est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (PRDI ou son représentant) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de la protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par l'Agence départementale de SAINT-FLOUR, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par l'Agence départementale de SAINT-FLOUR, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- l'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- l'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- l'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle
- la signalisation horizontale et de police le concernant conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- les plantations,
- les trottoirs,
- les mobiliers urbains autorisés,
- les caniveaux,
- les réseaux assainissement,
- la signalisation horizontale et de police la concernant conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur
- la signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- l'éclairage public,
- les autres équipements (gabions..).

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de SAINT-FLOUR.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

f

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Maire de SAINT-FLOUR

Le Président du Conseil départemental,

Philippe DELORT

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-13

Aménagement des routes départementales n°51, n°116 et n°42 - Communes de Cayrols, Tanavelle et Saint-Santin-Cantalès - Acquisitions de terrains - Pas de D.U.P. (article 1042)

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 22CD05-10 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale ;

- **DECIDE** des acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des routes départementales n°51 n°116 et n°42 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

Route Départementale n° 51

Dégagement visibilité "Combecave" - 01168

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CAYROLS

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Consorts	ZC15	91	66559	TAILS	15,00

**Route Départementale n° 116
Zone d'emprunt Rascouge - 01172**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : TANAVELLE

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Nature	Principale et totale
Section de TANAVELLE	ZN 9	3120	Pâture	936,00
	ZN14	640	Pré	432,00

**Route Départementale n° 42
Aménagement RD42 à Uzols - 01142**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT-SANTIN-CANTALES

Nom du Propriétaire	Parcelles			Indemnité en €		
	Références cadastrales	Surface en m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
	K22	62	Lande	9,30	22,70	32,00

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-14

Aménagement de la route départementale n°64 - Commune de Crandelles - Acquisition de terrains - Pas de DUP (article 1042)

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°22CD05-10 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale ;

- DECIDE de l'acquisition de terrains nécessaires à l'aménagement de la route départementale n°64 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

Route Départementale n° 64

Aménagement à Labouygues 2^{ème} tranche - 01166

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CRANDELLES

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Consorts	AC 28 AC 102	351	8378	PRE T	157

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer l'acte notarié lié à cette acquisition et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-15

**Aménagement de la route départementale n°64
Commune de Crandelles
Indemnisation d'un fermier**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°22CD05-10 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

- **DECIDE** l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-dessous :

Aménagement à Labouygues 2^{ème} tranche
Commune de CRANDELLES – RD 64

Fermier(s)	Propriétaire(s)	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
GAEC GARDILLE	Consorts	AC 28 AC 102	351	PRE T	54,51 €	540,00 €	594,51 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans cette affaire.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-16

Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article D.312-159-5 ;

Vu la délibération n°22CD05-13 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme 2023 de l'Action Sociale du Département et l'inscription des crédits afférents ;

Vu la délibération n°22CD05-42 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 adoptant notamment le Budget annexe de la Conférence des financeurs ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs du 11 janvier 2023 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal inscrites dans le programme au titre de l'exercice 2023 ;

- APPROUVE la convention-type et ses annexes relatives au financement des dépenses engagées pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal au titre de l'exercice 2023 telles que jointes en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de 2023 aux organismes listés dans le tableau tel que joint en annexe pour un montant total de 343 623 €.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention avec chaque bénéficiaire attributaire.

Le montant des dépenses d'un total de 343 623 € sera imputé sur le chapitre 016, nature 651144, sous fonction 433 du Budget annexe Conférence des financeurs.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT
DES DEPENSES ENGAGEES
POUR LA REALISATION DES ACTIONS DE PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DES PERSONNES AGEES DU CANTAL
INSCRITES DANS LE PROGRAMME VALIDE PAR LA CONFERENCE DES FINANCEURS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2023**

Entre les soussignés,

D'une part,

(à compléter par : le nom de l'organisme bénéficiaire de la subvention, adresse du siège social et statut, représenté(e) par

Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXX

Ci-après désigné « le porteur de projet »

Et d'autre part,

Le Département du Cantal,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération de la commission permanente du Conseil départemental n°23CP du 27 janvier 2023,

Numéro de Siret : 221 500 010 00014

SIS 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC CEDEX

Vu le concours financier «Autres actions de prévention» de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées du Cantal le 11 janvier 2023 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 janvier 2023 ;

Considérant l'appel à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie pour les habitants du Cantal âgés de 60 ans ou plus et les proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention précise les modalités d'intervention financière du Département au titre de la Conférence des Financeurs dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal ainsi que :

- les obligations de chacune des parties ;
- le délai de validité des aides ;
- le cadre de l'évaluation.

Article 2 : Engagement des parties

2.1 Le porteur de projet

Par la présente convention, le porteur de projet s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'action ou les actions décrite(s) à l'article 3.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions prévues et à justifier des dépenses afférentes, conformément au dossier déposé auprès du Département. En cas de modification, il devra en informer le Département.

2.2 Le Département

Le Département est chargé de s'acquitter de toutes les obligations découlant de la présente convention attributive de l'aide.

Article 3 : Montant de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2023 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2023 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

4.1 Avance

La subvention départementale est versée au porteur de projet au titre d'une avance de XXXXXX euros, correspondant à 40 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

4.2 Solde

Le solde de la subvention sera versé à la suite du contrôle de service fait établi par la Maison Départementale de l'Autonomie sur la base du bilan financier de l'opération (ou des opérations) et de la déclaration sur l'honneur transmis par les services du Conseil départemental, déposés par le porteur de projet dès la clôture de l'action ou au plus tard le 10 décembre 2023.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La dépense sera imputée sur le chapitre 016, nature 651144, sous fonction 433 du budget annexe du Département.

La contribution financière est créditée au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Obligations du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le porteur de projet doit engager et réaliser l'action (ou les actions) dans l'année civile 2023.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le porteur de projet, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le porteur de projet fournit pour chaque action financée un bilan qualitatif dès la clôture de l'action ou au plus tard le 10 janvier 2024. A défaut, aucune autre demande de subvention ne pourra être étudiée en 2024.

5.1 Utilisation de la subvention

Le porteur de projet accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, le porteur de projet s'engage à communiquer le calendrier des actions, à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier et à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Le porteur de projet est informé que dans le cadre d'opérations de contrôle menées à postériori, notamment par la CNSA, il devra justifier de tout élément composant le présent dossier.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

5.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, le porteur de projet s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal, à savoir :

Le porteur de projet s'engage à indiquer la participation financière de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Il a l'obligation de faire apparaître le logo de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et des membres la composant dans l'ensemble de ses supports de communication. Il est tenu d'informer la presse que l'article devra faire mention du financement de la conférence des financeurs.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'action (ou les actions) subventionnée(s). Ces documents devront être transmis au Département.

5.4 Information du Département

Le porteur de projet devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

Article 6 : Reversement

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au porteur de projet en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil Départemental.

Article 7 : Caducité et déchéance

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2023.

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au porteur de projet, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du porteur de projet est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- lorsque le porteur de projet n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- en cas de fraude avérée ;
- lorsque le porteur de projet refuse de se soumettre aux contrôles du Département ou de la CNSA.

Le porteur de projet qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer au plus vite le Département par lettre recommandée avec accusé réception.
Le porteur de projet s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais.

Article 9 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux originaux, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

***Le Président du Conseil départemental
du Cantal***

***Le représentant de l'organisme bénéficiaire
de la subvention***

Annexe
Actions collectives pour la prévention de la perte d'autonomie

Bénéficiaires	Nom de l'action	Montant attribué
ARSEPT	Programme de prévention des séniors - Actions généralistes en présentiel	5 022
	Programme de prévention des séniors -Ateliers "Bien dans son corps" - Présentiel	17 043
	Programme de prévention des séniors -Ateliers "bien dans sa tête, bien avec les autres" - Présentiel	13 056
	Programme de prévention des séniors -Conférences en distanciel	11 671
	Total ARSEPT	46 792
ASeD	Sensibilisation bucco-dentaire des aidants et des professionnels	55 000
	- prise de conscience sur l'importance de la santé buccodentaire - mettre en place de bonnes pratiques au quotidien auprès des personnes	
	Total ASeD	55 000
ASLJ	Sport Santé Séniors	8 000
	Total ASLJ	8 000
CCAS Aurillac	Ateliers de prévention mémoire en éveil	3 650
	Les ateliers numériques du CLIC	3 744
	Total CCAS Aurillac	7 394
CCAS d'Arpajon sur Cère	Maintenir l'autonomie physique et cognitive des personnes âgées de plus de 75 ans par le biais d'activité physique adaptée et diététique sur la ville d'Arpajon-sur-cère	7 386
	Total CCAS d'Arpajon sur Cère	7 386
CCAS Polminhac	Les seniors cuisinent comme des « Chefs » !	1 650
	Total CCAS Polminhac	1 650
Centre Social ALC	Contribuer au Bien vieillir dans les quartiers ouest par le biais d'actions collectives : Gym douce et sophrologie	1 500
	Contribuer au Bien vieillir dans les quartiers ouest par le biais d'actions collectives : nutrition	4 500
	Contribuer au Bien vieillir dans les quartiers ouest par le biais d'actions collectives : atelier numérique	2 287
	Total Centre Social ALC	8 287
Centre Social de Marmiers	Viva'Cité Séniors : Gym Douce	1 000
	Viva'Cité Séniors : Mémoire en éveil	1 000
	Viva'Cité Séniors : Nutrition	1 500
	Total Centre Social de Marmiers	3 500
Centre social et culturel d'Arpajon sur Cère	"Bien vieillir, le pouvoir d'agir des séniors" - se maintenir en forme	2 825
	"Bien vieillir, le pouvoir d'agir des séniors" - lutte contre la fracture numérique	8 708
	Total Centre social et culturel d'Arpajon sur Cère	11 533

Bénéficiaires	Nom de l'action	Montant attribué
Centre Social et culturel du Carlades	Bien être et culture : vélo électrique	2 102
	Bien être et culture : sorties culturelles	594
	Total Centre Social et culturel du Carlades	2 696
Centre Social Intercommunal de la Vallée de l'Authre	ALLER VERS : le social Truck une action itinérante vers les séniors et les familles	8 000
	Total Centre Social Intercommunal de la Vallée de l'Authre	8 000
Centre Social Municipal du Cap Blanc	Les bienfaits du jardinage en hauteur pour les seniors Seniors en forme et en partage de connaissances	2 800
	Total Centre Social Municipal du Cap Blanc	2 800
Centre Socioculturel d'Ytrac	Pérennisation d'actions collectives de prévention : "Bien vieillir grâce au numérique"	2 814
	Pérennisation d'actions collectives de prévention : "Bien-être - sport santé estime de soi"	2 643
	Total Centre Socioculturel d'Ytrac	5 457
Cités Cantaliennes de l'Automne	Maintien de l'autonomie grâce aux activités physiques adaptées au sein des EHPAD du groupement	12 000
	Total Cités Cantaliennes de l'Automne	12 000
CODEP EPGV 15	Inciter à la pratique d'une Activité Physique Adaptée et régulière afin de consolider la condition physique des personnes de plus de 60 ans (robustes ou en perte d'autonomie).	2 300
	Déployer l'offre de soutien et de prévention sport santé bien être auprès des aidants proches des séniors.	850
	Total CODEP EPGV 16	3 150
Conseil départemental du Cantal	Animation en EHPAD via la plateforme "CULTUREàVie"	3 500
	Total Conseil départemental du Cantal	3 500
CROMS	Marchons dans nos campagnes	21 882
	Redansons dans nos campagnes	10 000
	Roulez séniors	4 469
	Total CROMS	36 351
DAHLIR	« L'insertion sociale par les loisirs : une démarche globale pour un accès à des activités collectives, physiques et de loisirs adaptés ».	17 000
	Total DAHLIR	17 000
DELSUC Caroline	Ateliers bien-être des aidants	2 116
	Total DELSUC Caroline	2 116
EHPAD Le Bocage - Pleaux	Atelier équilibre psychomoteur : exploration sensorimotrice en petit groupe	1 000
	Total EHPAD Le Bocage - Pleaux	1 000

Bénéficiaires	Nom de l'action	Montant attribué
EHPAD Les Vaysses	« Atelier Equilibre : Exploration corporelle et sensorielle du mouvement partagé en groupe »	1 000
	Total EHPAD Les Vaysses	1 000
EHPAD Saint Joseph (Saint-Urcize)	« Manger, bouger, partager : autonomie et qualité de vie »	1 000
	Total EHPAD Saint Joseph (Saint-Urcize)	1 000
EHPAD Saint-Elisabeth	Prévention des chutes, maintien de l'autonomie, gym douce à l'Unité Alzheimer auprès d'un professionnel de Siel bleu	1 000
	Total EHPAD Saint-Elisabeth	1 000
FaubourgGym	Activités physiques variées et complètes : être acteur et modèle du bien vieillir pour soi et les autres	7 343
	Total FaubourgGym	7 343
MARPA Nostre Ostal	Bien chez soi pour prévenir les chutes et oser la mobilité	1 000
	Total MARPA Nostre Ostal	1 000
Mutualité Française Auvergne Rhône alpes	Stage nutrition	5 283
	Le sens des Arts	7 263
	Ma santé, mon bien-être ... mon alimentation !	9 425
	Les cafés de la vue et le l'audition	4 881
	Je me renforce après 60 ans	4 319
	Ma mémoire j'en prends soin !	7 247
	Une parenthèse santé entr'aïdants	8 311
	Total Mutualité Française Auvergne Rhône alpes	46 729
Petits Frères des Pauvres	Consolidation de l'équipe bénévole sur Aurillac et la CABA Pour le développement des actions collectives de proximité	5 000
	Total Petits Frères des Pauvres	5 000
SIEL BLEU	Accompagner les couples aidants/aidés du domicile vers le collectif	16 500
	Total SIEL BLEU	16 500
SOLIHA	Animation itinérante avec un "TRUCK" de l'autonomie et des économies d'énergies	7 900
	Total SOLIHA	7 900
UDAF	Formation des bénévoles à domicile de Brin de Causette	1 748
	Accompagnement des proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie sur le territoire cantalien.	10 791
	Total UDAF	12 539
Total général		343 623

CADRE DE BILAN FINANCIER POUR LES ACTIONS FINANCÉES PAR LA CONFÉRENCE DES FINANCEURS DU CANTAL

IDENTIFICATION DU REPRÉSENTANT LÉGAL

Nom :Prénom :
 Fonction :
 Téléphone :Courriel :
 Adresse du siège social :
 Code postal :
 Commune :

INTITULÉ DE L'ACTION – DU PROJET – DU PROGRAMME :

.....

BUDGET PRÉVISIONNEL PRÉSENTÉ LORS DU DÉPÔT DE LA DEMANDE

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ACTION			
CHARGES	MONTANTS	PRODUITS	MONTANTS
60 – Achats	0	70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	0
60610 - Carburant			
60611 - EDF / Eau / Chauffage			
6063 - Petit Equipement / Produits d'entretien		74- Subventions d'exploitation	0
6064 - Fournitures de bureau			
6065 - Denrées et boissons / Convivialité		-Etat : (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s) :	
6068 - Produits de Prévention			
61 - Services extérieurs	0		
611 - Sous Traitance Générale		Etablissements publics nationaux (ANSP (Agence nationale de santé publique : InVS, CNSA...)) :	
612 - Crédit Bail			
6132 - Location Immobilière			
6135 - Autres Locations dont charges de co-propriété		Conseil régional :	
614 - Charges Locatives		Conseils départementaux :	
615 - Entretien et Maintenance			
616 - Assurances		- Intercommunalité (s) : EPCI ou commune(s):	
618 - Frais d'inscription aux formations et colloques / Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Organismes d'Assurance Maladie :	
622 - Honoraires			
623 - Impression, éditions, cadeaux			
625 - Frais de Mission (déplacements, hébergement, per diem)		Fonds européens	
626 - Affranchissement / Télécommunications		Agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
6282 - Participation aux frais de Siège ou frais inter-établissements		Autres établissements publics	
62 - Cotisations et divers autres services extérieurs		- Aides privées	
63 - Impôts et taxes	0		
631 - Taxe sur Salaire		75 - Autres produits de gestion courante	0
635 / 637 - Impôts et Taxes (sauf Taxe sur salaire)		7546 - Dons Reversés par le Siège	
63 - Divers (participation à l'effort de construction et de formation profess. provisions		754 - Collecte de Fonds	
64- Charges de personnel	0	7561 - Cotisations volontaires	
641 - Salaires Bruts / Primes / Provisions pour CP, autres frais de personnel, CET		75 - Autres Produits & Financements Privés	
645 - Charges Sociales		76 - Produits financiers	
647 - Autres charges sociales (ticket resto, transport , médecine)		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
64 - Divers salaires		79 – Transfert de charges	0
65- Autres charges de gestion courante			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0

BUDGET RÉALISÉ

BUDGET REALISE DE L'ACTION			
CHARGES	MONTANTS	PRODUITS	MONTANTS
60 – Achats	0	70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	0
60610 - Carburant			
60611 - EDF / Eau / Chauffage			
6063 - Petit Equipement / Produits d'entretien		74 - Subventions d'exploitation	0
6064 - Fournitures de bureau			
6065 - Denrées et boissons / Convivialité		-Etat : (précisez le(s) ministère(s) sollicité(s) :	
6068 - Produits de Prévention			
61 - Services extérieurs	0		
611 - Sous Traitance Générale		Etablissements publics nationaux (ANSP (Agence nationale de santé publique ; INVS, CNSA...)) :	
612 - Crédit-Bail			
6132 - Location Immobilière			
6135 - Autres Locations dont charges de copropriété		Conseil régional :	
614 - Charges Locatives		Conseils départementaux :	
615 - Entretien et Maintenance			
616 - Assurances		- Intercommunalité (s) : EPCI ou commune(s):	
618 - Frais d'inscription aux formations et colloques / Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Organismes d'Assurance Maladie :	
622 - Honoraires			
623 - Impression, éditions, cadeaux			
625 - Frais de Mission (déplacements, hébergement, per diem)		Fonds européens	
626 - Affranchissement / Télécommunications		Agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
6282 - Participation aux frais de Siège ou frais inter-établissements		Autres établissements publics	
62 - Cotisations et divers autres services extérieurs		- Aides privées	
63 - Impôts et taxes	0		
631 - Taxe sur Salaire		75 - Autres produits de gestion courante	0
635 / 637 - Impôts et Taxes (sauf Taxe sur salaire)		7546 - Dons Reversés par le Siège	
63 - Divers (participation à l'effort de construction et de formation profess, provisions		754 - Collecte de Fonds	
64- Charges de personnel	0	7561 - Cotisations volontaires	
641 - Salaires Bruts / Primes / Provisions pour CP, autres frais de personnel, CET		75 - Autres Produits & Financements Privés	
645 - Charges Sociales		76 - Produits financiers	
647 - Autres charges sociales (ticket resto, transport , médecine)		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
64 - Divers salaires		79 – Transfert de charges	0
65- Autres charges de gestion courante			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0

Part de la contribution financière de la Conférence des Financeurs au total :

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e), (nom et prénom)

Représentant(e) légal(e) de

Ou Représenté par

Déclare :

- Exactes et sincères les informations du présent formulaire d'évaluation,
- Que la subvention accordée par la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie du Cantal d'un montant de : € est utilisée pour le projet prévention proposé et validé par les membres de la CFPPA telle que présenté dans le dossier.

Fait, leà

Signature

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-17

Forfait Autonomie au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSION donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article D.312-159-5 ;
Vu la délibération n°22CD05-13 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme 2023 de l'Action Sociale du Département et l'inscription des crédits afférents ;
Vu la délibération n°22CD05-42 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 adoptant notamment le Budget annexe de la Conférence des financeurs ;
Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs du 11 janvier 2023 portant sur le forfait autonomie alloué à la Résidence de l'Auzelaire à Mauriac au titre de l'exercice 2023 ;

- FIXE à :

- 20 546 € le forfait autonomie total alloué à la Résidence de l'Auzelaire à Mauriac ;

Le montant des dépenses concernant le forfait autonomie d'un total de 20 546 € sera imputé sur le chapitre 65, nature 65113, sous fonction 4231 inscrits au Budget principal du Département.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-18

Aide exceptionnelle "carburant" en faveur des salariés des services d'aide et d'accompagnement à domicile intervenant auprès des personnes âgées ou en situation de handicap bénéficiaires d'une prestation départementale - Versement complémentaire après régularisation du solde définitif des kilomètres parcourus

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article R314-130 ;

Vu la délibération n°22CD01-24 du Conseil départemental du 25 mars 2022 relative au versement d'une aide exceptionnelle « carburant » en faveur des salariés des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) intervenant auprès des personnes âgées ou en situation de handicap bénéficiaires d'une prestation départementale ;

Vu la délibération n°22CD03-9 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la prorogation de l'aide exceptionnelle « carburant » en faveur des salariés des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) intervenant auprès des personnes âgées ou en situation de handicap bénéficiaires d'une prestation départementale ;

- **AUTORISE** le versement de subventions complémentaires aux SAAD concernés suite à la régularisation du solde définitif des kilomètres parcourus comme suit :

Service d'Aide A Domicile (SAAD)	Montants complémentaires 1 ^{ère} période 01/04 au 31/07/22	Montants 2 ^{ème} période 01/08 au 30/09/22	Total à verser par SAAD
ASED		12 848	12 848
AD QUOTIDIEN	329	1 401	1 730
ASP	31	787	818
ADMR		24 835	24 835
ADHAP		999	999
TOTAL €	360	40 870	41 230

Soit 41 230 € répartis comme suit :

- 360 € au titre de la régularisation de la période du 1^{er} avril au 31 juillet 2022 ;
- 40 870 € au titre de la période du 1^{er} août au 30 septembre 2022.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 420 du Budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-19

Convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle fixant les engagements du Conseil départemental du Cantal et de l'Etat pour l'année 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du travail ;

- **APPROUVE** la convention annuelle d'objectifs et de moyens relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle fixant les engagements du Département et de l'Etat pour l'année 2023, jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au conventionnement et au suivi du dossier.

Le montant global des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au budget 2023, chapitre 017, nature 65671, fonction 448 du Budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail

Article L. 5134-110 du code du travail

Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)
EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration					
_____	_____	_____	_____	_____	_____
dépt	année	n° ordre	avt renouvellement	avt modification	



13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
 CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

Applicable du _____ au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : _____

LE CONSEIL GÉNÉRAL	
Département : _____	
Adresse : _____	
Code postal : _____	☎ _____
Commune : _____	
N° SIRET : _____	
Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : _____	
DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION	
Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : _____	
<input type="checkbox"/> Pôle emploi : _____	N° SIRET : _____
<input type="checkbox"/> Autre organisme : _____	
Adresse : _____	
OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR	
<p>• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____) Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (____%) : _____ (dont prolongations : _____)</p> <p>• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____) Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (____%) : _____ (dont prolongations : _____)</p> <p>• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)</p> <p>• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)</p>	
OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION	
<p>• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____) Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (____%) : _____ (dont prolongations : _____)</p> <p>• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____) Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré (____%) : _____ (dont prolongations : _____)</p> <p>• Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)</p> <p>• Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : _____ (dont prolongations : _____)</p>	

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)
INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL GÉNÉRAL

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors JASS AAH JTH 50 et + DELD Autres

Montant financier : € ⁽²⁾

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH JTH 50 et + DELD Autres

Montant financier : € ⁽²⁾

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH JTH 50 et + DELD Autres

Montant financier : € ⁽²⁾

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : salariés

dont ⁽¹⁾ : BRSA

Jeune -26 Seniors ASS AAH JTH 50 et + DELD Autres

Montant financier : € ⁽²⁾

⁽¹⁾ personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

⁽²⁾ Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :

- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____
Pour le Conseil Général (Signature et cachet)

Fait le : _____
Pour l'Etat (Signature et cachet)

Destinataires : Exempleaire 1 = ASP / Exempleaire 2 = Préfet (unité territoriale de la DIRECCTE
Exempleaire 3 = Prescripteur / Exempleaire 4 = Conseil général / Exempleaire 5 = DGEFP

Transmis à l'ASP le :

CUIEAV-0880

ASP 0880 08 14

CUIEAV-IAE

**Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM)
relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle
fixant les engagements du Conseil départemental du Cantal
et de l'Etat pour l'année 2023**

Entre

L'Etat représenté par le Préfet du Cantal, Monsieur Laurent BUCHAILLAT,

Et

Le Département du Cantal, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Bruno FAURE autorisé par délégation de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du 27 janvier 2023.

PRÉAMBULE :

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la Collectivité et de l'Etat.

Le Département du Cantal s'engage à développer l'accès au contrat d'accompagnement dans l'emploi dénommé « Parcours Emploi Compétences » (PEC) et aux dispositifs de l'insertion par l'activité économique pour les bénéficiaires du RSA socle relevant de sa compétence. Pour l'année 2023, sa participation s'élève à un total prévisionnel de 111 contrats (à raison de 26h semaine).

Le 1^{er} volet de la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) décline les objectifs d'entrée en CAE « Parcours Emploi Compétences ». Son 2^{ème} volet relatif à l'IAE fixe le montant prévisionnel de contribution à l'aide au poste concernant les personnes bénéficiaires d'un parcours au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) financées en commun par le Département et l'Etat. Ce volet précise les modalités d'attribution de ces aides et les montants financiers associés, le cas échéant par catégorie de structures.

1^{er} volet : CAE « Parcours Emploi Compétences » (PEC) :

1.1 Champ d'intervention et objectifs

1.1.1 Champ d'intervention

L'Etat et le Département du Cantal se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

Pour l'Etat, cet objectif s'inscrit dans le cadre de la politique nationale visant à diminuer le chômage et accroître les entrées en emploi des publics visés par l'arrêté en vigueur du Préfet de Région.

Pour le Département du Cantal, l'objectif est de favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA dans le cadre des priorités définies par le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi tout en soutenant le secteur non marchand par la mobilisation des dispositifs afin de prendre en charge des besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

La présente convention a pour objet de fixer, pour l'année 2023 les objectifs quantitatifs de prescription des CAE « Parcours Emploi Compétences », en application de l'article L. 5134-30-2 du code du travail, pour des bénéficiaires du RSA financés par le Département du Cantal.

La contribution du Département à la prise en charge de cette aide est déterminée par l'article D. 5134-41 du code du travail, soit 88 % du montant du RSA socle pour une personne isolée.

La contribution de l'Etat correspondra à l'arrêté du Préfet de Région Auvergne Rhône-Alpes fixant le montant et les conditions de l'aide à l'insertion professionnelle de l'Etat, en vigueur au moment de la prescription du PEC.

S'agissant des renouvellements, la décision d'attribution d'une nouvelle aide est subordonnée au bilan préalable des actions d'accompagnement et des actions visant à l'insertion durable des salariés, réalisées dans le cadre d'un contrat aidé antérieur.

1.1.2 Objectifs d'entrée en CAE « Parcours Emploi Compétences » (secteur non marchand) du Département

Le volume des entrées et les paramètres de prise en charge seront les suivants :

Types d'employeurs :	Collectivités, Etablissements publics locaux et Secteur associatif	TOTAL
Nombre de PEC financés Etat/ Département	20	20
Nombre de CIE financés par le Département seul	S.O.	
Durée moyenne de prise en charge - contrats initiaux	12 mois	
Durée moyenne de prise en charge – renouvellements	S.O.	
Taux de prise en charge de l'aide	88 %	
Durée hebdo retenue pour le calcul de l'aide	26 h	

1.2 Conditions de mise en œuvre

1.2.1 Participation financière du Département :

Par convention de partenariat entre le conseil départemental du Cantal et Pôle emploi pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA du 18 mars 2014 et conformément à l'article L5134-19-2 du code du travail, le Président du Conseil départemental délègue à Pôle emploi les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE « Parcours Emploi Compétences » L'engagement financier du Département correspondant à ces 20 contrats aidés est estimé à 126 411,60 euros, hors frais de gestion facturés par l'ASP.

1.2.2 Délégation à Pôle emploi :

Par convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et Pôle emploi pour l'accompagnement des bénéficiaires du RSA du 18 mars 2014 et conformément à l'article L. 5134-19-2 du Code du Travail le Président du Conseil départemental délègue à Pôle emploi les initiatives de convention non dématérialisée de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CAE « Parcours Emploi Compétences » et l'accompagnement de l'employeur dans ses obligations dans la limite de :

□ 5 PEC pour 2023

Jusqu'à présent 2 PEC étaient délégués pour Cap Emploi mais qui depuis plusieurs années ne sont pas utilisés. Ils seront réaffectés à destination d'autres collectivités.

Le Président du Conseil départemental conserve la signature du contrat et du CERFA et en adressera une copie à l'instructeur initial pour information.

Un point sur les consommations respectives sera proposé à l'issue du 1^{er} semestre pour réajustement si besoin.

1.2.3 Délégation de paiement à l'ASP :

Par la convention de gestion du 13 avril 2010 et conformément à l'article R. 5134-40 du Code du Travail, le Président du Conseil départemental du Cantal a délégué à l'Agence de services et de paiement (ASP) le paiement de la part départementale de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des CUI.

2^{ème} volet : Insertion par l'activité économique

Le Département du Cantal et l'Etat affirment leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des publics les plus prioritaires dans les parcours d'insertion en lien avec les objectifs du programme départemental d'insertion et d'Emploi (PDIE).

L'offre d'insertion par l'activité économique dans le département repose sur 22 structures conventionnées par les services de l'Etat. Elle se répartit entre 10 ACI, 5 AI ,3 ETTI, 3 EI et 1 ACI en milieu pénitentiaire.

Ces dispositifs permettent de conduire des actions communes en cohérence avec les caractéristiques locales du marché du travail.

2.1. Champ d'intervention et objectifs du Département

2.1.1 Champ d'intervention :

En application de l'article L. 5132-3-1 du Code du Travail, l'action du Département se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion au sein des ateliers et chantiers d'insertion conventionnés par l'Etat et retenus dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi.

2.1.2 Objectifs du Département :

La participation financière du Conseil départemental correspond au cofinancement de 67,64 ETP sur une estimation de 187,30 ETP. Cette répartition initiale est théorique et sera susceptible d'évoluer (Cf. point 3).

Elle concerne les structures suivantes :

Nombre d'ETP intégralement financés par le Conseil départemental	Structure concernée	Montant de cofinancement du Conseil départemental (36,11 % des ETP)
Action 1 5,22 ETP sur 50 ETP prévisionnels	ACI ACART Travaux de maraichage, d'horticulture et de sous-traitance	114 086,51 euros (598,54 € x 88%) x 12 x 18,05 ETP)
Action 2 3,45 ETP sur 33 ETP prévisionnels	ACI OXYGENE 4 ateliers : Bois, Collecte, Electroménager, Multiservices Collecte, diagnostic, et remise en état et revente de palette, électroménager..., activité de sous-traitance	75 341,34 euros (598,54 € x 88% x 12 x 11,92 ETP)
Action 3 1,78 ETP sur 17 ETP prévisionnels	ACI DISPO SERVICE MOSAIQUE Réalisation de travaux de couture, retouche et repassage, activité de sous-traitance, réalisation de produits de menuiserie, gestion d'un pressing NAUCAZE Activité de réhabilitation et aménagement de patrimoine bâti et espace naturel	38 808,38 euros (598,54 € x 88% x 12 x 6,14 ETP)
Action 4 1,15 ETP sur 11 ETP prévisionnels	Atelier REACTIVE Activités artistiques, rénovation de petits mobiliers, immersion en collectivité, loisirs créatifs et activités de sous-traitance	25 092,71 euros (598,54 € x 88% x 12 x 3,97 ETP)
Action 5 0,58 ETP sur 5,5 ETP prévisionnels	ACI de la Communauté de Communes du Hautes Terre Entretien des espaces verts, naturels et forestiers (sentiers de randonnée, ouverture de chemins ruraux, berges de rivières, point de captage d'eau, mise en place de balises...)	12 577,96 euros (598,54 € x 88% x 12 x 1,99 ETP)
Action 6 1,46 ETP sur 14 ETP prévisionnels	Atelier REAGRIR Réfection de palette, travaux liés à l'environnement consistant principalement à l'entretien de sentiers de randonnée pédestre, équestre et vtt et activité de sous-traitance	31 982,15 euros (598,54 € x 88% x 12 x 5,06 ETP)
Action 7 3,03 ETP sur 29 ETP prévisionnels	ADAPEI de Saint-Flour Récupération, remise en état et vente de textile, récupération Rénovation de palettes de transport, et des activités de sous-traitance de montage de croisillons et de contrôle de pièces industrielles	66 176,50 euros (598,54 € x 88% x 12 x 10,47 ETP)
Action 8 1,78 ETP sur 17 ETP prévisionnels	Atelier YDEALIS Activité de lavage, repassage et travaux de couture, activités de manutention et de réalisation de produits industriels	38 808,38 euros (598,54 € x 88% x 12 x 6,14 ETP)

Action 9 0,60 ETP sur 5,8 ETP prévisionnels	Les jardins de Laroquevielle Travaux de maraîchage et d'horticulture	13 210,02 euros (598,54 € X 88% x 12 x 2,09 ETP)
Action 10 0,52 ETP sur 5 ETP prévisionnels	Aurore Garage et services solidaires	11 440,25 euros (598,54 € X 88% x 12 x 1,81 ETP)

2.2 Conditions de mise en œuvre

2.2.1 Participation financière du Département :

La contribution financière mensuelle du Conseil départemental par personne entrée dans un parcours d'insertion est égale à 88 % du montant forfaitaire du revenu de solidarité active pour une personne seule, dans la limite de la durée du conventionnement.

Le Conseil départemental participe au financement des aides mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4, lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le Département.

La participation du Département porte sur 36,11 % des 187,30 équivalents temps plein d'insertion (ETP) conventionnés dans les structures au 25 octobre 2022 soit 67,64 ETP pouvant représenter 91 CDDI sur une estimation de 252,13 CDDI de 26h.

Ainsi, l'enveloppe financière allouée par la collectivité à cette mesure, sur la base de 88 % du montant du RSA en vigueur est d'un montant maximal de 427 497,20 € (hors frais de gestion), soit une contribution représentant 10,4 % des aides au poste Etat (19,57 ETP intégralement financés).

2.2.2 Les modalités de paiement

Rappel : depuis 2018, le système d'information de gestion des annexes financières de l'ASP permet la prise en compte du cofinancement des aides au poste des ACI.

Le Département du Cantal dispose d'une convention de gestion de l'aide au poste avec l'Agence de services et de paiement (ASP) signée le 12 septembre 2014 pour les structures porteuses d'Ateliers et Chantiers d'insertion renouvelable par avenant.

3. Réajustement des objectifs

Au travers de cette CAOM et pour les bénéficiaires du RSA dont il a la charge, le Département s'engage dans les conditions suivantes :

- Un nombre prévisionnel d'aides au poste pour les bénéficiaires du RSA répartis en 67,64 ETP soit un potentiel de 91 CDDI à 26H pour les ACI.
- 20 PEC.

L'engagement financier du Conseil départemental s'élève au maximum à :
427 497,20 + 126 411,60 = 553 908,80 euros (CDDI + PEC)

Le Département du Cantal et l'Etat conviennent qu'un réajustement des objectifs prévus à la présente convention pourra avoir lieu en cours d'exécution, lors des bourses aux postes, sous réserve des crédits disponibles.

4. Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cette convention pourra faire l'objet d'un ou plusieurs avenants pour adapter la participation du Département au nombre de postes nécessaires dans l'IAE ou au titre des contrats aidés. Pour autant, cette participation sera limitée au budget voté lors de la session du 12 et 13 décembre 2022, frais de gestion ASP et augmentation du RSA compris.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié à :

- Le correspondant pour le Conseil départemental du Cantal est le Directeur du Pôle de la Solidarité.
- Le correspondant pour la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSP) du Cantal est la Directrice de la DDETSP du Cantal.

Le suivi et le pilotage de la CAOM s'effectueront en partenariat avec la DDETSP du Cantal et seront abordés lors des réunions du Service Public de l'Emploi.

Un bilan d'exécution de la convention est prévu en fin d'exercice 2023.

Fait à Aurillac,

Le Préfet du Cantal,

Le Président du Conseil départemental,

Laurent BUCHAILLAT

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-20

Appel à projets 2023 - Prise en compte des spécificités des gens du voyage

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.262-27 ;

Vu la délibération n° 20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE ainsi adoptés en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- **APPROUVE** le lancement de l'appel à projets 2023 « Prise en compte des spécificités des gens du voyage » joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJET 2023 PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DES GENS DU VOYAGE

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et a délégué la mise en œuvre d'un appel à projet pour l'engagement 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » du PDIE au Président du Conseil départemental. Il s'inscrit dans la volonté manifestée par le Conseil départemental du Cantal de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des gens du voyage en situation de précarité en concourant au renforcement quantitatif, qualitatif et financier des opérateurs de l'insertion et des opérations d'accompagnement.

Le présent document expose les modalités de mise en œuvre complémentaire au Document de Mise en Œuvre du PDIE auquel il convient de se référer. La demande d'aide est obligatoirement à déposer [avant le 08 Mars 2023 à 23h59](#), par courrier ou par courriel, à l'attention du Président du Conseil départemental – Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal - Hôtel de Département - 28, avenue Gambetta - 15 015 AURILLAC Cedex.

APPEL À MANIFESTATION D'INTERET - PRISE EN COMPTE DES SPECIFITES DE CHACUN

Référence au PDIE – ENGAGEMENT 4

- Fiche Action 9 : Proposer un accompagnement adapté aux gens du voyage

Constats

La loi du 1er décembre 2018 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

Afin de garantir l'application effective de ce droit et de prendre en compte la diversité des profils, des parcours et des besoins des publics en insertion, le Département du Cantal a conventionné avec plusieurs structures partenaires pour qu'elles accompagnent des allocataires du RSA en tant que référent unique.

Si ce mode de fonctionnement a démontré sa pertinence, il apparaît nécessaire aujourd'hui d'aller plus loin et de proposer des actions permettant de mieux prendre en compte des besoins spécifiques à certains publics, parmi lesquels les personnes issues de la communauté des gens du voyage, qui rencontrent, pour un certain nombre d'entre elles, des problématiques d'illettrisme, d'accès aux soins, de qualification ou d'accompagnement à la création d'entreprises.

Objectifs stratégiques

Développer des réponses adaptées aux publics des gens du voyage présentant des besoins spécifiques.

Objectifs opérationnels

Assurer une présence régulière des professionnels de l'action sociale et de l'insertion dans les aires de gens du voyage du Cantal.

Proposer un accompagnement et un soutien sur des questions relatives aux besoins et aux difficultés rencontrées par ce public

Inciter, aux côtés des partenaires, une plus grande proportion de gens du voyage à s'engager dans une insertion professionnelle

Types d'opérations prévues

Opérations d'accompagnement spécifique des personnes présentes régulièrement sur les aires de gens du voyage (action d'insertion, garde d'enfants, aide à la parentalité, accès aux droits, lutte contre l'illettrisme...) en complément de la mission de coordination des gens du voyage (portée par la Fédération des centres sociaux) et les autres partenaires intervenant auprès de ce public (centres sociaux, CCAS...)

Types de bénéficiaires visés

Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Les personnes présentes régulièrement sur les aires de gens du voyage en situation, ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Éligibilité temporelle

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023.

Les dépenses liées à la réalisation des opérations seront retenues si elles ont été effectivement payées au plus tard trois mois après la fin de la période de réalisation de l'opération sous réserve qu'un dossier de demande complet ait été reçu avant la date butoir de dépôt des dossiers de réalisation.

Modalité d'intervention

L'appel à projets ne prévoit ni montant de subvention plancher, ni montant de subvention plafond, ni coût total opération plancher ou plafond. Pour autant, le Conseil départemental déterminera annuellement une enveloppe pour chaque orientation qui conditionnera l'accès au soutien sous des crédits disponibles.

Le taux maximum d'aide du Département peut aller jusqu'à 100% de l'opération. Pour autant, les opérations bénéficiant d'un concours de l'Union européenne (FSE+), de l'État et/ou des collectivités territoriales seront privilégiées.

À la suite de la décision de la Commission permanente et après signature de la convention attributive de l'aide départementale, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à maximum 60% de la subvention octroyée. Aucun acompte ne sera versé lors de la réalisation de l'opération. Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,
merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal
Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta
15 015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-21

Appel à projets 2023 - Prise en compte des spécificités des travailleurs non-salariés

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L.262-27 ;

Vu la délibération n° 20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE ainsi adoptés en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- **APPROUVE** le lancement de l'appel à projets 2023 "Prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés" joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJET 2023

PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DES TRAVAILLEURS NON SALARIES

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et a délégué la mise en œuvre d'un appel à projet pour l'engagement 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » du PDIE au Président du Conseil départemental. Il s'inscrit dans la volonté manifestée par le Conseil départemental du Cantal de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des Travailleurs Non-Salariés, dont les agriculteurs, en situation de précarité en concourant au renforcement quantitatif, qualitatif et financier des opérateurs de l'insertion et des opérations d'accompagnement.

Le présent document expose les modalités de mise en œuvre complémentaire au Document de Mise en Œuvre du PDIE auquel il convient de se référer. La demande d'aide est obligatoirement à déposer **avant le 31 mars 2023**, par courrier ou par courriel, à l'attention du Président du Conseil départemental – Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal - Hôtel de Département - 28, avenue Gambetta - 15 015 AURILLAC Cedex.

APPEL À PROJETS - PRISE EN COMPTE DES SPECIFITES DE CHACUN

Référence au PDIE – ENGAGEMENT 4

- Fiche action 10 : Développer la référence de parcours pour les travailleurs non-salariés y compris du secteur agricole

Constats

La loi du 1^{er} décembre 2018 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

Afin de garantir l'application effective de ce droit et de prendre en compte la diversité des profils, des parcours et des besoins des publics en insertion, le Département du Cantal a conventionné avec plusieurs structures partenaires pour qu'elles accompagnent des allocataires du RSA en tant que référent unique.

Si ce mode de fonctionnement a démontré sa pertinence, il apparaît nécessaire aujourd'hui d'aller plus loin et de proposer des actions permettant de mieux prendre en compte des besoins spécifiques à certains publics, parmi lesquels l'activité des Travailleurs Non-Salariés, dont les agriculteurs, ne permet pas toujours de générer un revenu suffisant.

Objectifs stratégiques

Développer des réponses adaptées aux publics des Travailleurs Non-Salariés (dont agriculteurs) présentant des besoins spécifiques.

Objectifs opérationnels

Renforcer le suivi des bénéficiaires du RSA travailleurs non-salariés (TNS), par l'intervention d'opérateurs experts de l'accompagnement des entrepreneurs (agricoles et non agricoles).

Appliquer le référentiel de maintien des travailleurs non-salariés dans le dispositif RSA adopté par la collectivité.

Réduire le nombre de bénéficiaires du RSA ayant un statut de TNS en les aidant à vivre de leur activité.

Augmenter l'orientation des gens du voyage, bénéficiaires du RSA, vers l'accompagnement professionnel des travailleurs non-salariés.

Types d'opérations prévues

Opérations d'accompagnement spécifique des travailleurs non-salariés (diagnostic de viabilité de l'entreprise et des capacités de l'entrepreneur, accompagnement individuel et collectif renforcé et adapté au développement de l'activité de l'entreprise, aide à la recherche d'une activité complémentaire si besoin ou d'une réorientation professionnelle (si cessation d'activité envisagée), etc.)

Types de bénéficiaires visés

Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Les travailleurs non-salariés en situation, ou menacés de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontés à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Éligibilité temporelle

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023.

Les dépenses liées à la réalisation des opérations seront retenues si elles ont été effectivement payées au plus tard trois mois après la fin de la période de réalisation de l'opération sous réserve qu'un dossier de demande complet ait été reçu avant la date butoir de dépôt des dossiers de réalisation.

Modalité d'intervention

L'appel à projets ne prévoit ni montant de subvention planchers, ni montant de subvention plafonds, ni coût total opération planchers ou plafonds. Pour autant, le Conseil départemental déterminera annuellement une enveloppe pour chaque orientation qui conditionnera l'accès au soutien sous des crédits disponibles.

Le taux maximum d'aide du Département peut aller jusqu'à 100% de l'opération. Pour autant, les opérations bénéficiant d'un concours de l'Union européenne (FSE+), de l'État et/ou des collectivités territoriales seront privilégiées.

À la suite de la décision de la Commission permanente et après signature de la convention attributive de l'aide départementale, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à maximum 60% de la subvention octroyée. Aucun acompte ne sera versé lors de la réalisation de l'opération. Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,
merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal

Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-22

Convention de mise à disposition des locaux au sein de la Maison de Solidarité Départementale de Riom-ès-Montagnes en faveur du Service d'éducation spéciale et de soin à domicile (SESSAD) de la Haute Auvergne

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités ;
Vu le Code de l'action sociale et de la famille ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition à titre gratuit d'un local au sein de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-ès-Montagnes en faveur du S.E.S.A.D. de Haute Auvergne, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX AU SEIN
DE L'ANTENNE DE LA MAISON DE SOLIDARITE DEPARTEMENTALE
DE RIOM-ES-MONTAGNES
EN FAVEUR DU S.E.S.A.D DE LA HAUTE AUVERGNE**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du

D'une part,

Et

LE SERVICE D'EDUCATION SPECIALE ET DE SOIN A DOMICILE de la Haute Auvergne – **SESSAD**, sis 2 rue Blaise Pascal 15100 SAINT FLOUR, représenté par Monsieur François RAVOUX, Directeur adjoint,

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de leurs missions le Service d'Education Spéciale et de Soins À Domicile (SESSAD) de la Haute Auvergne sont amenés à rencontrer des jeunes et leur famille ainsi que d'autres professionnels sur le territoire de Riom-ès-Montagnes. Le Département est ainsi sollicité pour la mise à disposition de locaux.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition du SESSAD des locaux au sein de l'Antenne de la Maison de la Solidarité Départementale sise rue Marguerite Meynial 15400 Riom-ès-Montagnes propriété du Département du Cantal.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition du SESSAD une salle de réunion, ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant au rez-de-chaussée de l'Antenne de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-Es-Montagnes.

Cette mise à la disposition est prévue :

- tous les mercredis en semaine paire, de 15h à 16h en période scolaire.

En cas de besoin à un autre moment, le SESSAD effectuera une demande spécifique.

Le SESSAD prend les locaux mis à disposition en l'état, celui-ci déclarant bien les connaître pour les avoir visité à sa convenance.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Les locaux mis à disposition du SESSAD sont à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule aux présentes.

Le SESSAD informera l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Le personnel du SESSAD s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état la salle tel qu'il l'a trouvé à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité du SESSAD, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le SESSAD souscrit un contrat d'assurance garantissant tous les dommages aux biens ou dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du SESSAD et par les personnes accueillies par lui.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 14 décembre 2022 pour une durée d'un an.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal,
Monsieur le Président du Conseil départemental

Pour le SESSAD de la Haute Auvergne,
Monsieur le Directeur adjoint

Bruno FAURE

François RAVOUX

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-23

Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 »

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;
Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;
Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité de Pilotage du 9 janvier 2023 ;

Considérant la nécessaire anticipation de publication des appels à projets FSE+ de la convention de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » en cours d'instruction par les services de l'État, pour permettre aux opérateurs de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle de mobiliser des crédits FSE+ pour la réalisation efficiente de leurs opérations ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 » joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 01/02/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 3 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 1 200 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 3 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 100 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 5000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI233 2022-2023_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 03/04/2023



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Conseil départemental du Cantal est **candidat pour être organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen + pour la période de programmation européenne 2021-2027**. A travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée " Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 ", il s'agit de piloter et gérer les crédits européens FSE+ confiés au Département. A ce titre, l'OI a adopté le 27 janvier 2023 un appel à projets pour développer l'insertion socioprofessionnelle dans et par l'emploi.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance"** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) H " Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSH a vocation à permettre l'accompagnement de projets d'insertion professionnelle et sociale, dans et par l'emploi à travers :

- **l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social ;**
- **l'implication des entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services des RH ou d'accompagnement par les partenaires sociaux ;**
- **l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.**

Les opérations d'accompagnement dans les SIAE sont inéligibles à cet appel à projets.

Le public cible accompagné correspond à **toute personne éloignée de l'emploi et/ou défavorisée, rencontrant des freins à une insertion professionnelle durable et de qualité.**

L'AAP concerne les opérations débutant en 2022, avec **une rétroactivité possible à compter du 1er janvier 2022**. Les opérations pourront se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Nota bene : **le présent appel à projets est publié par anticipation** du conventionnement du Conseil départemental du Cantal pour être Organisme Intermédiaire. La mise en œuvre de cet appel à projets et



Financé par
l'Union
européenne

la sélection des opérations sont mises en œuvre sous réserve de l'établissement de la convention de subvention globale « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 » et des règles de gestion afférentes en cours de déploiement.

Diagnostic :

Malgré un taux de chômage faible dans le Cantal, l'impact économique de la crise sanitaire s'est accompagné de chocs profonds sur l'emploi et sur l'accès à l'emploi pour les personnes les plus défavorisées. Le département enregistre **de fortes fractures sur le marché de l'emploi**. Les contrats à durée déterminée et précaires se multiplient et certains groupes sociaux demeurent exclus ou du moins désavantagés. Or l'inclusion dans **l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale**.

Stratégie :

Pour répondre à ce défi, le FSE+ pourra soutenir des opérations visant à restaurer l'égalité des chances par des actions d'accompagnement renforcé, sur l'ensemble des problématiques sociales et professionnelles, afin que **toutes les personnes en recherche d'un emploi stable et pérenne, puissent bénéficier des mêmes opportunités d'insertion**. Ainsi, cet appel à projets vise à renforcer quantitativement et qualitativement les actions se déroulant sur le territoire cantalien favorisant l'insertion professionnelle. Les actions doivent prendre en compte au mieux les mutations auxquelles doivent faire face tant les opérateurs économiques des différents secteurs stratégiques du territoire que les acteurs clés de l'emploi et de l'insertion, et ce, au bénéfice des publics les plus éloignés du marché du travail, en situation ou en risque d'exclusion économique et sociale. Enfin, les modalités et les critères de sélection sont de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.8 (H), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est estimée de 1 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.



Financé par
l'Union
européenne

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Cet appel à projets a vocation à structurer les actions concourant à l'insertion sociale et professionnelle des individus. L'objectif spécifique H vise à soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées. Il permettra de combiner des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée de freins, pour garantir un parcours d'accompagnement global et sans rupture, prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne. Il s'agit de répondre à l'enjeu national de la lutte contre la pauvreté, en dotant les individus d'un capital de ressources pratiques, juridiques, psychologiques facilitant leur insertion sociale et professionnelle. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

Les acteurs cantaliens ont défini **une politique commune en matière d'insertion et d'emploi via le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE)** où la priorité est de mettre en place toutes les étapes de parcours vers l'emploi (accompagnement social, accompagnement socioprofessionnel, accompagnement professionnel) et de mobiliser l'ensemble des opérateurs pour une insertion dans l'emploi réussie. Cette palette de dispositif doit répondre aux besoins et aux attentes des usagers en fonction de leur situation propre. Ainsi, c'est un véritable parcours d'accompagnement individualisé et renforcé des usagers éloignés de l'emploi pour leur retour à l'emploi qui est visé par les signataires du PTIE.

- **Objectifs**

L'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté. C'est pourquoi, cet objectif spécifique permettra de soutenir des projets :



Financé par
l'Union
européenne

- d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées (y compris les personnes en situation de handicap) vers l'emploi en combinant, le cas échéant, des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée des freins sociaux pour garantir un parcours d'accompagnement prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne et sans rupture.
- de coordonner et de mobiliser les acteurs du territoire dans les politiques d'insertion et d'emploi

L'objectif principal est de soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées comme :

- augmenter le nombre de personnes accédant à un emploi durable et/ou à une formation ;
- améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des personnes éloignées de l'emploi ;
- accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi ;
- renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes ;
- améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion ;
- accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ;
- renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant d'avantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle.

Il s'agit de permettre la **constitution d'un environnement favorable à l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ou les plus fragilisées** tant les démarches des structures pour l'ingénierie et la coordination des acteurs que les démarches d'accompagnement des personnes en combinant autant que nécessaires les actions professionnelles et d'ordre social. L'objectif est de pouvoir structurer des parcours d'insertion mobilisant l'ensemble des solutions et l'ensemble des partenaires nécessaires dans un objectif d'insertion professionnelle des bénéficiaires ultimes.

• Actions visées

Les actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social, pouvant comprendre :

- Le repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors actions de formation) : premier accueil, diagnostic social et professionnel, caractérisation des besoins, définition du projet professionnel, actions de remobilisation, de valorisation des



Financé par
l'Union
européenne

compétences (dont VAE), mise à l'emploi pendant le parcours, suivi durant le parcours notamment grâce à des « référents de parcours », appui intensif, actions de préparation opérationnelle à l'emploi, etc.

- La levée des freins : soutien et accompagnement dans les domaines de la mobilité, l'accueil /garde collective des jeunes enfants notamment aux horaires atypiques, l'accès aux droits, l'accès aux soins y compris psychologiques, et prise en charge des addictions, accès au logement et maintien dans le logement, aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi ; accompagnement dans l'aptitude à mener des démarches en ligne (inclusion numérique). Dans le cadre d'un accompagnement ce soutien peut prendre la forme d'une prise en charge de frais et d'aides financières ponctuelles (hors allocations et hors loyer).
- La coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours, y compris par le développement, le déploiement, la mise en réseau et la mise à jour technologiques de systèmes d'information.

Les actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux, ces actions peuvent notamment concerner les thématiques suivantes :

- Evolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi ;
- Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage ;
- Développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et de la commande privée (dont clauses sociales) ;
- Lutte contre les discriminations ;
- Coordination de la relation aux employeurs.

Les actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération des acteurs.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant du champ de l'insertion et de l'emploi, et en particulier : les collectivités territoriales, les acteurs publics et privés (y compris associatifs) de l'insertion et de l'emploi...

• Public cible

Les **personnes en recherche d'emploi** inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :



Financé par
l'Union
européenne

- femmes, les jeunes (opération avec des publics mixtes), les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée
 - demandeurs d'emploi de longue durée
 - travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
 - personnes inactives
 - bénéficiaires de minimas sociaux
 - ressortissants de pays tiers (opération avec des publics mixtes, sinon l'opération relève de la compétence du FAMI) ;
 - personnes placées sous-main de justice
 - personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires
 - salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
-
- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes
 - **Autre**

Les actions visant à soutenir le développement de **l'insertion par l'activité économique** comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant) sont **inéligibles à cet appel à projets**.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

- **Textes de référence**

<https://www.legifrance.gouv.fr/>
- **Architecture et gestion - lignes de partage**

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds structurels de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la



Financé par
l'Union
européenne

Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi.
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année.
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,6 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment pour les jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée, pour les groupes désavantagés sur le marché du travail et pour les personnes inactives, ainsi que par le biais de la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et d'objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par ce même programme.

Pour la période 2021-2027, le FSE+ en France sera géré en partie par les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes opérationnels régionaux, notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi et en partie par l'Etat dans le cadre d'un programme national FSE+ sur les sujets d'insertion sociale et professionnelle. Cette enveloppe nationale est déléguée en partie à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles) pour des actions d'inclusion.

Sur la part Etat, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres Appels à projets en cohérence avec les Règlements européens et le Programme national FSE+. Ils tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;



Financé par
l'Union
européenne

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ n'accorde pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux personnes individuelles mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national. Comme les autres fonds structurels, le FSE+ n'intervient jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 6 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, concernant l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

La DGCS met en œuvre le programme de soutien européen à l'aide alimentaire dans le cadre de la priorité 5, réservé aux associations habilitées nationalement.

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du FTJ consiste donc à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. La priorité intégrée au PN FSE+ aura pour vocation principale de faciliter l'accompagnement social de la transition juste, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles sont ceux de 10 départements de 6 régions de métropole listés ci-dessous :



Financé par
l'Union
européenne

- Hauts-de-France : Nord et Pas-de-Calais ;
- Provence-Alpes-Côte-D'azur : Bouches-du-Rhône ;
- Auvergne-Rhône-Alpes : Isère et Rhône ;
- Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Haut-Rhin ;
- Normandie : Seine-Maritime ;
- Pays-de-la-Loire : Loire-Atlantique.

Les plans de territoriaux de transition juste peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est en premier lieu conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste. De façon générale, et nonobstant les ciblage plus précis qui seront définis dans les PTTJ, qui pourront le cas échéant, varier d'un territoire à l'autre, la mobilisation des crédits FTJ pourra correspondre à tout ou partie des types de mesures identifiées pour le PN FSE+.

Le programme FTJ comporte une priorité unique.

Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :



Financé par
l'Union
européenne

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :



Financé par
l'Union
européenne

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;

[...]

 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;

[...]

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de **la validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de**



Financé par
l'Union
européenne

projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours. Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen>

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cette appel à projets.**

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité juridique** à intervenir dans le domaine
- Le porteur de projet doit justifier de la **cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projets doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatibilité avec la réglementation sur les aides d'Etat.**
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien**
- L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.
- **Les candidats ont jusqu'au 03 avril 2023 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.**

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et



Financé par
l'Union
européenne

permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet **un avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. À l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à la **Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. **Le FSE+ intervient pour financer des « projets »**. De plus, la sélection des projets prendra en compte de la capacité à justifier rétroactivement de la prise en compte du cadre réglementaire européen 2021-2027

L'analyse de l'opération se fera sur la base du **descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés** à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères suivants :

Critères liés à la qualité du dossier de demande :

- Présentation des modalités **d'accompagnement du public** (organisation et séquençage temporel des parcours, ateliers, actions spécifiques...) : 0 ou 100 pts
- Présentation des modalités **d'évaluation des actions** afin de mesurer leur impact dans le parcours d'accompagnement : 0 ou 100 pts



Financé par
l'Union
européenne

Critères liés à l'opération :

Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - réalisation (nombre de participants)

- Moins de 25 participants : 0 pt
- De 25 à 75 participants : 50 pts
- Plus de 75 participants : 100 pts

Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - résultat (part de sortie dans l'emploi)

- Moins de 20% des participants : 10 pts
- De 20% à 40% des participants : 20 pts
- Plus de 40% des participants : 30 pts

Capacité à disposer de ressources en contrepartie du financement UE

- Moins de 20% du coût total opération : 0 pt
- De 20% à 40% du coût total opération : 25 pts
- Plus de 40% du coût total opération : 100 pts

Caractère incitatif de l'aide FSE+

- Moins de 10% du coût total opération : 0 pt
- De 10% à 25% du coût total opération : 25 pts
- Plus de 25% du coût total opération : 100 pts

Coûts raisonnables (660 euros - coût moyen par participant sur l'OS1 - Axe3 de la CSG 2018-2021)

- Plus de 792 euros de FSE+ par participation : 0 pt
- De 528 euros à 792 euros de FSE+ par participation : 50 pts
- Moins de 528 euros de FSE+ par participation : 100 pts

Coopération avec les différents acteurs du territoire

- Moins de 5 partenaires : 0 pt
- De 5 à 15 partenaires : 25 pts
- De 15 à 25 partenaires : 50 pts
- Plus de 25 partenaires : 100 pts

Maillage territoriale de l'opération

- Echelle communale ou intercommunale : 0
- Echelle du bassin de vie : 25
- Echelle départementale : 100

Caractère innovant de l'opération

- Reconstitution d'une opération sans nouvelle action : 0 pt
- Reconstitution d'une opération avec nouvelle action : 20 pts
- Nouvelle opération : 40 pts



Financé par
l'Union
européenne

Prise en compte des principes horizontaux (article 9 du règlement (UE) 2021/1060) - critères cumulatifs

- Égalité entre les hommes et les femmes, intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et intégration de la dimension de genre : 10 pts
- Lutte contre toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle : 10 pts
- Promotion du développement durable : 10 pts

Le classement des projets s'appuie sur la grille d'analyse présentée ci-dessus. **Le départage des opérations ayant le même nombre de points s'effectuera sur le rapport coûts FSE+/participants.**

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.



NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose 5 profils de plan de financement :

- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%.
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel) - codification : DPE_R/DPAR_R/CR40%
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants - codification : DPE_R/CR40%.
- Seules les opérations entièrement mises en œuvre via des prestations externes pourront présenter un plan de financement au réel sans recours au OCS.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est est de 1 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les dépenses des personnels directement impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet sont à valoriser en dépenses directes dans le plan de financement.
- Pour cette programmation 2021-2027, les dépenses de tiers sont incluses dans la catégorie de dépenses de personnel.
- La rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, comptabilité, administration, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc...) doit être comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes. Si celles-ci sont calculées grâce à un taux forfaitaire, elles n'ont pas besoin d'être justifiées. Les fonctions supports ne sont donc pas valorisables, sauf exception : personne dont le temps de travail est entièrement et uniquement dédié à l'opération.



Financé par
l'Union
européenne

- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :



Financé par
l'Union
européenne

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d' « entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, dûment constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Éligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.8 (H), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre de chômeurs de longue durée,
- nombre de participants handicapés,
- nombre de personnes sans emploi,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,



Financé par
l'Union
européenne

- nombre de participants de quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- nombre de salariés en insertion.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de personnes exerçant un emploi au terme de leur participation,
- nombre de participant exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation,
- nombre de salariés en insertion en emploi durable à six mois,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant au terme de leur participation,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation.

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline BONHOMMET - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES



Financé par
l'Union
européenne

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.



Financé par
l'Union
européenne

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie de participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Téléchargez l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-24

Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle en IAE 2023 »

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;
Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;
Vu la délibération N°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité de Pilotage du 9 janvier 2023 ;

Considérant la nécessaire anticipation de publication des appels à projets FSE+ de la convention de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » en cours d'instruction par les services de l'État, pour permettre aux opérateurs de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle de mobiliser des crédits FSE+ pour la réalisation efficiente de leurs opérations ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Insertion professionnelle en IAE 2023 » joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 01/02/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2023 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 3 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 200 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 3 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 60 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 5000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI241 2023_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_Insertion professionnelle en IAE

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 03/04/2023



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Conseil départemental du Cantal est **candidat pour être organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen + pour la période de programmation européenne 2021-2027**. A travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée " Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 ", il s'agit de piloter et gérer les crédits européens FSE+ confiés au Département. A ce titre, l'OI a adopté le 27 janvier 2023 un appel à projets pour développer l'insertion socioprofessionnelle au sein des structures de l'insertion par l'activité économique.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance"** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) H " Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSH a vocation à permettre l'accompagnement de projets d'insertion professionnelle et sociale, dans et par l'emploi à travers notamment **le soutien au développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable**. Ainsi, **seules les opérations d'accompagnement au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) sont éligibles à cet appel à projets**.

Le public cible accompagné correspond à **toute personne éloignée de l'emploi et/ou défavorisée, rencontrant des freins à une insertion professionnelle durable et de qualité, et étant salariée en insertion des structures d'insertion par l'activité économique**.

L'AAP concerne **les opérations débutant au 1er janvier 2023**. Les opérations pourront **se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023**. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Nota bene : **le présent appel à projets est publié par anticipation** du conventionnement du Conseil départemental du Cantal pour être Organisme Intermédiaire. La mise en œuvre de cet appel à projets et la sélection des opérations sont mises en œuvre sous réserve de l'établissement de la convention de subvention globale « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 » et des règles de gestion afférentes en cours de déploiement.



Financé par
l'Union
européenne

Diagnostic :

Malgré un taux de chômage faible dans le Cantal, l'impact économique de la crise sanitaire s'est accompagné de chocs profonds sur l'emploi et sur l'accès à l'emploi pour les personnes les plus défavorisées. Le département enregistre **de fortes fractures sur le marché de l'emploi**. Les contrats à durée déterminée et précaires se multiplient et certains groupes sociaux demeurent exclus ou du moins désavantagés. Or l'inclusion dans **l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale**.

Stratégie :

Pour répondre à ce défi, le FSE+ pourra soutenir des opérations visant à restaurer l'égalité des chances par des actions d'accompagnement renforcé, sur l'ensemble des problématiques sociales et professionnelles, afin que **toutes les personnes en recherche d'un emploi stable et pérenne, puissent bénéficier des mêmes opportunités d'insertion**. Ainsi, cet appel à projets vise à renforcer quantitativement et qualitativement les actions se déroulant sur le territoire cantalien favorisant l'insertion professionnelle au sein des structures de l'insertion par l'activité économique. Les actions doivent prendre en compte au mieux les mutations auxquelles doivent faire face tant les opérateurs économiques des différents secteurs stratégiques du territoire que les acteurs clés de l'emploi et de l'insertion, et ce, au bénéfice des publics les plus éloignés du marché du travail, en situation ou en risque d'exclusion économique et sociale. Enfin, les modalités et les critères de sélection sont de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.8 (H), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 60%. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.



Financé par
l'Union
européenne

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

• **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

• **Contexte de l'objectif spécifique**

Cet appel à projets a vocation à structurer les actions concourant à l'insertion sociale et professionnelle des individus. L'objectif spécifique H vise à soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées. Il permettra de combiner des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée de freins, pour garantir un parcours d'accompagnement global et sans rupture, prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne. Il s'agit de répondre à l'enjeu national de la lutte contre la pauvreté, en dotant les individus d'un capital de ressources pratiques, juridiques, psychologiques facilitant leur insertion sociale et professionnelle. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

Les acteurs cantaliens ont défini **une politique commune en matière d'insertion et d'emploi via le Pacte Territorial pour l'insertion et pour l'Emploi (PTIE)** où la priorité est de mettre en place toutes les étapes de parcours vers l'emploi (accompagnement social, accompagnement socioprofessionnel, accompagnement professionnel) et de mobiliser l'ensemble des opérateurs pour une insertion dans l'emploi réussie. Cette palette de dispositif doit répondre aux besoins et aux attentes des usagers en fonction de leur situation propre. Ainsi, c'est un véritable parcours d'accompagnement individualisé et renforcé des usagers éloignés de l'emploi pour leur retour à l'emploi qui est visé par les signataires du PTIE.

• **Objectifs**

L'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté. C'est pourquoi, cet objectif spécifique permettra de soutenir des projets :

- **d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées (y compris les personnes en situation de handicap) vers l'emploi en combinant, le cas échéant, des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée des freins sociaux pour garantir un parcours d'accompagnement prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne et sans rupture.**
- **de coordonner et de mobiliser les acteurs du territoire dans les politiques d'insertion et d'emploi**



Financé par
l'Union
européenne

L'objectif principal est de soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées comme :

- **augmenter le nombre de personnes accédant à un emploi durable et/ou à une formation ;**
- **améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des personnes éloignées de l'emploi ;**
- **accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi ;**
- **renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes ;**
- **améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion ;**
- **accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ;**
- **renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant d'avantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle.**

Il s'agit de permettre la **constitution d'un environnement favorable à l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ou les plus fragilisées** tant les démarches des structures pour l'ingénierie et la coordination des acteurs de l'IAE que les démarches d'accompagnement des personnes au sein des structures de l'IAE en combinant autant que nécessaires les actions professionnelles et d'ordre social. L'objectif est de pouvoir structurer des parcours d'insertion mobilisant l'ensemble des solutions et l'ensemble des partenaires nécessaires dans un objectif d'insertion professionnelle des bénéficiaires ultimes.

• Actions visées

Actions visant à soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant) pouvant comprendre :

- l'appui au financement de l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE), tant en termes de nombre de structures que de participants accueillis au sein des structures existantes ;
- le renforcement des coopérations entre les structures d'insertion par l'activité économique et les entreprises ;
- le développement de l'accompagnement des personnes en insertion dans une structure de l'insertion par l'activité économique vers l'emploi ;
- l'expérimentation de l'entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) comme une nouvelle forme d'insertion par l'activité économique et l'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants les plus fragiles par les réseaux de l'insertion par l'activité économique dans les territoires ;
- l'appui aux réseaux, à la professionnalisation, à la consolidation du maillage territorial, à l'amélioration des pratiques et à la formation des salariés encadrants des structures de l'IAE en lien avec le financement des têtes de réseau nationales.



Financé par
l'Union
européenne

- **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant du champ de l'insertion par l'activité économique, et en particulier : les acteurs publics et privés (y compris associatifs) agréés structure de l'insertion par l'activité économique en particulier les ateliers-chantiers d'insertion.

- **Public cible**

Les **personnes en recherche d'emploi** inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie dont les **saliariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique**.

- **Profil de plan de financement**

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Seules les opérations d'accompagnement au sein de structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) sont éligibles à cet appel à projets.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

- **Textes de référence**

<https://www.legifrance.gouv.fr/>

- **Architecture et gestion - lignes de partage**

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds structurels de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).



Financé par
l'Union
européenne

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi.
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année.
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,6 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment pour les jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée, pour les groupes désavantagés sur le marché du travail et pour les personnes inactives, ainsi que par le biais de la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et d'objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par ce même programme.

Pour la période 2021-2027, le FSE+ en France sera géré en partie par les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes opérationnels régionaux, notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi et en partie par l'Etat dans le cadre d'un programme national FSE+ sur les sujets d'insertion sociale et professionnelle. Cette enveloppe nationale est déléguée en partie à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles) pour des actions d'inclusion.

Sur la part Etat, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres Appels à projets en cohérence avec les Règlements européens et le Programme national FSE+. Ils tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;



Financé par
l'Union
européenne

- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ n'accorde pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux personnes individuelles mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national. Comme les autres fonds structurels, le FSE+ n'intervient jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 6 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, concernant l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

La DGCS met en œuvre le programme de soutien européen à l'aide alimentaire dans le cadre de la priorité 5, réservé aux associations habilitées nationalement.

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du FTJ consiste donc à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. La priorité intégrée au PN FSE+ aura pour vocation principale de faciliter l'accompagnement social de la transition juste, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.



Financé par
l'Union
européenne

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles sont ceux de 10 départements de 6 régions de métropole listés ci-dessous :

- Hauts-de-France : Nord et Pas-de-Calais;
- Provence-Alpes-Côte-D'azur : Bouches-du-Rhône ;
- Auvergne-Rhône-Alpes : Isère et Rhône ;
- Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Haut-Rhin;
- Normandie : Seine-Maritime ;
- Pays-de-la-Loire : Loire-Atlantique.

Les plans de territoriaux de transition juste peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est en premier lieu conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste. De façon générale, et notwithstanding les ciblage plus précis qui seront définis dans les PTTJ, qui pourront le cas échéant, varier d'un territoire à l'autre, la mobilisation des crédits FTJ pourra correspondre à tout ou partie des types de mesures identifiées pour le PN FSE+.

Le programme FTJ comporte une priorité unique.

Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».



Financé par
l'Union
européenne

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMP au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.



Financé par
l'Union
européenne

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de **la validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :



Financé par
l'Union
européenne

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr> /Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cette appel à projets.**

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité juridique** à intervenir dans le domaine (convention IAE)
- Le porteur de projet doit justifier de la **cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projets doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatible avec la réglementation sur les aides d'Etat.**
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien**
- **L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.**



Financé par
l'Union
européenne

- Les candidats ont jusqu'au 03 avril 2023 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet **un avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à **la Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. **Le FSE+ intervient pour financer des « projets »**. De plus, la sélection des projets prendra en compte de la capacité à justifier rétroactivement de la prise en compte du cadre réglementaire européen 2021-2027



Financé par
l'Union
européenne

L'analyse de l'opération se fera sur la base du **descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés** à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères suivants :

Critères liés à la qualité du dossier de demande :

- Présentation des modalités **d'accompagnement du public** (organisation et séquençement temporel des parcours, ateliers, actions spécifiques...) : 0 ou 100 pts
- Présentation des modalités **d'évaluation des actions** afin de mesurer leur impact dans les parcours d'accompagnement : 0 ou 100 pts

Critères liés à l'opération :

Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - réalisation (nombre de participants)

- Moins de 20 participants : 0 pt
- De 20 à 40 participants : 50 pts
- Plus de 40 participants : 100 pts

Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - résultat (part de sortie dans l'emploi)

- Moins de 20% des participants : 10 pts
- De 20% à 40% des participants : 20 pts
- Plus de 40% des participants : 30 pts

Caractère incitatif de l'aide FSE+

- Moins de 10% du coût total opération : 0 pt
- De 10% à 25% du coût total opération : 25 pts
- Plus de 25% du coût total opération : 100 pts

Coûts raisonnables (442 euros - coût moyen par participant sur l'OS1 - Axe3 de la CSG 2018-2021)

- Plus de 530 euros de FSE+ par participation : 0 pt
- De 354 euros à 530 euros de FSE+ par participation : 50 pts
- Moins de 354 euros de FSE+ par participation : 100 pts

Encadrement socioprofessionnel (20 participants - nombre moyen de participants par 1 ETP d'accompagnement socioprofessionnel en 2022)

- Plus de 26 participants par ETP d'accompagnement socioprofessionnel : 0 pt
- De 14 à 26 participants par ETP d'accompagnement socioprofessionnel : 75 pts
- Moins de 14 participants par ETP d'accompagnement socioprofessionnel : 25 pts

Coopération avec les différents acteurs du territoire

- Moins de 5 partenaires : 0 pt



Financé par
l'Union
européenne

- De 5 à 15 partenaires : 25 pts
- De 15 à 25 partenaires : 50 pts
- Plus de 25 partenaires : 100 pts

Prise en compte des principes horizontaux (article 9 du règlement (UE) 2021/1060) - critères cumulatifs

- Égalité entre les hommes et les femmes, intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et intégration de la dimension de genre : 10 pts
- Lutte contre toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle : 10 pts
- Promotion du développement durable : 10 pts

Le classement des projets s'appuie sur la grille d'analyse présentée ci-dessus. **Le départage des opérations ayant le même nombre de points s'effectuera sur le rapport coûts FSE+/participants.**

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.



Financé par
l'Union
européenne

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose un unique profil de plan de financement : le taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R /DPEXT_R/DPAR_R/DPI7% sauf pour les opérations mises en œuvre exclusivement par voie de marchés.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 60%. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les dépenses des personnels directement impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet sont à valoriser en dépenses directes dans le plan de financement.
- Pour cette programmation 2021-2027, les dépenses de tiers sont incluses dans la catégorie de dépenses de personnel.
- La rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, comptabilité, administration, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc...) doit être comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes. Si celles-ci sont calculées grâce à un taux forfaitaire, elles n'ont pas besoin d'être justifiées. Les fonctions supports ne sont donc pas valorisables, sauf exception : personne dont le temps de travail est entièrement et uniquement dédié à l'opération.
- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.



Financé par
l'Union
européenne

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

Spécificités pour les opérations de type "atelier-chantier d'insertion"

Pour les opérations d'accompagnement dans les ateliers-chantiers d'insertion, l'OI Cantal appliquera "le périmètre restreint". Ce schéma repose sur un cofinancement FSE+ assis sur la part des dépenses et des ressources associée aux seuls accompagnateurs socioprofessionnels. Ainsi, **le plan de financement reposera uniquement sur les dépenses directes de personnel des accompagnateurs socioprofessionnels** avec application du taux forfaitaire 7% pour les dépenses indirectes.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;



Financé par
l'Union
européenne

- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d' « entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, dûment constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Eligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.8 (H), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre de chômeurs de longue durée,
- nombre de participants handicapés,
- nombre de personnes sans emploi,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de participants de quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- nombre de salariés en insertion.



Financé par
l'Union
européenne

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de personnes exerçant un emploi au terme de leur participation,
- nombre de participant exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation,
- nombre de salariés en insertion en emploi durable à six mois,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant au terme de leur participation,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation.

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline BONHOMMET - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]



Financé par
l'Union
européenne

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les



Financé par
l'Union
européenne

porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Téléchargez l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-25

Appel à projets FSE+ « Inclusion sociale 2022-2023 »

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;
Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;
Vu la délibération N°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité de Pilotage le 9 janvier 2023 ;

Considérant la nécessaire anticipation de publication des appels à projets FSE+ de la convention de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » en cours d'instruction par les services de l'État, pour permettre aux opérateurs de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle de mobiliser des crédits FSE+ pour la réalisation efficiente de leurs opérations ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Inclusion sociale 2022-2023 » joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 01/02/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 3 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 300 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 3 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 100 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 5000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI236 2022-2023_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Inclusion sociale

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 03/04/2023



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Conseil départemental du Cantal est **candidat pour être organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen + pour la période de programmation européenne 2021-2027**. A travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée " Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 ", il s'agit de piloter et gérer les crédits européens FSE+ confiés au Département. A ce titre, l'OI a adopté le 27 janvier 2023 un appel à projets pour développer l'inclusion sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance"** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) L " Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants ". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSL vise à permettre la mise en œuvre d'actions déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit qu'il s'adresse à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable soit qu'il s'adresse à des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraités par exemple). Les actions qui ciblent spécifiquement les enfants doivent avoir comme objectif premier la prévention et/ou la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile, en lien avec la Garantie européenne pour l'enfance. Il a vocation à permettre l'accompagnement à travers les :

- actions visant à lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale des individus
- actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion
- actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement
- actions visant à prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales, y compris en ligne

Le public cible accompagné correspond aux **personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion, les enfants en situation d'exclusion, les personnes sans logement ou mal logées, les victimes de violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales**.

L'AAP concerne les opérations débutant en 2022, avec **une rétroactivité possible à compter du 1er janvier 2022**. Les opérations pourront se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.



Financé par
l'Union
européenne

Nota bene : **le présent appel à projets est publié par anticipation** du conventionnement du Conseil départemental du Cantal pour être Organisme Intermédiaire. La mise en œuvre de cet appel à projets et la sélection des opérations sont mises en œuvre sous réserve de l'établissement de la convention de subvention globale « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 » et des règles de gestion afférentes en cours de déploiement.

Diagnostic :

Plus de 13% de la population cantalienne vit sous le seuil de pauvreté. Bien que ce taux soit inférieur à la moyenne nationale (14,8%) et européenne (16,8%), la pauvreté touche davantage certains groupes et catégories de la population, notamment, **les femmes et les enfants, les jeunes de moins de 30 ans ou les personnes issues de l'immigration.** L'inclusion sociale et l'accès aux soins de santé restent problématiques dans les zones rurales.

Stratégie :

Pour répondre à ce défi, le FSE+ pourra soutenir des actions permettant **un accompagnement social des plus vulnérables, sans le rattacher à une finalité d'accès ou retour à l'emploi, en vue de leur remobilisation et intégration à la société.** Ainsi, cet appel à projets vise à renforcer quantitativement et qualitativement les actions se déroulant sur le territoire cantalien favorisant l'inclusion sociale. Enfin, les modalités et les critères de sélection sont de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.12 (L), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 300 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.



Financé par
l'Union
européenne

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

• Priorité d'investissement

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• Objectif spécifique

1.I Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

• Contexte de l'objectif spécifique

Le présent appel à projet s'inscrit dans le cadre de la priorité 1 – ESO4.12 (L) du programme national FSE+. En cohérence avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, cet objectif spécifique permettra de se concentrer sur l'accompagnement social des plus vulnérables. Les actions mise en œuvre doivent être déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit parce qu'elles s'adressent à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable, soit parce qu'elles visent des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraité par exemple). Les constats faits sur la base des données récoltées au cours des dernières années, démontrent la nécessité d'agir d'abord sur la levée des freins sociaux pour rapprocher les individus en situation de grande exclusion de la société, en vue de leur remobilisation et intégration.

Le FSE+ doit également permettre la mise en œuvre effective de la garantie européenne pour l'enfance. En 2019, la part d'enfants menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élève à 22,5% de l'ensemble de la population. La prévention et la lutte contre l'exclusion de la pauvreté infantile représentent donc un enjeu majeur au sein du PN FSE+. Les actions qui ciblent spécifiquement les enfants doivent avoir comme objectif premier la prévention et/ou la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile. Les enfants restent éligibles à toutes les actions de cet OS. En revanche, les actions ayant comme objectif premier l'accès à l'éducation et l'intégration socio-éducative des enfants doivent être positionnées sur la Priorité 2.

• Objectifs

L'objectif principal est de **soutenir l'accompagnement social des plus vulnérables**, sans le rattacher à une finalité d'accès ou retour à l'emploi, en vue de leur remobilisation et intégration.

Exemples de résultats attendus :

- Renforcer la coordination des acteurs territoriaux de la lutte contre la pauvreté, améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion sociale.
- Renforcer la professionnalisation des personnels de l'enfance.
- Permettre l'accès à un logement pérenne aux personnes en situation de mal-logement.



Financé par
l'Union
européenne

- Améliorer la prise en charge des victimes de violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales.
 - Développer les actions de prévention dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales
- **Actions visées**

L'objectif spécifique ESO4.12 (L) « Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants (FSE+) », vise à soutenir les actions suivantes :

Actions visant à lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale des individus :

a) Actions visant à mieux connaître et mieux lutter contre les facteurs d'exclusion :

- ingénierie, études et innovation sociale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (actions collectives, « aller vers », développement du pouvoir d'agir des personnes, etc.) ;
- expérimentation de nouvelles modalités d'accompagnement ;
- professionnalisation et mise en réseau des travailleurs du champ social ou médico-social : ces actions visent à permettre le déploiement de nouvelles modalités d'accompagnement, l'échange de bonnes pratiques et l'évolution des pratiques professionnelles ;
- coordination des acteurs, animation territoriale et ingénierie de projets.

b) Actions d'accompagnement des personnes à risque ou en situation de pauvreté et/ou exclues, accompagnement pluridisciplinaire pouvant comprendre un ou des élément(s) suivant(s) :

Grande précarité

- Actions ciblées d'aller-vers (ex. maraudes) et soutien au réseau des accueils de jour (ex. orientation sociale).
- Aides matérielles : fourniture de biens de première nécessité dans le cadre d'un accompagnement ou de l'accueil.

Remobilisation

- Actions des réseaux d'entraide, de remobilisation et de socialisation, notamment par les activités culturelles, associatives, sportives, de loisir et les vacances collectives. Aides à la mobilité pour les déplacements quotidiens.
- Accès aux droits et aux services
- Accès aux soins, prévention et information sur les questions de santé dans le cadre d'un accompagnement et/ou de l'accueil.
- Accès à la justice, lorsque cet accès permet de résoudre une situation en lien avec la pauvreté, l'exclusion ou la discrimination.
- Accès aux prestations sociales et lutte contre le non-recours.
- Apprentissage de l'utilisation des services administratifs numériques et appui à l'accès aux services administratifs numériques.



Financé par
l'Union
européenne

Actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion :

- accompagnement des enfants vers l'intégration sociale via des activités de type culturel, sportif et/ou de loisir,
- éducation et information à la santé,
- accès à l'éducation pouvant intégrer la fourniture de matériels.

Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement :

- Accompagnement pluridisciplinaire vers et dans le logement (hors investissement), y compris pour les ménages logés dans les logements temporaires, pour favoriser l'accès à un logement pérenne.

Actions visant à prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales, y compris en ligne :

- prise en charge et mise à l'abri des victimes,
- soutien, notamment via de la formation, des services sociaux de protection ou de prise en charge des victimes,
- appui aux campagnes de sensibilisation et prévention.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant de son champ d'intervention de l'inclusion sociale, et en particulier : les collectivités territoriales, les acteurs publics et privés (y compris associatifs) de l'action sociale, de l'autonomie et de l'aide sociale à l'enfance...

• Public cible

Les publics directement ciblés par ces actions sont

Les personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion :

- bénéficiaires de minimas sociaux,
- mineurs et jeunes majeurs de l'ASE (dont les MNA), jeunes majeurs sortis des dispositifs ASE,
- ressortissants de pays tiers y compris ceux sous statut de protection,
- personnes issues des communautés marginalisées et des gens du voyage,
- personnes sous-main de justice,
- personnes sans domicile fixe,
- foyers monoparentaux.



Financé par
l'Union
européenne

Actions visant les enfants, tous ceux concernés par une situation d'exclusion dont les enfants :

- vivant dans des contextes informels,
- sans abri, relevant des dispositifs ASE y compris MNA,
- bénéficiant d'une prise en charge alternative (protection de remplacement),
- ayant des besoins spécifiques (handicap...),
- en situation ou à risque de pauvreté.

Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement, les personnes :

- sans logement,
- mal logés (habitat insalubre) ou à risque de perte de logement,
- reconnues prioritaires au titre du DALO.

Actions visant à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales

- victimes de violences, en particulier les femmes et les enfants.

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

• Textes de référence

<https://www.legifrance.gouv.fr/>

• Architecture et gestion - lignes de partage

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds structurels de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).



Financé par
l'Union
européenne

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi.
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année.
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,6 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment pour les jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, pour les chômeurs de longue durée, pour les groupes désavantagés sur le marché du travail et pour les personnes inactives, ainsi que par le biais de la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et d'objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par ce même programme.

Pour la période 2021-2027, le FSE+ en France sera géré en partie par les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes opérationnels régionaux, notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi et en partie par l'Etat dans le cadre d'un programme national FSE+ sur les sujets d'insertion sociale et professionnelle. Cette enveloppe nationale est déléguée en partie à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles) pour des actions d'inclusion.

Sur la part Etat, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres Appels à projets en cohérence avec les Règlements européens et le Programme national FSE+. Ils tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;



Financé par
l'Union
européenne

- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ n'accorde pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux personnes individuelles mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national. Comme les autres fonds structurels, le FSE+ n'intervient jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 6 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, concernant l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

La DGCS met en œuvre le programme de soutien européen à l'aide alimentaire dans le cadre de la priorité 5, réservé aux associations habilitées nationalement.

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du FTJ consiste donc à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. La priorité intégrée au PN FSE+ aura pour vocation principale de faciliter l'accompagnement social de la transition juste, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.



Financé par
l'Union
européenne

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles sont ceux de 10 départements de 6 régions de métropole listés ci-dessous :

- Hauts-de-France : Nord et Pas-de-Calais;
- Provence-Alpes-Côte-D'azur : Bouches-du-Rhône ;
- Auvergne-Rhône-Alpes : Isère et Rhône ;
- Grand Est : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Haut-Rhin;
- Normandie : Seine-Maritime ;
- Pays-de-la-Loire : Loire-Atlantique.

Les plans de territoriaux de transition juste peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est en premier lieu conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste. De façon générale, et nonobstant les ciblage plus précis qui seront définis dans les PTTJ, qui pourront le cas échéant, varier d'un territoire à l'autre, la mobilisation des crédits FTJ pourra correspondre à tout ou partie des types de mesures identifiées pour le PN FSE+.

Le programme FTJ comporte une priorité unique.

Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».



Financé par
l'Union
européenne

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMP au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de **la validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :



Financé par
l'Union
européenne

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr> /Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cette appel à projets.**

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales.
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales.
- Le porteur de projets doit justifier de **la capacité juridique** à intervenir dans le domaine.
- Le porteur de projet doit justifier de **la cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projets doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatibilité avec la réglementation sur les aides d'Etat.**
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien.**
- **L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.**
- **Les candidats ont jusqu'au 03 avril 2023 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.**



Financé par
l'Union
européenne

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet un **avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à la **Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. **Le FSE+ intervient pour financer des « projets »**. De plus, la sélection des projets prendra en compte de la capacité à justifier rétroactivement de la prise en compte du cadre réglementaire européen 2021-2027.

L'analyse de l'opération se fera sur la base du **descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés** à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères suivants :



Financé par
l'Union
européenne

Critères liés à la qualité du dossier de demande :

- Présentation des **modalités d'accompagnement du public** (organisation et séquençage temporel des parcours, ateliers, actions spécifiques...) : 0 ou 100 pts
- Présentation des **modalités d'évaluation des actions** afin de mesurer leur impact dans le parcours d'accompagnement : 0 ou 100 pts

Critères liés à l'opération :

Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - réalisation (nombre de participants)

- Moins de 25 participants : 0 pt
- De 25 à 75 participants : 50 pts
- Plus de 75 participants : 100 pts

Capacité à disposer de ressources en contrepartie du financement UE

- Moins de 20% du coût total opération : 0 pt
- De 20% à 40% du coût total opération : 25 pts
- Plus de 40% du coût total opération : 100 pts

Caractère incitatif de l'aide FSE+

- Moins de 10% du coût total opération : 0 pt
- De 10% à 25% du coût total opération : 25 pts
- Plus de 25% du coût total opération : 100 pts

Coûts raisonnables (660 euros - coût moyen par participant sur l'OS1 - Axe3 de la CSG 2018-2021)

- Plus de 792 euros de FSE+ par participation : 0 pt
- De 528 euros à 792 euros de FSE+ par participation : 50 pts
- Moins de 528 euros de FSE+ par participation : 100 pts

Coopération avec les différents acteurs du territoire

- Moins de 5 partenaires : 0 pt
- De 5 à 15 partenaires : 25 pts
- De 15 à 25 partenaires : 50 pts
- Plus de 25 partenaires : 100 pts

Maillage territoriale de l'opération

- Echelle communale ou intercommunale : 0
- Echelle du bassin de vie : 25
- Echelle départementale : 100

Caractère innovant de l'opération

- Reconstitution d'une opération sans nouvelle action : 0 pt
- Reconstitution d'une opération avec nouvelle action : 20 pts



Financé par
l'Union
européenne

- Nouvelle opération : 40 pts

Prise en compte des principes horizontaux (article 9 du règlement (UE) 2021/1060) - critères cumulatifs

- Égalité entre les hommes et les femmes, intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et intégration de la dimension de genre : 10 pts
- Lutte contre toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle : 10 pts
- Promotion du développement durable : 10 pts

Le classement des projets s'appuie sur la grille d'analyse présentée ci-dessus. **Le départage des opérations ayant le même nombre de points s'effectuera sur le rapport coûts FSE+/participants.**

• Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.



Financé par
l'Union
européenne

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose 5 profils de plan de financement :

- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%.
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel) - codification : DPE_R/DPAR_R/CR40%
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants - codification : DPE_R/CR40%.
- Seules les opérations entièrement mises en œuvre via des prestations externes pourront présenter un plan de financement au réel sans recours au OCS.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est estimée de 300 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les dépenses des personnels directement impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet sont à valoriser en dépenses directes dans le plan de financement.
- Pour cette programmation 2021-2027, les dépenses de tiers sont incluses dans la catégorie de dépenses de personnel.
- La rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, comptabilité, administration, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc...) doit être comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes. Si celles-ci sont calculées grâce à un taux forfaitaire, elles n'ont pas besoin d'être justifiées. Les fonctions supports ne sont donc pas valorisables, sauf exception : personne dont le temps de travail est entièrement et uniquement dédié à l'opération.



Financé par
l'Union
européenne

- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :



Financé par
l'Union
européenne

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d'« entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, dûment constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Eligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.12 (L), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre total de participants,
- nombre de personnes sans domicile fixe ou confrontées à l'exclusion de leur logement,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de structures bénéficiant d'un soutien d'ingénierie de lutte contre l'exclusion et les violences,



Financé par
l'Union
européenne

- nombre de participants de moins de 16 ans.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de Participants en exclusion du logement accompagnés ayant accédé à un logement pérenne à 6 mois,
- nombre de Structures soutenues déclarant une meilleure prise en charge des personnes exclues ou violentée.

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline BONHOMMET - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

- **Publicité et information**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]



Financé par
l'Union
européenne

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les



Financé par
l'Union
européenne

porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Téléchargez l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-26

Avenant à la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD05-09 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 approuvant la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour l'approbation des avenants annuels modificatifs pour son renouvellement et le versement de la subvention du Département ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France Services avec l'ANCT et la Préfecture du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Avenant
à la Convention de subventionnement du poste de co-animateur
départemental France Services du Cantal (H/F)**

Entre

L'État,
représenté par M. Laurent Buchaillat, préfet du Cantal

Et

Le conseil départemental du Cantal
représenté par M. Bruno Faure, Président du Conseil Départemental,

Ci-après désignées ensemble les « Parties »

Vu la convention de subventionnement du poste de co-animateur départemental France Services (H/F) signée le 30 novembre 2021 à Aurillac,

Considérant que la mission de co-animation départementale confiée à au conseil départemental du Cantal a été interrompue à compter du 15 mars 2022,

Le préfet du Cantal,

Et

Le président du conseil départemental du Cantal,

décident,

Article 1^{er} : La convention initiale de subventionnement du poste de co-animateur départemental France Services du Cantal est suspendue à compter du 15 mars 2022.

.../...

Article 2 : La mission de co-animateur départemental assurée par le conseil départemental, qui devait expirer le 30 novembre 2022 selon l'Article 6 de la convention du 30 novembre 2021, est prorogée pour une durée de 8 mois à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3 : L'agent en charge de cette mission au terme de la convention du 30 novembre 2021 n'étant pas en mesure d'assurer la mission de co-animateur départemental, celle ci sera confiée en suppléance à un autre agent titulaire du conseil départemental selon la fiche de poste ci jointe.

Fait à Aurillac, le

Le préfet du Cantal,

Le président du conseil départemental,

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

**DELIBERATION N°23CP01-27
Patrimoine - Programmation 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°21CD06-30 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu la délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n° 22CD05-20 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions en faveur de la Culture pour 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu l'avis favorable de la Commission Culture du 15 novembre 2022 ;

- **DECIDE** d'attribuer des subventions pour un montant global de 187 207 € pour la restauration du patrimoine cantalien dans les conditions définies dans le tableau joint en annexe de la présente délibération.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 204141, nature 204142, fonction 312 du Budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMMISSION PERMANENTE DU 27 JANVIER 2023 - PROGRAMMATION 2023

Bénéficiaire	Objet	Montant subventionnable HT	Taux	Montant de subvention proposé	Commentaire
Monuments Historiques					
MARCHASTEL	Clos et couvert de la nef et du clocher de l'église Sainte Croix/St Pierre	119 957 €	20%	3 574 €	Subvention totale : 23 991 € 20 417 € engagés en 2022
ST VINCENT DE SALERS	Restauration des toitures et des façades de l'église Saint-Vincent	428 645 €	20%	30 000 €	PLAFOND
MEALLLET	Travaux d'entretien de la porte principale de l'église Saint-Georges	5 600 €	20%	1 120 €	
DIENNE	Travaux de restauration extérieure de la chapelle St Roch de Fortunies	99 284 €	20%	19 857 €	
MENTIERES	Etude préalable à la restauration de l'église Sainte-Madeleine	13 910 €	20%	2 782 €	
VALUEJOIS	Phase projet concernant les travaux sur la charpente de l'église Saint-Saturnin	15 953 €	20%	3 191 €	
THIEZAC	Travaux d'entretien des couvertures et repose de gouttières de l'église Saint-Martin	16 586 €	20%	3 317 €	
SAUVAT	Etude de diagnostic (sacristie, chœur et assainissement) de l'église Saint-Martin	20 700 €	20%	4 140 €	
AURILLAC	Travaux d'urgence Abbatale St Géraud (diagnostics, étalements et confortations d'urgence) - Phase 0	486 900 €	15%	30 000 €	PLAFOND
SAINT-SATURNIN	Entretien urgent de couverture et de zinguerie de l'église Saint-Saturnin	14 671 €	20%	2 934 €	
BREZONS	Travaux d'urgence sur la toiture de l'église Saint-Hilaire	6 195 €	20%	1 239 €	
	SOUS TOTAL MONUMENTS HISTORIQUES	1 228 401 €		102 154 €	
Patrimoine rural non protégé					
PLEAUX	Restauration des toitures des bâtiments communaux de l'espace Saint-Joseph - Tr. 1	85 522 €	30%	25 657 €	
THIEZAC	Restauration porte d'entrée et révision et démaillage de la toiture de l'église St Antoine de Salihès	3 356 €	30%	1 007 €	
VALETTE	Raccords de plâtre en plafond sur la voûte et réflexion des peintures de l'ensemble des voûtes en plafond et sur menuiseries extérieures de l'église Saint-Augustin	35 816 €	30%	10 745 €	
LE MONTEIL	Restauration de la toiture de la sacristie de l'église	9 144 €	30%	2 743 €	
	SOUS TOTAL PATRIMOINE RURAL NON PROTEGE	133 838 €		40 151 €	
Objets mobiliers non protégés					
TIVIERES	Restauration de l'autel de la chapelle nord de l'église	13 805 €	40%	5 522 €	
USSEL	Restauration établi, statuare et un tableau de l'église Saint-Julien	63 960 €	40%	25 584 €	
SAINT-HIPPOLYTE	Restauration de la Vierge de la Font Sainte	6 590 €	40%	2 636 €	
MENET	Restauration du retable sud de la Vierge et traitement insecticide sur l'ensemble des objets mobiliers de l'église Saint-Pierre	27 900 €	40%	11 160 €	
	SOUS TOTAL OBJETS MOBILIERES NON PROTEGES	112 255 €		44 902 €	
	TOTAL	1 474 494 €		187 207 €	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-28

Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès 2023-2028

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en oeuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

- **VALIDE** la convention d'éducation artistique et culturelle 2023-2028 avec la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Région 
Auvergne-Rhône-Alpes



CONVENTION TERRITORIALE D'ÉDUCATION AUX ARTS ET A LA CULTURE TOUT AU LONG DE LA VIE 2023 –2028

Entre :

La Préfecture du Cantal,

Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes,
représentée par Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,

Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand,
représenté par Karim BENMILOUD, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand

Ci-après dénommés par « l'État »,

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,

représenté par Laurent WAUQUIEZ, Président, mandaté par la délibération n°..... du
ci-après dénommé « la Région »,

Le Conseil départemental du Cantal,

Représenté par Bruno FAURE, Président, mandaté par la délibération n°..... du
ci-après dénommé « le Département »,

La Caisse d'Allocations Familiales du Cantal

représentée par Pascal PONS, directeur
ci-après dénommée « la CAF »,

Et :

La Communauté de communes / La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès,

représentée par Dominique BRU, Présidente, mandaté par la délibération n°....., du ...
ci-après dénommée « la collectivité »

PRÉAMBULE

Il est préalablement exposé ce qui suit,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRe) qui rappelle que la politique culturelle fait référence aux droits culturels, et l'article 104 qui stipule que les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier,

Vu la loi n°2016- 925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) reconnaissant notamment le principe de respect des droits culturels,

Vu le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

Vu les conventions interministérielles passées avec le ministère de la Culture,

Vu la circulaire N° 2013-073 du 3 mai 2013 instituant « le parcours d'éducation artistique et culturelle »,

Vu la circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre de projets culturels destinés aux personnes sous-main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire,

Vu la circulaire n°2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents,

Vu la directive nationale d'orientation de 2015 du ministère de la Culture et de la Communication qui prévoit la poursuite de la politique de contractualisation avec les collectivités territoriales par le biais de Contrats Territoire Lecture (CTL),

Vu la Charte pour l'éducation artistique et culturelle présentée le 8 juillet 2016 par la Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle,

Vu la Convention "Alimentation, Agri-Culture" du 23 septembre 2011, signée entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication, réaffirmant notamment l'importance de l'éducation et des pratiques artistiques et culturelles vers les publics jeunes et adultes en milieu rural ;

Vu le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel du jeune enfant signé le 20 mars 2017,

Vu la délibération du conseil régional n°AP-2022-10/13-10-7060 du 21 octobre 2022 relative au plan régional en faveur de la culture et du patrimoine « Un priorité réaffirmée : agir pour la culture pour tous, partout sur le territoire »,

Vu le Schéma départemental d'action culturelle (SDAC) adopté – lors de sa séance des 16 et 17 décembre 2021 - par le Conseil départemental pour la période 1^{er} septembre 2022-30 juin 2027

Pour l'État,

La constitution de la République Française fait de la nation, depuis 1946, le garant de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Cette responsabilité est partagée, dans un dialogue renforcé, par l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région)

Rendre accessibles les œuvres capitales de l'Humanité au plus grand nombre possible d'habitants, assurer la plus vaste audience à ce patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent, telles sont les objectifs en matière artistique et culturelle qui incombent aux services de l'État – au premier rang desquels le Ministère de la Culture. Depuis les lois de 2015 (NOTRe) et 2016 (LCAP), la culture constitue désormais une responsabilité partagée entre l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région). Elle s'articule avec les opérations nationales portées conjointement par les ministères en charge de la Culture, de l'Éducation ou de la Cohésion des territoires.

Priorité arrêtée par le Président de la République, l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie permet au citoyen d'aller à la rencontre de lieux, d'œuvres et d'artistes de bénéficier de l'expérience sensible des pratiques artistiques, ainsi que d'acquérir, approfondir et mettre en perspective ses connaissances. Ce faisant, chaque individu construit une culture artistique propre, s'initie aux différents langages de l'art et diversifie et développe les moyens d'expression en créant des ponts entre les imaginaires. Elle constitue aussi un facteur déterminant de la construction épanouie d'une personne et de son inscription dans la vie sociale. L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie doit être mise en œuvre dans un environnement offrant des conditions favorables à la recherche scientifique ainsi qu'à la création artistique, à leur diffusion et à leur renouvellement. Elle nécessite également une attention soutenue quant à la préservation, la conservation et la valorisation, des collections muséales ainsi que du patrimoine matériel comme immatériel.

L'exigence de démocratisation culturelle est aujourd'hui augmentée et déplacée sous l'angle de la reconnaissance des droits culturels. Les droits culturels témoignent de la capacité des personnes à participer et contribuer à la vie artistique et culturelle dans le respect de l'égalité dignité de chacun.

Constitutive de l'identité et de la richesse de chaque personne, la culture recouvre « les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement » (Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, art.2A). Intrinsèquement lié aux autres droits de l'Homme, le droit de participer à la vie culturelle touche à toutes les dimensions de la vie humaine. Il permet la reconnaissance et l'inclusion en valorisant les capacités de chacun, la diversité des personnes et de leurs savoirs. Il participe à l'émancipation de chacun, seul et collectivement, en élargissant l'exercice des libertés, mais aussi des responsabilités, dans la perspective citoyenne d'élaborer ensemble des communs. En effet, si la garantie des droits culturels de chaque personne assure la possibilité de vivre ses références culturelles, de participer aux espaces de coopérations et de décisions, elle suppose également un principe de réciprocité, une responsabilité partagée : celle de pouvoir aussi ouvrir largement les débats sur des valeurs qui s'opposent, ce qui est au fondement de la démocratie

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

L'intervention régionale en matière d'éducation artistique et culturelle vise à corriger les déséquilibres territoriaux, en favorisant l'accès aux arts et à la culture à l'ensemble de ses habitants tout en renforçant l'attractivité et la vitalité des territoires.

La Région soutient de manière plus volontaire les initiatives des territoires ruraux. Les conventions d'éducation artistique et culturelle permettent à ce titre de créer un espace de dialogue avec les élus locaux et les habitants.

Dans ce cadre, la Région accompagne les projets des territoires qui s'adressent aux publics relevant de sa compétence et qui s'inscrivent dans les priorités régionales. Elle veille notamment à la bonne articulation des projets conduits dans ces territoires avec l'appel à projets éducatifs « Arts et Culture en lycée, CFA et établissements spécialisés », et avec le programme « Culture et santé », afin que les jeunes et les personnes vulnérables relevant du secteur du handicap ou du grand âge, soient au cœur de ces initiatives.

Elle mobilise par ailleurs l'ensemble des acteurs culturels qu'elle accompagne à travers les Conventions d'objectifs et de moyens, et s'appuie sur le secteur de l'audiovisuel et du cinéma, qu'elle soutient et structure par ailleurs, pour privilégier les opérations d'éducation à l'image et aux médias.

Pour le Département du Cantal,

Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Conseil départemental du Cantal propose d'accompagner financièrement les collectivités territoriales (EPCI) qui mettent en place une programmation culturelle saisonnière en régie directe. Celles qui le souhaitent peuvent ainsi répondre à l'appel à projet départemental annuel et solliciter une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour compléter et enrichir cet accompagnement, le Conseil départemental propose également une programmation culturelle événementielle dans les secteurs de la danse, des musiques actuelles, de l'illustration de jeunesse, de l'opéra ou du film documentaire. Ces événements rythment l'année et concernent l'ensemble du territoire départemental. Ils offrent aux EPCI l'opportunité de participer par contractualisation à une offre culturelle de proximité. Tout à la fois exigeantes et professionnelles mais également accessibles, ouvertes et accueillantes, ces manifestations proposent une expérience festivalière diversifiée.

Enfin, les différents services de la direction de l'action culturelle du Conseil départemental du Cantal mettent en place des résidences d'artistes professionnels (auteurs, illustrateurs, musiciens, danseurs, plasticiens...) tout au long des saisons. Ces temps privilégiés de présence d'artistes sur le territoire cantalien sont l'occasion de rencontres avec le public. Elles peuvent faire l'objet – par contractualisation – d'un partage avec les EPCI qui le souhaitent, autorisant ainsi des interventions sur leur territoire. Il en va ainsi par exemple :

- ✓ Des résidences chorégraphiques : les résidences chorégraphiques constituent une action structurante pour le département en matière de présence d'artistes et de développement des publics. Mises en place en partenariat avec les acteurs locaux sur l'ensemble du territoire, elles permettent à des artistes professionnels, sur au moins deux années, de créer et diffuser des spectacles adaptés aux spécificités du territoire cantalien, de remplir des missions de découverte, de sensibilisation et de formation des publics dans des lieux diversifiés.
- ✓ Des résidences musicales : les résidences musicales s'inscrivent dans la durée et ont pour but de favoriser l'ouverture de la pratique musicale au plus grand nombre. Mises en place prioritairement en partenariat avec les écoles de musique inscrites dans le SDDEAPA, elles s'ouvrent également à d'autres types de structures locales en fonction des projets (champs social et médico-social, handicap, insertion, EHPAD...) et du territoire investi. Elles permettent ainsi aux musiciens amateurs et novices de vivre une expérience artistique par le biais de la découverte, la sensibilisation, la pratique, la création et de la représentation publique.
- ✓ Des résidences « *petite enfance* » : l'éveil culturel et artistique dès le plus jeune âge, essentiel pour le développement du tout petit (0-3 ans), s'inscrit au cœur des résidences départementales petite enfance. Par un travail partenarial et transversal très étendu (collectivités territoriales, Pôle solidarité départementale du Conseil départemental, structures d'accueil du petit enfant, structures culturelles, médicales et médico-sociales, associatives ...) les résidences offrent l'opportunité aux jeunes enfants et aux adultes qui les accompagnent de vivre des expériences artistiques tous champs confondus par le biais de la rencontre avec des artistes professionnels.

Pour la CAF

Considérant que la CAF du Cantal, à travers sa politique d'accompagnement des familles ayant des enfants, vise la réduction des inégalités sociales et territoriales mais aussi la réussite éducative, considérant sa volonté de garantir une meilleure inclusion des familles dans leur environnement grâce à l'inclusion de l'éducation aux arts et des initiatives culturelles dans toutes les actions qu'elle soutient et déploie - que ce soit dans le domaine de la petite enfance au travers des crèches ou des relais petite enfance, dans le domaine de l'enfance en permettant l'accès aux loisirs à tous les enfants, dans le domaine de la jeunesse par le financement d'actions concourant à l'autonomisation, dans le domaine de la parentalité, son Cœur de métier ou dans celui de l'animation de la vie sociale via les centres sociaux ou les espaces de vie sociale - contribue fortement à une meilleure inclusion des familles dans leur environnement.

Pour la Communauté de communes

La communauté de communes œuvre en faveur de l'éducation artistique depuis 2006 sur son territoire avec notamment la mise en place d'un médiateur dans toutes les écoles de son territoire. Elle a au fil des années développé des projets fédérateurs en direction des publics de son territoire. Considérant le travail réalisé en matière culturelle depuis 2009 qui participe à la vitalité et l'attractivité de son territoire, la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès souhaite poursuivre son engagement en faveur de l'éducation artistique et culturelle en développant un parcours pour tous les âges, efficace et accessible à tous ses habitants.

En s'appuyant sur une présence artistique et sur la Fabrique artistique comme épicentre de son action culturelle, la communauté de communes souhaite favoriser l'accès aux arts et à la culture, dans une démarche de « spect'acteur », démarche qui favorise la compréhension du geste artistique et la démarche de création. Elle souhaite également renforcer ses partenariats et la co-écriture de projets fédérateurs dans un souci d'offrir à tous la possibilité de participer et de

5

contribuer à la vie artistique et culturelle de son territoire pour créer un maillage équilibré et partagé.

Forts des conventions précédentes [2019-2022], les signataires conviennent de renouveler leur partenariat au travers des éléments suivants :

ARTICLE 1 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La présente convention vise à faciliter et renforcer l'accès à la culture pour tous les habitants du territoire. Elle repose sur des objectifs généraux et des axes d'interventions partagés ainsi qu'une coopération territoriale renforcée (articles 2 et 3).

1.1 PRINCIPES PARTAGÉS

Les signataires s'engagent à garantir conjointement les principes suivants :

- Garantir et protéger la liberté de création, de diffusion et de programmation ;
- Soutenir un développement culturel équilibré du territoire, en favorisant l'inscription et la diffusion durables de ressources culturelles professionnalisées ;
- Renforcer l'attractivité des territoires, en favorisant les liens entre les ressources culturelles et patrimoniales, touristiques et économiques ;
- Développer la production de savoirs et la recherche scientifique sur l'art, la culture et le patrimoine local ;
- Favoriser la coopération et l'interconnaissance entre les acteurs culturels, les acteurs du champ social et du champ éducatif ;
- Faciliter l'accès pour les personnes les plus fragiles à une offre artistique et culturelle de qualité, en créant les conditions qui permettent de contribuer à sa définition ;
- Accompagner tout particulièrement les formes artistiques et les propositions de médiation en direction des jeunes ;
- Concourir à la transition écologique à travers une conception responsable de la création et de la diffusion, la relocalisation d'activités inscrites dans une temporalité plus longue et à des échelles plus réduites et donc plus soutenables.

1.2 PERSONNES CONCERNÉES

Si la politique culturelle concerne tous les habitants du territoire, les partenaires conviennent de la prioriser en direction des personnes qui sont ou se sentent les plus éloignées des pratiques artistiques et culturelles : personnes âgées, en situation de handicap, hospitalisées, habitants des quartiers en politique de la ville, des territoires ruraux...

Ils portent une attention spécifique aux enfants et aux jeunes dans tous leurs temps de vie, dès la naissance et jusqu'à l'âge adulte, avec l'objectif de généraliser et articuler les parcours d'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire, périscolaire et sur le temps de loisirs.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

1.3 L'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

La présente convention porte une attention particulière à la jeunesse en s'inscrivant dans une démarche de démocratisation culturelle et de généralisation de l'éducation artistique et culturelle.

Les actions développées se fondent sur trois champs qui constituent les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle :

- des rencontres avec des artistes, des scientifiques, des journalistes et des œuvres ;
- des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques et culturels ;
- des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

Le parcours d'éducation artistique et culturel doit permettre à tout élève scolarisé de suivre un cursus de découverte et de pratique artistique et culturelle en fonction de son niveau. Les parcours proposés conjuguent à la fois une approche territoriale et la volonté d'aller vers une égalité d'accès aux pratiques artistiques et culturelles pour tous les enfants et jeunes scolarisés.

Les formes de travail privilégiées pour le montage de projets artistiques reposent sur une démarche de co-construction entre les partenaires, dans le respect des rôles de chacun : établissement scolaire, périscolaire ou social, structure culturelle du territoire et équipe artistique. Les projets prendront plusieurs formes : les actions interdisciplinaires, multi-partenariales et les résidences d'artistes sont particulièrement favorisées et peuvent faire intervenir un ou plusieurs artistes ou professionnels de la culture.

ARTICLE 2. UNE COOPERATION TERRITORIALE RENFORCEE

2.1 COORDINATION DE LA CONVENTION

Cette démarche de contractualisation repose une mise en œuvre et d'évaluation continue d'une durée de 6 ans, qui implique notamment :

- une identification des besoins par un diagnostic partagée du territoire ;
- un programme d'actions annuel ;
- la création et l'animation d'espaces d'échanges concertés ;
- un temps d'évaluation final de 6 mois au cours de la dernière année de convention ;

Une mission de coordination à mi-temps de la convention est identifiée par la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès pour assurer la construction d'un programme annuel cohérent d'actions à l'échelle du territoire. Elle décline les actions envisagées ainsi que leur calendrier et le plan de financement, validés par l'ensemble des signataires, tel que décrit dans l'article 5. Ce programme d'actions et de financements (financements liés à la convention et ceux issus des dispositifs de droit commun des différents partenaires) est annuellement transmis aux partenaires la présente convention.

Cette mission de coordination élabore et anime aussi une démarche de concertation et de coopération territoriale, tel que décrit dans l'article 2.2 .

2.2 CONSTRUCTION D'UN ESPACE D'ECHANGES CONCERTES

Les signataires conviennent d'une approche concertée à l'échelle du territoire du Carladès, pour la définition et le développement d'actions culturelles en direction des personnes dont celles concernées prioritairement comme défini dans l'article 1. Cette politique concertée vise à recueillir et à répondre aux besoins et aux aspirations des habitants du territoire, et ce dans tous les domaines artistiques et culturels.

La convention territoriale d'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie, déclinée à l'échelle du Carladès, constitue un cadre ouvert et modulable renforçant sur le territoire intercommunal les synergies et le dialogue entre acteurs culturels, éducatifs, médicaux et sociaux. Elle favorise la mise en réseau, la transversalité et ambitionne le renforcement de la coopération au sein d'espaces de concertation, appelés « comités territoriaux ».

Ces espaces de concertation impliquent une diversité de compétences et de personnes (habitants, acteurs, élus, partenaires tel que décrit dans l'article 4). Ils visent à créer des dynamiques d'intéressement aux projets et aux décisions qui concernent le territoire et à assurer le droit de chacun de participer à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces décisions. Ces espaces de concertation sont réunis au moins une fois par an, selon les besoins et le calendrier de la convention. Ils peuvent aussi donner lieu à des formations et des travaux thématiques collectifs.

Cette convention tient compte des équipements et services intercommunaux existants reconnaissant ainsi leurs missions et renforçant leur rôle dans la construction du lien entre art, culture et population à l'échelle du territoire.

Cette convention reconnaît enfin que les acteurs socio-éducatifs, médico-sociaux (établissements scolaires, structures socioculturelles, médico-sociales, collectivités...) et les acteurs culturels, notamment conventionnés, en fonction de leurs missions et de leur périmètre, possèdent une connaissance des habitants et l'expérience du territoire. Afin de construire des projets de qualité, ceux-ci se mobilisent pour un partage de connaissances et des actions conjointes de découverte artistique et de pratiques amateurs. L'ambition est de coordonner une approche globale de l'action culturelle en garantissant une cohérence et un équilibre territorial.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

ARTICLE 3 : AXES STRATÉGIQUES

La déclinaison opérationnelle de la présente convention peut revêtir des formes différentes en fonction des contextes et des territoires. Certains axes toutefois, dits stratégiques, sont des enjeux incontournables pour le territoire :

3.1 LA DEFINITION DES ACTIONS ET LEUR MISE EN ŒUVRE

La Communauté de communes Cère et Goule en Carladès souhaite poursuivre son engagement en faveur de l'éducation artistique et culturelle, et devenir l'opérateur qui en assure sa coordination et sa mise en œuvre sur le territoire du Carladès. Elle souhaite poursuivre le développement de la Fabrique artistique comme épicerie des actions d'éducation artistique et culturelle notamment en s'appuyant sur la Micro-folie et le Médialab.

Les objectifs poursuivis sont :

- renforcer la présence artistique sur le territoire et soutenir la création, la diffusion, la transmission et les pratiques amateurs
- harmoniser le parcours d'éducation artistique et culturelle pour tous,
- favoriser une meilleure connaissance des acteurs et la mise en place de réseau,
- maintenir et renforcer les partenariats et la co-écriture des projets dans un souci d'offrir la possibilité de participer et de contribuer à la vie artistique et culturelle à tous les acteurs du champ culturel, éducatif, sanitaire et social,
- créer un maillage autour de projets fédérateurs,
- travaillera à renforcer les liens et les partenariats avec les acteurs sociaux.

La communauté de communes s'attachera plus précisément au développement d'actions autour du théâtre, de l'éducation à l'image, de l'art visuel et du numérique.

La définition et les modalités de mise en œuvre des actions retenues sont précisées annuellement en annexe.

A- Les résidences artistiques

La présence significative des artistes sur le territoire, en termes de qualité et de durée, est une forme d'action essentielle pour répondre aux objectifs de la convention. Les résidences territoriales ou de mission sont centrées sur la relation des artistes avec les habitants et pourront être développées dans tous les champs artistiques et culturels [patrimoine, livre et lecture, culture scientifique, éducation aux médias...]. Elles pourront être portées par les équipements culturels structurants du territoire et/ou par des structures ou artistes extérieurs.

B – Des actions hors les murs

Seront ici considérées toutes les actions décentralisées menées par les équipements, ainsi que les événements produits dans l'espace public dans des démarches d'aller vers et faire avec les habitants.

3.2 LA FORMATION

La formation est indispensable à la pérennité des actions culturelles. La convention doit permettre d'approfondir les disciplines artistiques et les formes culturelles et de faire dialoguer les partenaires. Toutes les structures culturelles peuvent contribuer à l'organisation et à l'offre de formation artistique et culturelle des adultes : enseignants, animateurs, éducateurs, artistes, professionnels de la culture, parents. Les formations s'organisent avec les partenaires sociaux et éducatifs et peuvent s'appuyer sur les dispositifs de formation proposés par les services de l'État. Les formations croisées, mêlant des profils professionnels différents doivent être privilégiées.

3.3 LA VALORISATION

Conserver des traces des actions proposées sur le territoire dans une perspective de valorisation et de conscientisation du parcours d'EAC est un enjeu fort. Cette démarche engage la capacité des participants – et notamment des plus jeunes d'entre eux – à poser un regard sensible, à devenir critique et à constituer un continuum de leurs réalisations.

3.4 UN DISPOSITIF D'EVALUATION

Une évaluation des projets est mise en place annuellement pour tenir compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître (cf. article 8).

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

La gouvernance est régie par trois instances : le comité de pilotage, le comité de suivi et le/les comité(s) de territoire réunissant acteurs culturels, éducatifs, sociaux et dans la mesure du possible, habitants. Ces trois instances sont réunies à l'initiative de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès qui en assurent le fonctionnement, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

Pour le comité de pilotage et le comité de suivi tous les documents nécessaires à l'étude des projets et des bilans seront fournis à ses membres au minimum une semaine avant la date de la rencontre.

- Comité de pilotage

Périodicité et période : en début et en fin de convention

Objectif : Le comité de pilotage impulse la politique partenariale de territoire et définit les orientations en cohérence avec les objectifs généraux. Il évalue la convention à son échéance.

Composition :

- pour la Préfecture du Cantal : le référent désigné
- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le/la DRAC ou son représentant et le référent pour la convention
- pour l'Académie de Clermont-Ferrand : le Recteur ou son représentant (DAAC et DSDEN)
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le Président ou son représentant et le référent pour la convention
- pour le Conseil départemental du Cantal : le Président ou son représentant et le référent pour la convention
- Pour la CAF
- Pour la Communauté de communes

- Comité de suivi

Périodicité et période : une fois par an *a minima* et à la demande des partenaires

Objectif : Le comité de suivi accompagne le travail du coordonnateur, notamment en ce qui concerne l'identification des besoins, l'élaboration du programme annuel d'actions et le budget prévisionnel correspondant. Il travaille aux différents enjeux du territoire et se porte garant de l'évaluation continue des actions comme de l'évaluation finale de la convention et des actions menées. Il définit les modalités de mise en œuvre d'une analyse partagée du territoire et de sa restitution.

Composition :

- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le référent désigné pour le suivi de la convention,
- pour le Rectorat, la Délégation à l'action culturelle, la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, un représentant du SDJES, un représentant des chefs d'établissements scolaires du second degré, un représentant des inspecteurs de l'Éducation nationale pour les circonscriptions (IEN),
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le ou les référents pour le suivi de la convention
- pour le Conseil départemental du Cantal : le ou les référents pour le suivi de la convention
- pour la CAF
- Pour la Communauté de communes

- **Le comité territorial**

Périodicité : Au moins une fois dans l'année à un rythme régulier, dont un temps obligatoire de concertation en préparation du comité de suivi. Selon le nombre d'acteurs mobilisés sur le territoire, ces rencontres peuvent être réunies par thématiques ou besoins identifiés.

Objectif : C'est un espace de présentation de la démarche, de concertation, et de co-construction des projets qui répondent aux orientations définies par la convention. Ils ciblent notamment le lien avec la population du territoire, dont ils cherchent à rendre compte. Ces propositions d'actions sont formalisées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel pour le territoire. Elles feront l'objet d'une préparation commune avec les différents partenaires.

Composition:

- le coordonnateur ou la coordonnatrice de la convention ;
- d'autres agents de l'EPCI et, le cas échéant, des communes signataires de la convention dans une logique de transversalité ;
- les élus de l'EPCI ;
- les structures et le tissu associatif du territoire dans toutes leurs diversités ;
- les représentants des établissements scolaires ;
- tout acteur ou habitant souhaitant s'impliquer dans les actions de la convention ;
- les membres du comité technique qui souhaitent être présents.

ARTICLE 5 : PROGRAMMATION FINANCIERE ET MOYENS CONSACRÉS AUX ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES**Pour l'État :**

La DRAC participe à l'élaboration du programme d'actions annuel et accompagne la démarche d'évaluation. Elle mobilise les structures culturelles, notamment celles qu'elle soutient pour renforcer l'axe transmission des savoirs. Elle accompagne la démarche d'analyse partagée du territoire en mobilisant des ressources dédiées. Elle contribue financièrement à la réalisation des axes définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention, en complément des projets départementaux et/ou des projets des structures culturelles qu'elle soutient et qui bénéficient au

12

territoire.

Le montant annuel sera fixé par arrêté attributif, dans la limite des crédits disponibles sur présentation d'un dossier de demande de subvention. Le soutien financier aux actions fait l'objet d'un financement croisé par les différents partenaires de la convention.

L'éducation nationale participe à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle de l'élève en contribuant à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention auprès des écoles et établissements scolaires de ce territoire.

Pour ce faire, elle mobilise ses ressources humaines d'ingénierie éducative et culturelle, référents culture, les personnels d'encadrement (les IEN pour le premier degré et les personnels de direction pour le second degré), les conseillers pédagogiques de circonscription, les enseignants.

L'éducation nationale (rectorat de Clermont-Ferrand) propose des formations émanant des demandes des enseignants et des chefs d'établissement, dans le cadre de formations d'initiative territoriale, afin de découvrir les actions artistiques et culturelles proposées par les CTEAC et de pouvoir mettre en place, dans un esprit de co-construction, ces actions avec leurs élèves. Ces temps de formation représentent une participation financière importante dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Les établissements scolaires sollicitent des aides financières suivant les modalités annuelles définies par le rectorat. Les chefs d'établissement peuvent également faire usage des crédits de la part collective du Pass Culture scolaire quand l'âge des élèves leur permet.

Les projets et la politique culturelle choisis dans les établissements scolaires, articulés avec les actions de la convention sont des leviers stratégiques inscrits dans les contrats d'objectifs tripartites des établissements scolaires du second degré.

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

La Région Auvergne-Rhône-Alpes contribue financièrement à la réalisation des actions prévues dans la présente convention, par une subvention annuelle attribuée à la collectivité porteuse, et votée en Commission permanente régionale, sous réserve de l'inscription au budget régional des crédits nécessaires et dans les conditions prévues au règlement des subventions adopté par délibération de l'Assemblée plénière du 27 juin 2021. Un dossier de demande de subvention annuelle sera déposé par la collectivité, accompagnée des perspectives d'interventions pour l'année suivante et du bilan de l'année précédente.

Les interventions financées dans le cadre de cette convention devront répondre à la fois à un critère d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité.

Celles s'adressant spécifiquement à des publics pour lesquels la Région déploie des dispositifs en lien avec ses compétences et ses priorités, seront prioritairement accompagnées dans le cadre de ces dispositifs. Il s'agit notamment de « Arts et culture pour les lycées, CFA et établissements spécialisés », et « Culture et santé » pour les structures du champ sanitaire éligibles. Elles feront alors l'objet d'une demande de subvention déposée par la structure porteuse de l'action.

Pour le Département du Cantal :

Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Département du Cantal contribue financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 3.1 de la présente convention par une subvention votée annuellement en Commission permanente, sous réserve de l'inscription au budget départemental des crédits nécessaires. Cette subvention est attribuée à la communauté de communes pour sa programmation culturelle saisonnière en régie directe : la communauté de communes répond à l'appel à projet départemental annuel et sollicite une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour l'EPCI

L'EPCI s'engage à dédier un poste (*a minima* 50% d'un ETP) pour la coordination de la convention. Ce temps de travail peut être valorisé par l'EPCI, indépendamment du soutien aux actions sur le terrain.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur pour 6 ans à la date de signature par l'ensemble des parties. Elle se terminera le 31 décembre 2028.

ARTICLE 7 : PROCEDURES MODIFICATIVES

La présente convention peut être modifiée par avenant signé par les différents partenaires signataires. Ces avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les modifications ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

La contribution ultérieure d'éventuelles nouvelles parties à la convention donne lieu à conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 8 : EVALUATION ET SUIVI

Un dispositif d'évaluation sera mis en place en tenant compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître. Il comprendra des fiches bilan par actions annuelles, une fiche bilan annuelle globalisée qui feront une place aux récits d'expérience, ainsi que des tableaux de suivi permettant de saisir un nombre restreint d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Les outils

d'évaluation et les indicateurs de suivi sont établis à l'issue de la période d'analyse partagée du territoire. Une évaluation finale est attendue à l'issue des 3 années de conventionnement.

L'évaluation du cadre conventionnel sera également réalisée à l'aide des outils construits par les signataires, avec les acteurs mobilisés par les actions et dans la mesure du possible, avec les habitants impliqués dans les actions conduites. La démarche évaluative est donc *in itinere* et *in fine*.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION ET INFORMATION

Chacun des supports de communication émanant des acteurs culturels devra mentionner le soutien des différents services de l'Etat, de la Région, du Département du Cantal et fera apparaître les logos et mentions de tous les partenaires selon leurs modalités d'insertion respectives.

La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès s'engage à mentionner les aides reçues des partenaires sur tous les documents relatifs à leurs activités et destinés à être diffusés et à faire figurer les logos des signataires sur tous les supports de communication ayant trait à cette activité. Elle s'engage en outre à mentionner le soutien des signataires dans l'ensemble de ses relations avec les médias et les partenaires professionnels.

ARTICLE 10 : RESILIATION ET RECONDUCTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle de la convention sans accord écrit, les partenaires peuvent demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES (contentieux et résiliation)

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, en cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée, un avenant règlera les conditions financières, les collectivités co-contractantes étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès s'était engagée n'étaient pas exécutés en totalité.

En cas de litige pouvant intervenir entre les parties, celles-ci s'engagent à privilégier la conciliation.

A défaut le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon, 110 rue Duguesclin, 69003 LYON.

Fait à Vic-sur-Cère en 6 exemplaires le 2022

Pour le Ministère de la
Culture,

Le Préfet du Cantal

Pour le Ministère de
l'Éducation nationale,
Recteur de l'académie de
Clermont-Ferrand

Pour La Communauté de
communes Cère et Goul en
Carladès
Le Président

Pour le Conseil Régional,
Le Président

Pour le Conseil
Départemental du Cantal
Le Président

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-29

**Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de la Communauté de communes
Sumène Artense 2023-2027**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en oeuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

- **VALIDE** la convention d'éducation artistique et culturelle 2023-2027 avec la Communauté de communes Sumène Artense jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Région 
Auvergne-Rhône-Alpes



CONVENTION TERRITORIALE D'ÉDUCATION AUX ARTS ET À LA CULTURE TOUT AU LONG DE LA VIE

2023-2027

Entre :

La Préfecture du Cantal,

Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes,
représentée par Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,

Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand,
représenté par Karim BENMILOUD, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand
Ci-après dénommés par « l'État »,

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,

représenté par Laurent WAUQUIEZ, Président, mandaté par la délibération n°..... du
ci-après dénommé « la Région »,

Le Conseil départemental du Cantal,

Représenté par Bruno FAURE, Président, mandaté par la délibération n°..... du
ci-après dénommé « le Département »,

La Caisse d'Allocations Familiales du Cantal

représentée par Pascal PONS, directeur
ci-après dénommée « la CAF »,

Et :

La Communauté de communes Sumène Artense

représentée par Marc MAISONNEUVE, président, mandaté par la délibération n°20200715001DE,
du 21 juillet 2020,
ci-après dénommée la « CCSA »

PRÉAMBULE

Il est préalablement exposé ce qui suit,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république,
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRe) qui rappelle que la politique culturelle fait référence aux droits culturels, et l'article 104 qui stipule que les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier,
Vu la loi n°2016- 925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) reconnaissant notamment le principe de respect des droits culturels,
Vu le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,
Vu les conventions interministérielles passées avec le ministère de la Culture,
Vu la circulaire N° 2013-073 du 3 mai 2013 instituant « le parcours d'éducation artistique et culturelle »,
Vu la circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre de projets culturels destinés aux personnes sous main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire,
Vu la circulaire n°2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents,
Vu la directive nationale d'orientation de 2015 du ministère de la Culture et de la Communication qui prévoit la poursuite de la politique de contractualisation avec les collectivités territoriales par le biais de Contrats Territoire Lecture (CTL),
Vu la Charte pour l'éducation artistique et culturelle présentée le 8 juillet 2016 par la Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle,
Vu la Convention "Alimentation, Agri-Culture" du 23 septembre 2011, signée entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication, réaffirmant notamment l'importance de l'éducation et des pratiques artistiques et culturelles vers les publics jeunes et adultes en milieu rural ;
Vu le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel du jeune enfant signé le 20 mars 2017,
Vu la Convention entre l'Etat, la Région Auvergne Rhône-Alpes et le Département pour le développement de l'éducation artistique et culturelle 2018-2022,
Vu la délibération du Conseil régional n° AP-2022-10 / 13-10-7060 du 21 octobre 2022 relative au Plan régional en faveur de la Culture et du Patrimoine « Une priorité réaffirmée : agir pour la culture et le patrimoine pour tous, partout sur le territoire »,
Vu le Schéma départemental d'action culturelle (SDAC) adopté – lors de sa séance des 16 et 17 décembre 2021 - par le Conseil départemental pour la période 1^{er} septembre 2022-30 juin 2027

Pour l'État,

La constitution de la République Française fait de la nation, depuis 1946, le garant de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Cette responsabilité est partagée, dans un dialogue renforcé, par l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région)

Rendre accessibles les œuvres capitales de l'Humanité au plus grand nombre possible d'habitants, assurer la plus vaste audience à ce patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent, telles sont les objectifs en matière artistique et culturelle qui incombent aux services de l'État – au premier rang desquels le Ministère de la Culture. Depuis les lois de 2015 (NOTRe) et 2016 (LCAP), la culture constitue désormais une responsabilité partagée entre l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région). Elle s'articule avec les opérations nationales portées conjointement par les ministères en charge de la Culture, de l'Éducation ou de la Cohésion des territoires.

Priorité arrêtée par le Président de la République, l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie permet au citoyen d'aller à la rencontre de lieux, d'œuvres et d'artistes de bénéficier de l'expérience sensible des pratiques artistiques, ainsi que d'acquérir, approfondir et mettre en perspective ses connaissances. Ce faisant, chaque individu construit une culture artistique propre, s'initie aux différents langages de l'art et diversifie et développe les moyens d'expression en créant des ponts entre les imaginaires. Elle constitue aussi un facteur déterminant de la construction épanouie d'une personne et de son inscription dans la vie sociale. L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie doit être mise en œuvre dans un environnement offrant des conditions favorables à la recherche scientifique ainsi qu'à la création artistique, à leur diffusion et à leur renouvellement. Elle nécessite également une attention soutenue quant à la préservation, la conservation et la valorisation, des collections muséales ainsi que du patrimoine matériel comme immatériel.

L'exigence de démocratisation culturelle est aujourd'hui augmentée et déplacée sous l'angle de la reconnaissance des droits culturels. Les droits culturels témoignent de la capacité des personnes à participer et contribuer à la vie artistique et culturelle dans le respect de l'égal dignité de chacun.

Constitutive de l'identité et de la richesse de chaque personne, la culture recouvre « les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement » (Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, art.2A). Intrinsèquement lié aux autres droits de l'Homme, le droit de participer à la vie culturelle touche à toutes les dimensions de la vie humaine. Il permet la reconnaissance et l'inclusion en valorisant les capacités de chacun, la diversité des personnes et de leurs savoirs. Il participe à l'émancipation de chacun, seul et collectivement, en élargissant l'exercice des libertés, mais aussi des responsabilités, dans la perspective citoyenne d'élaborer ensemble des communs. En effet, si la garantie des droits culturels de chaque personne assure la possibilité de vivre ses références culturelles, de participer aux espaces de coopérations et de décisions, elle suppose également un principe de réciprocité, une responsabilité partagée : celle de pouvoir aussi ouvrir largement les débats sur des valeurs qui s'opposent, ce qui est au fondement de la démocratie

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

L'intervention régionale en matière d'éducation artistique et culturelle vise à corriger les déséquilibres territoriaux, en favorisant l'accès aux arts et à la culture à l'ensemble de ses habitants tout en renforçant l'attractivité et la vitalité des territoires.

La Région soutient de manière plus volontaire les initiatives des territoires ruraux. Les conventions d'éducation artistique et culturelle permettent à ce titre de créer un espace de dialogue avec les élus locaux et les habitants.

Dans ce cadre, la Région accompagne les projets des territoires qui s'adressent aux publics relevant de sa compétence et qui s'inscrivent dans les priorités régionales. Elle veille notamment à la bonne articulation des projets conduits dans ces territoires avec l'appel à projets éducatifs « Arts et Culture en lycée, CFA et établissements spécialisés », et avec le programme « Culture et santé », afin que les jeunes et les personnes vulnérables relevant du secteur du handicap ou du grand âge, soient au cœur de ces initiatives.

Elle mobilise par ailleurs l'ensemble des acteurs culturels qu'elle accompagne à travers les Conventions d'objectifs et de moyens, et s'appuie sur le secteur de l'audiovisuel et du cinéma, qu'elle soutient et structure par ailleurs, pour privilégier les opérations d'éducation à l'image et aux médias.

Pour le Département du Cantal,

Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Conseil départemental du Cantal propose d'accompagner financièrement les collectivités territoriales (EPCI) qui mettent en place une programmation culturelle saisonnière en régie directe. Celles qui le souhaitent peuvent ainsi répondre à l'appel à projet départemental annuel et solliciter une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour compléter et enrichir cet accompagnement, le Conseil départemental propose également une programmation culturelle événementielle dans les secteurs de la danse, des musiques actuelles, de l'illustration de jeunesse, de l'opéra ou du film documentaire. Ces événements rythment l'année et concernent l'ensemble du territoire départemental. Ils offrent aux EPCI l'opportunité de participer par contractualisation à une offre culturelle de proximité. Tout à la fois exigeantes et professionnelles mais également accessibles, ouvertes et accueillantes, ces manifestations proposent une expérience festivalière diversifiée.

Enfin, les différents services de la direction de l'action culturelle du Conseil départemental du Cantal mettent en place des résidences d'artistes professionnels (auteurs, illustrateurs, musiciens, danseurs, plasticiens...) tout au long des saisons. Ces temps privilégiés de présence d'artistes sur le territoire cantalien sont l'occasion de rencontres avec le public. Elles peuvent faire l'objet – par contractualisation – d'un partage avec les EPCI qui le souhaitent, autorisant ainsi des interventions sur leur territoire. Il en va ainsi par exemple :

- ✓ Des résidences chorégraphiques : les résidences chorégraphiques constituent une action structurante pour le département en matière de présence d'artistes et de développement des publics. Mises en places en partenariat avec les acteurs locaux sur l'ensemble du territoire, elles permettent à des artistes professionnels, sur au moins deux années, de créer et diffuser des spectacles adaptés aux spécificités du territoire cantalien, de remplir des missions de découverte, de sensibilisation et de formation des publics dans des lieux diversifiés.
- ✓ Des résidences musicales : les résidences musicales s'inscrivent dans la durée et ont pour but de favoriser l'ouverture de la pratique musicale au plus grand nombre. Mises en places prioritairement en partenariat avec les écoles de musique inscrites dans le SDDEAPA, elles s'ouvrent également à d'autres types de structures locales en fonction des projets (champs social et médico-social, handicap, insertion, EHPAD...) et du territoire investi. Elles permettent ainsi aux musiciens amateurs et novices de vivre une expérience artistique par le biais de la découverte, la sensibilisation, la pratique, la création et de la représentation publique.
- ✓ Des résidences « *petite enfance* » : l'éveil culturel et artistique dès le plus jeune âge, essentiel pour le développement du tout petit (0-3 ans), s'inscrit au cœur des résidences départementales petite enfance. Par un travail partenarial et transversal très étendu (collectivités territoriales, Pôle solidarité départementale du Conseil départemental, structures d'accueil du petit enfant, structures culturelles, médicales et médico-sociales, associatives ...) les résidences offrent l'opportunité aux jeunes enfants et aux adultes qui les accompagnent de vivre des expériences artistiques tous champs confondus par le biais de la rencontre avec des artistes professionnels.

Pour la CAF

la CAF du Cantal a vocation à accompagner l'ensemble des familles ayant des enfants, dans toute leur diversité. La mise en œuvre de cette mission s'appuie sur tous les leviers qui concourent à la réduction des inégalités sociales, territoriales et à la réussite éducative.

La Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture constitue un des moyens d'inclusion au service des familles.

Considérant sa politique familiale, présentée dans son schéma départemental des services aux familles dont l'une des orientations stratégiques est de coordonner et articuler la politique jeunesse à l'échelle départementale et inter-institutions.

Considérant sa politique d'Animation de la Vie Sociale (AVS), présentée dans son schéma départemental de l'AVS dont l'une des orientations stratégiques est d'élargir le partenariat à l'ensemble des acteurs qui s'impliquent dans l'animation de la vie sociale.

La CAF du Cantal s'engage à être le relais de toutes initiatives culturelles auprès des structures qu'elle accompagne : centres sociaux, accueils de loisirs, établissements d'accueil des jeunes enfants, relais petite enfance...

Par le biais de ses services et équipements, la CAF du Cantal mettra en œuvre l'accompagnement des familles pour accéder aux projets culturels développés sur le territoire.

La CAF du Cantal s'attachera à faire bénéficier des projets et actions développés, les familles le plus souvent éloignées des pratiques culturelles.

La CAF du Cantal s'engage à s'inscrire dans le réseau en place sur le territoire et à porter par ses moyens de communication les projets et actions développés.

Pour la Communauté de communes Sumène Artense

Considérant la culture comme un pilier de la politique de développement territorial de la Communauté de Communes Sumène Artense, qui se traduit par le développement d'actions et de projets en direction de différents publics, au travers de saisons culturelles, de résidences artistiques, d'actions culturelles et de soutien aux enseignements artistiques.

Considérant que cette politique culturelle s'inscrit aujourd'hui dans de nouvelles perspectives grâce notamment à la prise de compétence « accueil de loisirs » et mise en réseau de la lecture publique. La Communauté de communes souhaite poursuivre le développement de l'offre culturelle au travers de nouveaux projets, contrat territoire lecture, Micro-Folie, Université Foraine et répondre dans les années à venir au label 100% EAC.

Il est préalablement exposé ce qui suit,

Forts de la convention précédente 2019-2020-2021 et de son avenant 2022 les signataires conviennent de renouveler leur partenariat au travers des éléments suivants :

ARTICLE 1 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La présente convention vise à faciliter et renforcer l'accès à la culture pour tous les habitants du territoire. Elle repose sur des objectifs généraux et des axes d'interventions partagés ainsi qu'une coopération territoriale renforcée (articles 2 et 3).

1.1 PRINCIPES PARTAGÉS

Les signataires s'engagent à garantir conjointement les principes suivants :

- Garantir et protéger la liberté de création, de diffusion et de programmation ;
- Soutenir un développement culturel équilibré du territoire, en favorisant l'inscription et la diffusion durables de ressources culturelles professionnalisées ;
- Renforcer l'attractivité des territoires, en favorisant les liens entre les ressources culturelles et patrimoniales, touristiques et économiques ;
- Développer la production de savoirs et la recherche scientifique sur l'art, la culture et le patrimoine local ;
- Favoriser la coopération et l'interconnaissance entre les acteurs culturels, les acteurs du champ social et du champ éducatif ;
- Faciliter l'accès pour les personnes les plus fragiles à une offre artistique et culturelle de qualité, en créant les conditions qui permettent de contribuer à sa définition ;
- Accompagner tout particulièrement les formes artistiques et les propositions de médiation en direction des jeunes ;
- Concourir à la transition écologique à travers une conception responsable de la création et de la diffusion, la relocalisation d'activités inscrites dans une temporalité plus longue et à des échelles plus réduites et donc plus soutenables.

1.2 PERSONNES CONCERNÉES

Si la politique culturelle concerne tous les habitants du territoire, les partenaires conviennent de la prioriser en direction des personnes qui sont ou se sentent les plus éloignées des pratiques artistiques et culturelles : personnes âgées, en situation de handicap, hospitalisées, habitants des quartiers en politique de la ville, des territoires ruraux...

Ils portent une attention spécifique aux enfants et aux jeunes dans tous leurs temps de vie, dès la naissance et jusqu'à l'âge adulte, avec l'objectif de généraliser et articuler les parcours d'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire, périscolaire et sur le temps de loisirs.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

1.3 L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

La présente convention porte une attention particulière à la jeunesse en s'inscrivant dans une démarche de démocratisation culturelle et de généralisation de l'éducation artistique et culturelle.

Les actions développées se fondent sur trois champs qui constituent les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle :

- des rencontres avec des artistes, des scientifiques, des journalistes et des œuvres ;
- des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques et culturels ;
- des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

Le parcours d'éducation artistique et culturel doit permettre à tout élève scolarisé de suivre un cursus de découverte et de pratique artistique et culturelle en fonction de son niveau. Les parcours proposés conjuguent à la fois une approche territoriale et la volonté d'aller vers une égalité d'accès aux pratiques artistiques et culturelles pour tous les enfants et jeunes scolarisés.

Les formes de travail privilégiées pour le montage de projets artistiques reposent sur une démarche de co-construction entre les partenaires, dans le respect des rôles de chacun : établissement scolaire, périscolaire ou social, structure culturelle du territoire et équipe artistique. Les projets prendront plusieurs formes : les actions interdisciplinaires, multi-partenariales et les résidences d'artistes sont particulièrement favorisées et peuvent faire intervenir un ou plusieurs artistes ou professionnels de la culture.

ARTICLE 2. UNE COOPERATION TERRITORIALE RENFORCEE

2.1 COORDINATION DE LA CONVENTION

Cette démarche de contractualisation repose une mise en œuvre et d'évaluation continue d'une durée de 5 ans, qui implique notamment :

- une identification des besoins par un diagnostic partagée du territoire ;
- un programme d'actions annuel ;
- la création et l'animation d'espaces d'échanges concertés ;
- un temps d'évaluation final de 6 mois au cours de la dernière année de convention ;

Une mission de coordination à mi-temps de la convention est identifiée par la communauté de communes Sumène Artense pour assurer la construction d'un programme annuel cohérent d'actions à l'échelle du territoire. Elle décline les actions envisagées ainsi que leur calendrier et le plan de financement, validés par l'ensemble des signataires, tel que décrit dans l'article 5. Ce programme d'actions et de financements (financements liés à la convention et ceux issus des dispositifs de droit commun des différents partenaires) est annuellement transmis aux partenaires la présente convention.

Cette mission de coordination élabore et anime aussi une démarche de concertation et de coopération territoriale, tel que décrit dans l'article 2.2.

2.2 CONSTRUCTION D'UN ESPACE D'ECHANGES CONCERTES

Les signataires conviennent d'une approche concertée à l'échelle du territoire La Communauté de communes Sumène Artense, pour la définition et le développement d'actions culturelles en direction des personnes dont celles concernées prioritairement comme défini dans l'article 1. Cette politique concertée vise à recueillir et à répondre aux besoins et aux aspirations des habitants du territoire, et ce dans tous les domaines artistiques et culturels.

La convention territoriale d'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie, déclinée à l'échelle de la Communauté de communes Sumène Artense constitue un cadre ouvert et modulable renforçant sur le territoire intercommunal les synergies et le dialogue entre acteurs

culturels, éducatifs, médicaux et sociaux. Elle favorise la mise en réseau, la transversalité et ambitionne le renforcement de la coopération au sein d'espaces de concertation, appelés « rencontres de territoire ». Ces espaces de concertation impliquent une diversité de compétences et de personnes (habitants, acteurs, élus, partenaires tel que décrit dans l'article 4). Ils visent à créer des dynamiques d'intéressement aux projets et aux décisions qui concernent le territoire et à assurer le droit de chacun de participer à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces décisions. Ces espaces de concertation sont réunis au moins une fois par an, selon les besoins et le calendrier de la convention. Ils peuvent aussi donner lieu à des formations et des travaux thématiques collectifs.

Cette convention tient compte des équipements et services intercommunaux existants reconnaissant ainsi leurs missions et renforçant leur rôle dans la construction du lien entre art, culture et population à l'échelle du territoire.

Cette convention reconnaît enfin que les acteurs socio-éducatifs, médico-sociaux (établissements scolaires, structures socioculturelles, médico-sociales, collectivités...) et les acteurs culturels, notamment conventionnés, en fonction de leurs missions et de leur périmètre, possèdent une connaissance des habitants et l'expérience du territoire. Afin de construire des projets de qualité, ceux-ci se mobilisent pour un partage de connaissances et des actions conjointes de découverte artistique et de pratiques amateurs. L'ambition est de coordonner une approche globale de l'action culturelle en garantissant une cohérence et un équilibre territorial.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

ARTICLE 3 : AXES STRATÉGIQUES

La déclinaison opérationnelle de la présente convention peut revêtir des formes différentes en fonction des contextes et des territoires. Certains axes toutefois, dits stratégiques, sont des enjeux incontournables pour le territoire :

3.1 LA DÉFINITION DES ACTIONS ET LEUR MISE EN ŒUVRE

Au sein de la communauté de communes Sumène Artense, sur la durée de la présente convention, une attention particulière sera portée autour de six grands axes dans lesquels seront proposés aux publics cibles différents projets et actions culturelles, à la fois sur le temps scolaire et de loisirs. Ces projets culturels se construiront notamment dans le cadre des résidences missions annuelles, de la saison culturelle, du festival C'Mouvoir, de la Micro-Folie et du contrat territoire lecture en cours de rédaction.

- 1. Axe éducatif** : renforcer le développement culturel et l'éducation artistique et culturelle en direction des enfants et des jeunes du territoire, en les inscrivant dans une politique éducative globale avec des activités concernant les temps scolaires et extrascolaires : séances scolaires et tout public, école du spectateur, ateliers de pratiques artistiques dans le cadre des résidences mission, classe culturelle, stage de pratique artistique...
- 2. Axe culture santé** : porter et soutenir des projets en lien avec L'association Accès Santé Nord Cantal – ASNC qui gère la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS),

l'association régionale InterSTICES et l'Université Foraine, présente sur le territoire de Sumène Artense pendant trois ans. Travailler sur les thématiques des addictions et de la stratégie alimentaire par la mise en place de conférences, spectacles, ateliers.

3. **Axe social et famille** : développer des projets intergénérationnels privilégiant le « vivre ensemble » auprès d'un public dit « éloigné » de la culture en lien notamment avec la maison France Service du territoire et des structures sociales comme le CADA (Centre d'accueil pour demandeur d'asile) de Champagnac, EPHAD, associations d'âinés, public handicapé... : ateliers artistiques, gratuité des spectacles, mise en place de navettes...
4. **Axe petite enfance** : poursuivre et développer les actions culturelles en direction de la petite enfance en lien avec le Relais petite enfance de Sumène Artense : formation, spectacles, ateliers artistiques, projets liés à la parentalité en partenariat avec la Direction des affaires culturelles du département du Cantal. Développer les actions dans le cadre du Festival C'Mouvoir et de la saison culturelle.
5. **Axe lecture publique** : Proposer la mise en place d'un Contrat Territoire Lecture, orienté sur la mise en réseau des médiathèques communales existantes afin d'améliorer le service rendu aux publics, de mutualiser les compétences et des échanges de bonnes pratiques, de mettre en place une coopération autour d'actions culturelles et de communication, de créer ou renforcer les partenariats avec les différents acteurs culturels locaux. Mutualisation et coordination de supports de communication, mise en réseau informatique permettant d'offrir un catalogue et une carte unique, programme d'actions culturelles sur l'ensemble du territoire de la Communauté de communes Sumène Artense (résidence d'auteur, ateliers artistiques, stage, conférence...). Créer un lien avec le festival C'Mouvoir, festival littéraire et musical de la Communauté de communes Sumène Artense.
6. **Axe patrimonial** : Développer le volet patrimonial sur le territoire par la création de circuits de découverte patrimoniaux, l'accès à des contenus via la mise en place d'une Micro-Folie. Travailler avec l'Université Foraine sur la valorisation patrimoniale.

3.2 LA FORMATION

La formation est indispensable à la pérennité des actions culturelles. La convention doit permettre d'approvoiser les disciplines artistiques et les formes culturelles et de faire dialoguer les partenaires. Toutes les structures culturelles peuvent contribuer à l'organisation et à l'offre de formation artistique et culturelle des adultes : enseignants, animateurs, éducateurs, artistes, professionnels de la culture, parents. Les formations s'organisent avec les partenaires sociaux et éducatifs et peuvent s'appuyer sur les dispositifs de formation proposés par les services de l'État. Les formations croisées, mêlant des profils professionnels différents doivent être privilégiées.

3.3 LA VALORISATION

Conserver des traces des actions proposées sur le territoire dans une perspective de valorisation et de conscientisation du parcours d'EAC est un enjeu fort. Cette démarche engage la capacité des participants – et notamment des plus jeunes d'entre eux – à poser un regard sensible, à devenir critique et à constituer un continuum de leurs réalisations.

3.4 UN DISPOSITIF D'EVALUATION

Une évaluation des projets est mise en place annuellement pour tenir compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître (cf. article 8).

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

La gouvernance est régie par trois instances : le comité de pilotage, le comité de suivi et le/les comité(s) de territoire réunissant acteurs culturels, éducatifs, sociaux et dans la mesure du possible, habitants. Ces trois instances sont réunies à l'initiative de la CCSA qui en assurent le fonctionnement, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

Pour le comité de pilotage et le comité de suivi tous les documents nécessaires à l'étude des projets et des bilans seront fournis à ses membres au minimum une semaine avant la date de la rencontre.

▪ Comité de pilotage

Périodicité et période : en début et en fin de convention

Objectif : Le comité de pilotage impulse la politique partenariale de territoire et définit les orientations en cohérence avec les objectifs généraux. Il évalue la convention à son échéance.

Composition :

- pour la Préfecture du Cantal : le référent désigné
- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le/la DRAC ou son représentant et le référent pour la convention
- pour l'Académie de Clermont-Ferrand : le Recteur ou son représentant (DAAC et DSDEN)
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le Président ou son représentant et le référent pour la convention
- pour le Conseil Départemental du Cantal : Le Président ou, sa Vice-présidente en charge de la culture ou leur représentant,
- Pour la CAF, son Directeur,
- Pour la Communauté de Communes Sumène Artense : Le Vice-Président en charge de la culture et du patrimoine et son représentant et les référents pour la convention

▪ Comité de suivi

Périodicité et période : une fois par an *a minima* et à la demande des partenaires

Objectif : Le comité de suivi accompagne le travail du coordonnateur, notamment en ce qui concerne l'identification des besoins, l'élaboration du programme annuel d'actions et le budget prévisionnel correspondant. Il travaille aux différents enjeux du territoire et se porte garant de l'évaluation continue des actions comme de l'évaluation finale de la convention et des actions menées. Il définit les modalités de mise en œuvre d'une analyse partagée du territoire et de sa restitution.

Composition :

- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le référent désigné pour le suivi de la convention,
- pour le Rectorat, la Délégation à l'action culturelle, la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, un représentant du SDJES, un représentant des chefs d'établissements scolaires du second degré, un représentant des inspecteurs de l'Éducation nationale pour les circonscriptions (IEN),
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le ou les référents pour le suivi de la convention,
- pour le Conseil départemental du Cantal : le ou les référents pour le suivi de la convention
- Pour la communauté de communes : le ou les référents pour le suivi de la convention
- Et toutes personnes qui seraient mobilisées sur la mise en œuvre de la Convention.

▪ **Les rencontres de territoire**

Périodicité : Au moins une fois dans l'année à un rythme régulier, dont un temps obligatoire de concertation en préparation du comité de suivi. Selon le nombre d'acteurs mobilisés sur le territoire, ces rencontres peuvent être réunies par thématiques ou besoins identifiés.

Objectif : C'est un espace de présentation de la démarche, de concertation, et de co-construction des projets qui répondent aux orientations définies par la convention. Ils ciblent notamment le lien avec la population du territoire, dont ils cherchent à rendre compte. Ces propositions d'actions sont formalisées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel pour le territoire. Elles feront l'objet d'une préparation commune avec les différents partenaires.

Composition

- le coordonnateur ou la coordonnatrice de la convention ;
- d'autres agents de l'EPCI
- les élus de l'EPCI ;
- les structures et le tissu associatif du territoire dans toutes leurs diversités ;
- les représentants des établissements scolaires ;
- tout acteur ou habitant souhaitant s'impliquer dans les actions de la convention ;
- les membres du comité de suivi qui souhaitent être présents.

ARTICLE 5 : PROGRAMMATION FINANCIERE ET MOYENS CONSACRÉS AUX ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES**Pour l'État :**

La **DRAC** participe à l'élaboration du programme d'actions annuel et accompagne la démarche d'évaluation. Elle mobilise les structures culturelles, notamment celles qu'elle soutient pour renforcer l'axe transmission des savoirs. Elle accompagne la démarche d'analyse partagée du territoire en mobilisant des ressources dédiées.

Elle contribue financièrement à la réalisation des axes définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention, en complément des projets départementaux et/ou des projets des structures culturelles qu'elle soutient et qui bénéficient au territoire. Le montant annuel sera fixé par arrêté attributif, dans la limite des crédits disponibles sur présentation d'un dossier de demande de

subvention. Le soutien financier aux actions fait l'objet d'un financement croisé par les différents partenaires de la convention.

L'éducation nationale participe à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle de l'élève en contribuant à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention auprès des écoles et établissements scolaires de ce territoire.

Pour ce faire, elle mobilise ses ressources humaines d'ingénierie éducative et culturelle, référents culture, les personnels d'encadrement (les IEN pour le premier degré et les personnels de direction pour le second degré), les conseillers pédagogiques de circonscription, les enseignants.

L'éducation nationale (rectorat de Clermont-Ferrand) propose des formations émanant des demandes des enseignants et des chefs d'établissement, dans le cadre de formations d'initiative territoriale, afin de découvrir les actions artistiques et culturelles proposées par les CTEAC et de pouvoir mettre en place, dans un esprit de co-construction, ces actions avec leurs élèves. Ces temps de formation représentent une participation financière importante dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Les établissements scolaires sollicitent des aides financières suivant les modalités annuelles définies par le rectorat. Les chefs d'établissement peuvent également faire usage des crédits de la part collective du Pass Culture scolaire quand l'âge des élèves leur permet.

Les projets et la politique culturelle choisis dans les établissements scolaires, articulés avec les actions de la convention sont des leviers stratégiques inscrits dans les contrats d'objectifs tripartites des établissements scolaires du second degré.

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

La Région Auvergne-Rhône-Alpes contribue financièrement à la réalisation des actions prévues dans la présente convention, par une subvention annuelle attribuée à la collectivité porteuse, et votée en Commission permanente régionale, sous réserve de l'inscription au budget régional des crédits nécessaires et dans les conditions prévues au règlement des subventions adopté par délibération de l'Assemblée plénière du 27 juin 2021. Un dossier de demande de subvention annuelle sera déposé par la collectivité, accompagnée des perspectives d'interventions pour l'année suivante et du bilan de l'année précédente.

Les interventions financées dans le cadre de cette convention devront répondre à la fois à un critère d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité.

Celles s'adressant spécifiquement à des publics pour lesquels la Région déploie des dispositifs en lien avec ses compétences et ses priorités, seront prioritairement accompagnées dans le cadre de ces dispositifs. Il s'agit notamment de « Arts et culture pour les lycées, CFA et établissements spécialisés », et « Culture et santé » pour les structures du champ sanitaire éligibles. Elles feront alors l'objet d'une demande de subvention déposée par la structure porteuse de l'action.

Pour le Département du Cantal :

Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Département du Cantal contribue financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 3.1 de la

présente convention par une subvention votée annuellement en Commission permanente, sous réserve de l'inscription au budget départemental des crédits nécessaires. Cette subvention est attribuée à la communauté de communes pour sa programmation culturelle saisonnière en régie directe : la communauté de communes répond à l'appel à projet départemental annuel et sollicite une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour la CAF :

La CAF du Cantal assure la promotion de ce dispositif auprès des structures qu'elle accompagne et pourra intervenir sur des actions au cas par cas sur présentation des projets par les partenaires.

Pour la Communauté de communes Sumène Artense :

L'EPCI s'engage à dédier un poste à 50% d'un ETP pour la coordination de la convention. Ce temps de travail peut être valorisé par l'EPCI, indépendamment du soutien aux actions sur le terrain.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur pour 5 ans à la date de signature par l'ensemble des parties. Elle se terminera en 2027 incluant les actions se déroulant jusqu'au mois de juillet 2028

ARTICLE 7 : PROCEDURES MODIFICATIVES

La présente convention peut être modifiée par avenant signé par les différents partenaires signataires. Ces avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les modifications ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

La contribution ultérieure d'éventuelles nouvelles parties à la convention donne lieu à conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 8 : EVALUATION ET SUIVI

Un dispositif d'évaluation sera mis en place en tenant compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître. Il comprendra des fiches bilan par actions annuelles, une fiche bilan annuelle globalisée qui feront une place aux récits d'expérience, ainsi que des tableaux de suivi permettant de saisir un nombre restreint d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Les outils d'évaluation et les indicateurs de suivi sont établis à l'issue de la période d'analyse partagée du territoire. Une évaluation finale est attendue à l'issue des 3 années de conventionnement.

L'évaluation du cadre conventionnel sera également réalisée à l'aide des outils construits par les signataires, avec les acteurs mobilisés par les actions et dans la mesure du possible, avec les habitants impliqués dans les actions conduites. La démarche évaluative est donc *in itinere* et *in fine*.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION ET INFORMATION

Chacun des supports de communication émanant des acteurs culturels devra mentionner le soutien des différents services de l'Etat, de la Région, du Département du Cantal et fera apparaître les logos et mentions de tous les partenaires selon leurs modalités d'insertion respectives.

La CCSA s'engage à mentionner les aides reçues des partenaires sur tous les documents relatifs à leurs activités et destinés à être diffusés et à faire figurer les logos des signataires sur tous les supports de communication ayant trait à cette activité. Elle s'engage en outre à mentionner le soutien des signataires dans l'ensemble de ses relations avec les médias et les partenaires professionnels.

ARTICLE 10 : RESILIATION ET RECONDUCTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle de la convention sans accord écrit, les partenaires peuvent demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES (contentieux et résiliation)

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, en cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée, un avenant règlera les conditions financières, les collectivités co-contractantes étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles la CCSA s'était engagée n'étaient pas exécutés en totalité.

En cas de litige pouvant intervenir entre les parties, celles-ci s'engagent à privilégier la conciliation.

A défaut le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon, 110 rue Duguesclin, 69003 LYON.

Fait à Saignes, en 6 exemplaires

Pour le Ministère de la Culture,
Le Préfet de région

Pour le Conseil Départemental du Cantal,
Le Président

Pour le Ministère de l'Education Nationale,
de la Jeunesse et des Sports,
Le Recteur d'Académie de Clermont

Pour la CAF,
Le Directeur

Pour le Conseil Régional,
Le Président

Pour la Communauté de communes Sumène
Artense,
Le Président

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-30

**Convention territoriale d'éducation artistique et culturelle de la Communauté de communes
Châtagneraie cantalienne 2023-2028**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en oeuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

- **VALIDE** la convention territoriale d'éducation artistique et culturelle 2023-2028 de la Communauté de communes Châtagneraie cantalienne jointe en annexe de la présente délibération

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La Région 
Auvergne-Rhône-Alpes



CONVENTION TERRITORIALE D'ÉDUCATION AUX ARTS ET A LA CULTURE TOUT AU LONG DE LA VIE 2023-2028

Entre :

La Préfecture du Cantal,

Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes,
représentée par Laurent BUCHAILLAT, préfet du Cantal

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports,

Rectorat de l'Académie de Clermont-Ferrand,
représenté par Karim BENMILOUD, recteur de l'académie de Clermont-Ferrand

Ci-après dénommés par « l'État »,

Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes,

représenté par Laurent Wauquiez, Président, mandaté par la délibération n°CP-2022-12/ 13-80-7183 du 16 décembre 2022

ci-après dénommé « la Région »,

Le Conseil départemental du Cantal,

Représenté par Bruno FAURE, Président, mandaté par la délibération n°..... du

ci-après dénommé « le Département »,

La Caisse d'Allocations Familiales du Cantal représentée par Pascal PONS, directeur

ci-après dénommée « la CAF »,

Et :

La Communauté de communes Châtaigneraie Cantalienne, représentée par Michel TEYSSEDOU,

président, mandaté par la délibération n° 2022-142, du 08 décembre 2022,

ci-après dénommée « la Communauté de Communes »

PRÉAMBULE

Il est préalablement exposé ce qui suit,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la république,
Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation du territoire de la République (NOTRe) qui rappelle que la politique culturelle fait référence aux droits culturels, et l'article 104 qui stipule que les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier,
Vu la loi n°2016- 925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) reconnaissant notamment le principe de respect des droits culturels,
Vu le décret n° 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,
Vu les conventions interministérielles passées avec le ministère de la Culture,
Vu la circulaire N° 2013-073 du 3 mai 2013 instituant « le parcours d'éducation artistique et culturelle »,
Vu la circulaire du 3 mai 2012 relative à la mise en œuvre de projets culturels destinés aux personnes sous main de justice et aux mineurs sous protection judiciaire,
Vu la circulaire n°2017-003 du 10 mai 2017 relative au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle, dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents,
Vu la directive nationale d'orientation de 2015 du ministère de la Culture et de la Communication qui prévoit la poursuite de la politique de contractualisation avec les collectivités territoriales par le biais de Contrats Territoire Lecture (CTL),
Vu la Charte pour l'éducation artistique et culturelle présentée le 8 juillet 2016 par le Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle,
Vu la Convention "Alimentation, Agri-Culture" du 23 septembre 2011, signée entre le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication, réaffirmant notamment l'importance de l'éducation et des pratiques artistiques et culturelles vers les publics jeunes et adultes en milieu rural ;
Vu le protocole d'accord pour l'éveil artistique et culturel du jeune enfant signé le 20 mars 2017,
Vu la délibération du Conseil régional n° AP-2022-10 / 13-10-7060 du 21 octobre 2022 relative au Plan régional en faveur de la Culture et du Patrimoine « Une priorité réaffirmée : agir pour la culture et le patrimoine pour tous, partout sur le territoire »,
Vu le Schéma départemental d'action culturelle (SDAC) adopté – lors de sa séance des 16 et 17 décembre 2021 - par le Conseil départemental pour la période 1^{er} septembre 2022-30 juin 2027
Vu la Convention Territoriale Globale 2021-2025 entre la CAF du Cantal et la Communauté de communes

Pour l'État,

La constitution de la République Française fait de la nation, depuis 1946, le garant de « l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture ». Cette responsabilité est partagée, dans un dialogue renforcé, par l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région)

Rendre accessibles les œuvres capitales de l'Humanité au plus grand nombre possible d'habitants, assurer la plus vaste audience à ce patrimoine culturel, et favoriser la création des œuvres d'art et de l'esprit qui l'enrichissent, telles sont les objectifs en matière artistique et culturelle qui incombent aux services de l'État – au premier rang desquels le Ministère de la Culture. Depuis les lois de 2015 (NOTRe) et 2016 (LCAP), la culture constitue désormais une responsabilité partagée entre l'État et les collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements et région). Elle s'articule avec les opérations nationales portées conjointement par les ministères en charge de la Culture, de l'Éducation ou de la Cohésion des territoires.

Priorité arrêtée par le Président de la République, l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie permet au citoyen d'aller à la rencontre de lieux, d'œuvres et d'artistes de bénéficier de l'expérience sensible des pratiques artistiques, ainsi que d'acquérir, approfondir et mettre en perspective ses connaissances. Ce faisant, chaque individu construit une culture artistique propre, s'initie aux différents langages de l'art et diversifie et développe les moyens d'expression en créant des ponts entre les imaginaires. Elle constitue aussi un facteur déterminant de la construction épanouie d'une personne et de son inscription dans la vie sociale. L'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie doit être mise en œuvre dans un environnement offrant des conditions favorables à la recherche scientifique ainsi qu'à la création artistique, à leur diffusion et à leur renouvellement. Elle nécessite également une attention soutenue quant à la préservation, la conservation et la valorisation, des collections muséales ainsi que du patrimoine matériel comme immatériel.

L'exigence de démocratisation culturelle est aujourd'hui augmentée et déplacée sous l'angle de la reconnaissance des droits culturels. Les droits culturels témoignent de la capacité des personnes à participer et contribuer à la vie artistique et culturelle dans le respect de l'égal dignité de chacun.

Constitutive de l'identité et de la richesse de chaque personne, la culture recouvre « les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement » (Déclaration de Fribourg sur les droits culturels, art.2A). Intrinsèquement lié aux autres droits de l'Homme, le droit de participer à la vie culturelle touche à toutes les dimensions de la vie humaine. Il permet la reconnaissance et l'inclusion en valorisant les capacités de chacun, la diversité des personnes et de leurs savoirs. Il participe à l'émancipation de chacun, seul et collectivement, en élargissant l'exercice des libertés, mais aussi des responsabilités, dans la perspective citoyenne d'élaborer ensemble des communs. En effet, si la garantie des droits culturels de chaque personne assure la possibilité de vivre ses références culturelles, de participer aux espaces de coopérations et de décisions, elle suppose également un principe de réciprocité, une responsabilité partagée : celle de pouvoir aussi ouvrir largement les débats sur des valeurs qui s'opposent, ce qui est au fondement de la démocratie

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

L'intervention régionale en matière d'éducation artistique et culturelle vise à corriger les déséquilibres territoriaux, en favorisant l'accès aux arts et à la culture à l'ensemble de ses habitants tout en renforçant l'attractivité et la vitalité des territoires.

La Région soutient de manière plus volontaire les initiatives des territoires ruraux. Les conventions d'éducation artistique et culturelle permettent à ce titre de créer un espace de dialogue avec les élus locaux et les habitants.

Dans ce cadre, la Région accompagne les projets des territoires qui s'adressent aux publics relevant de sa compétence et qui s'inscrivent dans les priorités régionales. Elle veille notamment à la bonne articulation des projets conduits dans ces territoires avec l'appel à projets éducatifs « Arts et Culture en lycée, CFA et établissements spécialisés », et avec le programme « Culture et santé », afin que les jeunes et les personnes vulnérables relevant du secteur du handicap ou du grand âge, soient au cœur de ces initiatives.

Elle mobilise par ailleurs l'ensemble des acteurs culturels qu'elle accompagne à travers les Conventions d'objectifs et de moyens, et s'appuie sur le secteur de l'audiovisuel et du cinéma, qu'elle soutient et structure par ailleurs, pour privilégier les opérations d'éducation à l'image et aux médias.

Pour le Département du Cantal,

Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Conseil départemental du Cantal propose d'accompagner financièrement les collectivités territoriales (EPCI) qui mettent en place une programmation culturelle saisonnière en régie directe. Celles qui le souhaitent peuvent ainsi répondre à l'appel à projet départemental annuel et solliciter une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour compléter et enrichir cet accompagnement, le Conseil départemental propose également une programmation culturelle événementielle dans les secteurs de la danse, des musiques actuelles, de l'illustration de jeunesse, de l'opéra ou du film documentaire. Ces événements rythment l'année et concernent l'ensemble du territoire départemental. Ils offrent aux EPCI l'opportunité de participer par contractualisation à une offre culturelle de proximité. Tout à la fois exigeantes et professionnelles mais également accessibles, ouvertes et accueillantes, ces manifestations proposent une expérience festivalière diversifiée.

Enfin, les différents services de la direction de l'action culturelle du Conseil départemental du Cantal mettent en place des résidences d'artistes professionnels (auteurs, illustrateurs, musiciens, danseurs, plasticiens...) tout au long des saisons. Ces temps privilégiés de présence d'artistes sur le territoire cantalien sont l'occasion de rencontres avec le public. Elles peuvent faire l'objet – par contractualisation – d'un partage avec les EPCI qui le souhaitent, autorisant ainsi des interventions sur leur territoire. Il en va ainsi par exemple :

- ✓ Des résidences chorégraphiques : les résidences chorégraphiques constituent une action structurante pour le département en matière de présence d'artistes et de développement des publics. Mises en places en partenariat avec les acteurs locaux sur l'ensemble du territoire, elles permettent à des artistes professionnels, sur au moins deux années, de

créer et diffuser des spectacles adaptés aux spécificités du territoire cantalien, de remplir des missions de découverte, de sensibilisation et de formation des publics dans des lieux diversifiés.

- ✓ Des résidences musicales : les résidences musicales s'inscrivent dans la durée et ont pour but de favoriser l'ouverture de la pratique musicale au plus grand nombre. Mises en places prioritairement en partenariat avec les écoles de musique inscrites dans le SDDEAPA, elles s'ouvrent également à d'autres types de structures locales en fonction des projets (champs social et médico-social, handicap, insertion, EHPAD...) et du territoire investi. Elles permettent ainsi aux musiciens amateurs et novices de vivre une expérience artistique par le biais de la découverte, la sensibilisation, la pratique, la création et de la représentation publique.
- ✓ Des résidences « *petite enfance* » : l'éveil culturel et artistique dès le plus jeune âge, essentiel pour le développement du tout petit (0-3 ans), s'inscrit au cœur des résidences départementales petite enfance. Par un travail partenarial et transversal très étendu (collectivités territoriales, Pôle solidarité départementale du Conseil départemental, structures d'accueil du petit enfant, structures culturelles, médicales et médico-sociales, associatives ...) les résidences offrent l'opportunité aux jeunes enfants et aux adultes qui les accompagnent de vivre des expériences artistiques tous champs confondus par le biais de la rencontre avec des artistes professionnels.

Pour la CAF du Cantal

Considérant que la CAF du Cantal a vocation à accompagner l'ensemble des familles ayant des enfants, dans toute leur diversité. La mise en œuvre de cette mission s'appuie sur tous les leviers qui concourent à la réduction des inégalités sociales, territoriales et à la réussite éducative. La Convention Territoriale d'Education aux Arts et à la Culture constitue un des moyens d'inclusion au service des familles.

Considérant sa politique familiale, présentée dans son schéma départemental des services aux familles dont l'une des orientations stratégiques est de coordonner et articuler la politique jeunesse à l'échelle départementale et inter-institutions.

Considérant sa politique d'Animation de la Vie Sociale (AVS), présentée dans son schéma départemental de l'AVS dont l'une des orientations stratégiques est d'élargir le partenariat à l'ensemble des acteurs qui s'impliquent dans l'animation de la vie sociale.

Pour la Communauté de communes

La collectivité au titre de ces compétences facultatives (III) exerce la compétence « Définition et mise en œuvre d'une politique culturelle » (5) :

- Programmation culturelle, organisation, et diffusion de spectacles,
- Soutien à la pratique culturelle
- Gestion de l'école de musique communautaire
- Gestion d'un réseau d'ateliers musicaux
- Mise à disposition de matériels

Considérant l'éducation artistique et culturelle (EAC) comme une éducation à l'art et une éducation par l'art ; un parcours cohérent qui associe la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes et les professionnels de la culture, l'acquisition de connaissances et la pratique artistique, la communauté de communes intègre et favorise toutes les projets qui y concourent. Pour cela, la communauté de communes propose :

- ✓ Une programmation de spectacle vivant

La Communauté de communes Châtaigneraie cantalienne diffuse un saison culturelle pluridisciplinaire qui s'adresse aux habitants du territoire mais aussi à ceux du bassin du Pays d'Aurillac, de Figeac et de Décazeville.

Le territoire ne dispose pas d'équipements dédié et diffuse sur toutes ses communes membres en adaptant la programmation aux lieux.

- ✓ Un investissement pour l'enseignement et la pratique musicale

En parallèle, la Communauté de communes dispose d'une offre d'enseignement et pratique musicale à destination des enfants, adolescentes et adultes. Rassemblant une école de musique itinérante sur le territoire et des ateliers de pratiques musicales collectives, le service accueille plus de 200 élèves, autour de 6 enseignants.

Ce pôle culturel contribue également à la diffusion et à la création sur l'ensemble des communes du territoire, concourant ainsi à réduire la fracture culturelle. Un enseignant DUMIste intervient également au sein des crèches et relais petite enfance (RPE) de la collectivité pour un éveil culturel dès le plus jeune âge.

- ✓ Des actions d'éducation artistique et culturelle adaptées au territoire et coordonnées avec les projets existants

Depuis la première convention territoriale d'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie 2019-2021, la Communauté de communes s'attache à mettre en œuvre un programme d'actions d'EAC concerté, adapté aux spécificités du territoire et pour tous ses habitants. Pour cela la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne accueille des artistes sur son territoire soit par le biais d'invitation en résidence sur des temps « longs » soit par le biais de la saison culturelle sur des temps plus « courts ». Ces temps privilégiés de présence d'artistes sur le territoire sont toujours l'occasion de rencontres avec les publics. Ils permettront de déployer des actions d'éducation artistiques et culturelles aux formats différents, selon les temps de présence des artistes, les publics visés et l'engagement des partenaires.

Par ailleurs, la Communauté de communes est lauréate de l'Appel à Projets Micro-Folies qui prévoit l'installation du musée numérique à l'Hôtel Numérique de Montsalvy. Son déploiement est soumis à l'embauche d'un médiateur culturel, coordonnateur des projets EAC.

- ✓ Des médiathèques communales

La Communauté de communes abrite six médiathèques communales, assurant un maillage pertinent du territoire. Elle se situe à Maurs-la-Jolie, Le Rouget-Pers, Laroquebrou, Saint-Mamet la Salvétat, Mourjou et Montsalvy. Ce sont des lieux culturels de proximité, bien identifiés des habitants du territoire.

Forts de la convention précédente 2019-2021 et de l'avenant 2022, les signataires conviennent de renouveler leur partenariat au travers des éléments suivants :

ARTICLE 1 : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

La présente convention vise à faciliter et renforcer l'accès à la culture pour tous les habitants du territoire. Elle repose sur des objectifs généraux et des axes d'interventions partagés ainsi qu'une coopération territoriale renforcée (articles 2 et 3).

1.1 PRINCIPES PARTAGÉS

Les signataires s'engagent à garantir conjointement les principes suivants :

- Garantir et protéger la liberté de création, de diffusion et de programmation ;
- Soutenir un développement culturel équilibré du territoire, en favorisant l'inscription et la diffusion durables de ressources culturelles professionnalisées ;
- Renforcer l'attractivité des territoires, en favorisant les liens entre les ressources culturelles et patrimoniales, touristiques et économiques ;
- Développer la production de savoirs et la recherche scientifique sur l'art, la culture et le patrimoine local ;
- Favoriser la coopération et l'interconnaissance entre les acteurs culturels, les acteurs du champ social et du champ éducatif ;
- Faciliter l'accès pour les personnes les plus fragiles à une offre artistique et culturelle de qualité, en créant les conditions qui permettent de contribuer à sa définition ;
- Accompagner tout particulièrement les formes artistiques et les propositions de médiation en direction des jeunes ;
- Concourir à la transition écologique à travers une conception responsable de la création et de la diffusion, la relocalisation d'activités inscrites dans une temporalité plus longue et à des échelles plus réduites et donc plus soutenables.

1.2 PERSONNES CONCERNÉES

Si la politique culturelle concerne tous les habitants du territoire, les partenaires conviennent de la prioriser en direction des personnes qui sont ou se sentent les plus éloignées des pratiques artistiques et culturelles : personnes âgées, en situation de handicap, hospitalisées, habitants des quartiers en politique de la ville, des territoires ruraux...

Ils portent une attention spécifique aux enfants et aux jeunes dans tous leurs temps de vie, dès la naissance et jusqu'à l'âge adulte, avec l'objectif de généraliser et articuler les parcours d'éducation artistique et culturelle sur le temps scolaire, périscolaire et sur le temps de loisirs.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

1.3 L'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

La présente convention porte une attention particulière à la jeunesse en s'inscrivant dans une démarche de démocratisation culturelle et de généralisation de l'éducation artistique et culturelle.

Les actions développées se fondent sur trois champs qui constituent les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle :

- des rencontres avec des artistes, des scientifiques, des journalistes et des œuvres ;
- des pratiques individuelles et collectives dans différents domaines artistiques et culturels ;
- des connaissances qui permettent l'acquisition de repères culturels ainsi que le développement de la faculté de juger et de l'esprit critique.

Le parcours d'éducation artistique et culturel doit permettre à tout élève scolarisé de suivre un cursus de découverte et de pratique artistique et culturelle en fonction de son niveau. Les parcours proposés conjuguent à la fois une approche territoriale et la volonté d'aller vers une égalité d'accès aux pratiques artistiques et culturelles pour tous les enfants et jeunes scolarisés.

Les formes de travail privilégiées pour le montage de projets artistiques reposent sur une démarche de co-construction entre les partenaires, dans le respect des rôles de chacun : établissement scolaire, périscolaire ou social, structure culturelle du territoire et équipe artistique. Les projets prendront plusieurs formes : les actions interdisciplinaires, multi-partenariales et les résidences d'artistes sont particulièrement favorisées et peuvent faire intervenir un ou plusieurs artistes ou professionnels de la culture.

ARTICLE 2. UNE COOPERATION TERRITORIALE RENFORCEE

2.1 COORDINATION DE LA CONVENTION

Cette démarche partenariale repose sur une procédure continue d'enrichissement se concrétisant par l'intrication d'actions de mise en œuvre et d'évaluation tout au long de sa durée de vie qui implique notamment :

- une identification des besoins par un diagnostic partagée du territoire ;
- un programme d'actions annuel ;
- la création et l'animation d'espaces d'échanges concertés ;
- un temps d'évaluation final de 6 mois au cours de la dernière année de convention ;

Une mission de coordination à mi-temps de la convention est identifiée par la communauté de communes Châtaigneraie Cantalienne et les partenaires pour assurer la construction d'un programme annuel cohérent d'actions à l'échelle du territoire. Elle décline les actions envisagées ainsi que leur calendrier et le plan de financement, validés par l'ensemble des signataires, tel que décrit dans l'article 5. Ce programme d'actions et de financements (financements liés à la convention et ceux issus des dispositifs de droit commun des différents partenaires) est annuellement transmis aux partenaires la présente convention.

Cette mission de coordination élabore et anime aussi une démarche de concertation et de coopération territoriale, tel que décrit dans l'article 2.2 .

2.2 CONSTRUCTION D'UN ESPACE D'ECHANGES CONCERTES

Les signataires conviennent d'une approche concertée à l'échelle du territoire Châtaigneraie Cantalienne, pour la définition et le développement d'actions culturelles en direction des personnes dont celles concernées prioritairement comme défini dans l'article 1. Cette politique concertée vise à recueillir et à répondre aux besoins et aux aspirations des habitants du territoire, et ce dans tous les domaines artistiques et culturels.

La convention territoriale d'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie, déclinée à l'échelle de la Châtaigneraie Cantalienne, constitue un cadre ouvert et modulable renforçant sur le territoire intercommunal les synergies et le dialogue entre acteurs culturels, éducatifs, médicaux et sociaux. Elle favorise la mise en réseau, la transversalité et ambitionne le renforcement de la coopération au sein d'espaces de concertation, appelés « rencontres territoriales ». Ces espaces de concertation impliquent une diversité de compétences et de personnes (habitants, acteurs, élus, partenaires tel que décrit dans l'article 4). Ils visent à créer des dynamiques d'intéressement aux projets et aux décisions qui concernent le territoire et à assurer le droit de chacun de participer à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces décisions. Ces espaces de concertation sont réunis au moins une fois par an, selon les besoins et le calendrier de la convention. Ils peuvent aussi donner lieu à des formations et des travaux thématiques collectifs.

Cette convention tient compte des équipements et services intercommunaux existants reconnaissant ainsi leurs missions et renforçant leur rôle dans la construction du lien entre art, culture et population à l'échelle du territoire.

Cette convention reconnaît enfin que les acteurs socio-éducatifs, médico-sociaux (établissements scolaires, structures socioculturelles, médico-sociales, collectivités...) et les acteurs culturels, notamment conventionnés, en fonction de leurs missions et de leur périmètre, possèdent une connaissance des habitants et l'expérience du territoire. Afin de construire des projets de qualité, ceux-ci se mobilisent pour un partage de connaissances et des actions conjointes de découverte artistique et de pratiques amateurs. L'ambition est de coordonner une approche globale de l'action culturelle en garantissant une cohérence et un équilibre territorial.

Afin de répondre à l'enjeu de mixité des personnes, les projets intergénérationnels ainsi que la rencontre entre projets sont favorisés.

ARTICLE 3 : AXES STRATÉGIQUES

La déclinaison opérationnelle de la présente convention peut revêtir des formes différentes en fonction des contextes et des territoires. Certains axes toutefois, dits stratégiques, sont des enjeux incontournables pour le territoire :

3.1 LA DEFINITION DES ACTIONS ET LEUR MISE EN ŒUVRE

Au sein de la communauté de communes Châtaigneraie Cantalienne, sur la durée de la présente convention, une attention particulière sera portée aux projets valorisant l'histoire et l'identité de la Châtaigneraie Cantalienne.

La Communauté de communes souhaite valoriser l'ensemble de son patrimoine culturel immatériel : l'identité territoriale, paysagère, l'histoire, la culture de la châtaigne, le rapport à l'eau (le barrage, les rivières), les sites protégés, l'architecture, les métiers d'artisans (maçonnerie, menuisier, couvreur, couturier, etc.), l'occitan, les contes, les chants de travail, de fête, les instruments (accordéon, cabrette, etc.). Cette mission est aussi portée par les 6 musées présents sur le territoire.

Les enjeux identifiés sont doubles : collecter ce patrimoine afin de le sauvegarder, le préserver afin de garantir sa viabilité parmi les générations actuelles et le transmettre aux nouvelles générations.

A. Les résidences artistiques autour de l'histoire et de l'identité Châtaigneraie

La présence significative des artistes sur le territoire, en termes de qualité et de durée, est une forme d'action essentielle pour répondre aux objectifs de la convention. Les résidences territoriales ou de mission sont centrées sur la relation des artistes avec les habitants et pourront être développées dans tous les champs artistiques et culturels. Elles pourront être portées par les équipements culturels structurants du territoire et/ou par des structures ou artistes extérieurs.

B. Spectacle vivants de la saison culturelle

Considérant que chaque projet d'action d'éducation artistique et culturelle devra comporter un temps de pratique, un temps de découverte et de rencontre avec une œuvre d'art ou un artiste en lien avec l'esthétique abordée lors de la pratique il apparaît évident et nécessaire de lier les actions EAC à la saison culturelle.

La définition et les modalités de mise en œuvre des actions retenues sont précisées annuellement en annexe.

3.2 LA FORMATION

La formation est indispensable à la pérennité des actions culturelles. La convention doit permettre d'approfondir les disciplines artistiques et les formes culturelles et de faire dialoguer les partenaires. Toutes les structures culturelles peuvent contribuer à l'organisation et à l'offre de formation artistique et culturelle des adultes : enseignants, animateurs, éducateurs, artistes, professionnels de la culture, parents. Les formations s'organisent avec les partenaires sociaux et éducatifs et peuvent s'appuyer sur les dispositifs de formation proposés par les services de l'État. Les formations croisées, mêlant des profils professionnels différents doivent être privilégiées.

3.3 LA VALORISATION

Conserver des traces des actions proposées sur le territoire dans une perspective de valorisation et de conscientisation du parcours d'EAC est un enjeu fort. Cette démarche engage la capacité des participants – et notamment des plus jeunes d'entre eux – à poser un regard sensible, à devenir critique et à constituer un continuum de leurs réalisations.

3.4 UN DISPOSITIF D'EVALUATION

Une évaluation des projets est mise en place annuellement pour tenir compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître (cf. article 8).

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

La gouvernance est régie par trois instances : le comité de pilotage, le comité de suivi et les rencontres de territoire réunissant acteurs culturels, éducatifs, sociaux et dans la mesure du possible, habitants. Ces trois instances sont réunies à l'initiative de la Communauté de communes Châtaigneraie cantalienne qui en assurent le fonctionnement, en relation avec l'ensemble des acteurs impliqués dans les actions.

Pour le comité de pilotage et le comité de suivi tous les documents nécessaires à l'étude des projets et des bilans seront fournis à ses membres au minimum une semaine avant la date de la rencontre.

▪ Comité de pilotage

Périodicité et période : en début et en fin de convention

Objectif : Le comité de pilotage impulse la politique partenariale de territoire et définit les orientations en cohérence avec les objectifs généraux. Il évalue la convention à son échéance.

Composition :

- pour la Préfecture du Cantal : le référent désigné
- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le/la DRAC ou son représentant et le référent pour la convention
- pour l'Académie de Clermont-Ferrand : le Recteur ou son représentant (DAAC et DSDEN)
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le Président ou son représentant et le référent pour la convention
- pour le Conseil départemental du Cantal : le Président ou son représentant et le référent pour la convention
- pour la CAF : le Directeur de la CAF ou son représentant
- pour la communauté de communes Chataigneraie Cantalienne, le Président ou ses représentants et les référents pour le suivi de la convention

▪ Comité de suivi

Périodicité et période : une fois par an *a minima* et à la demande des partenaires

Objectif : Le comité de suivi accompagne le travail des agents en charge de la convention, notamment en ce qui concerne l'identification des besoins, l'élaboration du programme annuel d'actions et le budget prévisionnel correspondant. Il travaille aux différents enjeux du territoire et se porte garant de l'évaluation continue des actions comme de l'évaluation finale de la convention et des actions menées. Il définit les modalités de mise en œuvre d'une analyse partagée du territoire et de sa restitution.

Composition :

- pour la Direction régionale des affaires culturelles : le référent désigné pour le suivi de la convention,

- pour le Rectorat, la Délégation à l'action culturelle, la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale, un représentant du SDJES, un représentant des chefs d'établissements scolaires du second degré, un représentant des inspecteurs de l'Éducation nationale pour les circonscriptions (IEN),
- pour le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes : le ou les référents pour le suivi de la convention
- pour le Conseil départemental du Cantal : le ou les référents pour le suivi de la convention
- pour la CAF, le ou les référents pour le suivi de la convention
- Pour la communauté de communes : le Président ou ses représentants et les référents pour le suivi de la convention

▪ Les rencontres de territoire

Périodicité : Au moins une fois dans l'année à un rythme régulier, dont un temps obligatoire de concertation en préparation du comité de suivi. Selon le nombre d'acteurs mobilisés sur le territoire, ces rencontres peuvent être réunies par thématiques ou besoins identifiés.

Objectif : C'est un espace de présentation de la démarche, de concertation, et de co-construction des projets qui répondent aux orientations définies par la convention. Ils ciblent notamment le lien avec la population du territoire, dont ils cherchent à rendre compte. Ces propositions d'actions sont formalisées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel pour le territoire. Elles feront l'objet d'une préparation commune avec les différents partenaires.

Composition :

- Les agents communautaires en charge du déploiement de la convention ;
- d'autres agents de l'EPCI et, le cas échéant, des communes signataires de la convention dans une logique de transversalité ;
- les élus de l'EPCI ;
- les structures et le tissu associatif du territoire dans toutes leurs diversités ;
- les représentants des établissements scolaires ;
- tout acteur ou habitant souhaitant s'impliquer dans les actions de la convention ;
- les membres du comité technique qui souhaitent être présents.

ARTICLE 5 : PROGRAMMATION FINANCIERE ET MOYENS CONSACRÉS AUX ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Pour l'État :

La DRAC participe à l'élaboration du programme d'actions annuel et accompagne la démarche d'évaluation. Elle mobilise les structures culturelles, notamment celles qu'elle soutient pour renforcer l'axe transmission des savoirs. Elle accompagne la démarche d'analyse partagée du territoire en mobilisant des ressources dédiées.

Elle contribue financièrement à la réalisation des axes définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention, en complément des projets départementaux et/ou des projets des structures culturelles qu'elle soutient et qui bénéficient au territoire. Le montant annuel sera fixé par arrêté attributif, dans la limite des crédits disponibles sur présentation d'un dossier de demande de

subvention. Le soutien financier aux actions fait l'objet d'un financement croisé par les différents partenaires de la convention.

L'éducation nationale participe à la mise en place du parcours d'éducation artistique et culturelle de l'élève en contribuant à la mise en œuvre des actions décrites dans le programme annuel de la présente convention auprès des écoles et établissements scolaires de ce territoire.

Pour ce faire, elle mobilise ses ressources humaines d'ingénierie éducative et culturelle, référents culture, les personnels d'encadrement (les IEN pour le premier degré et les personnels de direction pour le second degré), les conseillers pédagogiques de circonscription, les enseignants.

L'éducation nationale (rectorat de Clermont-Ferrand) propose des formations émanant des demandes des enseignants et des chefs d'établissement, dans le cadre de formations d'initiative territoriale, afin de découvrir les actions artistiques et culturelles proposées par les CTEAC et de pouvoir mettre en place, dans un esprit de co-construction, ces actions avec leurs élèves. Ces temps de formation représentent une participation financière importante dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Les établissements scolaires sollicitent des aides financières suivant les modalités annuelles définies par le rectorat. Les chefs d'établissement peuvent également faire usage des crédits de la part collective du Pass Culture scolaire quand l'âge des élèves leur permet.

Les projets et la politique culturelle choisis dans les établissements scolaires, articulés avec les actions de la convention sont des leviers stratégiques inscrits dans les contrats d'objectifs tripartites des établissements scolaires du second degré.

Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

La Région Auvergne-Rhône-Alpes contribue financièrement à la réalisation des actions prévues dans la présente convention, par une subvention annuelle attribuée à la collectivité porteuse, et votée en Commission permanente régionale, sous réserve de l'inscription au budget régional des crédits nécessaires et dans les conditions prévues au règlement des subventions adoptées par délibération de l'Assemblée plénière du 27 juin 2021. Un dossier de demande de subvention annuelle sera déposé par la collectivité, accompagnée des perspectives d'interventions pour l'année suivante et du bilan de l'année précédente.

Les interventions financées dans le cadre de cette convention devront répondre à la fois à un critère d'exigence artistique et à la prise en compte des habitants dans leur diversité.

Celles s'adressant spécifiquement à des publics pour lesquels la Région déploie des dispositifs en lien avec ses compétences et ses priorités, seront prioritairement accompagnées dans le cadre de ces dispositifs. Il s'agit notamment de « Arts et culture pour les lycées, CFA et établissements spécialisés », et « Culture et santé » pour les structures du champ sanitaire éligibles. Elles feront alors l'objet d'une demande de subvention déposée par la structure porteuse de l'action.

Pour le Département du Cantal :

Afin d'aider au développement de la diffusion du spectacle vivant sur le territoire, le Département du Cantal contribue financièrement à la réalisation des actions décrites dans l'article 3.1 de la présente convention par une subvention votée annuellement en Commission permanente, sous réserve de l'inscription au budget départemental des crédits nécessaires. Cette subvention est attribuée à la communauté de communes pour sa programmation culturelle saisonnière en régie directe : la communauté de communes répond à l'appel à projet départemental annuel et sollicite une aide financière pour une ou plusieurs actions clairement identifiées et affichant une dimension EAC affirmée. Les taux de subvention proposés après étude des dossiers dépendront, sur la durée du schéma, des budgets accordés annuellement à la DAC et du nombre de projets déposés. Il n'est donc pas possible d'établir de taux fixes a priori.

Pour la Caisse d'Allocations Familiales :

La Caf du Cantal assure la promotion du dispositif auprès des structures qu'elle accompagne et pourra intervenir financièrement sur des actions au cas par cas sur présentation des projets par les partenaires.

La Caf du Cantal s'engage à être le relais de toutes initiatives culturelles auprès des structures qu'elle accompagne : centres sociaux, accueils de loisirs, établissements d'accueil des jeunes enfants, relais petite enfance...

Par le biais de ses services et équipements, la Caf du Cantal mettra en œuvre l'accompagnement des familles pour accéder aux projets culturels développés sur le territoire.

La Caf du Cantal s'attachera à faire bénéficier des projets et actions développés aux familles le plus souvent éloignées des pratiques culturelles.

La Caf du Cantal s'engage à s'inscrire dans le réseau en place sur le territoire et à porter par ses moyens de communication les projets et actions développés.

Pour l'EPCI

L'EPCI propose annuellement un programme d'actions, préalablement discuté et étudié avec les différents partenaires de la convention.

L'EPCI contribue financièrement à la réalisation de ces actions. Dans le cadre de son budget annuel, la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne identifiera spécifiquement les crédits alloués aux actions relatives à cette convention.

Elle effectuera les différentes demandes de subventions auprès de partenaires signataires de la convention selon les échéances qui lui seront précisées.

L'EPCI s'engage à dédier un poste, a minima 50% d'un ETP pour la coordination de la convention. Ce temps de travail peut être valorisé par l'EPCI, indépendamment du soutien aux actions sur le terrain.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur pour 6 ans à la date de signature par l'ensemble des parties. Elle se terminera le 31 décembre 2028, incluant les actions se déroulant jusqu'au mois de juin 2029.

ARTICLE 7 : PROCEDURES MODIFICATIVES

La présente convention peut être modifiée par avenant signé par les différents partenaires signataires. Ces avenants feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. Les modifications ne peuvent en aucun cas remettre en cause les objectifs généraux définis dans la présente convention.

La contribution ultérieure d'éventuelles nouvelles parties à la convention donne lieu à conclusion d'une nouvelle convention.

ARTICLE 8 : EVALUATION ET SUIVI

Un dispositif d'évaluation sera mis en place en tenant compte des objectifs définis à l'article 1, afin de réorienter les actions en fonction de l'évolution des réalités de terrain et des besoins nouveaux qui pourraient apparaître. Il comprendra des fiches bilan par actions annuelles, une fiche bilan annuelle globalisée qui feront une place aux récits d'expérience, ainsi que des tableaux de suivi permettant de saisir un nombre restreint d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Les outils d'évaluation et les indicateurs de suivi sont établis à l'issue de la période d'analyse partagée du territoire. Une évaluation finale est attendue à l'issue des 3 années de conventionnement.

L'évaluation du cadre conventionnel sera également réalisée à l'aide des outils construits par les signataires, avec les acteurs mobilisés par les actions et dans la mesure du possible, avec les habitants impliqués dans les actions conduites. La démarche évaluative est donc *in itinere* et *in fine*.

ARTICLE 9 : COMMUNICATION ET INFORMATION

Chacun des supports de communication émanant des acteurs culturels devra mentionner le soutien des différents services de l'Etat, de la Région, du Département du Cantal et fera apparaître les logos et mentions de tous les partenaires selon leurs modalités d'insertion respectives.

La Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne s'engage à mentionner les aides reçues des partenaires sur tous les documents relatifs à leurs activités et destinés à être diffusés et à faire figurer les logos des signataires sur tous les supports de communication ayant trait à cette activité. Elle s'engage en outre à mentionner le soutien des signataires dans l'ensemble de ses relations avec les médias et les partenaires professionnels.

ARTICLE 10 : RESILIATION ET RECONDUCTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle de la convention sans accord écrit, les partenaires peuvent demander le reversement de tout ou partie des subventions versées.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES LITIGES (contentieux et résiliation)

En cas de litige survenant dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable. A défaut, en cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée, un avenant règlera les conditions financières, les collectivités co-contractantes étant en droit de solliciter la restitution des sommes versées si les obligations auxquelles la Communauté de communes Châtaigneraie Cantalienne s'était engagée n'étaient pas exécutés en totalité.

En cas de litige pouvant intervenir entre les parties, celles-ci s'engagent à privilégier la conciliation.

A défaut le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon, 110 rue Duguesclin, 69003 LYON.

Fait à Saint-Mamet la Salvetat en 7 exemplaires le 

Pour le ministère de la culture – Monsieur le Préfet du Cantal	Pour le ministère de l'Education Nationale Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale du Cantal,
Pour le Conseil départemental du Cantal Monsieur le Président,	Pour le Conseil régional Auvergne Rhône-Alpes Monsieur le Président,
Pour la Caisse d'Allocations Familiales du Cantal Monsieur le Directeur,	Pour La Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne Monsieur le Président,

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-31

Contrat de dépôt du fonds d'archives audiovisuelles Pierre AMIRAL

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **APPROUVE** le contrat de dépôt du fonds d'archives audiovisuelles Pierre AMIRAL ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Contrat de dépôt

Documents audiovisuels

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président,

ci-après dénommé le dépositaire ;

Et :

Monsieur Pierre AMIRAL

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

ci-après dénommé le déposant,

Il est convenu :

Article 1 :

Le déposant dépose aux Archives départementales du Cantal les documents audiovisuels qu'il a réalisés et qui sont inventoriés dans la fiche de dépôt annexée à ce contrat. Il fournit également une documentation utile et tous les renseignements nécessaires à la description et la compréhension de ces archives audiovisuelles. En contrepartie le dépositaire s'engage à restituer au déposant une copie numérique des documents déposés.

Article 2 :

Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à conserver sur des supports de substitution des copies de ses documents originaux. Les supports originaux seront donc, après numérisation, restitués au déposant. Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à intégrer les éléments descriptifs des documents dans une base de données qui permettra une recherche documentaire nécessaire à la mise à disposition du public.

Article 3 :

Les documents faisant l'objet du présent dépôt seront communicables selon les lois, décrets et règlements en vigueur pour les archives publiques y compris sur le site internet des Archives départementales du Cantal. S'il y a des précautions ou des impossibilités ponctuelles ou provisoires de consultation de certains documents, celles-ci seront mentionnées dans la fiche de dépôt annexée au présent contrat.

Article 4 :

Les Archives départementales pourront librement réutiliser les documents faisant l'objet du présent dépôt.

Pour toute utilisation, commerciale ou non commerciale, des documents audiovisuels par un tiers (publication, illustration sonore d'une exposition...), une demande spécifique sera faite par le demandeur auprès du déposant et auprès de la ou des personnes enregistrées ou filmées ou de leurs ayants-droit.

Article 5 :

Si le déposant estimait nécessaire de devoir mettre fin au présent contrat, il devra en donner avis au dépositaire par lettre recommandée. Cette dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de réception de ladite lettre. La réintégration des documents au lieu désigné par le déposant se fera à ses frais. Décharge sera alors donnée au dépositaire.

Article 6 :

Les reproductions de documents réalisées par les soins ou aux frais du dépositaire resteront la propriété de celui-ci.

Article 7 :

En cas de dénonciation du présent contrat, le déposant pourra être tenu de rembourser au dépositaire les dépenses engagées pour la numérisation et le traitement documentaire des documents.

Article 8 :

En aucun cas le dépôt ne pourra entraîner de responsabilité pécuniaire pour le Département.

Fait en deux exemplaires à Aurillac

Le

Le déposant,

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Fiche de dépôt Contrat de **Pierre AMIRAL**

Cote :	Nom des informateurs ou titre :	Communicable en salle de lecture à partir de : (O/N)	Communicable sur archives.cantal.fr à partir de : (O/N)	Possibilité de poster un extrait téléchargeable sur un site de partage (O/N)
3 AV 686	Pierre Benoit évoque son métier de vacher			
3 AV 687	Louis Amiral évoque ses différentes activités de chaumier, fabricant de jougs, faucheur et moissonneur			
3 AV 874	Gabriel Soulié : souvenirs contés en occitan			
3 AV 875	Une chanson dont le thème est la morille de Cèzerat			
3 AV 876	Gabriel Soulié : lecture en français et en occitan			
3 AV 877	Discussion entre Gabriel Soulié et ses amis			
3 AV 1466	Madame Espalieu, Monsieur Caruy et Monsieur Lousert déportés, témoignent devant les élèves de CM2 de l'école de Tivoli			
3 AV 1702-1	Maurice DAGE : Les loups			
3 AV 1702-2	Maurice DAGE : Les loups			

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-32

Contrat de dépôt du fonds d'archives audiovisuelles Yves CASSAN

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- APPRUEVE le contrat de dépôt du fonds d'archives audiovisuelles Yves CASSAN.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Contrat de dépôt

Documents audiovisuels

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président,

ci-après dénommé le dépositaire ;

Et :

Monsieur **Yves Cassan**

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

ci-après dénommé le déposant,

Il est convenu :

Article 1 :

Le déposant dépose aux Archives départementales du Cantal les documents audiovisuels qu'il a réalisés et qui sont inventoriés dans la fiche de dépôt annexée à ce contrat. Il fournit également une documentation utile et tous les renseignements nécessaires à la description et la compréhension de ces archives audiovisuelles. En contrepartie le dépositaire s'engage à restituer au déposant une copie numérique des documents déposés.

Article 2 :

Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à conserver sur des supports de substitution des copies de ses documents originaux. Les supports originaux seront donc, après numérisation, restitués au déposant. Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à intégrer les éléments descriptifs des documents dans une base de données qui permettra une recherche documentaire nécessaire à la mise à disposition du public.

Article 3 :

Les documents faisant l'objet du présent dépôt seront communicables selon les lois, décrets et règlements en vigueur pour les archives publiques y compris sur le site internet des Archives départementales du Cantal. S'il y a des précautions ou des impossibilités ponctuelles ou provisoires de consultation de certains documents, celles-ci seront mentionnées dans la fiche de dépôt annexée au présent contrat.

Article 4 :

Les Archives départementales pourront librement réutiliser les documents faisant l'objet du présent dépôt.

Pour toute utilisation, commerciale ou non commerciale, des documents audiovisuels par un tiers (publication, illustration sonore d'une exposition...), une demande spécifique sera faite par le demandeur auprès du déposant et auprès de la ou des personnes enregistrées ou filmées ou de leurs ayants-droit.

Article 5 :

Si le déposant estimait nécessaire de devoir mettre fin au présent contrat, il devra en donner avis au dépositaire par lettre recommandée. Cette dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de réception de ladite lettre.

Article 6 :

Les reproductions de documents réalisées par les soins ou aux frais du dépositaire resteront la propriété de celui-ci.

Article 7 :

En cas de dénonciation du présent contrat, le déposant pourra être tenu de rembourser au dépositaire les dépenses engagées pour la numérisation et le traitement documentaire des documents.

Article 8 :

En aucun cas le dépôt ne pourra entraîner de responsabilité pécuniaire pour le Département.

Fait en trois exemplaires à Aurillac

Le

Le déposant,

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-33

Contrat de dépôt d'un document d'archives audiovisuelles produit par Gabriel THOMASSIN

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **APPROUVE** le contrat de dépôt du document d'archives audiovisuelles produit par Gabriel THOMASSIN ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Contrat de dépôt

Documents audiovisuels

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président,

ci-après dénommé le dépositaire ;

Et :

Monsieur Gabriel **THOMASSIN**

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

ci-après dénommé le déposant,

Il est convenu :

Article 1 :

Le déposant dépose aux Archives départementales du Cantal le document audiovisuel qu'il a réalisé et qui est inventorié dans la fiche de dépôt annexée à ce contrat. Il fournit également une documentation utile et tous les renseignements nécessaires à la description et la compréhension de ces archives audiovisuelles.

Article 2 :

Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à conserver sur des supports de substitution des copies de ce document. Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à intégrer les éléments descriptifs du document dans une base de données qui permettra une recherche documentaire nécessaire à la mise à disposition du public.

Article 3 :

Le document faisant l'objet du présent dépôt sera communicable selon les lois, décrets et règlements en vigueur pour les archives publiques y compris sur le site internet des Archives départementales du Cantal. S'il y a des précautions ou des impossibilités ponctuelles ou provisoires de consultation du document, celles-ci seront mentionnées dans la fiche de dépôt annexée au présent contrat.

Article 4 :

Les Archives départementales pourront librement réutiliser le document faisant l'objet du présent dépôt.

Pour toute utilisation, commerciale ou non commerciale, du document audiovisuel par un tiers (publication, illustration sonore d'une exposition...), une demande spécifique sera faite par le demandeur auprès du déposant et auprès de la ou des personnes enregistrées ou filmées ou de leurs ayants-droit.

Article 5 :

Si le déposant estimait nécessaire de devoir mettre fin au présent contrat, il devra en donner avis au dépositaire par lettre recommandée. Cette dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de réception de ladite lettre. Décharge sera alors donnée au dépositaire.

Article 6 :

Les reproductions de documents réalisées par les soins ou aux frais du dépositaire resteront la propriété de celui-ci.

Article 7 :

En aucun cas le dépôt ne pourra entraîner de responsabilité pécuniaire pour le Département.

Fait en deux exemplaires à Aurillac

Le

Le déposant,

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-34

**Programme Petites Villes de Demain -
Attribution de subvention à la Commune de Sansac-de-Marmiesse**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3211-1 ;

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Vu la délibération n°22CD05-22 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions en faveur de l'appui aux territoires et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits inscrits ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Sansac-de-Marmiesse une subvention de 11 960 € pour l'étude intitulée « Etude pour l'élaboration du plan guide de revitalisation de la Commune », soit 33 % d'une dépense prévisionnelle de 35 880 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-35

État d'avancement de la stratégie Cantal Europe

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2009, modifié par la décision 2011/199/UE du Conseil européen du 25 mars 2011 ;

Vu le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le Règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le Règlement (UE) n°2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ;

Vu l'Accord de Partenariat adopté le 8 août 2014 qui valide le champ d'intervention de la programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ;

Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole validé par la Commission Européenne le 10 octobre 2014, modifié ;

Vu la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole, n°201700014, signée le 31 mai 2018 ;

Vu le Règlement (UE) n°2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
 Vu le Règlement (UE) n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
 Vu l'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
 Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
 Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;
 Vu la délibération n°21CP04-12 du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;
 Vu l'avenant à la convention cadre du 8 août 2022 actant le transfert d'EUROPE DIRECT Cantal au service Cantal Europe ;
 Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
 Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;
 Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 adoptant le document stratégique Cantal Europe 2022-2027 ;
 Vu la délibération n°22CD02-14 du Conseil départemental du 24 juin 2022 approuvant l'Accord de Coopération entre le Judet de Maramures (Roumanie) et le Département du Cantal ;
 Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;
 Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;

Considérant le plan de communication du centre EUROPE DIRECT Cantal au titre de l'année 2023 ;
 Considérant le plan d'actions relatif à l'Accord de Coopération Maramures-Cantal au titre de l'année 2023 ;
 Considérant la candidature « Cantal 3V » pour le portage du programme LEADER 2023-2027 par le Syndicat Mixte Cantal Attractivité ;

- PREND ACTE du plan de communication 2023 du centre EUROPE DIRECT Cantal joint en annexe de la présente délibération.

- PREND ACTE du plan d'actions 2023 de l'Accord de Coopération Maramures-Cantal joint en annexe de la présente délibération.

- **PREND ACTE** du bilan de mise en œuvre de la convention de subvention globale FSE 2018-2020 :

- 52 opérations programmées sur l'ensemble de la période de subvention globale 2018-2020 ;
- 4 opérations déprogrammées sur l'ensemble de la période de subvention globale 2018-2020 ;
- 886 chômeurs (111 % des objectifs de réalisation) et 1 359 inactifs (113 % des objectifs de réalisation) accompagnés au sein d'opérations cofinancées FSE ;
- 4 155 373 € de crédits FSE programmés (131 % de la subvention globale) ;
- 2 313 798,60 € de crédits FSE déposés lors d'un bilan d'opération par un porteur de projet ;
- 2 153 288,22 € de crédits payés après établissement d'un contrôle de service fait.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Chiffres clés



3 174 525

Subvention



01/01/2018
31/12/2022

Début et fin de réalisation
CSG



131%

programmé



4 155 373

op. programmées



0

op. potentielles

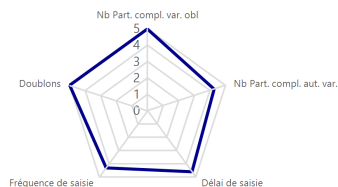


973

ratio participant

Qualité des données

Degré de qualité



Axe 3 - Nombre de participants chômeurs



886 participants



Axe 3 - Nombre de participants inactifs



1359 participants





COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE COMMUNICATION
Représentation en France

CONVENTION DE SUBVENTION SPÉCIFIQUE

AURA/AURILLAC
Projet 101118343 - ED Cantal

La présente **convention** (la «convention») est établie **entre** les parties suivantes:

d'une part,

l'**Union européenne** (l'«UE»), représentée par la Commission européenne (la «Commission» ou l'«autorité chargée de l'octroi»),

et

d'autre part,

le «coordinateur»:

Conseil départemental du Cantal, code PIC 893335663 , établi à
28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX

Sauf indication contraire, les références au «bénéficiaire» ou aux «bénéficiaires» englobent le coordinateur et les entités affiliées (le cas échéant).

Si un seul bénéficiaire signe la convention de subvention («convention de subvention mono-bénéficiaire»), toutes les dispositions se référant au «coordinateur» ou aux «bénéficiaires» seront considérées – mutatis mutandis – comme se référant au bénéficiaire.

Les parties visées ci-dessus sont convenues d'adhérer à la convention.

En signant la convention et les formulaires d'adhésion, les bénéficiaires acceptent la subvention et s'engagent à assurer l'exécution de l'action sous leur propre responsabilité et conformément à la convention, avec toutes les obligations et conditions qu'elle fixe.

La convention se compose des parties suivantes:

Conditions générales

- | | |
|----------|---|
| Annexe 1 | Description de l'action |
| Annexe 2 | Budget prévisionnel de l'action |
| Annexe 3 | Formulaires d'adhésion (le cas échéant) |
| Annexe 4 | Modèle d'états financiers |
| Annexe 5 | Règles particulières (le cas échéant) |

bf

CONDITIONS GÉNÉRALES**TABLE DES MATIÈRES**

CONVENTION DE SUBVENTION SPÉCIFIQUE.....	2
CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
FICHE TECHNIQUE.....	6
CHAPITRE 1 GÉNÉRALITÉS.....	9
ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONVENTION.....	9
ARTICLE 2 – DÉFINITIONS.....	9
CHAPITRE 2 ACTION.....	10
ARTICLE 3 – ACTION.....	10
ARTICLE 4 – DURÉE ET DATE DE DÉBUT.....	10
CHAPITRE 3 SUBVENTION.....	10
ARTICLE 5 – SUBVENTION.....	10
5.1. Formes de la subvention.....	10
5.2. Montant maximal de la subvention.....	11
5.3. Taux de financement.....	11
5.4. Budget prévisionnel, catégories budgétaires et formes de financement.....	11
5.5. Flexibilité budgétaire.....	11
ARTICLE 6 – CONTRIBUTIONS ÉLIGIBLES ET INÉLIGIBLES.....	11
6.1. et 6.2 Conditions d'éligibilité générales et particulières.....	11
6.3. Contributions inéligibles.....	11
6.4. Conséquences en cas de non-respect.....	12
CHAPITRE 4 MISE EN ŒUVRE DE LA SUBVENTION.....	12
SECTION 1 CONSORTIUM: BÉNÉFICIAIRES, ENTITÉS AFFILIÉES ET AUTRES PARTICIPANTS.....	12
ARTICLE 7 – BÉNÉFICIAIRES.....	12
ARTICLE 8 – ENTITÉS AFFILIÉES.....	14
ARTICLE 9 – AUTRES PARTICIPANTS IMPLIQUÉS DANS L'ACTION.....	14
9.1. Partenaires associés.....	14
9.2. Tiers apportant des contributions en nature à l'action.....	14
9.3. Sous-traitants.....	15
9.4. Bénéficiaires de soutien financier en faveur de tiers.....	15
ARTICLE 10 – PARTICIPANTS AYANT UN STATUT PARTICULIER.....	15
10.1. Participants de pays tiers.....	15
Sans objet.....	15
10.2. Participants qui sont des organisations internationales.....	15
10.3. Participants ayant fait l'objet d'une évaluation fondée sur les piliers.....	15
SECTION 2 RÈGLES RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ACTION.....	15
ARTICLE 11 – EXÉCUTION CORRECTE DE L'ACTION.....	15
11.1. Obligation d'exécuter correctement l'action.....	15
11.2. Conséquences en cas de non-respect.....	15
ARTICLE 12 – CONFLIT D'INTÉRÊTS.....	16
12.1. Conflit d'intérêts.....	16
12.2. Conséquences en cas de non-respect.....	16
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURITÉ.....	16
13.1. Informations sensibles.....	16

13.2.	Informations classifiées.....	17
13.3.	Conséquences en cas de non-respect.....	17
ARTICLE 14 – ÉTHIQUE ET VALEURS.....		17
14.1.	Éthique.....	17
14.2.	Valeurs.....	17
14.3.	Conséquences en cas de non-respect.....	17
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNÉES.....		18
15.1.	Traitements de données par l'autorité chargée de l'octroi.....	18
15.2.	Traitements de données par les bénéficiaires.....	18
15.3.	Conséquences en cas de non-respect.....	19
ARTICLE 16 – DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI) – CONNAISSANCES PRÉEXISTANTES ET RÉSULTATS – DROITS D'ACCÈS ET DROITS D'UTILISATION.....		19
16.1.	Connaissances préexistantes et droits d'accès à celles-ci.....	19
16.2.	Propriété des résultats.....	19
16.3.	Droits de l'autorité chargée de l'octroi d'utiliser les matériels, documents et informations reçus à des fins d'élaboration de politiques, d'information, de communication, de diffusion et de publicité.....	19
16.4.	Règles particulières relatives aux DPI, aux résultats et aux connaissances préexistantes.....	20
16.5.	Conséquences en cas de non-respect.....	20
ARTICLE 17 – COMMUNICATION, DIFFUSION ET VISIBILITÉ.....		20
17.1.	Communication – Diffusion – Promotion de l'action.....	20
17.2.	Visibilité – Drapeau européen et déclaration de financement.....	21
17.3.	Qualité des informations – Clause de non-responsabilité.....	22
17.4.	Règles particulières en matière de communication, de diffusion et de visibilité.....	22
17.5.	Conséquences en cas de non-respect.....	22
ARTICLE 18 – RÈGLES PARTICULIÈRES RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ACTION.....		22
SECTION 3 GESTION DES SUBVENTIONS.....		22
ARTICLE 19 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'INFORMATION.....		22
19.1.	Demandes d'informations.....	22
19.2.	Mises à jour des données du registre des participants.....	22
19.3.	Informations sur les événements et circonstances affectant l'action.....	22
19.4.	Conséquences en cas de non-respect.....	23
ARTICLE 20 – ARCHIVAGE.....		23
20.1.	Conservation des registres et pièces justificatives.....	23
20.2.	Conséquences en cas de non-respect.....	23
ARTICLE 21 – RAPPORTS.....		24
21.1.	Rapports sur l'état d'avancement.....	24
21.2.	Rapport final.....	24
21.3.	Devise des états financiers et conversion en euros.....	24
21.4.	Langue des données fournies.....	24
21.5.	Conséquences en cas de non-respect.....	24
ARTICLE 22 – PAIEMENTS ET RECouvreMENTS – CALCUL DES MONTANTS DUS.....		25
22.1.	Paiements et modalités de paiement.....	25
22.2.	Recouvrements.....	25
22.3.	Montants dus.....	25

22.4.	Recouvrement forcé	28
22.5.	Conséquences en cas de non-respect.....	29
<u>ARTICLE 23 – GARANTIES</u>		29
<u>ARTICLE 24 – CERTIFICATS</u>		29
<u>ARTICLE 25 – CONTRÔLES, EXAMENS, AUDITS ET ENQUÊTES – EXTENSION</u> <u>DES CONSTATATIONS.....</u>		29
25.1.	Contrôles, examens et audits de l'autorité chargée de l'octroi	29
25.2.	Contrôles, examens et audits effectués par la Commission sur les subventions d'autres autorités chargées de l'octroi.....	31
25.3.	Accès aux registres aux fins de l'évaluation de formes de financement simplifiées.....	31
25.4.	Audits et enquêtes de l'OLAF, du Parquet européen et de la Cour des comptes.....	31
25.5.	Conséquences des contrôles, examens, audits et enquêtes – Extension des résultats des examens, audits ou enquêtes	32
25.6.	Conséquences en cas de non-respect.....	33
<u>ARTICLE 26 – ÉVALUATIONS DES INCIDENCES</u>		33
26.1.	Évaluation des incidences	33
26.2.	Conséquences en cas de non-respect.....	33
<u>CHAPITRE 5 CONSÉQUENCES EN CAS DE NON-RESPECT</u>		33
<u>SECTION 1 REJETS ET RÉDUCTION DE LA SUBVENTION</u>		33
<u>ARTICLE 27 – REJET DES CONTRIBUTIONS</u>		33
27.1.	Conditions	33
27.2.	Procédure	34
27.3.	Effets	34
<u>ARTICLE 28 – RÉDUCTION DE LA SUBVENTION</u>		34
28.1.	Conditions	34
28.2.	Procédure	34
28.3.	Effets	35
<u>SECTION 2 SUSPENSION ET RÉSILIATION</u>		35
<u>ARTICLE 29 – SUSPENSION DU DÉLAI DE PAIEMENT</u>		35
29.1.	Conditions	35
29.2.	Procédure	35
<u>ARTICLE 30 – SUSPENSION DES PAIEMENTS</u>		35
30.1.	Conditions	35
30.2.	Procédure	36
<u>ARTICLE 31 – SUSPENSION DE LA CONVENTION DE SUBVENTION</u>		36
31.1.	Suspension de la convention de subvention demandée par le consortium	36
31.2.	Suspension de la convention de subvention à l'initiative de l'UE	37
<u>ARTICLE 32 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION DE SUBVENTION OU DE LA</u> <u>PARTICIPATION D'UN BÉNÉFICIAIRE</u>		38
32.1.	Résiliation de la convention de subvention demandée par le consortium	38
32.2.	Résiliation de la participation d'un bénéficiaire demandée par le consortium	39
32.3.	Résiliation de la convention de subvention ou de la participation d'un bénéficiaire à l'initiative de l'UE	39
<u>SECTION 3 AUTRES CONSÉQUENCES: DOMMAGES ET INTÉRÊTS ET SANCTIONS</u> <u>ADMINISTRATIVES</u>		41
<u>ARTICLE 33 – DOMMAGES ET INTÉRÊTS</u>		41
33.1.	Responsabilité de l'autorité chargée de l'octroi	41
33.2.	Responsabilité des bénéficiaires	41

ARTICLE 34 – SANCTIONS ET AUTRES MESURES ADMINISTRATIVES	41
SECTION 4 CAS DE FORCE MAJEURE.....	42
ARTICLE 35 – CAS DE FORCE MAJEURE.....	42
CHAPITRE 6 DISPOSITIONS FINALES.....	42
ARTICLE 36 – COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	42
ARTICLE 37 – INTERPRÉTATION DE LA CONVENTION.....	42
ARTICLE 38 – CALCUL DES PÉRIODES ET DÉLAIS.....	42
ARTICLE 39 – A VENANTS.....	43
39.1. Conditions.....	43
39.2. Procédure.....	43
ARTICLE 40 – ADHÉSION ET AJOUT DE NOUVEAUX BÉNÉFICIAIRES	43
ARTICLE 41 – TRANSFERT DE LA CONVENTION.....	43
ARTICLE 42 – CESSIION DE CRÉANCES AUPRÈS DE L'AUTORITÉ CHARGÉE DE L'OCTROI	44
ARTICLE 43 – DROIT APPLICABLE ET RÈGLEMENT DES LITIGES	44
43.1. Droit applicable.....	44
43.2. Règlement des litiges	44
ARTICLE 44 – ENTRÉE EN VIGUEUR.....	44

FICHE TECHNIQUE

1. Données générales

Numéro du projet ; 101118343

Nom du projet: PLAN DE COMMUNICATION ANNUEL POUR 2023

Acronyme du projet: ED Cantal

Appel: ED-2022-FRANCE-SGA

Thème: ED-2022-FR-SGA

Type d'action: Subventions à montant forfaitaire ED

Autorité chargée de l'octroi: Commission européenne – UE

Subvention gérée via le portail «Financements et appels d'offres de l'UE»: non

Numéro de la convention-cadre de partenariat pour Europe Direct (ED) :

AURA/AURILLACProjet 101034510 – ED CANTAL

Date de début des projets: 01/01/2023

Date de fin du projet: 31/12/2023

Durée du projet: 12 mois

Accord de consortium: non

2. Participants

Liste des participants :

Nom bre	Rôle	Intitulé court	Dénomination légale	Pays	PTC	Coûts éligibles totaux (REN et L'A)	Total des contributions éligibles	Montant maximal de la subvention	Date d'entrée	Date de sortie
1	Coordinateur	ED Cantal	Conseil départemental du Cantal	France	893335663	Sans objet	38 000 EUR	38 000 EUR	01.01.2023	31.12.2023
1.1	EA			France		Sans objet			01.01.2023	31.12.2023
1.2	EA			France		Sans objet			01.01.2023	31.12.2023
Total						Sans objet	38 000 EUR	38 000 EUR		

3. Subvention

Montant maximal de la subvention, total estimé des coûts éligibles et taux des contributions et du financement:

Montant maximal de la subvention (article 2)	Montant maximal de la subvention (décision d'allocation)
38 000 EUR	38 000 EUR

Forme de subvention: montant forfaitaire

Mode de subvention: subvention à l'action

Catégories budgétaires/types d'activités: contributions forfaitaires

Options d'éligibilité des coûts: sans objet

Flexibilité budgétaire: non

4. Rapports, paiements et recouvrements

4.1. Rapports sur l'état d'avancement (article 21)

Rapports sur l'état d'avancement: oui (tous les 3 mois)

4.2. Rapport final et paiements

Calendrier des rapports et paiements (articles 21 et 22):

Rapports					Paiements	
Périodes de rapport			Type	Échéance	Type	Échéance (date de paiement)
Période de rapport n°	Mois à partir de	Mois jusqu'à				
					Préfinancement initial	30 jours à compter de la date de l'entrée en vigueur ou de la garantie financière (le cas échéant) – si celle-ci vient en dernier
1	01.01.2023	31.12.2023	Rapport final	60 jours après la fin de la période de rapport	Paiement final	60 jours à compter de la réception du rapport final

Versements du préfinancement et garanties:

Versement du préfinancement		Garantie sur le préfinancement	
Type	Montant €	Montant de la garantie	Répartition par participant
Préfinancement 1 (initial)	70% soit 26 600 EUR	Sans objet	

Modalités concernant les rapports et les paiements (articles 21 et 22):

Mécanisme d'assurance mutuelle (MAM): non

Plafond du paiement intermédiaire (le cas échéant): 100 % du montant maximal de la subvention

Règle de non-profit: sans objet

Intérêts de retard: BCE + 3,5 %

Compte bancaire pour les paiements:

FR71 3000 1001 61C1 5000 0000 028

Banque de France

Conversion en euros: sans objet

Langue des rapports: langue de la convention

4.3. Certificats (article 24)

Sans objet

4.4. Recouvrements (article 22)

Responsabilité de premier ressort pour les recouvrements: sans objet

Responsabilité solidaire pour les recouvrements forcés (en cas de défaut de paiement):

5. Conséquences en cas de non-respect, droit applicable et instance de règlement des litiges

Droit applicable (article 43):

Régime juridique standard applicable: droit de l'Union + droit belge

Instance de règlement des litiges (article 43):

Instance de règlement des litiges standard:

Bénéficiaires de l'UE: Tribunal de l'Union européenne + Cour de justice de l'UE (sur pourvoi)

6. Autres

Règles particulières (annexe 5): oui

- DPI, résultats et connaissances préexistantes, droits d'accès et droits d'utilisation
 - Droits d'utilisation des résultats à des fins de communication et de diffusion
- Communications relatives aux subventions au format papier

Délais standard après la fin des projets:

Confidentialité : pendant 5 ans après le paiement final

Archivage : pendant 3 ans après le paiement final

Examens : pendant 3 ans après le paiement final

Audits : pendant 3 ans après le paiement final

Extension des constatations issues d'audits d'autres subventions à la présente subvention : pendant 3 ans après le paiement final

Évaluation des incidences : pendant 3 ans après le paiement final

CHAPITRE 1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention fixe les droits et obligations ainsi que les conditions applicables à la subvention octroyée au titre de la convention-cadre de partenariat pour EUROPE DIRECT (ED) n° AURA/AURILLAC Projet 101034510 – ED CANTAL pour l'exécution de l'action énoncée au chapitre 2.

ARTICLE 2 – DÉFINITIONS

Aux fins du présent accord, on entend par:

Action: le projet financé dans le cadre de la présente convention.

Subvention: la subvention octroyée dans le cadre de la présente convention.

Subventions de l'UE: les subventions octroyées par les institutions, organes ou organismes de l'UE (y compris les agences exécutives de l'UE, les agences de régulation de l'UE, l'AED, les entreprises communes, etc.).

Participants: les entités participant à l'action en tant que bénéficiaires, entités affiliées, partenaires associés, tiers apportant des contributions en nature, sous-traitants ou bénéficiaires de soutien financier en faveur de tiers.

Bénéficiaires (BEN): les signataires de la présente convention (directement ou par le biais d'un formulaire d'adhésion).

Entités affiliées (EA): entités affiliées à un bénéficiaire au sens de l'article 187 du règlement financier de l'UE (2018/1046)¹ participant à l'action en ayant des droits et des obligations similaires à ceux des bénéficiaires (obligation d'exécuter les tâches s'inscrivant dans l'action et droit de facturer des coûts et de demander des contributions).

Partenaires associés (PA): les entités qui participent à l'action, mais n'ont pas le droit de facturer des coûts ou de demander des contributions.

Achats: les marchés passés pour les biens, travaux ou services nécessaires à l'exécution de l'action (p.ex. équipements, matériels consommables et fournitures), mais qui ne font pas partie des tâches s'inscrivant dans l'action (voir annexe 1).

Sous-traitance: les marchés passés pour des biens, des travaux ou des services faisant partie des tâches s'inscrivant dans l'action (voir annexe 1).

¹ Pour la définition, voir article 187 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (ci-après le «règlement financier de l'UE»)(JO L 193 du 30.7.2018, p. 1): «[les] entités affiliées [sont]:

(a) les entités qui constituent le seul bénéficiaire (lorsqu'une entité est constituée de plusieurs entités satisfaisant aux critères d'octroi de subventions, y compris lorsque l'entité est spécifiquement établie aux fins de la mise en œuvre de l'action devant être financée par une subvention);

(b) les entités satisfaisant aux critères d'éligibilité, qui ne relèvent pas de l'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, et à l'article 141, paragraphe 1, et qui ont un lien avec le bénéficiaire, en particulier un lien juridique ou de capital, qui ne se limite pas à l'action et n'a pas été établi aux seules fins de sa mise en œuvre».

Contributions en nature: les contributions en nature au sens de l'article 2, paragraphe 36, du règlement financier de l'UE (2018/1046), c'est-à-dire les ressources non financières mises gracieusement à disposition d'un bénéficiaire par des tiers.

Fraude: la fraude au sens de l'article 3 de la directive (UE) 2017/1371² et de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995³, ainsi que tout autre acte abusif ou délictueux de tromperie visant à l'obtention d'un gain financier ou personnel.

Irrégularités: tout type de violation (réglementaire ou contractuelle) susceptible d'avoir une incidence sur les intérêts financiers de l'UE, y compris les irrégularités au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 2988/95⁴.

Faute professionnelle grave: tout type de comportement inacceptable ou inapproprié dans le cadre professionnel, en particulier de la part des employés, y compris la faute professionnelle grave au sens de l'article 136, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) 2018/1046.

Droit de l'UE, droit international et droit national applicables: tout acte juridique ou autre orientation ou règle (contraignante ou non) existant dans le domaine concerné.

Portail: le portail «Financements et appels d'offres de l'UE»; le système d'échange et de portail électronique géré par la Commission européenne et utilisé par cette dernière et les autres institutions, organes ou organismes de l'UE pour la gestion de leurs programmes de financement (subventions, marchés, prix, etc.).

CHAPITRE 2 ACTION

ARTICLE 3 – ACTION

La subvention est accordée pour l'action AURA/AURILLAC – 10118343 ED Cantal, (l'«action»), telle que décrite à l'annexe 1.

ARTICLE 4 – DURÉE ET DATE DE DÉBUT

La durée et la date de début de l'action sont indiquées dans la fiche technique (voir point 1).

CHAPITRE 3 SUBVENTION

ARTICLE 5 – SUBVENTION

5.1. Formes de la subvention

La subvention est une subvention à l'action⁵ prenant la forme d'une subvention à montant forfaitaire pour l'accomplissement de modules de travail.

² Directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal (JOL 198 du 28.7.2017, p. 29).

³ JO C 316 du 27.11.1995, p. 48.

⁴ Règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995 relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JO L 312 du 23.12.1995, p. 1).

⁵ Pour la définition, voir article 180, paragraphe 2, point a), du règlement financier de l'UE (2018/1046): on entend par «subvention à l'action» une subvention de l'UE visant à financer «une action destinée à promouvoir la réalisation d'un objectif d'une politique de l'Union».

5.2. Montant maximal de la subvention

Le montant maximal de la subvention est indiqué dans la fiche technique (voir point 3) et le budget prévisionnel (annexe 2).

5.3. Taux de financement

Sans objet.

5.4. Budget prévisionnel, catégories budgétaires et formes de financement

Le budget prévisionnel pour l'action (répartition du montant forfaitaire) est fixé à l'annexe 2.

Il contient les contributions éligibles estimées pour l'action (contributions forfaitaires), ventilées par participant et par module de travail.

L'annexe 2 montre également les types de contributions (formes de financement)⁶ à utiliser pour chaque module de travail.

5.5. Flexibilité budgétaire

La flexibilité budgétaire ne s'applique pas; les modifications du budget prévisionnel (répartition du montant forfaitaire) nécessitent systématiquement un avenant (voir article 39).

Les avenants relatifs à des transferts entre *modules de travail* ne sont par ailleurs possibles que si:

- les modules de travail concernés ne sont pas déjà achevés (et déclarés dans un état financier); et
- les transferts sont justifiés par l'exécution technique de l'action.

ARTICLE 6 – CONTRIBUTIONS ÉLIGIBLES ET INÉLIGIBLES

6.1. et 6.2. Conditions d'éligibilité générales et particulières

Les contributions forfaitaires sont éligibles («contributions éligibles») si:

- (a) elles sont indiquées à l'annexe 2; et
- (b) les modules de travail sont achevés et le travail a été correctement exécuté par les bénéficiaires et/ou les résultats ont été atteints, conformément à l'annexe 1 et pendant la période mentionnée à l'article 4.

Les contributions seront calculées en fonction des montants indiqués à l'annexe 2.

6.3. Contributions inéligibles

Les «contributions inéligibles» sont:

- (a) les contributions forfaitaires qui ne remplissent pas les conditions énoncées plus haut (voir articles 6.1 et 6.2);
- (b) les contributions forfaitaires relatives à des activités déjà financées par d'autres subventions de l'UE (ou des subventions octroyées par un État membre de l'UE, un pays tiers ou un autre organisme exécutant le budget de l'UE), excepté dans le cas suivant:

(i) mesures de synergie: sans objet;

- (c) autre⁷:

⁶ Voir article 125 du règlement financier de l'UE (2018/1046).

391 restrictions nationales concernant les coûts éligibles: sans objet.

6.4. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire déclare des contributions forfaitaires inéligibles, celles-ci seront rejetées (voir article 27).

De telles déclarations peuvent également entraîner l'application d'autres mesures décrites au chapitre 5.

CHAPITRE 4 MISE EN ŒUVRE DE LA SUBVENTION

SECTION 1 CONSORTIUM: BÉNÉFICIAIRES, ENTITÉS AFFILIÉES ET AUTRES PARTICIPANTS

ARTICLE 7 – BÉNÉFICIAIRES

Les bénéficiaires, en tant que signataires de la convention, sont pleinement responsables, vis-à-vis de l'autorité chargée de l'octroi, de son exécution et du respect de toutes ses obligations.

Ils doivent exécuter la convention au mieux de leurs capacités, en toute bonne foi et dans le respect de toutes les obligations et conditions qu'elle fixe.

Ils doivent disposer des ressources appropriées pour exécuter l'action et assurer cette exécution sous leur propre responsabilité et conformément à l'article 11. S'ils font appel à des entités affiliées ou à d'autres participants (voir articles 8 et 9), ils demeurent seuls responsables envers l'autorité chargée de l'octroi et les autres bénéficiaires.

Ils sont solidairement responsables de l'exécution *technique* de l'action. Si l'un des bénéficiaires n'exécute pas sa partie de l'action, les autres bénéficiaires doivent veiller à ce que cette partie soit exécutée par quelqu'un d'autre (sans pouvoir prétendre à une augmentation du montant maximal de la subvention et sous réserve d'un avenant; voir article 39). La responsabilité *financière* de chaque bénéficiaire en cas de recouvrement est régie par l'article 22.

Les bénéficiaires (et leur action) doivent rester éligibles au titre du programme de l'UE finançant la subvention pendant toute la durée de l'action. Les contributions forfaitaires seront uniquement éligibles tant que le bénéficiaire et l'action seront éligibles.

Les rôles et les responsabilités internes des bénéficiaires sont répartis comme suit:

(a) Chaque bénéficiaire a l'obligation:

- (i) de tenir à jour les informations stockées dans le registre des participants sur le portail (voir article 19);
- (ii) d'informer sans délai l'autorité chargée de l'octroi (et les autres bénéficiaires) de tout événement ou de toute situation susceptible de compromettre notablement l'exécution de l'action ou de la retarder (voir article 19);
- (iii) de soumettre au coordinateur en temps utile:
 - les garanties sur les préfinancements (le cas échéant; voir article 23),
 - les états financiers et les certificats relatifs aux états financiers; sans objet
 - sa contribution aux éléments livrables et aux rapports techniques (voir article 21),

⁷ La condition doit être précisée dans l'appel.

- tout autre document ou information requis par l'autorité chargée de l'octroi conformément à la convention;
- (iv) de soumettre, via le registre des participants sur le portail, les données et informations relatives à la participation de leurs entités affiliées.
- (b) Le coordinateur a l'obligation:
 - (i) de s'assurer que l'action est exécutée correctement (voir article 11);
 - (ii) de faire office d'intermédiaire pour toutes les communications entre le consortium et l'autorité chargée de l'octroi, sauf disposition contraire de la convention ou de l'autorité chargée de l'octroi, et, en particulier:
 - de soumettre les garanties sur les préfinancements (le cas échéant) à l'autorité chargée de l'octroi,
 - de demander et d'examiner tous les documents ou informations requis et de vérifier leur qualité et leur caractère complet avant de les transmettre à l'autorité chargée de l'octroi,
 - de soumettre les éléments livrables et les rapports à l'autorité chargée de l'octroi,
 - d'informer l'autorité chargée de l'octroi des paiements effectués en faveur des autres bénéficiaires (rapport sur la distribution des paiements; le cas échéant, voir articles 22 et 32);
 - (iii) de distribuer les paiements reçus de l'autorité chargée de l'octroi aux bénéficiaires sans délai injustifié (voir article 22).

Le coordinateur n'est autorisé à déléguer ou à sous-traiter les tâches susmentionnées à aucun autre bénéficiaire ni à aucun tiers (y compris aux entités affiliées).

Toutefois, les coordinateurs qui sont des organismes publics peuvent déléguer les tâches énumérées au point b) ii), dernier tiret, et au point iii) ci-dessus aux entités mandatées qu'ils ont créées, qu'ils contrôlent ou qui leur sont affiliées. Dans ce cas, le coordinateur reste seul responsable des paiements et du respect des obligations imposées par la convention.

Par ailleurs, les coordinateurs qui sont «bénéficiaires uniques»⁸ [ou les entités similaires, telles que les consortiums pour une infrastructure européenne de recherche (ERIC)] peuvent déléguer les tâches énumérées au point b) i) à iii) ci-dessus à l'un de leurs membres. Le coordinateur reste seul responsable du respect des obligations imposées par la convention.

Les bénéficiaires doivent se doter d'**arrangements internes** en ce qui concerne leur fonctionnement et leur coordination afin d'assurer l'exécution correcte de l'action.

Si l'autorité chargée de l'octroi l'exige (voir point 1 de la fiche technique), ces arrangements doivent être établis dans un **accord de consortium** écrit conclu entre les bénéficiaires, couvrant par exemple:

- l'organisation interne du consortium;
- la gestion de l'accès au portail;

⁸ Pour la définition, voir article 187, paragraphe 2, du règlement financier de l'UE (2018/1046): «[I]orsque plusieurs entités satisfont aux critères d'octroi de subventions et forment ensemble une seule entité, celle-ci peut être traitée comme la **seule bénéficiaire**, y compris si l'entité est spécifiquement établie aux fins de la mise en œuvre de l'action devant être financée par la subvention».

- les différentes clés de répartition des paiements et des responsabilités financières en cas de recouvrement (le cas échéant);
- les règles supplémentaires concernant les droits et obligations liés aux connaissances préexistantes et aux résultats (voir article 16);
- le règlement des litiges internes;
- les dispositions en matière de responsabilité, d'indemnisation et de confidentialité entre bénéficiaires.

Les arrangements internes ne doivent contenir aucune disposition contraire à la présente convention.

ARTICLE 8 – ENTITÉS AFFILIÉES

Sans objet

ARTICLE 9 – AUTRES PARTICIPANTS IMPLIQUÉS DANS L'ACTION

9.1. Partenaires associés

Sans objet.

9.2. Tiers apportant des contributions en nature à l'action

D'autres tiers peuvent apporter des contributions en nature à l'action (par exemple, du personnel, des équipements, d'autres biens, travaux et services, etc., gratuits) si cela est nécessaire à son exécution.

Les tiers qui apportent des contributions en nature n'exécutent aucune tâche s'inscrivant dans l'action. Ils ne peuvent pas facturer de coûts ou de contributions à l'action (ni de contributions forfaitaires) et les coûts afférents à leurs tâches ne sont pas éligibles (et ne peuvent être inclus dans le budget prévisionnel de l'annexe 2).

Les tiers et leurs contributions en nature doivent être indiqués à l'annexe 1.

9.3. Sous-traitants

Des sous-traitants peuvent participer à l'action, si cela est nécessaire à son exécution.

Les sous-traitants doivent exécuter leurs tâches s'inscrivant dans l'action conformément à l'article 11. Les coûts engagés par les bénéficiaires à des fins de sous-traitance sont considérés comme étant entièrement couverts par les contributions forfaitaires relatives à l'exécution des modules de travail (indépendamment des coûts de sous-traitance réellement engagés, le cas échéant).

Les bénéficiaires doivent veiller à ce que leurs obligations contractuelles au titre des articles 11 (exécution correcte), 12 (conflit d'intérêts), 13 (confidentialité et sécurité), 14 (éthique), 17.2 (visibilité), 18 (règles particulières relatives à l'exécution de l'action), 19 (informations) et 20 (archivage) s'appliquent également aux sous-traitants.

Les bénéficiaires doivent veiller à ce que les organismes mentionnés à l'article 25 (par exemple, l'autorité chargée de l'octroi, l'OLAF, la Cour des comptes, etc.) puissent également exercer leurs droits vis-à-vis des sous-traitants.

9.4. Bénéficiaires de soutien financier en faveur de tiers

Sans objet

ARTICLE 10 – PARTICIPANTS AYANT UN STATUT PARTICULIER

10.1. Participants de pays tiers

Sans objet.

10.2. Participants qui sont des organisations internationales

Sans objet.

10.3. Participants ayant fait l'objet d'une évaluation fondée sur les piliers

Sans objet.

SECTION 2 RÈGLES RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ACTION

ARTICLE 11 – EXÉCUTION CORRECTE DE L'ACTION

11.1. Obligation d'exécuter correctement l'action

Les bénéficiaires doivent exécuter correctement l'action telle que décrite à l'annexe 1, conformément aux dispositions de la convention, aux conditions de l'appel et à toutes les obligations légales résultant de la législation européenne, internationale et nationale.

11.2. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 12 – CONFLIT D'INTÉRÊTS

12.1. Conflit d'intérêts

Les bénéficiaires doivent tout mettre en œuvre pour éviter une situation dans laquelle l'exécution impartiale et objective de la convention pourrait être compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre intérêt personnel direct ou indirect («conflit d'intérêts»).

Ils doivent notifier formellement et sans délai à l'autorité chargée de l'octroi toute situation constituant ou susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

L'autorité chargée de l'octroi peut vérifier que les mesures prises sont appropriées et peut exiger que des mesures complémentaires soient prises dans un délai précis.

12.2. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28) et il peut être mis fin à la subvention ou à la participation du bénéficiaire (voir article 32).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURITÉ

13.1. Informations sensibles

Les parties doivent assurer la confidentialité de toute donnée, tout document ou autre matériel (sous quelque forme que ce soit) dont le caractère sensible a été établi par écrit («information sensible») pendant l'exécution de l'action et au moins jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans la fiche technique (voir point 6).

Si un bénéficiaire le demande, l'autorité chargée de l'octroi peut convenir de maintenir la confidentialité de ces informations pendant une période plus longue.

Sauf convention contraire entre les parties, celles-ci ne peuvent utiliser les informations sensibles qu'aux fins de l'exécution de la convention.

Les bénéficiaires peuvent divulguer des informations sensibles à leur personnel ou à d'autres participants impliqués dans l'action seulement si les destinataires:

- (a) ont besoin de les connaître aux fins de l'exécution de la convention; et
- (b) sont tenus par une obligation de confidentialité.

L'autorité chargée de l'octroi peut divulguer des informations sensibles à son personnel et à d'autres institutions ou organes de l'UE.

Elle peut également divulguer des informations sensibles à des tiers, si:

- (a) cela est nécessaire pour l'exécution de la convention ou la préservation des intérêts financiers de l'UE; et
- (b) les destinataires des informations sont tenus par une obligation de confidentialité.

Les obligations de confidentialité ne s'appliquent plus si:

- (a) la partie concernée accepte de libérer l'autre partie de ces obligations;
- (b) les informations deviennent publiquement disponibles sans qu'il y ait manquement à une obligation de confidentialité;
- (c) la divulgation des informations sensibles est requise par la législation de l'UE, internationale ou nationale.

Les règles particulières en matière de confidentialité (le cas échéant) sont énoncées à l'annexe 5.

13.2. Informations classifiées

Les parties doivent traiter les informations classifiées conformément à la législation de l'UE, internationale ou nationale applicable en matière d'informations classifiées [en particulier la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission⁹ et ses modalités d'exécution].

Les éléments livrables qui contiennent des informations classifiées doivent être soumis au moyen de procédures spéciales convenues avec l'autorité chargée de l'octroi.

Les tâches s'inscrivant dans l'action impliquant des informations classifiées peuvent être sous-traitées uniquement après l'approbation explicite (par écrit) de l'autorité chargée de l'octroi.

⁹ Décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne (JO L72 du 17.3.2015, p. 53).

Les informations classifiées ne peuvent être divulguées à aucun tiers (y compris aux participants impliqués dans l'exécution de l'action) sans le consentement préalable explicite par écrit de l'autorité chargée de l'octroi.

Les règles particulières en matière de sécurité (le cas échéant) sont énoncées à l'annexe 5.

13.3. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 14 – ÉTHIQUE ET VALEURS

14.1. Éthique

L'action doit être exécutée conformément aux normes d'éthique les plus élevées et à la législation de l'UE, internationale et nationale applicable en matière de principes éthiques.

Les règles particulières en matière d'éthique (le cas échéant) sont énoncées à l'annexe 5.

14.2. Valeurs

Les bénéficiaires doivent s'engager à respecter et à garantir le respect des valeurs fondamentales de l'UE (telles que la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et les droits de l'homme, y compris les droits des minorités).

Les règles particulières en matière de valeurs (le cas échéant) sont énoncées à l'annexe 5.

14.3. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNÉES

15.1. Traitements de données par l'autorité chargée de l'octroi

Toute donnée à caractère personnel en relation avec la convention sera traitée sous la responsabilité du responsable du traitement des données de l'autorité chargée de l'octroi conformément aux finalités énoncées dans la déclaration de confidentialité affichée sur le portail et aux fins de ces dernières.

Lorsque l'autorité chargée de l'octroi de la subvention est la Commission européenne, une agence exécutive ou de régulation de l'UE, une entreprise commune ou un autre organisme de l'UE, le traitement est soumis au règlement 2018/1725¹⁰.

¹⁰ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

15.2. Traitements de données par les bénéficiaires

Les bénéficiaires doivent traiter les données à caractère personnel en relation avec la présente convention conformément à la législation de l'UE, internationale et nationale applicable relative à la protection des données, en particulier le règlement (UE) 2016/679¹¹.

Ils doivent veiller à ce que les données à caractère personnel soient:

- traitées de manière licite, loyale et transparente au regard des personnes concernées;
- collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne soient pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités;
- adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées;
- exactes et, si nécessaire, tenues à jour;
- conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles les données sont traitées; et
- traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données.

Les bénéficiaires ne peuvent donner à leur personnel un accès aux données à caractère personnel que si cet accès est strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi de la convention. Les bénéficiaires doivent veiller à ce que le personnel soit soumis à une obligation de confidentialité.

Les bénéficiaires doivent informer les personnes dont les données sont transmises à l'autorité chargée de l'octroi et leur fournir la déclaration de confidentialité du portail.

15.3. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 16 – DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI) – CONNAISSANCES PRÉEXISTANTES ET RÉSULTATS – DROITS D'ACCÈS ET DROITS D'UTILISATION

16.1. Connaissances préexistantes et droits d'accès à celles-ci

Les bénéficiaires doivent se donner mutuellement accès, ainsi qu'aux autres participants, aux connaissances préexistantes considérées comme nécessaires à l'exécution de l'action, sous réserve d'éventuelles règles particulières énoncées à l'annexe 5.

On entend par «connaissances préexistantes», les données, le savoir-faire ou les informations, quelle que soit leur forme ou leur nature, tangible ou intangible, y compris les droits tels que les droits de propriété intellectuelle, qui sont:

¹¹ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE («RGPD») (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1).

(a) détenus par les bénéficiaires avant leur adhésion à la convention; et

(a) nécessaires pour exécuter l'action ou en exploiter les résultats.

Si les connaissances préexistantes sont sous réserve des droits d'un tiers, le bénéficiaire concerné doit veiller à pouvoir s'acquitter de ses obligations au titre de la convention.

16.2. Propriété des résultats

L'autorité chargée de l'octroi n'acquiert pas la propriété des résultats obtenus dans le cadre de l'action.

On entend par «résultat», tout effet matériel ou immatériel de l'action, tel que des données, du savoir-faire ou des informations, quelle que soit sa forme ou sa nature, qu'il puisse ou non être protégé, ainsi que tous les droits qui y sont attachés, y compris les droits de propriété intellectuelle.

16.3. Droits de l'autorité chargée de l'octroi d'utiliser les matériels, documents et informations reçus à des fins d'élaboration de politiques, d'information, de communication, de diffusion et de publicité

L'autorité chargée de l'octroi a le droit d'utiliser les informations non sensibles relatives à l'action et les matériels et documents fournis par les bénéficiaires (notamment les résumés destinés à la publication, les éléments livrables ainsi que tout autre matériel, tel que des images ou du matériel audiovisuel, sur support papier ou électronique) à des fins d'élaboration de politiques, d'information, de communication, de diffusion et de publicité, au cours de l'action ou ultérieurement.

Le droit d'utiliser les matériels, documents et informations des bénéficiaires est accordé sous la forme d'une licence libre de redevances, non exclusive et irrévocable, incluant les droits suivants:

- (a) l'**exploitation à des fins internes** [en particulier, la mise à la disposition de personnes travaillant pour l'autorité chargée de l'octroi ou pour tout autre service de l'UE (y compris ses institutions, organes, organismes, etc.) ou institution ou organisme d'un État membre de l'UE; la copie ou la reproduction en totalité ou en partie, sans limite de nombre; et la communication par l'intermédiaire d'un service de presse];
- (b) la **distribution au public** (en particulier, la publication sur papier et en format électronique ou numérique, la publication sur l'internet, sous forme de fichier téléchargeable ou non, la diffusion par tout canal, l'affichage ou la présentation publics, la communication par l'intermédiaire de services d'information à la presse, ou l'inclusion dans des bases de données ou des registres largement accessibles);
- (c) la **mise en forme et la reformulation** (notamment la réduction, la condensation, l'insertion d'autres éléments – tels que des métadonnées, des légendes, d'autres éléments graphiques, visuels, sonores ou textuels –, l'extraction d'éléments – fichiers audio ou vidéo par exemple –, la division en parties, l'utilisation dans une compilation);
- (d) la **traduction**;
- (e) le **stockage** sur papier, sous forme électronique ou autre;
- (f) l'**archivage**, conformément aux règles applicables en matière de gestion des documents;
- (g) le droit d'autoriser des **tiers** à agir en son nom ou à concéder à des tiers des sous-licences concernant les modes d'utilisation mentionnés aux points b), c), d) et f), si cela est nécessaire aux fins des activités d'information, de communication et de publicité de l'autorité chargée de l'octroi;
- (h) le **traitement**, l'analyse et le regroupement des matériels, documents et informations reçus et la **conception d'œuvres dérivées**.

Les droits d'utilisation sont accordés pour toute la durée des droits de propriété industrielle ou intellectuelle en question.

Si des matériels ou des documents sont soumis à des droits moraux ou à des droits de tiers (y compris des droits de propriété intellectuelle ou des droits de personnes physiques sur leur image et leur voix), les bénéficiaires doivent veiller au respect de leurs obligations au titre de la présente convention (notamment en obtenant les licences et autorisations nécessaires auprès des titulaires de droits concernés).

Le cas échéant, l'autorité chargée de l'octroi insérera les informations suivantes:

«© – [année] – [nom du propriétaire des droits de reproduction]. Tous droits réservés. Licence concédée à [nom de l'autorité chargée de l'octroi] sous conditions».

16.4. Règles particulières relatives aux DPI, aux résultats et aux connaissances préexistantes

Les règles particulières relatives aux droits de propriété intellectuelle, aux résultats et aux connaissances préexistantes (le cas échéant) sont énoncées à l'annexe 5.

16.5. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

Un tel manquement peut également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 17 – COMMUNICATION, DIFFUSION ET VISIBILITÉ

17.1. Communication – Diffusion – Promotion de l'action

Sauf convention contraire avec l'autorité chargée de l'octroi, les bénéficiaires doivent promouvoir l'action et ses résultats, en fournissant des informations ciblées à divers groupes (notamment les médias et le grand public), conformément à l'annexe 1 et d'une manière stratégique, cohérente et efficace.

Avant de s'engager dans une activité de communication ou de diffusion susceptible d'avoir un impact médiatique important, les bénéficiaires doivent informer l'autorité chargée de l'octroi.

17.2. Visibilité – Drapeau européen et déclaration de financement

Sauf convention contraire avec l'autorité chargée de l'octroi, les activités de communication des bénéficiaires liées à l'action (y compris les relations avec les médias, les conférences, les séminaires, les matériels d'information, tels que les brochures, dépliants, affiches, présentations, etc., sous forme électronique, dans les médias traditionnels ou sur les réseaux sociaux, etc.), les activités de diffusion et toute infrastructure, tout équipement, tout véhicule, toute fourniture et tout résultat majeur financés au titre de la subvention doivent faire état du soutien de l'UE et afficher le drapeau européen (emblème) et la déclaration de financement (traduite dans la ou les langues locales, le cas échéant).



Financé par
l'Union européenne



Cofinancé par
l'Union européenne



Financé par
l'Union européenne



Cofinancé par
l'Union européenne

L'emblème doit rester distinct et à part et ne peut être modifié par l'ajout d'autres signes visuels, marques ou textes.

En dehors de l'emblème, aucune autre identité visuelle ou aucun autre logo ne peut être utilisé pour mettre en évidence le soutien de l'UE.

Lorsqu'il est affiché en association avec d'autres logos (par exemple, ceux des bénéficiaires ou des parrains), l'emblème doit apparaître d'une manière au moins aussi évidente et visible que les autres logos.

Aux fins de leurs obligations aux termes du présent article, les bénéficiaires peuvent utiliser l'emblème avant d'avoir obtenu l'approbation de l'autorité chargée de l'octroi. Cela ne leur confère cependant pas le droit d'utilisation exclusive. En outre, ils ne peuvent s'approprier l'emblème ou tout(e) autre marque ou logo similaire, ni par enregistrement ni par aucun autre moyen.

17.3. Qualité des informations – Clause de non-responsabilité

Toute activité de communication ou de diffusion liée à l'action doit utiliser des informations matériellement exactes.

Par ailleurs, elle doit afficher la clause de non-responsabilité suivante (traduite dans la ou les langues locales le cas échéant):

«Financé par l'Union européenne. Cependant, les positions et opinions exprimées appartiennent aux auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ou de [nom de l'autorité chargée de l'octroi]. Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi ne sauraient en être tenues pour responsables.»

17.4. Règles particulières en matière de communication, de diffusion et de visibilité

Les règles particulières en matière de communication, de diffusion et de visibilité (le cas échéant) sont énoncées à l'annexe 5.

17.5. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 18 – RÈGLES PARTICULIÈRES RELATIVES À L'EXÉCUTION DE L'ACTION

Sans objet.

SECTION 3 GESTION DES SUBVENTIONS

ARTICLE 19 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE D'INFORMATION

19.1. Demandes d'informations

Les bénéficiaires doivent fournir, au cours de l'action ou par la suite et conformément à l'article 7, les informations demandées aux fins de la vérification de l'éligibilité des contributions forfaitaires déclarées, de l'exécution correcte de l'action et du respect des autres obligations aux termes de la convention.

Les informations communiquées dans le format demandé (y compris électronique) doivent être exactes, précises et complètes.

19.2. Mises à jour des données du registre des participants

Les bénéficiaires doivent tenir à jour, à tout moment, que ce soit au cours de l'action ou ultérieurement, leurs informations stockées dans le registre des participants sur le portail, en particulier leur nom, leur adresse, leurs représentants légaux, leur forme juridique et leur type d'organisation.

19.3. Informations sur les événements et circonstances affectant l'action

Les bénéficiaires doivent informer immédiatement l'autorité chargée de l'octroi (et les autres bénéficiaires) dans les cas suivants:

- (a) les **événements** susceptibles de compromettre l'exécution de l'action ou de la retarder, ou d'avoir des conséquences sur les intérêts financiers de l'UE, en particulier:
 - (i) les changements dans leur situation juridique, financière, technique, organisationnelle ou dans leur structure de propriété (y compris les changements en rapport avec l'un des motifs d'exclusion énumérés dans la déclaration sur l'honneur signée avant la conclusion de la subvention),
 - (ii) les informations liées relatives à l'action: sans objet;
- (b) les **circonstances** affectant:
 - (i) la décision d'attribution de la subvention, ou
 - (ii) le respect des exigences prévues par la convention.

19.4. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 20 – ARCHIVAGE

20.1. Conservation des registres et pièces justificatives

Les bénéficiaires doivent conserver, au moins jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans la fiche technique (voir point 6), des registres et d'autres pièces justificatives afin de pouvoir prouver l'exécution correcte de l'action (exécution correcte des travaux et/ou obtention des résultats décrits à l'annexe 1) conformément aux normes acceptées dans le domaine en cause (le cas échéant); les bénéficiaires ne doivent pas conserver de registres spécifiques concernant les coûts réellement exposés.

Les registres et pièces justificatives doivent être mis à disposition sur demande (voir article 19) ou dans le cadre de contrôles, d'examen, d'audits ou d'enquêtes (voir article 25).

Si des contrôles, examens, audits, enquêtes, procédures contentieuses ou autres recours sur la base de la convention sont en cours (y compris l'extension des constatations; voir article 25), les bénéficiaires doivent conserver ces registres et les autres pièces justificatives jusqu'à la clôture de ces procédures.

Les bénéficiaires doivent conserver les documents originaux. Les documents numériques ou numérisés sont considérés comme des originaux s'ils sont autorisés par la législation nationale applicable. L'autorité chargée de l'octroi peut accepter les documents non originaux s'ils offrent un niveau d'assurance comparable.

20.2. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, les contributions forfaitaires insuffisamment justifiées seront inéligibles (voir article 6) et seront rejetées (voir article 27) et la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 21 – RAPPORTS

21.1. Rapports sur l'état d'avancement

Les bénéficiaires doivent rendre compte régulièrement de l'état d'avancement et des éléments livrables de l'action en utilisant l'outil d'établissement de rapports d'Europe Direct, conformément au calendrier établi dans la fiche technique (voir point 4.1).

L'outil d'établissement de rapports d'Europe Direct n'est pas accessible via le portail «Financements et appels d'offres», mais séparément via une adresse web communiquée par l'autorité chargée de l'octroi.

21.2. Rapport final

Les bénéficiaires doivent également fournir un rapport final pour demander le paiement, conformément au calendrier et aux modalités établis dans la fiche technique (voir point 4.2).

Le rapport final comprend un volet technique et un volet financier.

Le volet technique inclut un aperçu de l'exécution de l'action. Il doit être élaboré au moyen du rapport consolidé généré dans l'outil d'établissement de rapports d'Europe Direct et des pièces justificatives demandées dans les conditions de l'appel (le cas échéant).

Le volet financier inclut:

- l'état financier;

- l'explication de l'utilisation des ressources (ou un tableau détaillé de déclaration des coûts): sans objet;
- les certificats relatifs aux états financiers: sans objet.

En signant l'état financier, le coordinateur confirme que:

- les informations fournies sont complètes, fiables et véridiques;
- les contributions forfaitaires déclarées sont éligibles (en particulier, les modules de travail ont été achevés, les travaux ont été correctement exécutés et/ou les résultats ont été obtenus conformément à l'annexe 1; voir article 6);
- l'exécution correcte et/ou l'obtention des résultats peuvent être attestées par des registres et des pièces justificatives adéquats (voir article 20) qui seront présentés sur demande (voir article 19) ou dans le cadre de contrôles, examens, audits et enquêtes (voir article 25).

En cas de recouvrement (voir article 22), les bénéficiaires seront également tenus responsables des contributions forfaitaires déclarées pour leurs entités affiliées (le cas échéant).

21.3. Devise des états financiers et conversion en euros

Les états financiers doivent être établis en euros.

21.4. Langue des données fournies

Les rapports doivent être rédigés dans la langue de la convention, sauf disposition contraire convenue avec l'autorité chargée de l'octroi (voir point 4.2 de la fiche technique).

21.5. Conséquences en cas de non-respect

Si un rapport n'est pas conforme au présent article, l'autorité chargée de l'octroi peut suspendre le délai de paiement (voir article 29) et appliquer d'autres mesures décrites au chapitre 5.

Si le coordinateur manque à ses obligations en matière de rapports, l'autorité chargée de l'octroi peut mettre fin à la subvention ou à la participation du coordinateur (voir article 32) ou appliquer d'autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 22 – PAIEMENTS ET RECOUVREMENTS – CALCUL DES MONTANTS DUS

22.1. Paiements et modalités de paiement

Les paiements seront effectués conformément au calendrier et aux modalités établis dans la fiche technique (voir point 4.2).

Les paiements seront effectués en euros sur le compte bancaire indiqué par le coordinateur (voir point 4.2 de la fiche technique) et doivent être distribués sans délai injustifié (des restrictions peuvent s'appliquer s'agissant de la distribution du paiement de préfinancement initial; voir point 4.2 de la fiche technique).

Les paiements effectués sur ce compte bancaire libéreront l'autorité chargée de l'octroi de son obligation de paiement.

Les frais de virement des paiements seront pris en charge comme suit:

- l'autorité chargée de l'octroi supporte les frais de virement facturés par sa banque;
- le bénéficiaire supporte les frais de virement facturés par sa banque;

Étape 1 – Calcul de la contribution totale acceptée de l'UE

Étape 2 – Limitation du montant maximal de la subvention

Étape 3 – Réduction du fait de la règle du non-profit

Étape 1 – Calcul de la contribution totale acceptée de l'UE

L'autorité chargée de l'octroi déterminera tout d'abord la «contribution acceptée de l'UE» pour l'action, pour l'ensemble des périodes de rapport, en calculant les contributions forfaitaires pour les modules de travail approuvés.

Elle tiendra ensuite compte des réductions de la subvention (le cas échéant). Le montant obtenu constitue la «contribution totale acceptée de l'UE».

Étape 2 – Limitation du montant maximal de la subvention

Sans objet.

Étape 3 – Réduction du fait de la règle du non-profit

Sans objet.

Le **solde** (paiement final) est ensuite calculé en déduisant le montant total du préfinancement et des paiements intermédiaires déjà versés (le cas échéant) du montant final de la subvention:

$$\left\{ \begin{array}{l} \text{montant final de la subvention} \\ \text{moins} \\ \text{préfinancement et paiements intermédiaires effectués (le cas échéant)} \end{array} \right\}.$$

Si le solde est **positif**, il sera **versé** au coordinateur.

Le paiement final (ou une partie de celui-ci) peut être déduit (sans le consentement des bénéficiaires) des montants dus par un bénéficiaire à l'autorité chargée de l'octroi, à concurrence du montant dû à ce bénéficiaire.

Lorsque l'autorité chargée de l'octroi de la subvention est la Commission européenne ou une agence exécutive de l'UE, cette déduction peut également être effectuée sur les montants dus à d'autres services ou agences exécutives de la Commission.

Les paiements ne seront pas effectués en cas de suspension du délai de paiement ou des paiements (voir articles 29 et 30).

Si le solde est **négatif**, il sera **recouvré** conformément à la procédure ci-après.

L'autorité chargée de l'octroi adressera au coordinateur une **lettre de préinformation**:

- lui notifiant formellement son intention de procéder à un recouvrement, le montant final de la subvention, le montant à recouvrer et ses motivations;
- l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas d'observations (ou décide de procéder au recouvrement en dépit des observations reçues), elle confirmera le montant à recouvrer (**lettre de confirmation**), en joignant également une **note de débit** spécifiant les modalités et le délai de paiement.

Si le paiement n'est pas effectué dans le délai précisé dans la note de débit, l'autorité chargée de l'octroi **procède au recouvrement** conformément à l'article 22.4.

22.3.5. Mise en œuvre de l'audit après le paiement final – Montant final révisé de la subvention – Recouvrement

Si, après le paiement final (en particulier, après les contrôles, examens, audits ou enquêtes; voir article 25), l'autorité chargée de l'octroi rejette des contributions forfaitaires (voir article 27) ou réduit la subvention (voir article 28), elle calculera le **montant final révisé de la subvention** pour le bénéficiaire concerné.

Le **montant final révisé de la subvention octroyée au bénéficiaire** sera calculé selon l'étape suivante:

Étape 1 – Calcul de la contribution totale acceptée révisée de l'UE

Étape 1 – Calcul de la contribution totale acceptée révisée de l'UE

L'autorité chargée de l'octroi détermine d'abord la «contribution acceptée révisée de l'UE» pour le bénéficiaire en calculant les «contributions acceptées révisées».

Elle tiendra ensuite compte des réductions de la subvention (le cas échéant). La «contribution totale acceptée révisée de l'UE» ainsi obtenue constitue le montant final révisé de la subvention octroyée au bénéficiaire.

Si le montant final révisé de la subvention est inférieur au montant final de la subvention du bénéficiaire, l'excédent est **recouvré** selon la procédure exposée ci-après.

L'autorité chargée de l'octroi adressera au bénéficiaire concerné une **lettre de préinformation**:

- lui notifiant formellement son intention de procéder à un recouvrement, le montant à recouvrer et ses motivations; et
- l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas d'observations (ou décide de procéder au recouvrement en dépit des observations reçues), elle confirmera le montant à recouvrer (**lettre de confirmation**), en joignant également une **note de débit** spécifiant les modalités et le délai de paiement.

Les recouvrements auprès d'entités affiliées (le cas échéant) seront effectués par l'intermédiaire de leurs bénéficiaires.

Si le paiement n'est pas effectué dans le délai précisé dans la note de débit, l'autorité chargée de l'octroi **procède au recouvrement** conformément à l'article 22.4.

22.4. Recouvrement forcé

Si le paiement n'est pas effectué dans le délai précisé dans la note de débit, le montant dû sera recouvré:

- (a) en le déduisant, sans le consentement du coordinateur ou du bénéficiaire, de tous les montants dus au coordinateur ou au bénéficiaire par l'autorité chargée de l'octroi.

Exceptionnellement, pour préserver les intérêts financiers de l'UE, le montant peut être déduit avant la date de paiement indiquée dans la note de débit.

Lorsque l'autorité chargée de l'octroi de la subvention est la Commission européenne ou une agence exécutive de l'UE, les dettes peuvent également être déduites des montants dus par d'autres services ou agences exécutives de la Commission;

27

8F

- (b) garantiet(s) financières): sans objet;
- (c) responsabilité solidaire des bénéficiaires: sans objet;
- (d) responsabilité solidaire des entités affiliées: sans objet; ou
- (e) en entamant des poursuites judiciaires (voir article 43) ou, sous réserve que l'autorité chargée de l'octroi soit la Commission européenne ou une agence exécutive de l'UE, en adoptant une décision formant titre exécutoire conformément à l'article 299 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) et à l'article 100, paragraphe 2, du règlement financier de l'UE (2018/1046).

Le montant à recouvrer sera majoré d'**intérêts de retard** au taux établi à l'article 22.5, à compter du lendemain de la date limite de paiement indiquée dans la note de débit et jusqu'à la date de réception de la totalité du paiement.

Les paiements partiels seront d'abord déduits des dépenses, charges et intérêts de retard et, ensuite, du principal.

Les frais bancaires exposés lors du processus de recouvrement seront pris en charge par le bénéficiaire, sauf si la directive (UE) 2015/2366 s'applique¹².

Lorsque l'autorité chargée de l'octroi de la subvention est une agence exécutive de l'UE, le recouvrement forcé par déduction ou décision exécutoire est effectué par les services de la Commission européenne (voir également article 43).

22.5. Conséquences en cas de non-respect

22.5.1. Si l'autorité chargée de l'octroi ne paie pas dans les délais (voir plus haut), les bénéficiaires ont droit à l'application d'un **intérêt de retard** au taux pratiqué par la Banque centrale européenne (BCE) pour ses opérations principales de refinancement en euros («taux de référence»), majoré du taux indiqué dans la fiche technique (point 4.2). Le taux de référence auquel s'applique la majoration est le taux en vigueur le premier jour du mois de la date limite de paiement, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C.

Toutefois, lorsque les intérêts de retard sont d'un montant inférieur ou égal à 200 EUR, ils ne sont versés au contractant que sur demande, présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif.

Les intérêts de retard ne sont pas dus si tous les bénéficiaires sont des États membres de l'UE (y compris les autorités régionales et locales ou d'autres organismes publics agissant pour le compte d'un État membre aux fins de la présente convention).

La suspension du délai de paiement ou des paiements (voir articles 29 et 30) ne sera pas considérée comme un retard de paiement.

Les intérêts de retard couvrent la période allant du jour suivant la date prévue pour le paiement (voir plus haut), jusqu'à la date effective de paiement, cette date incluse.

Les intérêts de retard ne sont pas pris en compte aux fins du calcul du montant final de la subvention.

22.5.2. Si le coordinateur manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, la subvention peut être réduite (voir article 29) et la convention ou la participation du coordinateur peut être résiliée (voir article 32).

¹² Directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (UE) n° 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE (JO L 337 du 23.12.2015, p. 35).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 23 – GARANTIES

Sans objet.

ARTICLE 24 – CERTIFICATS

Sans objet.

ARTICLE 25 – CONTRÔLES, EXAMENS, AUDITS ET ENQUÊTES – EXTENSION DES CONSTATATIONS

25.1. Contrôles, examens et audits de l'autorité chargée de l'octroi

25.1.1. Contrôles internes

L'autorité chargée de l'octroi peut vérifier – au cours de l'action ou par la suite – l'exécution correcte de l'action et le respect des obligations fixées par la convention, y compris l'évaluation des contributions forfaitaires, des éléments livrables et des rapports.

25.1.2. Examens des projets

L'autorité chargée de l'octroi peut procéder à des examens de l'exécution correcte de l'action et du respect des obligations aux termes de la convention (examens généraux des projets ou examens de questions spécifiques).

Ces examens de projets peuvent être entamés durant l'exécution de l'action et jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans la fiche technique (voir point 6). Ils seront formellement notifiés au coordinateur ou au bénéficiaire concerné et seront considérés comme commençant à la date de la notification.

Au besoin, l'autorité chargée de l'octroi pourra être assistée par des experts externes indépendants. Si elle fait appel à des experts externes, le coordinateur ou le bénéficiaire concerné en sera informé et sera en droit de formuler des objections pour des raisons de confidentialité commerciale ou de conflit d'intérêts.

Le coordinateur ou le bénéficiaire concerné doit coopérer de manière diligente et communiquer, dans le délai demandé, toute information ou donnée en plus des éléments livrables et rapports déjà remis. L'autorité chargée de l'octroi peut demander aux bénéficiaires de lui communiquer directement ces informations. Les informations et documents sensibles seront traités conformément à l'article 13.

Le coordinateur ou le bénéficiaire concerné peut être invité à participer à des réunions, y compris avec les experts externes.

Pour les visites **sur place**, le bénéficiaire concerné doit permettre l'accès à ses sites et locaux (y compris aux experts externes) et doit veiller à ce que les informations demandées soient rapidement mises à disposition.

Les informations communiquées dans le format demandé (y compris électronique) doivent être exactes, précises et complètes.

Sur la base des conclusions de l'examen, un **rapport d'examen du projet** sera établi.

L'autorité chargée de l'octroi notifiera formellement le rapport d'examen du projet au bénéficiaire concerné, qui disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification pour formuler ses observations (procédure d'examen du projet contradictoire).

Les examens de projets (y compris les rapports d'examen de projets) seront effectués dans la langue de la convention.

25.1.3. Audits

L'autorité chargée de l'octroi peut procéder à des audits sur l'exécution correcte de l'action et le respect des obligations aux termes de la convention.

Ces audits peuvent être entamés durant l'exécution de l'action et jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans la fiche technique (voir point 6). Ils seront formellement notifiés au bénéficiaire concerné et seront considérés comme commençant à la date de la notification.

L'autorité chargée de l'octroi peut faire appel à son propre service d'audit, déléguer les audits à un service centralisé ou recourir à des cabinets d'audit externes. Si elle fait appel à un cabinet externe, le bénéficiaire concerné en sera informé et sera en droit de formuler des objections pour des raisons de confidentialité commerciale ou de conflit d'intérêts.

Le bénéficiaire concerné doit coopérer de manière diligente et communiquer, dans le délai prescrit, toute information (y compris les comptes complets, les fiches de salaire individuelles ou d'autres données à caractère personnel) utile pour la vérification du respect de la convention. Les informations et documents sensibles seront traités conformément à l'article 13.

Pour les visites **sur place**, le bénéficiaire concerné doit permettre l'accès à ses sites et locaux (y compris au cabinet d'audit externe) et doit veiller à ce que les informations demandées soient rapidement mises à disposition.

Les informations communiquées dans le format demandé (y compris électronique) doivent être exactes, précises et complètes.

Sur la base des constatations des audits, un **projet de rapport d'audit** sera établi.

Les auditeurs notifieront formellement le projet de rapport d'audit au bénéficiaire concerné, qui disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification pour formuler ses observations (procédure d'audit contradictoire).

Le **rapport d'audit final** tiendra compte des observations du bénéficiaire concerné et sera formellement notifié à ce dernier.

Les audits (y compris les rapports d'audit) seront effectués dans la langue de la convention.

25.2. Contrôles, examens et audits effectués par la Commission sur les subventions d'autres autorités chargées de l'octroi

Lorsque l'autorité chargée de l'octroi n'est pas la Commission européenne, cette dernière dispose des mêmes droits que l'autorité chargée de l'octroi en ce qui concerne les contrôles, examens et audits.

25.3. Accès aux registres aux fins de l'évaluation de formes de financement simplifiées

Les bénéficiaires doivent donner à la Commission européenne l'accès à leurs registres comptables aux fins de l'évaluation périodique des formes de financement simplifiées qui sont utilisées dans les programmes de l'UE.

25.4. Audits et enquêtes de l'OLAF, du Parquet européen et de la Cour des comptes

Les organismes suivants peuvent également effectuer des contrôles, des examens, des audits et des enquêtes, que ce soit au cours de l'action ou ultérieurement:

- l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), en vertu des règlements n° 883/2013¹³ et n° 2185/96¹⁴;
- le Parquet européen, en vertu du règlement 2017/1939;
- la Cour des comptes européenne, en vertu de l'article 287 du traité sur le fonctionnement de l'UE (TFUE) et de l'article 257 du règlement financier de l'UE (2018/1046).

Si ces organismes en font la demande, le bénéficiaire concerné doit fournir des informations exactes, précises et complètes dans le format demandé (y compris les comptes complets, les fiches de salaire individuelles ou d'autres données à caractère personnel, y compris au format électronique) et permettre l'accès à ses sites et locaux pour des visites ou inspections sur place, comme le prévoient ces règlements.

À cet effet, le bénéficiaire concerné doit conserver toutes les informations pertinentes relatives à l'action, au moins jusqu'à l'expiration du délai fixé dans la fiche technique (point 6) et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement des éventuels contrôles, examens, audits, enquêtes, procédures contentieuses ou autres recours en cours.

25.5. Conséquences des contrôles, examens, audits et enquêtes – Extension des résultats des examens, audits ou enquêtes

25.5.1. Conséquences des contrôles, examens, audits et enquêtes concernant la présente subvention

Les constatations faites dans le cadre de contrôles, d'examen, d'audits ou d'enquêtes effectués dans le contexte de la présente subvention peuvent entraîner un rejet (voir article 27), une réduction de la subvention (voir article 28) ou d'autres mesures décrites au chapitre 5.

Les rejets ou réductions de la subvention après le paiement final entraîneront la révision du montant final de la subvention (voir article 22).

Les constatations effectuées lors des contrôles, examens, audits ou enquêtes réalisés pendant l'exécution de l'action peuvent entraîner une demande d'avenant (voir article 39) en vue d'une modification de la description de l'action figurant à l'annexe 1.

Les contrôles, examens, audits et enquêtes qui révèlent des erreurs systématiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou un manquement aux obligations concernant toute subvention de l'UE peuvent entraîner des conséquences pour d'autres subventions de l'UE octroyées dans des conditions similaires («extension à d'autres subventions»).

En outre, les constatations faites lors d'une enquête de l'OLAF ou du Parquet européen peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires dans le cadre du droit national.

25.5.2. Extension des résultats relatifs à d'autres subventions

Les résultats des contrôles, examens, audits et enquêtes effectués pour d'autres subventions peuvent être étendus à la présente subvention:

¹³ Règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et abrogeant le règlement (CE) n° 1073/1999 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (Euratom) n° 1074/1999 du Conseil (JO L 248 du 18.9.2013, p. 1).

¹⁴ Règlement (Euratom, CE) n° 2185/1996 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités (JO L 292 du 15.11.1996, p. 2).

- (a) s'il apparaît que le bénéficiaire concerné a commis, dans le cadre d'autres subventions de l'UE octroyées dans des conditions similaires, des erreurs systématiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou un manquement à ses obligations qui ont une incidence substantielle sur la présente subvention; et
- (b) si ces constatations sont formellement notifiées au bénéficiaire concerné, accompagnées d'une liste des subventions concernées par les constatations, dans les délais établis pour les audits indiqués dans la fiche technique (voir point 6).

L'autorité chargée de l'octroi notifiera formellement au bénéficiaire son intention d'étendre les constatations, ainsi que la liste des subventions concernées.

Si l'extension porte sur des **rejets de contributions forfaitaires**, la notification inclura:

- (a) une invitation à soumettre des observations sur la liste des subventions concernées par les constatations;
- (b) la demande de soumettre des états financiers révisés pour toutes les subventions concernées;
- (c) le taux de correction pour extrapolation établi sur la base des erreurs systématiques ou récurrentes, afin de calculer les montants à rejeter si le bénéficiaire concerné:
 - (i) considère que la soumission d'états financiers révisés n'est pas possible ou faisable, ou
 - (ii) s'il ne remet pas d'états financiers révisés.

Si l'extension concerne des **réductions de la subvention**, la notification inclura:

- (a) une invitation à soumettre des observations sur la liste des subventions concernées par les constatations; et
- (b) le **taux de correction pour extrapolation** établi sur la base des erreurs systématiques ou récurrentes et du principe de proportionnalité.

Le bénéficiaire concerné dispose d'un délai de **60 jours** à compter de la réception de la notification pour présenter des observations et des états financiers révisés ou pour proposer **une autre méthode/un autre taux de correction** dûment justifié.

Sur cette base, l'autorité chargée de l'octroi analysera l'incidence et décidera de la mesure à prendre (à savoir engager une procédure de rejet ou de réduction de la subvention, sur la base des états financiers révisés ou de l'autre méthode/taux annoncé ou d'une combinaison de ceux-ci; voir articles 27 et 28).

25.6. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, les contributions forfaitaires insuffisamment justifiées seront inéligibles (voir article 6) et seront rejetées (voir article 27) et la subvention peut être réduite (voir article 28).

De tels manquements peuvent également entraîner l'application des autres mesures décrites au chapitre 5.

ARTICLE 26 – ÉVALUATIONS DES INCIDENCES

26.1. Évaluation des incidences

L'autorité chargée de l'octroi peut réaliser des évaluations des incidences de l'action, par rapport aux objectifs et indicateurs du programme de l'UE finançant la subvention.

Ces évaluations peuvent être entamées durant l'exécution de l'action et jusqu'à l'expiration du délai indiqué dans la fiche technique (voir point 6). Elles seront formellement notifiées au coordinateur ou aux bénéficiaires et seront considérées comme commençant à la date de la notification.

Au besoin, l'autorité chargée de l'octroi pourra être assistée par des experts externes indépendants.

Le coordinateur ou les bénéficiaires doivent communiquer toute information pertinente pour évaluer l'incidence de l'action, y compris des informations sous forme électronique.

26.2. Conséquences en cas de non-respect

Si un bénéficiaire manque à l'une de ses obligations aux termes du présent article, l'autorité chargée de l'octroi peut appliquer les mesures décrites au chapitre 5.

CHAPITRE 5 CONSÉQUENCES EN CAS DE NON-RESPECT

SECTION 1 REJETS ET RÉDUCTION DE LA SUBVENTION

ARTICLE 27 – REJET DES CONTRIBUTIONS

27.1. Conditions

L'autorité chargée de l'octroi rejettera, au moment d'effectuer un paiement intermédiaire, au moment du paiement final ou ultérieurement, toutes les contributions forfaitaires inéligibles (voir article 6), notamment à la suite de contrôles, d'exams, d'audits ou d'enquêtes (voir article 25).

Le rejet peut également se fonder sur l'extension à la présente subvention des constatations relatives à d'autres subventions (voir article 25).

Les contributions forfaitaires inéligibles seront rejetées.

27.2. Procédure

Si le rejet ne donne pas lieu à un recouvrement, l'autorité chargée de l'octroi notifiera formellement au coordinateur ou au bénéficiaire concerné le rejet, les montants et les motifs. Le coordinateur ou le bénéficiaire concerné peut, dans les 30 jours à compter de la réception de la notification, présenter des observations s'il est en désaccord avec le rejet (procédure d'examen du paiement).

Si le rejet donne lieu à un recouvrement, l'autorité chargée de l'octroi suivra la procédure contradictoire avec la lettre de préinformation décrite à l'article 22.

27.3. Effets

Si l'autorité chargée de l'octroi rejette des contributions forfaitaires, elle les déduit des contributions déclarées et calcule ensuite le montant dû (et, au besoin, procède à un recouvrement; voir article 22).

ARTICLE 28 – RÉDUCTION DE LA SUBVENTION

28.1. Conditions

L'autorité chargée de l'octroi peut, au moment du paiement final ou ultérieurement, réduire la subvention octroyée à un bénéficiaire, si:

- (a) le bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis:

- (i) des erreurs substantielles, des irrégularités, une fraude, ou

- (ii) un manquement grave aux obligations imposées par la présente convention ou durant la procédure d'attribution (notamment par une mauvaise exécution de l'action, un non-respect des conditions de l'appel, la présentation de fausses informations, le fait de ne pas fournir les informations requises, la violation de principes éthiques ou de règles de sécurité, le cas échéant, etc.); ou
- (b) le bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis, dans le cadre d'autres subventions qui lui ont été octroyées par l'UE dans des conditions similaires, des erreurs systématiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou un manquement grave à ses obligations qui ont une incidence substantielle sur la présente subvention (voir article 25).

Le montant de la réduction sera calculé pour chaque bénéficiaire concerné proportionnellement à la gravité et à la durée des erreurs, des irrégularités, de la fraude ou du manquement aux obligations, en appliquant un taux de réduction individuel à sa contribution acceptée de l'UE.

28.2. Procédure

Si la réduction de la subvention ne donne pas lieu à un recouvrement, l'autorité chargée de l'octroi notifiera formellement au coordinateur ou au bénéficiaire concerné la réduction, le montant de celle-ci et les motifs. Le coordinateur ou le bénéficiaire concerné peut, dans les 30 jours à compter de la réception de la notification, présenter des observations s'il est en désaccord avec la réduction (procédure d'examen du paiement).

Si la réduction de la subvention donne lieu à un recouvrement, l'autorité chargée de l'octroi suivra la procédure contradictoire avec la lettre de préinformation décrite à l'article 22.

28.3. Effets

Si l'autorité chargée de l'octroi réduit la subvention, elle déduit la réduction et calcule ensuite le montant dû (et, au besoin, procède à un recouvrement; voir article 22).

SECTION 2 SUSPENSION ET RÉILIATION

ARTICLE 29 – SUSPENSION DU DÉLAI DE PAIEMENT

29.1. Conditions

L'autorité chargée de l'octroi peut, à tout moment, suspendre le délai de paiement si un paiement ne peut être traité car:

- (a) le rapport exigé (voir article 21) n'a pas été soumis ou n'est pas complet ou des informations complémentaires sont nécessaires;
- (b) il existe des doutes sur le montant à payer (par exemple, une procédure d'extension d'audit en cours, des demandes relatives à l'éligibilité, la nécessité d'une réduction de la subvention, etc.) et des contrôles, examens, audits ou enquêtes complémentaires sont nécessaires; ou
- (c) il existe d'autres problèmes portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE.

29.2. Procédure

L'autorité chargée de l'octroi notifiera formellement au coordinateur la suspension et sa justification.

La suspension **prendra effet** à la date d'envoi de la notification.

Si les conditions de suspension du délai de paiement ne sont plus remplies, la suspension sera **levée** et le délai restant (voir point 4.2 de la fiche technique) recommencera à courir.

Si la suspension est supérieure à deux mois, le coordinateur peut demander à l'autorité chargée de l'octroi de confirmer si elle va se poursuivre.

Si le délai de paiement a été suspendu en raison de la non-conformité du rapport et que le rapport révisé n'a pas été soumis (ou a été soumis mais rejeté), l'autorité chargée de l'octroi peut également mettre fin à la subvention ou à la participation du coordinateur (voir article 32).

ARTICLE 30 – SUSPENSION DES PAIEMENTS

30.1. Conditions

L'autorité chargée de l'octroi peut à tout moment suspendre, en tout ou en partie, les paiements pour un ou plusieurs bénéficiaires, si:

- (a) un **bénéficiaire** (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis ou est soupçonné d'avoir commis:
 - (i) des erreurs substantielles, des irrégularités, une fraude, ou
 - (ii) un manquement grave aux obligations imposées par la présente convention ou durant la procédure d'attribution (notamment par une mauvaise exécution de l'action, un non-respect des conditions de l'appel, la présentation de fausses informations, le fait de ne pas fournir les informations requises, la violation de principes éthiques ou de règles de sécurité, le cas échéant, etc.); ou
- (b) un **bénéficiaire** (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis, dans le cadre d'autres subventions qui lui ont été octroyées par l'UE dans des conditions similaires, des erreurs systématiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou un manquement grave à ses obligations qui ont une incidence substantielle sur la présente subvention.

Si les paiements sont suspendus pour un ou plusieurs bénéficiaires, l'autorité chargée de l'octroi effectuera un ou plusieurs paiements partiels pour la ou les parties qui ne sont pas suspendues. Si la suspension concerne le paiement final, le versement (ou le recouvrement) du montant restant une fois la suspension levée sera considéré comme étant le paiement qui clôture l'action.

30.2. Procédure

Avant de suspendre les paiements, l'autorité chargée de l'octroi adressera au bénéficiaire concerné une **lettre de préinformation**:

- lui notifiant formellement son intention de suspendre les paiements et ses motivations; et
- l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas d'observations ou décide de poursuivre la procédure en dépit des observations reçues, elle confirmera la suspension (**lettre de confirmation**). Dans le cas contraire, elle lui notifie formellement qu'elle met un terme à la procédure.

À la fin de la procédure de suspension, l'autorité chargée de l'octroi informera également le coordinateur.

La suspension **prendra effet** le lendemain de la date d'envoi de la notification de la confirmation.

Si les conditions de la reprise des paiements sont remplies, la suspension est **levée**. L'autorité chargée de l'octroi en informera formellement le bénéficiaire concerné (et le coordinateur) et fixera la date de fin de la suspension.

Pendant la durée de la suspension, aucun préfinancement n'est versé aux bénéficiaires concernés.

ARTICLE 31 – SUSPENSION DE LA CONVENTION DE SUBVENTION

31.1. Suspension de la convention de subvention demandée par le consortium

31.1.1. Conditions et procédure

Les bénéficiaires peuvent demander la suspension de la subvention ou de toute partie de celle-ci, si des circonstances exceptionnelles, en particulier des cas de force majeure (voir article 35), rendent l'exécution impossible ou excessivement difficile.

Le coordinateur doit soumettre une demande d'**avenant** (voir article 39), incluant:

- les motivations;
- la date à laquelle la suspension prend effet; cette date peut précéder la date de dépôt de la demande d'avenant; et
- la date probable de reprise.

La suspension **prendra effet** à la date indiquée dans l'avenant.

Dès que les circonstances permettent la reprise de l'exécution, le coordinateur doit immédiatement demander un autre **avenant** à la convention afin de fixer la date de fin de la suspension et la date de reprise (un jour après la date de fin de la suspension), de prolonger la durée et d'effectuer les autres modifications nécessaires pour adapter l'action à la nouvelle situation (voir article 39), sauf si la subvention a été résiliée (voir article 32). La suspension sera **levée** à partir de la date de fin de la suspension fixée dans l'avenant. Cette date peut précéder la date de dépôt de la demande d'avenant.

Pendant la durée de la suspension, aucun préfinancement n'est versé et aucun travail ne peut être accompli. Les modules de travail en cours doivent être interrompus et aucun nouveau module de travail ne peut être entamé.

31.2. Suspension de la convention de subvention à l'initiative de l'UE

31.2.1. Conditions

L'autorité chargée de l'octroi peut suspendre tout ou partie de la subvention si:

- (a) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis ou est soupçonné d'avoir commis:
 - (i) des erreurs substantielles, des irrégularités, une fraude, ou
 - (ii) un manquement grave aux obligations imposées par la présente convention ou durant la procédure d'attribution (notamment par une mauvaise exécution de l'action, un non-respect des conditions de l'appel, la présentation de fausses informations, le fait de ne pas fournir les informations requises, la violation de principes éthiques ou de règles de sécurité, le cas échéant, etc.); ou
- (b) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a

commis, dans le cadre d'autres subventions qui lui ont été octroyées par l'UE dans des conditions similaires, des erreurs systématiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou un manquement grave à ses obligations qui ont une incidence substantielle sur la présente subvention;

(c) autre:

- (i) questions liées relatives à l'action: sans objet.
- (ii) autres motifs de suspension de la convention de subvention: sans objet.

31.2.2. Procédure

Avant de suspendre la subvention, l'autorité chargée de l'octroi adressera au coordinateur une **lettre de préinformation**:

- lui notifiant formellement son intention de suspendre la subvention et ses motivations; et
- l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas d'observations ou décide de poursuivre la procédure en dépit des observations reçues, elle confirmera la suspension (**lettre de confirmation**). Dans le cas contraire, elle lui notifie formellement qu'elle met un terme à la procédure.

La suspension **prendra effet** le lendemain de l'envoi de la notification de la confirmation (ou à une date ultérieure spécifiée dans la notification).

Une fois réunies les conditions de reprise de l'exécution de l'action, l'autorité chargée de l'octroi adressera formellement au coordinateur une **lettre de levée de la suspension**, dans laquelle il fixera la date de fin de la suspension et invitera le coordinateur à demander un avenant à la convention afin de fixer la date de reprise (un jour après la date de fin de la suspension), de prolonger la durée de l'action et d'effectuer les autres modifications nécessaires pour adapter l'action à la nouvelle situation (voir article 39), sauf si la subvention a été résiliée (voir article 32). La suspension sera **levée** à partir de la date de fin de la suspension fixée dans la lettre de levée de la suspension. Cette date peut être antérieure à la date d'envoi de la lettre.

Pendant la durée de la suspension, aucun préfinancement n'est versé et aucun travail ne peut être accompli. Les modules de travail en cours doivent être interrompus et aucun nouveau module de travail ne peut être entamé.

Les bénéficiaires ne peuvent pas réclamer de dommages-intérêts en raison d'une suspension par l'autorité chargée de l'octroi (voir article 33).

La suspension de la subvention ne modifie en rien le droit de l'autorité chargée de l'octroi de mettre fin à la subvention ou à la participation d'un bénéficiaire (voir article 32) ou de réduire la subvention (voir article 28).

ARTICLE 32 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION DE SUBVENTION OU DE LA PARTICIPATION D'UN BÉNÉFICIAIRE

32.1. Résiliation de la convention de subvention demandée par le consortium

32.1.1. Conditions et procédure

Les bénéficiaires peuvent demander à mettre fin à la subvention.

Le coordinateur doit soumettre une demande d'**avenant** (voir article 39), incluant:

- les motivations;
- la date à laquelle le consortium cesse de travailler sur l'action («date de fin des travaux»); et
- la date à laquelle la résiliation prend effet (la «date de résiliation»). Cette date doit être postérieure à la date de dépôt de la demande d'avenant.

La résiliation **prendra effet** à la date de résiliation indiquée dans l'avenant.

En l'absence de motivation ou si l'autorité chargée de l'octroi considère que les motivations avancées ne sont pas de nature à justifier la résiliation, la résiliation de la subvention peut être réputée abusive.

32.1.2. Effets

Le coordinateur doit soumettre, dans les 60 jours qui suivent la prise d'effet de la résiliation, un **rapport final** (pour la période de rapport ouverte jusqu'à la résiliation).

L'autorité chargée de l'octroi calculera le montant final de la subvention et le paiement final sur la base du rapport soumis en tenant compte des contributions forfaitaires relatives aux activités mises en œuvre avant la prise d'effet de la résiliation (voir article 22). À titre exceptionnel, des contributions forfaitaires partielles relatives à des modules de travail qui n'ont pas été achevés (par exemple, pour des raisons techniques) pourront être prises en considération.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas le rapport dans les délais, aucune contribution ne sera prise en considération. Une résiliation abusive peut entraîner une réduction de la subvention (voir article 28).

Après la résiliation, les obligations des bénéficiaires, énoncées notamment aux articles 13 (confidentialité et sécurité), 16 (DPI), 17 (communication, diffusion et visibilité), 21 (rapports), 25 (contrôles, examens, audits et enquêtes), 26 (évaluation des incidences), 27 (rejets), 28 (réduction de la subvention) et 42 (cession de créances), continuent de s'appliquer.

32.2. Résiliation de la participation d'un bénéficiaire demandée par le consortium

Sans objet.

32.3. Résiliation de la convention de subvention ou de la participation d'un bénéficiaire à l'initiative de l'UE

32.3.1. Conditions

L'autorité chargée de l'octroi peut mettre fin à la subvention ou à la participation d'un ou de plusieurs bénéficiaires si:

- (a) un ou plusieurs bénéficiaires n'adhèrent pas à la convention (voir article 40);
- (b) une modification de l'action ou un changement dans leur situation juridique, financière, technique, organisationnelle ou dans leur structure de propriété est susceptible de compromettre notablement l'exécution de l'action ou remet en cause la décision d'attribution de la subvention (y compris les changements en rapport avec l'un des motifs d'exclusion énumérés dans la déclaration sur l'honneur);
- (c) à la suite de la résiliation de la participation d'un ou plusieurs bénéficiaires, les modifications à apporter à la convention (et leurs incidences sur l'action) sont susceptibles de remettre en cause la décision d'attribution de la subvention ou d'enfreindre le principe d'égalité de traitement des candidats;

- (d) l'exécution de l'action est devenue impossible ou les modifications nécessaires à sa poursuite remettraient en cause la décision d'attribution de la subvention ou enfreindraient le principe d'égalité de traitement des candidats;
- (e) un bénéficiaire (ou une personne répondant indéfiniment de ses dettes) fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'une procédure de même nature (y compris l'insolvabilité, la liquidation, l'administration par un liquidateur ou le placement sous administration judiciaire, les concordats préventifs, la cessation d'activité, etc.);
- (f) un bénéficiaire (ou une personne répondant indéfiniment de ses dettes) n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale;
- (g) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a été reconnu coupable d'une faute professionnelle grave;
- (h) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) s'est rendu coupable de fraude ou de corruption ou a pris part à une organisation criminelle, au blanchiment de capitaux, à des infractions graves liées au terrorisme (y compris le financement du terrorisme) ou à des actes de travail des enfants ou de traite des êtres humains;
- (i) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a été créé dans une juridiction différente dans l'intention de se soustraire à des obligations fiscales, sociales ou à toute autre obligation juridique applicable dans le pays d'origine (ou a créé une autre entité dans un tel but);
- (j) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis:
 - (i) des erreurs substantielles, des irrégularités, une fraude, ou
 - (ii) un manquement grave aux obligations imposées par la présente convention ou durant la procédure d'attribution (notamment par une mauvaise exécution de l'action, un non-respect des conditions de l'appel, la présentation de fausses informations, le fait de ne pas fournir les informations requises, la violation de principes éthiques ou de règles de sécurité, le cas échéant, etc.);
- (k) un bénéficiaire (ou une personne investie de pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle, ou une personne essentielle à l'attribution ou à l'exécution de la subvention) a commis, dans le cadre d'autres subventions qui lui ont été octroyées par l'UE dans des conditions similaires, des erreurs systématiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou un manquement grave à ses obligations qui ont une incidence substantielle sur la présente subvention (extension à la présente subvention des constatations relatives à d'autres subventions; voir article 25);
- (l) malgré une demande spécifique faite par l'autorité chargée de l'octroi, un bénéficiaire ne demande pas, par l'intermédiaire du coordinateur, d'avenant à la convention en vue de mettre fin à la participation d'une de ses entités affiliées ou d'un de ses partenaires associés qui se trouve dans l'une des situations visées aux points d), f), e), g), h), i) ou j) et de réattribuer ses tâches; ou
- (m) autre:
 - (i) questions liées relatives à l'action: sans objet;
 - (ii) autres motifs de résiliation de la convention de subvention: sans objet.

32.3.2. Procédure

Avant de mettre fin à la subvention ou à la participation d'un ou de plusieurs bénéficiaires, l'autorité chargée de l'octroi adressera au coordinateur ou au bénéficiaire concerné une **lettre de préinformation**:

- lui notifiant formellement son intention de mettre fin à la subvention ou à la participation du bénéficiaire et ses motivations; et
- l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas d'observations ou décide de poursuivre la procédure en dépit des observations reçues, elle confirmera la résiliation et la date de prise d'effet de celle-ci (**lettre de confirmation**). Dans le cas contraire, elle lui notifie formellement qu'elle met un terme à la procédure.

La résiliation **prendra effet** le lendemain de l'envoi de la notification de la confirmation (ou à une date ultérieure spécifiée dans la notification; la «date de résiliation»).

32.3.3. Effets

(a) Pour la **résiliation de la convention de subvention**:

Le coordinateur doit soumettre, dans les 60 jours qui suivent la prise d'effet de la résiliation, un **rapport final** (pour la dernière période de rapport ouverte jusqu'à la résiliation).

L'autorité chargée de l'octroi calculera le montant final de la subvention et le paiement final sur la base du rapport soumis en tenant compte des contributions forfaitaires relatives aux activités mises en œuvre avant la prise d'effet de la résiliation (voir article 22). À titre exceptionnel, des contributions forfaitaires partielles relatives à des modules de travail qui n'ont pas été achevés (par exemple, pour des raisons techniques) pourront être prises en considération.

Si la subvention est résiliée pour manquement à l'obligation de remettre les rapports, le coordinateur n'est plus autorisé à fournir aucun rapport après la résiliation.

Si l'autorité chargée de l'octroi ne reçoit pas le rapport dans les délais, aucune contribution ne sera prise en considération.

La résiliation ne modifie en rien le droit de l'autorité chargée de l'octroi de réduire la subvention (voir article 28) ou d'infliger des sanctions administratives (voir article 34).

Les bénéficiaires ne peuvent pas réclamer de dommages-intérêts en raison d'une résiliation par l'autorité chargée de l'octroi (voir article 33).

Après la résiliation, les obligations des bénéficiaires, énoncées notamment aux articles 13 (confidentialité et sécurité), 16 (DPI), 17 (communication, diffusion et visibilité), 21 (rapports), 25 (contrôles, examens, audits et enquêtes), 26 (évaluation des incidences), 27 (rejets), 28 (réduction de la subvention) et 42 (cession de créances), continuent de s'appliquer.

(b) Pour la résiliation de la participation d'un bénéficiaire:

Sans objet.

SECTION 3 AUTRES CONSÉQUENCES: DOMMAGES ET INTÉRÊTS ET SANCTIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 33 – DOMMAGES ET INTÉRÊTS

33.1. Responsabilité de l'autorité chargée de l'octroi

L'autorité chargée de l'octroi ne peut être tenue pour responsable des préjudices causés aux bénéficiaires ou aux tiers en conséquence de l'exécution de la convention, y compris en cas de négligence grave.

L'autorité chargée de l'octroi ne peut être tenue pour responsable des préjudices causés par un des bénéficiaires ou par d'autres participants impliqués dans l'action, en conséquence de l'exécution de la convention.

33.2. Responsabilité des bénéficiaires

Les bénéficiaires doivent indemniser l'autorité chargée de l'octroi pour tout préjudice subi en conséquence de l'exécution de l'action ou de son exécution non totalement conforme à la convention, pour autant que ledit préjudice soit imputable à une négligence grave ou à un acte délibéré.

Leur responsabilité ne s'étend pas aux pertes indirectes ou de nature secondaire ou aux préjudices similaires (tels qu'une perte de bénéfices, de recettes ou de contrats), pour autant que ces préjudices ne soient pas imputables à un acte délibéré ou à une violation de la confidentialité.

ARTICLE 34 – SANCTIONS ET AUTRES MESURES ADMINISTRATIVES

Aucune disposition de la présente convention ne saurait être interprétée comme empêchant l'adoption de sanctions administratives (à savoir l'exclusion des procédures d'attribution de l'UE et/ou des sanctions financières) ou d'autres mesures de droit public, en complément ou en remplacement des mesures contractuelles prévues dans la présente convention [voir, par exemple, articles 135 à 145 du règlement financier de l'UE (2018/1046) et articles 4 et 7 du règlement n° 2988/95¹⁵].

SECTION 4 CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 35 – CAS DE FORCE MAJEURE

Une partie qui a été empêchée par un cas de force majeure de remplir les obligations qui lui incombent aux termes de la convention ne peut pas être réputée avoir enfreint ces obligations.

Par «force majeure», on entend toute situation ou tout événement qui:

- empêche l'une ou l'autre partie de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la convention;
- était imprévisible, exceptionnel et indépendant de la volonté des parties;
- n'était pas dû à une erreur ou négligence de leur part (ou de la part d'autres participants à l'action); et
- se révèle inévitable en dépit de l'exercice de toute la diligence requise.

Toute situation constituant un cas de force majeure doit être formellement notifiée à l'autre partie sans délai, avec l'indication de la nature, de la durée probable et des effets prévisibles de cette situation.

¹⁵ Règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995 relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes (JOL 312 du 23.12.1995, p. 1).

Les parties doivent immédiatement prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter les éventuels préjudices qui résulteraient d'un cas de force majeure et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour reprendre l'exécution de l'action dès que possible.

CHAPITRE 6 DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 36 – COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Pour les subventions qui ne sont pas gérées via le portail «Financements et appels d'offres de l'UE» (voir point 1 de la fiche technique), les règles particulières énoncées à l'annexe 5 s'appliquent.

ARTICLE 37 – INTERPRÉTATION DE LA CONVENTION

Les dispositions de la fiche technique prévalent sur les autres clauses et conditions de la convention.

L'annexe 5 prévaut sur les clauses et conditions de la convention et les clauses et conditions de la convention prévalent sur les annexes autres que l'annexe 5.

Les dispositions de l'annexe 2 prévalent sur celles de l'annexe 1.

ARTICLE 38 – CALCUL DES PÉRIODES ET DÉLAIS

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 1182/71¹⁶, les délais exprimés en jours, mois ou années sont calculés à partir du moment où l'événement déclencheur a lieu.

Le jour au cours duquel a lieu cet événement n'est pas considéré comme faisant partie du délai.

On entend par «jours» des jours calendrier et non des jours ouvrables.

ARTICLE 39 – AVENANTS

39.1. Conditions

La convention peut faire l'objet d'avenants, sauf si les modifications sont susceptibles de remettre en cause la décision d'attribution de la subvention ou d'enfreindre le principe d'égalité de traitement des candidats.

Toutes les parties peuvent demander des avenants.

39.2. Procédure

La partie qui demande un avenant doit soumettre une demande d'avenant signée.

Le coordinateur soumet et reçoit les demandes d'avenants au nom des bénéficiaires (voir annexe 3). Si un changement de coordinateur est demandé sans son accord, la demande doit être soumise par un autre bénéficiaire (agissant au nom des autres bénéficiaires).

La demande d'avenant doit comprendre:

- les motivations;
- les pièces justificatives appropriées; et
- pour un changement de coordinateur sans son accord: l'avis du coordinateur (ou une preuve que cet avis a été demandé par écrit).

L'autorité chargée de l'octroi peut demander des informations complémentaires.

¹⁶ Règlement (CEE, Euratom) n° 1182/71 du Conseil du 3 juin 1971 portant détermination des règles applicables aux délais, aux dates et aux termes (JO L 124 du 8.6.1971, p. 1).

43.2. Règlement des litiges

En cas de litige concernant l'interprétation, l'application ou la validité de la convention, les parties doivent saisir le Tribunal de l'Union européenne – ou, sur pourvoi, la Cour de justice de l'Union européenne – conformément à l'article 272 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Pour les bénéficiaires de pays tiers (le cas échéant), ces litiges doivent être portés devant les tribunaux de Bruxelles, Belgique, à moins qu'un accord d'association au programme de l'UE ne prévoit l'applicabilité des arrêts des tribunaux de l'UE conformément à l'article 272 TFUE.

Pour les bénéficiaires ayant l'arbitrage comme instance spéciale de règlement des litiges (le cas échéant; voir point 5 de la fiche technique), le litige est réglé, en l'absence de règlement amiable, conformément aux règles d'arbitrage publiées sur le portail.

Si un litige concerne des sanctions administratives, une déduction ou une décision formant titre exécutoire au titre de l'article 299 TFUE (voir articles 22 et 34), les bénéficiaires doivent saisir le Tribunal – ou, sur pourvoi, la Cour de justice de l'Union européenne – conformément à l'article 263 TFUE.

Lorsque l'autorité chargée de l'octroi de la subvention est une agence exécutive de l'UE (voir préambule), les recours contre les déductions et les décisions formant titre exécutoire doivent être dirigés contre la Commission européenne (et non l'autorité chargée de l'octroi; voir également article 22).

ARTICLE 44 – ENTRÉE EN VIGUEUR

La convention entrera en vigueur le jour de sa signature par l'autorité chargée de l'octroi ou de sa signature par le coordinateur, si celle-ci intervient plus tard.

SIGNATURES

Pour le coordinateur

Bruno FAURE

Président

Signature :



Fait en français

Date :

Cachet :



Pour l'autorité chargée de l'octroi

Valérie DREZET-HUMEZ

Cheffe de Représentation

Signature :

Fait en français

Date :

Cachet :

ANNEXE 1

DESCRIPTION DE L'ACTION

*Proposition du candidat PLAN DE COMMUNICATION ANNUEL POUR 2023 (Ares(2022)7759285),
jointe en document séparé*

EUROPE DIRECT centres 2021-2025 2023 Demande de subvention

Subvention à l'action	Centres EUROPE DIRECT 2021-2025
Nom de l'EUROPE DIRECT	AURA/AURILLAC ED CANTAL
Référence de la Convention-cadre de partenariat	Projet : 101034510-ED Cantal

PLAN DE COMMUNICATION ANNUEL POUR 2023 (1500 mots maximum)

Le demandeur doit décrire l'/les objectifs annuels de l'EUROPE DIRECT, notamment la manière dont l'EUROPE DIRECT s'acquittera des cinq tâches définies au point 2.2 de l'appel à propositions dans le cadre des priorités annuelles pour 2023 tel que communiqué par la Représentation dans la lettre d'invitation.

Tâche n° 1: information et dialogue avec les citoyens

Le demandeur doit décrire les activités de l'EUROPE DIRECT (à l'exclusion de celles qui relèvent de la tâche n° 4) comme suit: i) lien avec la ou les priorités annuelles pour 2023, ii) type d'activité, iii) public cible, iv) calendrier indicatif, v) activités d'information préalables au dialogue avec les citoyens.

1 - LIEN AVEC LES PRIORITES ANNUELLES DE LA COMMISSION POUR 2023

L'EUROPE DIRECT poursuivra ses missions d'accueil et de sensibilisation de l'ensemble des publics (histoire de la construction européenne, fonctionnement des institutions, politiques et programmes européens en oeuvre, actualités et enjeux à venir)

A cette fin, l'EUROPE DIRECT amplifiera son action d'information et de communication en nouant de nouveaux partenariats, en sensibilisant de nouveaux publics dans une démarche "d'aller vers" et en veillant à un maillage des territoires ruraux.

L'EUROPE DIRECT pourra s'appuyer sur un nouvel outil de mobilisation des acteurs du territoire : le programme "Réseau d'information EUROPE DIRECT Cantal". Il s'agit d'un accompagnement tant financier que technique (soutien financier à la mise en oeuvre d'événements, mise en place de "in" formation-action...) pour démultiplier le nombre de personnes et de structures capables de parler de l'Union Européenne et de lutter contre la désinformation.

L'objectif prioritaire de ces actions d'information et de communication est :

- d'une part de donner au plus grand nombre possible de citoyens cantaliens, une information objective sur l'Union Européenne (son action, ses priorités et ses impacts dans notre

BF

quotidien),

- d'autre part de permettre aux citoyens cantaliens de s'exprimer et de faire remonter leurs attentes, préoccupations, idées auprès des décideurs européens.

L'EUROPE DIRECT s'inspire de la démarche initiée par la Conférence sur l'Avenir de l'Europe en appliquant trois principes : l'approche ascendante, la mise en réseau des acteurs et la démarche "d'aller vers". Les enjeux finaux sont d'améliorer l'information européenne mise à la disposition des citoyens, de favoriser la participation citoyenne et de promouvoir le sentiment d'appartenance à l'Union Européenne...en bref, l'identité européenne.

Les actions de sensibilisation, d'information et de communication de l'année 2023 se construiront autour des thématiques suivantes :

NextGenerationEU

Depuis le 1er septembre 2022, l'EUROPE DIRECT est rattaché au service CANTAL EUROPE qui est une entité au sein de la Direction Générale ayant comme missions d'accompagner les porteurs de projets (internes et externes, publics et privés) sur les programmes européens (FEDER, FEADER, FSE +, INTERREG...) et de piloter une partie du PN FSE+ 2021-2027.

Le rattachement de l'EUROPE DIRECT élargit le spectre d'intervention du service CANTAL EUROPE et permet à l'EUROPE DIRECT de connaître plus précisément les projets accompagnés par l'Union Européenne sur le territoire et de témoigner concrètement de l'engagement de l'Union Européenne en proximité

L'EUROPE DIRECT contribuera à la promotion de NextGenerationEU :

- en participant aux diverses actions mises en oeuvre par les porteurs de projets et le représentant de l'Etat en charge de la Relance (Cécilia MOURGUES, Sous-préfète à la Relance),
- en recensant les projets impactant le Cantal
- en promouvant les projets à fort impact, si possible lors des journées ou semaines européennes thématiques (semaine européenne du développement durable, semaine verte européenne...).

En effet, de nombreux opérateurs cantaliens ont bénéficié de financements européens issus de France Relance et des programmes européens abondés par ReactEU. Ils ont permis le déploiement du télétravail, l'équipement numérique des collèges, la rénovation thermique de bâtiments publics, la réhabilitation de friches ou le développement d'infrastructures touristiques et le soutien à de nombreux projets d'insertion professionnelle des personnes en situation de pauvreté. Ces crédits européens ont permis de soutenir les priorités politiques de l'Europe (Pacte vert, décennie numérique, infrastructures, croissance économique et emploi).

REPowerEU

Dans le cadre du nouvel environnement politique et social découlant de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et de son impact, l'EUROPE DIRECT assurera la promotion de REPowerEU et de l'ensemble des mesures visant à aider les européens à faire face à la crise. L'EUROPE DIRECT relaiera les campagnes institutionnelles européennes. En sus, l'EUROPE DIRECT fera des liens avec les autres politiques et programmes européens menés sur le territoire cantalien contribuant au développement des énergies renouvelables et à la sobriété énergétique.

L'EUROPE DIRECT sera le lien entre les institutions et les citoyens pour illustrer l'action de l'Union

BF

Européenne pour faire face à la crise et les mesures d'aides adoptées pour protéger les européens et assurer notre sécurité énergétique. Des ateliers, des conférences et/ou des dialogues citoyens seront organisés par l'EUROPE DIRECT et ses partenaires en nous appuyant potentiellement sur "les décodeurs de l'Europe" pour introduire discussions et débats.

Suivi de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe

L'EUROPE DIRECT relaiera les suites données aux propositions formulées par les citoyens européens lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe. L'EUROPE DIRECT s'engage à faire connaître la plateforme en réservant un temps sur les événements et actions mis en œuvre par l'EUROPE DIRECT pour inviter à poursuivre le dialogue sur la base d'un outil de promotion de la plateforme intégré à la plaquette de l'EUROPE DIRECT.

Année européenne des compétences

L'année 2023 sera "l'Année européenne des compétences". L'EUROPE DIRECT sera attentif aux initiatives et aux programmes proposés et organisera des événements et des activités en lien avec cette thématique.

Parmi les pistes de travail, l'EUROPE DIRECT envisage de promouvoir différents dispositifs qui permettent d'acquérir des compétences professionnelles mais également sociales, solidaires, civiques ou démocratiques comme ERASMUS +, le Corps Européen de Solidarité, l'Europe pour les citoyens ou le FSE+.

L'EUROPE DIRECT s'appuiera sur les opérateurs locaux (porteurs de projets, structures labélisées...) et sur les structures relais (bureau territorial Erasmus +; Team Europe Direct ou Civisme et Démocratie) pour sensibiliser le grand public et notamment les jeunes.

Élections européennes 2024

Afin de préparer au mieux les citoyens européens aux prochaines échéances électorales européennes, l'EUROPE DIRECT développera une stratégie en trois temps :

- Une information généraliste sur le Parlement européen afin de sensibiliser le grand public au rôle, au fonctionnement et aux travaux de cette institution européenne. Cela passera par exemple par la diffusion de l'information délivrée par le Bureau de liaison du Parlement européen et de la Représentation, par le prêt d'exposition et la diffusion de dépliants relatifs au Parlement européen, par l'organisation d'événements tels que des simulations de Parlement européen ou des visites de l'Europa Expérience.
- Une information ciblée sur les élections européennes à partir du déploiement de la campagne conduite par le Bureau de liaison du Parlement européen. L'EUROPE DIRECT assurera le relais de l'information, la promotion des plateformes d'information et la diffusion des supports de sensibilisation et de promotion.

L'EUROPE DIRECT travaillera en étroite collaboration avec le Bureau de liaison du Parlement européen. Il s'appuiera sur le mouvement des jeunes européens Auvergne, l'école ambassadrice (Lycée professionnel Raymond Cortat à Aurillac) et ses relais pour multiplier et/ou qualifier les actions conduites.

2 – LE TYPE D'ACTIVITES PROPOSEES

L'EUROPE DIRECT développera divers types d'activités pour atteindre différents publics et s'adapter aux attentes des partenaires et du territoire. L'EUROPE DIRECT privilégiera la démarche « d'aller

vers » et la constitution d'un réseau de partenaires pour déployer les actions.

Les types d'action peuvent revêtir deux formes – les actions mises en œuvre par l'EUROPE DIRECT et les actions organisées par d'autres opérateurs auxquelles participe l'EUROPE DIRECT.

Pour les actions mises en œuvre par les acteurs locaux, l'EUROPE DIRECT s'attachera à apporter une plus-value dans l'action conduite et à sensibiliser les publics à son existence et de permettre l'accès à un plus grand nombre. Il s'agit essentiellement de mobilisation de l'EUROPE DIRECT dans les événementiels du territoire mobilisant le grand-public (forum des associations - etc.) et dans le cadre de partenariat.

Pour les actions mises en œuvre par l'EUROPE DIRECT, elles peuvent prendre la forme de :

- Conférences/séminaires, débats/dialogues citoyens, actions d'(in)formations...
- Ateliers, jeux (simulation de Parlement Européen), animation ludiques (randonnées, projections),...
- Témoignages, reportages, publications, expositions, visites...

Ces actions pourront recevoir le concours de partenaires, naturellement la Représentation en France de la Commission Européenne et le Bureau de liaison du Parlement Européen mais également les centres EUROPE DIRECT AURA, France et en Europe, Team Europe Direct, le Mouvement des Jeunes Européens Auvergne et/ou des acteurs de terrain.

Les actions pourront se faire en ligne, en présentiel ou de manière hybride. L'objectif est de diversifier les interventions pour maximiser les chances de toucher des publics nouveaux et de diffuser largement l'information européenne.

3 - LE PUBLIC CIBLE

Bien que, pour certaines thématiques et actions, nous ciblions les publics (jeunes, porteurs de projet, collectivités territoriales...), l'EUROPE DIRECT s'adresse à tout le monde. Pour cela, nous veillerons à avoir un maillage territorial suffisant pour être accessible au plus grand nombre.

L'EUROPE DIRECT ira à la rencontre des Cantaliennes et des Cantaliens pour les sensibiliser, pour les informer, pour promouvoir l'Union européenne et son action. S'il est nécessaire de maintenir les partenariats et les actions auprès des publics intéressés, il est capital d'aller vers ceux que l'Europe n'intéresse pas. Il ne s'agit pas de convaincre... il s'agit de susciter la curiosité, l'intérêt, l'envie.

4 – LE CALENDRIER INDICATIF 2023

Premier trimestre

Atelier décodeur

Célébration de l'amitié franco-allemande

Action autour de la journée européenne du 112

Action autour de la journée de l'Initiative Citoyenne Européenne

Action de sensibilisation autour du rôle, du fonctionnement et des activités du Parlement européen

Action d'information sur une des priorités de l'Union Européenne

Action de promotion de l'action de l'Union européenne en proximité « L'Europe dans le Cantal »

Deuxième trimestre

Atelier décodeur

Célébrations du Joli Mois de l'Europe

Action autour de la semaine européenne du développement durable

Action autour de la semaine verte européenne

Action de sensibilisation autour du rôle, du fonctionnement et des activités du Parlement européen
 Action d'information sur une des priorités de l'Union Européenne (Dialogue citoyen ou conférence)
 Action de promotion de l'action de l'Union européenne en proximité « L'Europe dans le Cantal »

Troisième trimestre

Action de promotion ED « Grand Public »
 Action de promotion ED « Établissements d'enseignement, d'apprentissage et de formation »
 Action d'information « Fonds européens »
 Action de sensibilisation « Enfance-Jeunesse »
 Action autour de la journée européenne des langues
 Action autour de la semaine européenne de la mobilité

Quatrième trimestre

Atelier décodeur
 Action autour des Erasmus Days (conférences, animations...)
 Action autour de la semaine européenne des compétences
 Action de sensibilisation autour du rôle, du fonctionnement et des activités du Parlement européen
 Action d'information sur une des priorités de l'Union Européenne
 Action de promotion de l'action de l'Union européenne en proximité « L'Europe dans le Cantal »

5 : ACTIVITES D'INFORMATION PREALABLES AU DIALOGUE AVEC LES CITOYENS

Afin d'informer et de mobiliser les citoyens, l'EUROPE DIRECT assurera une présence médiatique active sur les réseaux sociaux, les médias locaux et les supports de communication de la structure hôte ainsi qu'en assurant une présence lors de manifestations "grand public".

L'EUROPE DIRECT s'appuiera également sur ses partenaires (services départementaux, autorités de gestion, têtes de réseau, collectivités locales et associations) pour relayer les informations auprès d'un large public.

Enfin, l'EUROPE DIRECT bénéficie de la solidarité des autres EUROPE DIRECT et plus particulièrement des six centres d'Auvergne-Rhône-Alpes avec lesquels il partage les publications, échange les bonnes pratiques et construit des actions communes.

Tâche n° 2: relations avec les médias et les relais d'opinion locaux

Le demandeur doit décrire les médias et les relais d'opinion avec lesquels il a l'intention d'établir un partenariat solide en vue de renforcer le rayonnement de l'EUROPE DIRECT.

L'EUROPE DIRECT s'appuiera sur le service communication du Conseil départemental du Cantal qui relaie ses actions sur les supports institutionnels via son site internet, son compte Facebook, son magazine "Cantal Avenir" diffusé dans près de 75 000 foyers cantaliens ou encore son magazine d'information interne diffusé à ses 1079 agents chaque mois.

L'EUROPE DIRECT s'attachera à fournir aux médias locaux (presse écrite et radio) des informations sur les politiques et priorités de l'Union Européenne. Ces derniers seront systématiques associés aux actions et manifestations mobilisant le grand public. Un dossier de presse sera réalisé et transmis pour chaque événement. Un partenariat engagé en 2021 avec la télévision locale "Couleurs Cantal" sera poursuivi. Ce media accompagne l'EUROPE DIRECT dans ses événements phares. Il est envisagé d'établir un partenariat avec une radio locale pour informer les citoyens lorsque l'actualité européenne le nécessitera ou lorsque des événements importants se dérouleront dans le

département en lien avec l'Union Européenne.

L'information et la communication sont déterminantes dans la communication européenne. Elles doivent conduire à la mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire pour leur permettre de prendre part au projet européen. L'EUROPE DIRECT s'attachera à créer une nouvelle dynamique territoriale en créant des réseaux infra départementaux soutenus par un programme d'aides départementales "réseaux d'information Europe Direct".

Des points réguliers avec la presse quotidienne régionale continueront à être organisés avec les collègues des EUROPE DIRECT de la région Auvergne-Rhône-Alpes sur des temps forts de l'année.

L'objectif stratégique est d'améliorer la communication européenne en la rendant accessible, visible, lisible et de lutter contre la désinformation.

Tâche n° 3: sensibilisation aux sujets sensibles de l'UE au niveau local

Le demandeur doit décrire comment l'EUROPE DIRECT surveillera toute préoccupation importante ainsi que la perception des politiques ou des projets de l'UE au niveau local dans la zone d'activité et fournira, sur demande, une vue d'ensemble dans les plus brefs délais.

L'EUROPE DIRECT s'appuiera sur les ressources humaines et documentaires du service documentation pour assurer une veille sur les sujets d'actualité concernant l'Union Européenne. En effet, une revue de presse spécifique Europe recense les articles les plus pertinents de la presse locale.

L'EUROPE DIRECT restera attentif lors des événements aux interrogations et aux préoccupations à portée européenne de même qu'il aura une vigilance particulière concernant la désinformation qu'elle se passe sur les réseaux sociaux ou sur les diverses animations.

L'ensemble de ces informations feront l'objet d'une remontée à travers l'outil commun d'identification et de reporting des sujets sensibles créé par Tanguy SPECK.

Tâche n° 4: l'UE dans les établissements scolaires

Le demandeur doit décrire comment l'EUROPE DIRECT établira des liens avec les établissements scolaires de la zone d'activité afin de promouvoir le matériel pédagogique officiel de l'UE. Le cas échéant, il y a aussi lieu de décrire les activités de l'EUROPE DIRECT prévues dans les établissements scolaires, les programmes de formation des enseignants et le soutien aux initiatives « Retour à l'école » et « Retour à l'université ».

L'EUROPE DIRECT a établi de nombreux liens avec les établissements d'enseignement du territoire. Ces derniers ont permis une réelle sensibilisation des jeunes et des équipes pédagogiques aux enjeux européens. En 2023, l'EUROPE DIRECT poursuivra sa collaboration avec les établissements scolaires en adaptant ses informations en fonction des publics :

- Prêt de matériel, diffusion de supports et communication des supports pédagogiques aux écoles maternelles, écoles primaires le sollicitant après envoi d'un courrier d'information à la veille de la rentrée scolaire. Information de l'action à destination de l'Enfance-Jeunesse.
- Prêt de matériel, diffusion de supports et communication des supports pédagogiques aux collèges le sollicitant après envoi d'un courrier d'information à la veille de la rentrée scolaire. Invitations aux événements « Grand Public »
- Intervention, prêt de matériel, diffusion de supports et communication des supports pédagogiques aux lycées, aux établissements d'enseignement supérieur, aux organismes de formation et d'apprentissage et aux MFR le sollicitant après envoi d'un courrier d'information à la veille de la rentrée scolaire.

La promotion du matériel pédagogique officiel de l'Union Européenne notamment *learning corner et youth hub* se fera via différents canaux : le site internet de la structure hôte, une information auprès des établissements d'enseignement et de la Direction Départementale des Services de l'Éducation Nationale.

Les ressources documentaires (expositions, documentations...) figureront sur le site de l'EUROPE DIRECT avec la mise en place d'un formulaire de réservation.

Les rencontres avec les élèves, les étudiants et les stagiaires se feront sous divers formats (simulation de parlement européen, conférence, dialogue citoyen, ateliers ludiques et/ou numériques...).

L'EUROPE DIRECT fera la promotion des outils d'appropriation de l'identité européenne comme EUROSCOLA, EUROPA EXPÉRIENCE... Il valorisera les actions de mobilité ou d'échanges européens menées par les établissements d'enseignement à l'instar du Prix des Initiatives Européennes (Auvergne).

Enfin, des actions-animations dédiées à l'enfance-jeunesses seront proposées lors des trois rendez-vous suivants :

- **le Joli Mois de l'Europe** avec l'idée d'associer sur une journée les jeunes sur une action dédiée ;
- **la journée européenne des langues** avec des animations ou des prêts de matériel et une incitation à participer à la dictée européenne ;
- **les Erasmus Days** où seront proposés des événements ludiques avec les élèves mais aussi la rencontre des équipes pédagogiques en sollicitant notamment le bureau territorial ERASMUS + d'Auvergne Rhône Alpes

Tâche n° 5: promotion d'un réseau régional de réseaux

Le demandeur doit décrire comment l'EUROPE DIRECT favorisera des contacts réguliers avec d'autres réseaux d'information et de sensibilisation de l'UE sur le terrain, afin de promouvoir un «réseau de réseaux» à l'échelon régional.

La Région AURA possède, depuis plus de dix ans, un club des acteurs européens qui partagent leurs savoirs, bonnes pratiques et informations. Réunis dorénavant au sein du réseau des réseaux "l'Union Européenne en Auvergne-Rhône-Alpes", les EUROPE DIRECT de la Région en assurent l'animation. Ainsi, deux réunions auront lieu en 2023. La première, au cours du 1^{er} trimestre, traitera du Joli Mois de l'Europe. La seconde, prévue en juillet 2023, portera sur les Erasmus Days.

A la suite de l'annonce de la création d'un nouveau réseau d'élus pour la promotion de l'Europe, les EUROPE DIRECT AURA organiseront à la veille du Joli Mois de l'Europe une rencontre avec les associations départementales des Maires de France et des Maires ruraux afin de les informer sur l'initiative de la Commission européenne, l'existence du réseau des réseaux et la présence en proximité des EUROPE DIRECT. L'objectif est de permettre l'adhésion de « Local Councillor » et la promotion du réseau et des centres EUROPE DIRECT.

DURÉE PRÉVUE DE L'ACTION:

Date de début prévue: 1^{er} janvier – 31 décembre 2023 du plan de communication annuel pour 2023

BUDGET -

Votre budget doit être à l'équilibre : le total des dépenses doit être égal au total des recettes

PRÉVISIONS DES DÉPENSES

Coût total de l'action = total des dépenses	96 820 EUR
--	------------

PRÉVISIONS DES RECETTES

Subvention de l'UE demandée pour 2023 ACP (A)	38 000 EUR (montant obligatoire à ne pas supprimer ni modifier)
Contribution financière du bénéficiaire (B)	58 820 EUR
Total des recettes (A+B)	96 820 EUR

Of

FINANCEMENT SUPPLÉMENTAIRE

1 FINANCEMENT DE L'UNION

1.1 DEMANDES ET/OU FINANCEMENTS DE L'UNION EN COURS

Le demandeur ou, le cas échéant, une des entités affiliées a-t-il/elle reçu ou demandé un financement de l'Union pour la même action ou une partie de ladite action ou pour son fonctionnement au cours du même exercice?

☒ NON

☐ OUI – Passez au tableau suivant

DEMANDE, SUBVENTION OU TOUT AUTRE FINANCEMENT DE L'UE – À préciser pour chacune des demandes ou des subventions obtenues pendant l'exercice en cours ou les exercices précédents (ajoutez des colonnes si nécessaire)

	Programme 1	Programme 2
Intitulé de l'action (ou de la partie de l'action)		
Programme de l'Union concerné		
Institution, organe ou organisme de l'Union à qui la demande a été présentée ou qui a pris la décision d'octroi		
Année d'attribution ou de demande et durée de l'opération		
Montant de la demande, de la subvention ou d'un autre financement		

AVIS JURIDIQUE

Le demandeur doit indiquer à la Représentation de la Commission si l'une ou l'autre des demandes de financement susmentionnées présentées à d'autres services de la Commission européenne ou à d'autres institutions, organes ou organismes de l'Union a été approuvée par ceux-ci, ultérieurement à la présente demande de subvention.

2 AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT EXTERNE – HORS UNION

2.1 AIDE OCTROYÉE

Le demandeur ou l'une des entités affiliées a-t-il/elle déjà obtenu une confirmation au sujet d'un éventuel financement externe en faveur des activités d'*EUROPE DIRECT*?

☒ NON

☐ OUI – Passez au tableau suivant

CONTRIBUTIONS DE TIERS

Le demandeur doit fournir des renseignements sur le tiers suivant le modèle ci-dessous (ajoutez des lignes si nécessaire).

Tiers 1	
Dénomination officielle complète	
Montant estimé du financement à fournir pour l'opération	

2.2 AIDE DEMANDÉE

Le demandeur ou une entité affiliée a-t-il/elle demandé un financement externe affecté aux activités d'*EUROPE DIRECT* ou a-t-il/elle une demande en cours ou en attente de confirmation?

☒ NON

☐ OUI – Passez au tableau suivant

BF

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES RESSOURCES DEMANDÉES - Le demandeur doit fournir des renseignements sur les fonds demandés suivant le modèle ci-dessous (ajoutez des lignes si nécessaire)

Organisation/entité concernée 1

Nom de l'organisation

Adresse officielle

Montant demandé

Le fait de répondre à un appel à propositions implique l'enregistrement et le traitement de données à caractère personnel telles que le nom, l'adresse et le curriculum vitæ. Ces données seront traitées conformément au règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE, JO L 295, p. 39. Sauf indication contraire, les questions posées et les données à caractère personnel demandées sont nécessaires à l'évaluation de votre demande, conformément à l'appel à propositions. Elles seront traitées uniquement à cette fin par le chef de la Représentation de la Commission en France.

Les données à caractère personnel pourront être enregistrées par la Commission dans le système de détection rapide et d'exclusion si le bénéficiaire se trouve dans l'une des situations visées aux articles 136 et 141 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046¹. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la déclaration sur la politique en matière de respect de la vie privée à l'adresse suivante:

https://ec.europa.eu/info/data-protection-public-procurement-procedures_fr.

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32018R1046>.

ANNEXE 2

BUDGET PREVISIONNEL

Annexe 2 jointe en document séparé

Annexe 2 CONVENTION DE SUBVENTION SPÉCIFIQUE
EUROPE DIRECT
BUDGET PRÉVISIONNEL (VENTILATION
FORFAITAIRE) DE L'ACTION

Formes de financement	Contribution estimée de l'UE	
	Contribution forfaitaire éligible estimée	Montant maximal de la subvention
	Programme de travail EUROPE DIRECT	
	Contribution forfaitaire	
Total		
	38 000 EUR	38 000 EUR

ANNEXE 3

FORMULAIRE D'ADHÉSION POUR LES BÉNÉFICIAIRES

[Dénomination légale du BEN (intitulé court)], code PIC [numéro], établi à [adresse légale],

convient par la présente

de devenir coordinateur

au titre de la convention [insérer le numéro] – [insérer l'acronyme] (ci-après la «convention»)

entre [dénomination légale du coordinateur (intitulé court)] et l'Union européenne (ci-après l'«UE»), représentée par la Commission européenne (ci-après la «Commission européenne» ou l'«autorité chargée de l'octroi»),

En signant le présent formulaire d'adhésion, le bénéficiaire accepte la subvention et s'engage à assumer les obligations et le rôle de coordinateur ainsi qu'à mettre en œuvre la subvention conformément à la convention, avec toutes les obligations et conditions qu'elle fixe à compter / du [insérer la date] // de la date de signature du formulaire d'adhésion // de la date d'entrée en vigueur de l'avenant / (la «**date d'adhésion**») – si l'autorité chargée de l'octroi accepte la demande d'avenant.

SIGNATURE

Pour le bénéficiaire/nouveau bénéficiaire/nouveau coordinateur:

[prénom/nom/fonction]

[signature]

Fait en [anglais]

[date] [cachet]

ANNEXE 4

ETAT FINANCIER FINAL

Annexe 4 jointe en document séparé

ANNEXE 4 CONVENTION DE SUBVENTION
SPÉCIFIQUE EUROPE DIRECT

ETAT FINANCIER FINAL DE L'ACTION

Contribution de l'UE	
Formes de financement	Contributions forfaitaires éligibles (par module de travail)
	Programme de travail EUROPE DIRECT
	Contribution forfaitaire
	TERMINÉ
État d'achèvement	
Contribution de l'UE demandée	
Total	[montant forfaitaire]
	[montant forfaitaire]

ANNEXE 5

RÈGLES PARTICULIÈRES

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI) – CONNAISSANCES PRÉEXISTANTES ET RÉSULTATS – DROITS D'ACCÈS ET DROITS D'UTILISATION (ARTICLE 16)

Droits de l'autorité chargée de l'octroi d'utiliser les résultats à des fins d'information, de communication, de diffusion et de publicité

L'autorité chargée de l'octroi a également le droit d'exploiter les résultats non sensibles de l'action à des fins d'information, de communication, de diffusion et de publicité, en utilisant l'un des modes suivants:

- (a) **l'exploitation à des fins internes** [en particulier, la mise à la disposition de personnes travaillant pour l'autorité chargée de l'octroi ou pour tout autre service de l'UE (y compris ses institutions, organes, organismes, etc.) ou institution ou organisme d'un État membre de l'UE; la copie ou la reproduction en totalité ou en partie, sans limite de nombre; et la communication par l'intermédiaire d'un service de presse];
- (b) **la distribution au public** sur support papier, électronique ou numérique, sur l'internet, y compris les réseaux sociaux, en tant que fichier téléchargeable ou non;
- (c) **la mise en forme** et la **reformulation** (notamment la réduction, la condensation, la modification, la rectification, la suppression ou l'insertion d'éléments – tels que des métadonnées, des légendes ou d'autres éléments graphiques, visuels, sonores ou textuels –, l'extraction d'éléments – fichiers audio ou vidéo par exemple –, la division en parties ou l'utilisation dans une compilation);
- (d) la traduction, y compris l'insertion de sous-titres ou le doublage, dans toutes les langues officielles de l'UE;
- (e) **le stockage** sur papier, sous forme électronique ou autre;
- (f) **l'archivage**, conformément aux règles applicables en matière de gestion des documents;
- (g) le droit d'autoriser des **tiers** à agir en son nom ou à concéder à des tiers des sous-licences, y compris en cas de connaissances préexistantes sous licence, concernant tous les droits ou modes d'exploitation mentionnés dans la présente disposition;
- (h) **le traitement**, l'analyse, le regroupement des résultats et la **conception d'œuvres dérivées**;
- (i) **la diffusion** des résultats dans une base de données ou un catalogue aisément accessible, par exemple des portails «accès ouvert» ou «données ouvertes», ou des référentiels similaires, à titre gratuit ou non.
- (j)

Les bénéficiaires doivent garantir ces droits d'utilisation pour toute la durée de leur protection par des droits de propriété industrielle ou intellectuelle.

Si des résultats sont soumis à des droits moraux ou à des droits de tiers (y compris des droits de propriété intellectuelle ou des droits de personnes physiques sur leur image et leur voix), les bénéficiaires doivent veiller au respect de leurs obligations au titre de la présente convention (notamment en obtenant les licences et autorisations nécessaires auprès des titulaires de droits concernés).

SUBVENTIONS GÉRÉES EN DEHORS DU PORTAIL «FINANCEMENTS ET APPELS D'OFFRES»

Pour les subventions gérées en dehors du portail «Financements et appels d'offres» (voir point 1 de la fiche technique):

- les communications ne doivent pas être effectuées via le portail, mais sur papier, aux adresses suivantes:
 - pour les bénéficiaires: l'adresse légale telle qu'elle figure au registre des participants sur le portail,
 - pour l'autorité chargée de l'octroi: l'adresse postale officielle indiquée sur son site web;
- les rapports sur l'état d'avancement et les éléments livrables (article 21.1) ne sont pas énoncés dans l'outil d'établissement de rapports continus, mais à l'annexe I; ils ne doivent pas être chargés sur le portail, mais dans l'outil d'établissement de rapports d'Europe Direct;
- les rapports finaux et états financiers (article 21.2) ne sont pas signés et soumis au moyen de l'outil d'établissement de rapports périodiques du portail, mais doivent être envoyés à l'autorité chargée de l'octroi au format papier (en tant que notification formelle);
- les avenants et pièces justificatives (article 39) ne sont pas encodés et signés dans l'outil prévu pour les avenants sur le portail, mais doivent être signés au format papier et envoyés à l'autorité chargée de l'octroi (en tant que notification formelle); il en va de même pour les formulaires d'adhésion (articles 40 et 41).

Toutefois, les règles suivantes demeurent applicables:

- les informations conservées dans le registre des participants doivent être tenues à jour (article 19.2);
- les modèles à utiliser sont ceux publiés sur la page «Documents de référence» du portail (articles 21, 23 et 24);
- les traitements de données par l'autorité chargée de l'octroi sont soumis à la déclaration de confidentialité du portail (article 15).



Accord de coopération Maramures-Cantal Plan d'actions 2023		
Domaines	Type d'actions	Calendrier de réalisation
Administration publique et gestion de la relation à l'usager	Visite de la délégation de Maramures dans le Cantal	Avril-Mai 2023
	Promotion du jumelage entre autorités publiques des deux territoires	Tout au long de l'année
	Accompagnement des autorités publiques dans le jumelage	Tout au long de l'année
	Accueil d'un jeune du Corps Européen de Solidarité de Maramures au Département	Septembre-Décembre 2023
Culture & Patrimoine	Reportage photographique autour des richesses culturelles et patrimoniales des deux territoires	Aout-Septembre 2023
	Réalisation d'une exposition de plein air Maramures/Cantal	Octobre-Novembre 2023
Tourisme et activités de pleine nature	Participation à un événement de promotion touristique dans le Maramures	A déterminer
	Accueil d'une délégation à un événement de promotion touristique	A déterminer
	Participation conjointe à un événement international de promotion touristique	A déterminer
Europe Direct	Lancement de la campagne pour la participation aux élections européennes de 2024	Mai-Juin 2023
	Mobilité d'un groupe de jeunes "Euroteam Cantal" dans le Maramures	Juin-Juillet 2023

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-36

Cantal'ENS Collèges

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CP04-26 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 mai 2019 approuvant la Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et validant le programme d'actions pour la période 2019-2028 ;

Vu la délibération n°22CD05-31 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions 2023 en faveur des espaces naturels et ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Considérant les projets déposés par les collèges du département et sélectionnés par le comité de sélection du 16 décembre 2022 ;

- ATTRIBUE les subventions suivantes aux collèges désignés dans le tableau ci-après, en soutien à la réalisation des projets pédagogiques retenus dans le cadre de l'appel à projets « Cantal'ENS Collèges » 2022-2023 :

Collège	Site ENS	Structure d'accompagnement	Budget total (TTC)	Subvention CD15	Part collège
Jean de la Fontaine Vic-sur-Cère	Pas de Cère	Fédération de pêche & Muséum	1 364 €	1 228 €	136 €
La Ponétie Aurillac	Marais du Cassan	Alter Eco	2 240 €	1 500 €	740 €
Pierre Galery Massiac	Lac du Pêcher	Moments Nature	1 060 €	954 €	106 €
Georges Pompidou Condat	Tourbières de Chastel-sur-Murat	Terres 2 Cimes & photographe	2 158 €	1 500 €	658 €
Louis Pasteur Chaudes-Aigues	Puy de la Tuile	CPIE	1 567 €	1 410 €	157 €
Georges Pompidou Murat	Tourbières de Chastel-sur-Murat	Moments Nature & CBNMC	2 830 €	1 500 €	1 330 €
Total			11 219 €	8 092 €	3 127 €

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 221 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-37

Aménagement et Gestion des milieux aquatiques

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

*Madame Céline CHARRIAUD se retire et ne participe pas au vote.
Par 29 voix pour*

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.211-7 ;

Vu la délibération n°14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur sa déclinaison opérationnelle ;

Vu la délibération n°21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant l'évolution des dispositifs techniques et financiers du Schéma Départemental de gestion et de valorisation des Milieux Aquatiques (SDMA) pour la période 2021-2024 ;

Vu la délibération n°22CD05-31 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions en faveur des Espaces Naturels et Ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits inscrits au budget départemental ;

- **DECIDE** d'attribuer à la Fédération de pêche et de protection du milieu aquatique du Cantal une subvention de 2 337 € en soutien à la mise en œuvre d'un réseau de suivi thermique pérenne départemental sur 40 stations, sur la base d'un montant éligible de 23 373 € TTC ;

- **DECIDE** d'attribuer au Syndicat Interdépartemental de Gestion de l'Alagnon (SIGAL) une subvention de 19 390 € en soutien à la réalisation de travaux de restauration de berges, du lit mineur et de régénération de la ripisylve, sur le Landeyrat et l'Arcueil, dans le cadre du Contrat territorial vert et bleu Alagnon sur la base d'un montant éligible de 228 120 € TTC ;

- **DECIDE** d'attribuer à Saint-Flour Communauté une subvention de 9 560 € en soutien à la réalisation de travaux de restauration écomorphologique sur l'Ander entre les lieux-dits de Gaymond et du Rochain sur la commune d'Andelat, dans le cadre du Contrat de progrès territorial des Affluents de la Truyère cantalienne sur la base d'un montant éligible de 95 598 € TTC ;

- **DECIDE** d'attribuer au Syndicat mixte du bassin du Célé-Lot médian une subvention de 20 000 € en soutien à la réalisation de travaux de restauration hydromorphologique sur le Célé au droit du seuil du moulin de Carrègues sur la commune du Trioulou, sur la base d'un montant éligible de 200 000 € TTC.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits du chapitre 204 fonction 78 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-38

Plantation de haies et d'arbres dans le cadre des travaux connexes à l'aménagement foncier d'Andelat - 1ère Tranche

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le programme de travaux connexes à l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier d'Andelat approuvé par la Commission Communale d'Aménagement Foncier le 9 mars 2021 puis la Commission Départementale d'Aménagement Foncier le 16 juin 2021 ;

Vu la délibération n°2022-45 du 25 novembre 2022 de la Commune d'Andelat relative à la demande de subvention pour la plantation de haies ;

Vu la délibération n°22CD05-31 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 approuvant le programme d'Aménagement Foncier et Rural 2023 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Vu le programme de travaux connexes à l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier d'Andelat autorisé par arrêté préfectoral n° 2021-1152 du 20 août 2021 ;

- **ATTRIBUE** à la Commune d'Andelat une subvention de 5 344,25 € en soutien à la plantation de haies et d'arbres dans le périmètre complémentaire de l'opération d'aménagement foncier. Cette aide correspond à 100 % du montant HT des dépenses de fournitures, le montant total du projet étant estimé à 10 000 € HT.

Cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-39

Indemnité de déplacements des intervenants bénévoles – EUROPE DIRECT Cantal

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 23 avril 2021 validant la convention-cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu l'avenant à la convention-cadre du 8 août 2022 actant le transfert d'EUROPE DIRECT Cantal au service Cantal Europe ;

Considérant le recours par le Département, dans le cadre du centre EUROPE DIRECT Cantal, aux interventions de membres de la Team EUROPE DIRECT (universitaires, juristes, consultants) à titre bénévole ;

Considérant la nécessité de fixer les modalités de défraiement pour indemniser les intervenants bénévoles ;

- **DECIDE** de fixer les modalités d'établissement des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement pour les intervenants bénévoles du centre EUROPE DIRECT Cantal (sur présentation des justificatifs de paiement) comme suit :

- Pour les frais de déplacement :
 - déplacement en avion/train : frais réel ;
 - déplacement en voiture : application de l'indemnité kilométrique des voitures de 5 cv et moins sur la base du barème de calcul de l'arrêté du 14 mars 2022 soit 0,32 € et prise en charge des frais en lien avec le déplacement (péage, parking, ...).
- Pour les frais d'hébergement :
 - 70 € par nuitée.
- Pour les frais de repas :
 - remboursement forfaitaire soit 17,50 €/repas (déjeuner - dîner).

- **AUTORISE** Monsieur le Directeur Général des Services du Département à signer tout document pour la prise en charge des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement pour les intervenants bénévoles du centre EUROPE DIRECT Cantal.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au Chapitre 6185, Nature 011, Fonction 043 du budget départemental.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-40

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 22CD05-5 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

- **ATTRIBUE** au titre de la répartition 2023 du Fonds Commun des Services d'Hébergement la subvention suivante :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Jeanne de la Treille Aurillac	réparation d'une armoire froide	726 €	508 €

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-41

Collèges publics : actualisation des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article R.216-12 du Code de l'Education ;

- **DECIDE** de fixer, pour l'année 2022, le montant des prestations accessoires accordées aux personnels logés par nécessité absolue de service dans les collèges à 4 000 €.

- **DECIDE** de retenir les modalités suivantes pour l'établissement des factures de fluides en l'absence de compteurs individualisés :

* Définition des consommations :

Foyer de 1 personne : 30 m³ d'eau + 250 m³ de gaz + 120 kwh d'électricité;

Foyer de 2 personnes : 70 m³ d'eau + 370 m³ de gaz + 180 kwh d'électricité;

Foyer de 3 personnes : 90 m³ d'eau + 500 m³ de gaz + 250 kwh d'électricité

Foyer de 4 personnes : 110 m³ d'eau + 500 m³ de gaz + 250 kwh d'électricité

Foyer > 4 personnes : 110 m³ d'eau + 20 m³ par personne supplémentaire + 630 m³ de gaz + 300 kwh d'électricité

+ eau : 25 m³ par salle de bain et / ou 20 m³ par salle de douche

+ gaz : 200 m³ par chauffe-eau

En cas de chauffage collectif, recensement du nombre de radiateurs du logement (salles de bains, de douches et cuisines : les radiateurs sont comptés pour 1/4) avec un seuil maximum dépendant de l'indice majoré de traitement du bénéficiaire :

INM <= 302 : 2 radiateurs 303 < INM <= 379 : 3 radiateurs 380 < INM <= 442 : 4 radiateurs
443 < INM <= 538 : 5 radiateurs 538 > INM : 6 radiateurs

* Application aux consommations des tarifs définis par la Direction Générale des Finances Publiques, selon une note du 8 avril 2022, avec une actualisation prenant effet au 1^{er} mai 2022 (transmise aux établissements le 29 avril 2022) :

- tarif de l'électricité : 0,17 € / kwh;
- tarif de l'abonnement électricité : 11,30 € / mois
- tarif de l'eau : 3,48 € / m³
- tarif du gaz : 9,1 centimes € / kwh
- coefficient de conversion pour la consommation de gaz : 11,2
- tarif du chauffage : forfait par radiateur de 366 €

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-42

Protocole transactionnel - RD 58 - SAINT-SIMON

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSION donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la requête de Mme en date du 27 juillet 2022 déposée devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand ;

Vu l'ordonnance de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand en date du 10 octobre 2022 désignant Mme Mathieu de Lavergne en tant que médiatrice dans le litige opposant Mme au Département du Cantal ;

- **VALIDE** les termes du projet d'accord transactionnel à conclure entre le Conseil départemental du Cantal et Madame , dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit protocole et tout acte s'y rapportant.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES

Madame , née le à AURILLAC (CANTAL), demeurant

D'UNE PART

ET

Le Département du CANTAL, dont le siège est 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC, représenté par Monsieur Bruno FAURE, son Président en exercice, par délibération de la Commission permanente du Conseil départemental en date du ;

D'AUTRE PART

Il a été conclu la présente transaction dans les termes des articles 2044 et suivants du Code Civil, et il a été préalablement, exposé ce qui suit :

Mme _____ est propriétaire de parcelles, sur la commune de SAINT SIMON (Cantal) sur lesquelles se situent une maison à usage d'habitation, des dépendances dont un bâtiment à usage de grange-étable et des terrains. Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect. Numéro Lieudit ha a ca

AP 133 Le Tor 43 29
 AP 134 Le Tor 62 93
 AP 135 Le Tor 11 32
 AP 162 Le Tor 03 10
 AR 18 Labro 28 81
 AR 28 Labro 96 69
 AR 36 Prade du Blanc 90 27
 AR 121 Labro 56
 AR 150 Labro 49 28
 AR 152 Labro 19 03
 AR 154 Labro 1 72 97
 AR 166 Prade du Blanc 38 41
 AR 195 Labro 1 14 66
 AR 199 Parde du Blanc 35 09
 AR 201 Parde du Blanc 32 47
 AR 203 Parde du Blanc 83 62
 AT 22 Beillac 10 60
 AT 27 6 Chemin des Mélicomps 12 97
 AT 28 Beillac 59 33
 AT 125 Beillac 01 18
 BH 53 Les Souquieres 36 70
 BH 54 Les Souquieres 07 00
 BH 61 Les Souquieres 07 00
 BH 62 Les Souquieres 69 10
 BH 82 Les Rieux est 88 95
 BH 83 Les Rieux est 20 15
 BK 17 Puymere 45 30
 BK 18 Puymere 33 70
 Contenance totale 12 74 48

Au cours du mois de février 2020, le Département du Cantal, gestionnaire de la route départementale n°58 entre St SIMON et GIOU DE MAMOU, a réalisé l'aménagement d'un aqueduc traversant la chaussée et prolongé par un fossé.

L'ouvrage est implanté sur la propriété de Mme _____, ce dont cette dernière s'apercevra fortuitement par une visite des lieux en Mars 2020.

La requérante prenait immédiatement attache avec le Département pour obtenir des explications et informations.

Le 15 Mai 2020, la collectivité reconnaissait qu'au cours du mois de février 2020, les services du Département avait réalisé ledit aménagement. Il indiquait que ces travaux avaient pour objet d'éviter que l'eau de ruissèlement ne traverse la chaussée lors d'épisodes pluvieux et crée ainsi une surface verglacée en période de basse température pouvant provoquer des accidents de la route.

Plusieurs échanges écrits avaient lieu entre les parties.

Mme considère que la situation n'a jamais été régularisée et que l'ouvrage demeure implanté sur sa propriété privée.

Le Département du Cantal reconnaît une erreur mais conteste un certain nombre de préjudices notamment l'enlèvement d'arbres lors de la mise en place de l'aqueduc, contrairement aux affirmations de Mme

Dans sa requête devant le Tribunal administratif, Mme demande à la juridiction :

D'ANNULER la décision de rejet du 21 Juin 2022 du département du CANTAL ;

De JUGER que le Conseil départemental du CANTAL a entrepris des travaux sans l'autorisation de la requérante et sur une parcelle dont elle a la propriété exclusive ;

De JUGER que de tels travaux sont constitutifs d'une emprise irrégulière ;

D'ENJOINDRE au Conseil départemental du CANTAL de faire cesser ladite emprise irrégulière et de remettre les lieux dans leur état d'origine, sous astreinte de 200 euros par jour de retard à compter de la notification du jugement à intervenir ;

A défaut, de suppression de l'ouvrage d'ATTRIBUER à Mme une somme de 5 000 euros au titre de la valeur vénale du bien et ENJOINDRE à l'administration de régulariser la propriété de l'emprise foncière en prenant en charge les coûts inhérents notamment le bornage, la rédaction de l'acte, et la publication au service de la publicité foncière

En tout état de cause

De CONDAMNER le Conseil départemental du CANTAL à lui verser la somme de 3 000 euros en réparation du préjudice subi du fait de la faute Conseil départemental du CANTAL

De CONDAMNER le Conseil départemental du CANTAL à lui verser une somme de 1 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Mme Béatrice Mathieu de Lavergne était désignée médiatrice par le Tribunal administratif.

C'est dans ce contexte de médiation qu'une discussion devait s'engager, par la suite, entre les Parties.

Soucieuses de mettre un terme définitif au litige les opposant, les Parties se sont finalement rapprochées et ont convenu de s'accorder réciproquement les concessions ci-après rapportées, lesquelles forment transaction au sens des articles 2044 à 2052 du Code Civil, sans que le présent protocole ne puisse être interprété comme une adhésion de l'une des parties à la thèse de l'autre.

Les parties confirment par ailleurs que leur consentement au présent protocole a été donné de façon totalement libre et éclairée.

Au terme des négociations, les parties, après avoir fait des concessions réciproques, ont conclu la présente transaction destinée à régler définitivement, en toute connaissance de cause et sans réserve, tout litige résultant des faits précités.

L. IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

A. Concernant le Département

Le Département conteste le montant du préjudice de Mme

Toutefois, afin de régler définitivement le litige né entre les parties, il accepte :

1. De verser à Mme une indemnité forfaitaire, transactionnelle et définitive, d'un montant de **2 000 €** (Deux mille euros).

Le montant de cette indemnité transactionnelle sera versé avant le 15.02.2023 par virement bancaire sur le compte CARPA ouvert à cet effet, dont le RIB sera transmis dans les meilleurs délais.

Cette indemnité transactionnelle **a la nature de dommages et intérêts** et a vocation à réparer tout potentiel préjudice subi par Mme au titre des faits visés dans le préambule.

2. Le Département s'engage par ailleurs à prendre en charge l'ensemble du coût de la médiation correspondant aux honoraires de la médiatrice, à ses frais de déplacements et à ses frais divers.

3. Le Département s'engage enfin à déposer l'ouvrage litigieux, et à remettre le terrain en l'état.

Il s'agit notamment de procéder au nivellement des terres, de reboucher le fossé et d'enlever le béton et la plateforme.

Les parties s'accordent sur un délai de 6 mois, à compter de la signature des présentes, pour l'exécution des travaux en question et sur la mise en œuvre à l'issue desdits travaux d'un PV de réception contradictoire.

Dans cette perspective, Mme _____ donne l'autorisation au Département de pénétrer dans les lieux aux fins de pouvoir exécuter les travaux précités dans les délais.

B. Mme

Madame _____ s'engage en contrepartie à :

1. accepter les sommes mentionnées ci-dessus à titre de règlement global, forfaitaire et définitif ;
2. accepter les modalités de remise en l'état de son terrain lesquelles seront vérifiées par les parties contradictoirement dans le cadre du PV de réception.
3. donner l'autorisation nécessaire au Département pour pénétrer dans les lieux aux fins de pouvoir exécuter les travaux précités ;
4. reconnaître être par la présente transaction remplie de l'intégralité de ses droits nés ou à naître, dans le cadre du litige l'opposant au Département du Cantal, n'avoir plus aucune demande au titre des faits visés dans le préambule et objets de sa requête devant le Tribunal administratif, et renoncer en toute connaissance et sans réserve à toute instance et action nées ou à naître, de quelque nature que ce soit, en quelque qualité que ce soit, relatives aux faits précités devant quelque Juridiction, organismes ou autorité que ce soit.

C. Les parties

Les parties confirment qu'il n'existe aucun autre litige à la date de signature du présent protocole.

Les parties déclarent avoir disposé du temps nécessaire à la réflexion, avant de signer le présent protocole d'accord transactionnel, en toute connaissance de cause et sans avoir subi la moindre contrainte morale ou pression.

Les parties s'engagent à conserver un caractère confidentiel à la présente transaction.

Chacune des parties s'engage à prendre les mesures nécessaires au respect absolu de cette confidentialité, cet engagement étant déterminant de leur consentement.

Les parties s'interdisent de faire état du présent protocole ou de le communiquer pour quelque cause que ce soit, sauf devant les tribunaux pour les besoins de son exécution et à la réquisition expresse des organismes fiscaux ou sociaux.

Chaque partie s'engage de manière générale à ne pas agir d'une manière qui puisse préjudicier aux intérêts de l'autre partie.

Les parties s'engagent à exécuter de bonne foi le présent protocole établi à titre irrévocable et définitif.

Le présent protocole constitue une transaction au sens des articles 2044 et suivants du code civil.

Relativement aux contestations exposées ci-dessus les parties reconnaissent et déclarent que la présente transaction règle définitivement le litige qui s'était fait jour entre elles, qu'elle solde tout compte de part et d'autre, qu'elle ne pourra être remise en cause pour quelque motif que ce soit, qu'elle a force de l'autorité de la chose jugée en dernier ressort conformément à l'article 2052 du Code Civil et qu'elle ne peut être révoquée, tant pour cause d'erreur de droit que de lésion.

Les parties déclarent que la présente transaction est expressément soumise aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code, prévoyant :

Article 2044 : « *La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit.* »

Article 2052 : « *La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet.* »

Chacun s'engage à exécuter de bonne foi la présente transaction.

Préalablement à sa signature, un exemplaire des présentes a été remis à chaque partie pour examen, à la suite de quoi, et après avoir disposé du temps, des informations et des conseils nécessaires à la formation de leur consentement respectif, les parties déclarent expressément signer en toute connaissance de cause le présent accord.

Chaque partie confirme son accord sur les termes de la présente en apposant sa signature précédée de la mention manuscrite « *Lu et approuvé, bon pour transaction, bon pour renonciation à toute instance et/ou action* ».

Fait à Toulouse

Le

En deux seuls exemplaires originaux

Chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien

Pour le Département du Cantal

Mme

Les parties doivent parapher chaque page et signer la dernière. Les signatures devant être précédées de la mention manuscrite : « *lu et approuvé – bon pour transaction définitive et irrévocable et renonciation à toute action et instance* ».

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 27 JANVIER 2023

DELIBERATION N°23CP01-43

Station du Lioran - Convention pour les servitudes de passage des remontées mécaniques et des pistes de ski

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 13 janvier 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absente excusée
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du tourisme et notamment l'article L.342-20 ;

Vu la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du domaine skiable du Lioran (service des remontées mécaniques, des pistes de ski et des servitudes associées), en date du 7 janvier 2014 ;

Vu le courriel de Monsieur en date du 21 octobre 2022 demandant une nouvelle répartition de l'indemnité versée par le Département du Cantal dans le cadre de la convention pour les servitudes de passage des remontées mécaniques et des pistes de ski à la station du Lioran, suite au décès d'un des propriétaires ;

- **APPROUVE** la nouvelle convention avec les consorts pour l'occupation des parcelles n° 0393, 0394, 0704, 0706, section B, sur le territoire de la Commune de Saint-Jacques-des-Blats dans le cadre de l'exploitation des remontées mécaniques et pistes de ski, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et à procéder au paiement de la redevance correspondante.

Publication : 02-02-2023

Transmission Préfecture : 01-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

EQUIPEMENT DE LA STATION DU LIORAN

CONVENTION POUR LES SERVITUDES DE PASSAGE DES REMONTEES MECANIKES ET DES PISTES DE SKI

Entre :

Le Département du CANTAL, sis 28 avenue Gambetta, 15005 AURILLAC cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente en date du ,

d'une part,

- **Madame** , **Monsieur** , propriétaires des parcelles n° 0393,0394,0704, 0706 de la section B situées sur la Commune de SAINT JACQUES DES BLATS, domiciliés :

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la présente convention

Les consorts concèdent au Département, sur les parcelles n° 0393, 0394, 0704, 0706 section B du cadastre de la Commune de SAINT JACQUES DES BLATS, les servitudes de passage (telles qu'elles figurent au plan annexé à la présente convention) nécessaires à l'aménagement et l'exploitation des remontées mécaniques et des pistes de ski qu'elles desservent et comprenant notamment :

N° DE PARCELLE	SURFACE	PISTE	TELESIEGE	TELESKI
B 0393	126h 89a 50ca	Dujon 6 Crêtes Traversée Georges Bouvet		
B 0394	29h 86a 80ca	Traversée Georges Bouvet	Combe	
B 0704	30h 96a 43ca	Dujon 5 Slalom Dujon 6 Buron (départ) Bois de Veyrière (départ) Traversée Bordercross Georges Bouvet		Slalom
B 0706	6h 72a 86ca	Dujon 6		

ARTICLE 2 - Modalités de mise en œuvre des servitudes

Il est précisé :

- que ces aménagements liés aux servitudes de passage n'auront pas pour effet d'interrompre les écoulements d'eau nécessaires à l'exploitation agricole présente sur les parcelles concernées ;
- qu'il ne sera pas établi de barrières continues de grande longueur ou d'autres obstacles pouvant apporter une gêne sensible à la libre circulation du bétail ;
- qu'il ne sera établi sur les parcelles visées à l'article premier que les seules installations de remontées mécaniques, réseau de neige de culture, barrières à neige et les pistes de ski ;
- que le Département fera procéder, après chaque saison d'hiver, à la remise en place, avant le 15 mai, des clôtures enlevées par ses soins à partir du 15 octobre ; les fils seront bien tendus et mis à la hauteur convenable avec piquets tous les trois mètres. Les morceaux de pare-neige brisés seront récupérés ainsi que les fils de fer et autres objets.

ARTICLE 3 – Clause d'exclusivité

Les consorts s'engagent à ne pas accorder sur les parcelles désignées à l'article premier, une autorisation de construction et d'exploitation de remontées mécaniques, d'aménagement et exploitation de pistes de ski, à toute personne ou société qui manifesterait l'intention d'effectuer des travaux de même nature sans l'accord du Département.

ARTICLE 4 – Engagements des propriétaires

Les consorts s'engagent à laisser le libre passage aux skieurs sur leur propriété pendant la saison skiable.

Par ailleurs, ils autorisent le Département à faire exécuter tous travaux nécessaires à l'aménagement des pistes traversant lesdites parcelles et notamment :

- terrassements partiels, drainage des zones marécageuses, canalisation des eaux divagantes, construction d'ouvrages de franchissement de ruisseaux, mise en place de barrières pare-neige ou de protection conformément au point 2 de l'article 2, mise en place de poteaux de signalisation, pose de canalisations téléphoniques ou électriques enterrées. Dans tous ces cas, le terrain sera remis en état et ré-engazonné immédiatement. Les drainages et canalisations ne se feront pas par la création de fossés profonds risquant d'entraîner des accidents en particulier pour les animaux.

ARTICLE 5 - Disposition du terrain en période de non enneigement

Du 15 mai au 15 octobre, les propriétaires du terrain en auront la libre disposition et pourront procéder normalement à son exploitation agricole. Ils devront cependant veiller à ce que cette exploitation agricole n'ait pour effet ou pour conséquence d'entraîner des désordres aux ouvrages construits par le Département et à leur fonctionnement.

Sous cette réserve, le Département reconnaît expressément que les propriétaires ou leurs ayants droit n'encourront aucune responsabilité pour gêne ou dommage causé contre leur volonté, aux ouvrages du Département par l'exploitation agricole.

ARTICLE 6 - Responsabilité vis à vis des tiers

Le Département s'engage à se substituer aux propriétaires au cas où la responsabilité de ceux-ci serait recherchée à la suite d'un accident survenu à un tiers et imputable aux installations et aménagements réalisés par lui.

Le Département restera responsable, conformément au Code Civil, des dommages causés par ses installations aux propriétaires, à leurs ayants droit ou à leurs ayants cause, aux animaux leur appartenant ou dont ils auront autorisé la présence sur leur terrain.

ARTICLE 7 - Impôts

Le Département supportera la charge de tous impôts, contributions et taxes grevant ou pouvant grever les terrains mentionnés à l'article premier du fait de ses installations à l'exception de l'impôt foncier.

ARTICLE 8 - Indemnisation

En contrepartie des servitudes ainsi créées et de celles déjà existantes au profit du Département, une indemnité annuelle révisable annuellement fixée à 6293.54 € (SIX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT TREIZE EUROS ET CINQUANTE QUATRE CENTIMES) pour l'année 2022 et indexée sur l'augmentation moyenne pondérée des tarifs des remontées mécaniques sera versée aux consorts propriétaires des dites parcelles. Pour chaque échéance annuelle, cette indemnité sera versée par le Conseil Départemental avant le 30 avril de la même année.

Afin de répondre à la demande des propriétaires, ladite indemnité leur sera versée individuellement en fonction de la répartition ainsi établie.

- 7/8 de part à M.
- 1/8 de part à Mme

ARTICLE 9 - Durée de la convention

La présente convention prendra effet à dater de sa signature par l'ensemble des parties, elle sera valable tant que fonctionnera la station sous l'égide du Département, autorité organisatrice. Au cas où le Département envisagerait l'exécution de travaux neufs, il sera tenu d'obtenir au préalable l'accord des conjoints et cet accord fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 10 - Modification de la convention

Toute modification des clauses de la présente convention donne lieu à un avenant établi dans les mêmes conditions que la convention initiale.

ARTICLE 11 – Clause compromissoire et compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet de la mise en œuvre d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la partie la plus diligente procède à la saisie du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre partie.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, un original étant destiné à chaque signataire.

AURILLAC, le Le Président du Conseil Départemental,	, le	, le
Bruno FAURE	Madame	Monsieur

Propriété

